

# L'EFFORT BRITANNIQUE

CONTRIBUTION DE L'ANGLETERRE À LA GUERRE EUROPÉENNE

AOUT 1914 — FÉVRIER 1916

PAR

JULES DESTRÉE

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

PRÉFACE DE GEORGES CLEMENCEAU

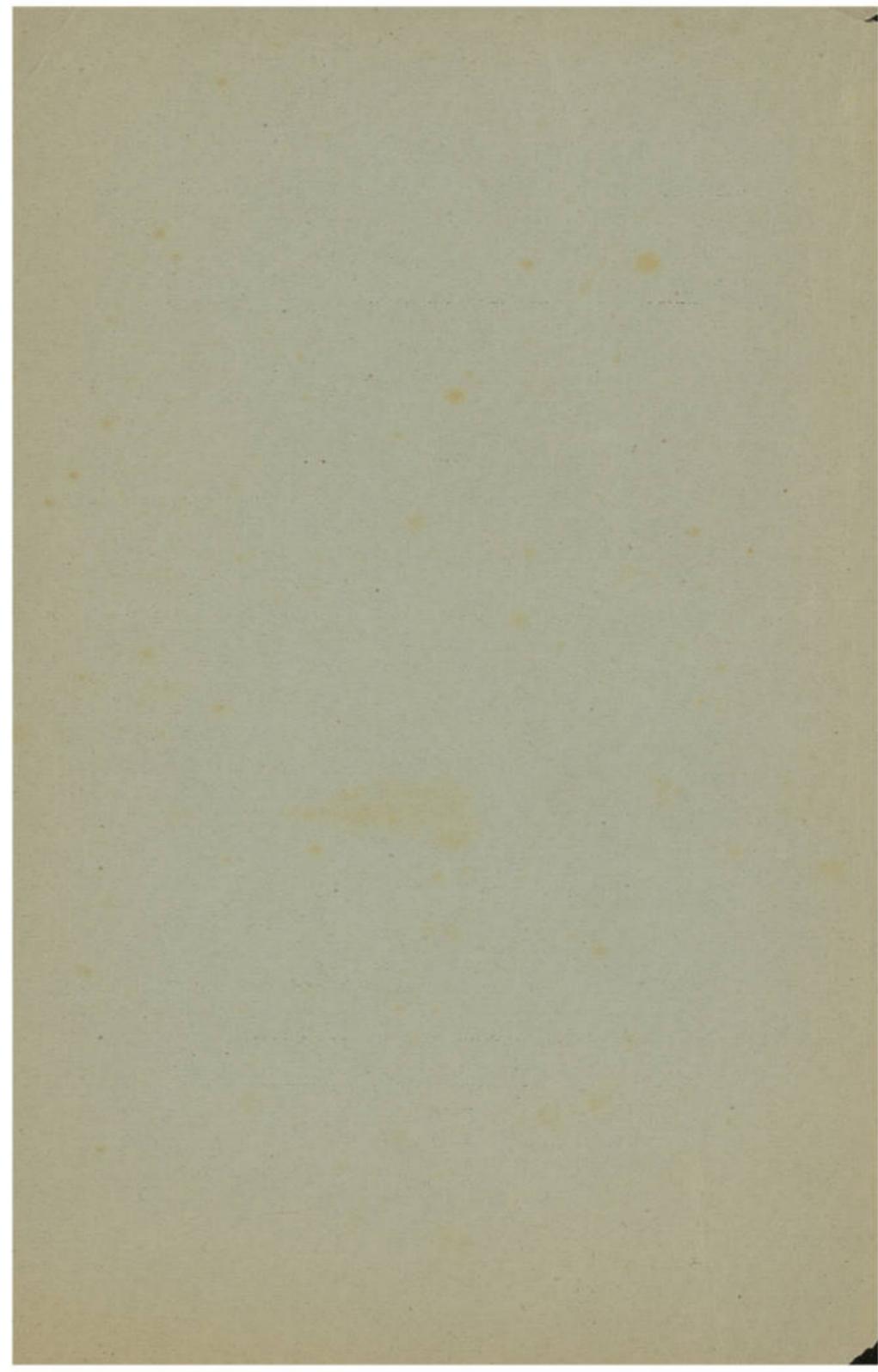
---

BRUXELLES ET PARIS

LIBRAIRIE D'ART ET D'HISTOIRE

VAN OEST ET C<sup>IE</sup>, ÉDITEURS

—  
1916



2 F

L'EFFORT BRITANNIQUE

*Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays.*

---

*Copyright by G. Van Oest et C<sup>o</sup>, 1916.*

15 NOV. 2021

IRHIS - Lille 3

IRHIS- C33352

# L'EFFORT BRITANNIQUE

CONTRIBUTION DE L'ANGLETERRE À LA GUERRE EUROPÉENNE

AOUT 1914 — FÉVRIER 1916

PAR

JULES DESTRÉE

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

PRÉFACE DE GEORGES CLEMENCEAU

---

BRUXELLES ET PARIS

LIBRAIRIE D'ART ET D'HISTOIRE

G. VAN OEST ET C<sup>IE</sup>, ÉDITEURS

1916



## PRÉFACE

---

Cette guerre ne se poursuit point pour la possession d'une ville, d'une province, d'une colonie. Nous combattons pour la liberté, pour l'existence de notre race. Il n'est plus d'autre question que de savoir qui, des deux groupements ennemis, survivra et, à travers les siècles, continuera son histoire. Épouvantable lutte à mort, où chaque peuple apporte la dernière once de son or, la dernière goutte de son sang.

Milliards sur milliards s'engloutissent. Quand, au bas du traité de paix, on posera le dernier paraphe, que restera-t-il de la vieille Europe? Que de ruines! Que de tombeaux! Qu'importe à nos soldats? Après nos fils, que la guerre prenne les fils de nos fils. Nous ne les refuserons pas. Nous donnerons nos biens, notre chair. Toutes les richesses de notre sol, toutes les ressources de notre volonté, nous les

jetterons au creuset. Nous ne voulons pas mourir.

Dans ce total don de soi-même, chacun de nous commet, à de certains moments, l'inévitable demi-crime de ne voir que sa propre volonté de vaincre et d'oublier l'élan de ses alliés. Nous nous haussons aux suprêmes sacrifices. Par-delà les mers, par-delà les monts, est-il possible qu'eux aussi, nos camarades de lutte, combattent du même effort, d'une âme à ce point résolue ?

Heure terrible, que celle où de semblables questions se peuvent poser. Quand le rameur peut craindre que son compagnon d'équipe ne soit exposé à faiblir, il n'est pas loin de sentir le poids de l'aviron tout entier.

Aussi est-il bon que, de temps en temps, une voix s'élève pour montrer où en est chacun de nous dans l'accomplissement du devoir.

M. Destrée, dans le livre que voici, nous dit de l'Angleterre, de son effort naval et militaire, de la résolution qui l'inspire, les choses les plus belles et les plus réconfortantes.

L'Angleterre n'a pas voulu la guerre ; il faut le répéter à sa louange et ajouter, hélas !

à sa confusion, qu'elle ne l'avait point prévue. N'eût été la violation de la neutralité belge, nul ne peut dire quand elle eût tiré le glaive.

La voilà dans la mêlée. Lentement, mais avec une opiniâtreté que rien ne rebute ni ne trouble, la grande Albion s'est faite puissance militaire. Elle a accumulé canons, obus, bataillons. Elle s'est hérissée de quatre millions de baïonnettes. Partout où, sur le vaste globe, il y avait de l'ortie boche à arracher, les tommies ont relevé leurs manches et nettoyé le champ.

On rend grâce à la flotte anglaise de ce qu'elle a su, sans bouger, sans tirer un coup de canon, annihiler la menace allemande, bloquer l'ennemi, assurer le ravitaillement de nos armées. C'est vrai : silencieuse, cette veillée n'en a pas moins de grandeur.

Mais le miracle anglais n'est pas là. Le miracle anglais ne s'est pas produit sur mer. Dreadnoughts, croiseurs, torpilles, cela, ce n'est que la tradition anglaise. Ce qui fait que la vieille île septentrionale a grandi dans l'estime et dans l'admiration des hommes, c'est qu'elle a, pour la première fois de son histoire millénaire, cessé d'être une île, cessé de vou-

loir n'être qu'une île. Elle s'est incorporée au continent, par ses grands beaux hommes qui font héroïquement tête dans les tranchées flamandes, leurs courtes pipes aux dents, par ses canons, ses convois, et, surtout, la haute sérénité avec laquelle elle a accepté, de notre antique sol, le destin de douleur et de lutte éperdue.

Cela, c'est beau, parce que ce n'est point l'œuvre d'une heure, parce que c'est l'inévitable conclusion d'une histoire de dix siècles.

D'autres nations ont, sur les champs épiques de l'Europe, versé plus de sang que l'Angleterre. D'autres ont subi des assauts plus violents, ont eu à déployer plus de farouche héroïsme devant la ruée des Barbares. Aucune ne s'est résolue, avec plus de méthode et de décision, à aller jusqu'au bout de la tâche. Aucune ne s'est sentie métamorphosée aussi complètement, dans ses mœurs, dans l'exercice de ses droits et ses revendications d'indépendance.

M. Destrée, qui est, au sens du mot qu'on appliquait à Gambetta, un des plus ardents « commis voyageurs » de la pensée et de l'entente latine, et qui ne cesse d'expliquer l'Italie aux Français que pour raconter l'An-

gleterre aux Italiens, a dit ces choses, et bien d'autres, excellemment.

Nul mieux que lui n'était qualifié pour parler de ce grand soubresaut des races que l'horrible guerre a définitivement réveillées des vieilles illusions.

Il disait dernièrement :

Je ne connais plus, quant à moi, de camarades et de frères allemands. Je ne prendrai pas leur main, il y a dessus trop de sang de mes véritables frères et camarades, de tous ces ouvriers de nos régions industrielles qui ont trop bénévolement cru à la puissance et à la sincérité de la social-démocratie. Je ne ferai pas de traité avec eux, car ils ont laissé dire que les traités n'étaient que chiffons de papier et qu'on pouvait les violer quand il y avait intérêt.

A cela, je ne consentirai ni maintenant, ni plus tard. Mais maintenant, c'est-à-dire pendant que les travailleurs de Belgique sont contraints, par une terrorisation sans exemple, à subir les volontés des conquérants allemands, et aussi longtemps que notre territoire sera occupé, il me paraît et me paraîtra particulièrement inadmissible de discuter avec l'envahisseur, même masqué du masque socialiste.

Discuter quoi, d'ailleurs ? Une conciliation de quoi ? Avons-nous, avant la guerre, demandé quelque chose à l'Allemagne ? Avons-nous, depuis

la guerre, à demander autre chose que notre indépendance et notre liberté, et la réparation du mal injuste qu'on nous a fait? Quelle conciliation peut-on imaginer à propos de ces questions?

Et s'il s'agit de plus vastes sujets, si l'on espère se servir de la Belgique pour faire passer sournoisement la paix germanique, nous ne pouvons répondre à ses émissaires que ce que nous avons répondu aux soldats : On ne passe pas.

Mâles paroles, qui se peuvent appliquer à l'ardente volonté de vaincre de l'Angleterre, de la Russie, de l'Italie, de la France.

Ce livre affermira la confiance de nos bons combattants et de ceux qui, à l'arrière, les soutiennent de leur énergie. Il servira également à persuader aux retardataires des dernières neutralités, que l'Entente doit vaincre et qu'elle vaincra. Cela, parce qu'elle a le droit pour elle, d'abord.

Mais aussi parce qu'elle a la force.

G. CLEMENCEAU.

---

•

## NOTE PRÉLIMINAIRE

---

J'ai passé quelques mois en Italie, soucieux d'y faire connaître la véritable situation de la Belgique dans la guerre européenne, et mêlé aux agitations qui ont conduit l'Italie à participer au grand conflit. C'est ainsi que j'ai pu constater que le prodigieux effort de l'Angleterre n'était pas suffisamment connu chez nos amis italiens et que j'ai été amené à le leur présenter, dans le désir de leur procurer de nouvelles raisons de confiance et d'espoir.

On m'a prié de donner une version française de *Ciò che hanno fatto gli Inglesi*. Je le fais volontiers, car, en France non plus, la contribution anglaise n'est pas toujours suffisamment appréciée.

Je le fais en m'excusant auprès du lecteur de ne lui apporter qu'un ouvrage sans prétention, récapitulat seulement ce qu'un lecteur attentif des journaux pourrait savoir déjà, un ouvrage dans lequel j'ai toujours préféré citer des opinions autorisées plutôt que de développer des réflexions personnelles, un ouvrage composé avec conscience mais en hâte et qui a tous les défauts de son actualité.

Je le fais parce que j'estime que, dans cette guerre qui dure, la population civile a autant besoin de confiance que les armées ont besoin de munitions. Il faut chaque jour nous défendre contre l'inquiétude, la lassitude et le découragement. Et je ne connais rien qui soit plus tonifiant pour notre opiniâtreté que cet examen de ce qu'ont fait les Anglais.

Qu'il y ait eu dans leur formidable entreprise des insuccès et des erreurs, il serait puéril de le nier. Mais il serait puéril surtout de s'attacher principalement à des insuccès et à des erreurs et de négliger les raisons de victoire.

Celles-ci sont d'une importance si décisive qu'elles ne peuvent laisser placé au doute.

L'Angleterre a, de même que la France, révélé dans la crise une si vigoureuse énergie qu'elle a surpris ceux qui la croyaient épuisée et indigne de sa puissance d'autrefois. Sa flotte est toujours la première du monde, celle qui règne sur les vagues ; son trésor est inépuisable et mis sans compter à la disposition de la cause commune ; son armée, qui existait à peine au début de la guerre, s'égale peu à peu aux armées continentales.

Dès qu'on veut réfléchir à ces vérités essentielles, dès que l'on consent à suivre en ses détails cette volonté obstinée vers le succès, les appréhensions des jours gris se dissipent et s'impose la certitude du triomphe.

Toute propagande, quelque modeste qu'elle soit, qui accroît la confiance internationale, prépare les jours meilleurs de demain. Elle doit être considérée comme un devoir pour chacun de nous. Pour le Belge que je suis, elle est en outre une dette de reconnaissance vis-à-vis de l'Angleterre et de la France.

J. D.

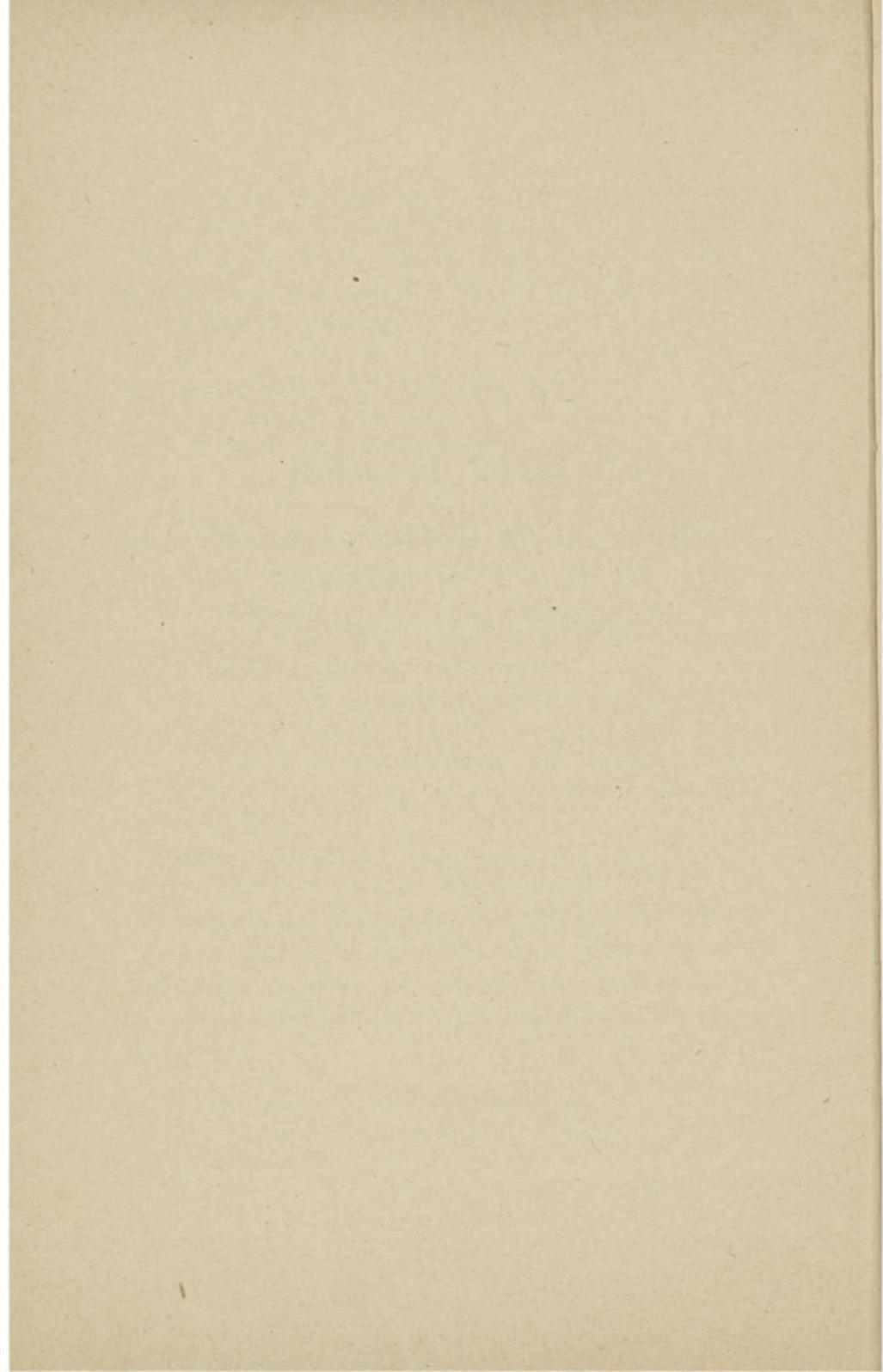
Je note ici, avec mes remerciements, la collaboration dévouée de mon ami : M. Richard Dupierreux.

Rome, fin février 1916.

---

CHAPITRE PREMIER

COMMENT L'ANGLETERRE, VOULANT  
LA PAIX, S'EST TROUVÉE  
ENTRAINÉE DANS LA GUERRE



# L'EFFORT BRITANNIQUE

---

## CHAPITRE PREMIER

COMMENT L'ANGLETERRE, VOULANT LA PAIX, S'EST  
TROUVÉE ENTRAÎNÉE DANS LA GUERRE.

« La perfide Albion ».

Il n'est pas de cliché qui ait été plus exploité par les agents de l'Allemagne que celui de la perfidie d'Albion. Les innombrables variations qui ont été faites sur ce thème, acceptées sans examen ni contrôle par les esprits superficiels, ont contribué à créer une opinion défavorable à l'Angleterre. Certains la croient capable uniquement d'une politique intéressée, ne reculant pas devant l'emploi de moyens plus ou moins tortueux, se contentant de risquer, à bon escient, son or, et cherchant à laisser aux autres le soin d'accomplir les sacrifices essentiels.

Au moment de m'efforcer de renseigner l'opinion sur l'importance de la contribution anglaise dans la guerre actuelle, il me faut, tout d'abord, deman-

der au lecteur de se libérer de ce préjugé et d'apprécier les choses telles qu'elles sont dans la réalité des faits. Si l'on veut se faire une opinion équitable sur la conduite des Anglais, il importe de ne pas se laisser aveugler par des idées toutes faites et des préventions nées de l'ignorance et de l'incompréhension du véritable caractère anglais.

Celui-ci n'est pas sans défauts, assurément. Mais la perfidie n'est pas un de ses attributs. L'Anglais — quelques semaines de vie en Angleterre suffiront à le prouver — n'est pas perfide. Ce n'est pas à lui que la parole a été donnée pour déguiser la pensée. Il dit sincèrement, naïvement presque, ce qu'il pense, ni plus, ni moins. Il n'a ni souplesse ni subtilité d'esprit. Les races méridionales qui comprennent vite, qui devinent une idée à demi formulée, qui pressentent les sous-entendus et les réserves, se trompent totalement lorsqu'elles prêtent aux Anglais les complications intellectuelles qui leur sont familières. Chez l'Anglais, la compréhension est lente, et l'intention ne dépasse pas l'expression. Toute malice lui déplaît et l'inquiète ; la sincérité, apparente ou feinte, le conquiert, parce qu'il n'imagine pas la ruse et le subterfuge. « *Honesty is the best policy* » : « L'honnêteté est la meilleure politique. » Les solutions simples et droites sont les seules qui puissent espérer réussir auprès de l'opinion publique anglaise.

Une telle lenteur intellectuelle peut être une faiblesse et un défaut. Il est des circonstances où elle

semble exaspérante : le peuple anglais ne comprend le danger que lorsqu'il est directement menacé, que le péril est là, palpable, imminent, indiscutable. Mais, à d'autres points de vue, ce trait de caractère est aussi une grande qualité, car il implique la loyauté et doit attirer la confiance. Lorsqu'il a enfin compris, l'Anglais sait agir, et agir avec obstination et ténacité. Il ne fait pas de promesses vaines.

#### Le début des négociations.

Pour qui a pu discerner ces données fondamentales de la psychologie anglaise, la fable allemande de la guerre voulue par l'Angleterre, instiguée par elle, poursuivie à son profit, paraît absurde. Il faut être obtus comme un Teuton pour s'en contenter.

La correspondance diplomatique de l'Angleterre a été publiée. Rien n'est plus clair ni plus probant que ces documents. On y voit que pendant les derniers jours de juillet 1914, les dirigeants anglais, et spécialement Sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères, n'avaient qu'une préoccupation et qu'un désir : assurer la paix européenne. Non seulement, ils cherchent à localiser le fléau, mais ils ne paraissent pas avoir compris qu'ils pourraient être eux-mêmes entraînés dans la tourmente.

Le 23 juillet, Sir Edward Grey écrit à l'ambassadeur anglais à Vienne :

[N<sup>o</sup> 3<sup>1</sup>]*Foreign Office, 23 juillet 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen, Ambassadeur  
de Grande-Bretagne à Vienne.*

...il m'avait été donné à entendre que ceux qui avaient de l'influence à Saint-Pétersbourg feraient bien de l'y employer en faveur de la patience et de la modération. J'avais répondu que la quantité d'influence que l'on pourrait déployer dans ce sens dépendrait de la modération des demandes autrichiennes et de la force de la justification que l'Autriche pourrait invoquer à leur appui. Les conséquences possibles de la situation actuelle étaient terribles. En supposant que quatre Grandes Puissances de l'Europe — mettons l'Autriche, la France, la Russie et l'Allemagne — fussent en guerre, il me semblait que le coût en serait tellement énorme et serait un tel obstacle au commerce, qu'une guerre serait accompagnée ou suivie d'un effondrement complet de l'industrie et du crédit européens. De nos jours, dans les grands Etats industriels, ceci entraînerait un état de choses pire que celui de 1848, et, de quelque côté que s'inclinât la victoire, bien des choses seraient complètement engouffrées...

Le 24 juillet, il télégraphie :

[N<sup>o</sup> 5]*Foreign Office, 24 juillet 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen, Ambassadeur  
de Grande-Bretagne à Vienne.*

...J'ajoutai que la matière m'inspirait de graves appréhensions, et que je ne m'en occuperais que purement et simplement au point de vue de la paix de l'Europe. Le fond de la dispute entre l'Autriche et la Serbie ne

1. Les numéros se rapportent à la numérotation des textes publiés par Hachette, sous le titre *Correspondance du Gouvernement britannique relative à la crise européenne. 1914.*

regardait pas le Gouvernement de Sa Majesté, et, en offrant les observations sus-mentionnées, je n'avais pas l'intention de l'apprécier...

Le même jour, il répond à l'appel de la Serbie en des termes assez durs :

[N° 12] *Foreign Office, 24 juillet 1914.*

*Sir Edward Grey à M. Crackanthorpe, Chargé d'affaires de Grande-Bretagne à Belgrade.*

La Serbie devrait promettre que, s'il est établi que des fonctionnaires serbes, quelque subalternes qu'ils puissent être, furent complices de l'assassinat de l'Archiduc à Sarajevo, elle donnera à l'Autriche la plus complète satisfaction. Elle devrait certainement exprimer de la sympathie et du regret. Pour le reste, le Gouvernement serbe doit répondre aux demandes autrichiennes selon son appréciation des intérêts de la Serbie...

Le lendemain, l'ambassadeur britannique à Saint-Petersbourg, Sir G. Buchanan, insistait auprès du ministre des Affaires étrangères pour que la Russie ne précipitât pas la guerre en mobilisant avant que l'Angleterre n'ait pu agir pour la paix :

[N° 17] *Saint-Petersbourg, 25 juillet 1914.*

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg, à Sir Edward Grey. (Reçu 25 juillet.)*

...J'exprimai l'ardent espoir que la Russie ne précipitât pas la guerre en mobilisant avant que vous eussiez

le temps de déployer votre influence en faveur de la paix. Son Excellence m'assura que la Russie n'avait pas d'intentions agressives...

Et Sir Edward Grey lui répondait :

[N° 24]

*Foreign Office, 25 juillet 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg.*

...Je n'estime pas que l'opinion publique approuverait ou devrait approuver que nous fissions la guerre à propos d'une querelle serbe. Si cependant la guerre éclate, nous pourrions nous y trouver entraînés par d'autres considérations, et je tiens par conséquent à l'empêcher.

La soudaineté, la brusquerie, le caractère péremptoire de la démarche autrichienne rendent à peu près inévitable à bref délai une mobilisation de la part tant de la Russie que de l'Autriche. Dans ce cas la seule chance de paix, à mon avis, est que les autres Puissances s'entendent pour demander aux Gouvernements autrichien et russe de ne point franchir la frontière et de donner aux quatre Puissances le temps d'agir à Vienne et à Saint-Pétersbourg pour essayer d'arranger les choses. Si l'Allemagne veut adopter ce point de vue, je suis convaincu que la France et nous-mêmes devons agir en ce sens. L'Italie sans doute y collaborerait volontiers...

Le 27 juillet, il écrit à Sir E. Goschen, ambassadeur à Berlin, pour lui communiquer le résultat d'un entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne à Londres :

[N° 46]

*Foreign Office, 27 juillet 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

...Je rappelai ce que le Gouvernement allemand avait dit à propos de la gravité de la situation dans le cas où il ne serait pas possible de localiser la guerre, et je fis remarquer que si l'Allemagne venait en aide à l'Autriche contre la Russie, ce serait parce que, sans s'occuper du fond de la dispute, l'Allemagne ne pouvait voir écraser l'Autriche. De même, il pourrait surgir d'autres questions, qui se substitueraient à la querelle entre l'Autriche et la Serbie et mettraient en cause d'autres Puissances. La guerre serait alors la plus vaste qu'on eût jamais connue. Néanmoins, tant que l'Allemagne serait disposée à travailler à maintenir la paix, je me tiendrais en contact étroit avec elle...

Jusqu'au 27 juillet, Sir Edward Grey ne voit donc dans les événements qu'une querelle austro-serbe qui, en elle-même, ne l'intéresse point et dont il ne s'occupe qu'à raison de ses conséquences possibles, conséquences qu'il espère éviter, par une médiation, avec l'aide de l'Allemagne.

Pour comprendre les étranges illusions que l'Angleterre se faisait sur le compte de l'Allemagne, il convient de rappeler l'influence que les agents allemands avaient prise en Angleterre. M. W. Steed, rédacteur du *Times*, l'un des journalistes d'Europe les plus avertis de la politique internationale, l'a expliquée dans une conférence à Paris :

...Vers la fin du mois de mai 1911, l'empereur Guillaume avait été cordialement reçu à Londres — comme petit-fils de la reine Victoria — lorsqu'il vint assister

à l'inauguration du monument élevé à son aïeule. L'empereur se méprit-il alors sur la signification de l'accueil courtois qu'on lui fit ? C'est possible. Toujours est-il qu'il crut pouvoir provoquer la France quelques semaines plus tard sans que l'Angleterre s'en émût. Quand le discours de M. Lloyd George l'eut détrompé, il changea de tactique. Il se mit à chercher les bonnes grâces de l'Angleterre par un travail lent et subtil. Le célèbre ambassadeur Marschall von Bieberstein, dont la nomination à Londres avait provoqué les soupçons des Anglais, étant mort avant de pouvoir entreprendre la tâche qu'il s'était proposée, l'empereur Guillaume le remplaça par un diplomate d'origine polonaise, le prince Lichnowsky, qui avait toutes les qualités voulues pour désarmer les préventions. Calme, courtois, très grand seigneur, d'une bonne foi et d'une bonne volonté évidentes, puissamment aidé par sa femme, dame bavaroise très distinguée et d'une tournure d'esprit plutôt française, le prince Lichnowsky réussit en peu de temps à se faire à Londres une situation considérable. A côté de lui, travaillait dans l'ombre M. de Kühlmann, l'habile maniganceur que l'on connaît, qui, après avoir organisé le débarquement de l'empereur Guillaume à Tanger en 1905, avait su se conquérir la faveur impériale. M. de Kühlmann déploya une activité prodigieuse. Il se lia avec tous les journalistes, petits et grands, dont l'influence pouvait servir à ses fins. Il circonvint habilement les publicistes et, les ayant enguirlandés, les fit inviter à la table de son ambassadeur où ils se trouvaient côte à côte avec la haute noblesse de leur pays. Par ses allures bon enfant, il sut se gagner bien des sympathies et réussit même à convaincre de sa bonne foi les hommes politiques et les fonctionnaires du *Foreign Office*. Il multiplia les attaches entre l'ambassade et la haute finance cosmopolite et se servit habilement de l'influence des compagnies de navigation allemandes.

Pour se rendre compte de l'efficacité de ce travail, il faut remarquer que la diplomatie allemande avait eu l'habileté de choisir le seul moyen qui pût mettre les sympathies anglaises de son côté. Rien n'a autant de

prise sur l'esprit anglais que la sincérité. L'habileté ne l'impressionne guère. Les qualités brillantes éveillent peut-être de l'admiration, mais aussi de la méfiance. Au contraire la bonne foi, réelle ou apparente, ouvre toujours le cœur des Anglais — singulière mais incontestable qualité chez un peuple qui a une réputation séculaire d'hypocrisie et de perfidie. La crise des Balkans vint alors à l'aide de la politique germanique. Au début de la guerre entre les alliés balkaniques et la Turquie, les diplomates et les généraux de Berlin et de Vienne s'attendaient à voir la Bulgarie tenue en échec par le gros des forces ottomanes, tandis que d'autres armées turques auraient écrasé la Grèce et la Serbie. Ils calculaient qu'après la défaite de la Serbie, l'Autriche aurait étendu sur ce pays sa main « protectrice » et, d'accord avec les Jeunes Turcs, se serait assuré un chemin libre jusqu'à Salonique. Il convient de remarquer ce faux calcul, car il est, au fond, une des causes premières de la guerre actuelle. La victoire serbe à Kumanovo, au mois de novembre 1912, fut pour l'Autriche une cruelle déception. A Vienne, où j'habitais à cette époque, il y eut comme un triste pressentiment d'un destin qui allait s'accomplir, comme une crise de mort. Peu de jours après la bataille de Kumanovo, un ami du général Konrad von Hötzenndorf, chef de l'état-major austro-hongrois, vint m'expliquer les idées de celui-ci et me demanda si j'ene les trouvais pas bonnes. Le chef de l'état-major, me disait cet ami, est convaincu que le seul moyen de sauver l'Autriche serait d'attaquer, de suite et à fond, et la Serbie et la Russie. « Nous pourrions, ajouta-t-il, les culbuter avant qu'elles aient le temps de crier gare et la monarchie serait ainsi rétablie sur de solides bases pour au moins cinquante ans »...

L'Allemagne comptait aussi sur le très réel besoin de paix qu'éprouvaient à cette époque les hommes politiques anglais. La question irlandaise, les grandes grèves, le mouvement des suffragettes, l'application de la loi sur les retraites ouvrières, réclamaient l'attention constante du monde parlementaire. L'idée de devoir prendre part à un conflit européen soulevé par la ques-

tion balkanique, était fort désagréable aux hommes d'Etat, et presque incompréhensible aux grandes masses de la population, que ces hommes d'Etat avaient eu le tort de laisser dans l'ignorance de la politique étrangère. Par tous les moyens à sa disposition, la diplomatie allemande travaillait à augmenter ces répugnances, à épaissir cette ignorance et à envenimer les disputes intérieures. Le gouvernement anglais ne se douta point de ce travail souterrain. Il ne se douta pas non plus du fait incontestable que l'amour de la paix, dont l'Allemagne fit preuve à la conférence des ambassadeurs, fut inspiré surtout par le désir de gagner du temps pour achever la réorganisation de son armée. On sut gré en Angleterre à la diplomatie allemande de son esprit pacifique ; et de cette gratitude, l'Allemagne tira parti habilement en proposant des accords au sujet du chemin de fer de Bagdad et d'autres questions plus dangereuses encore. L'Angleterre se laissa prendre à ces pièges et ne se rendit compte de l'état vrai des choses qu'après le commencement de la guerre actuelle...

#### L'échec de la médiation.

Sir Edward Grey avait donc escompté l'appui de l'Allemagne pour le succès de sa tentative de médiation. Il recevait de Sir M. de Bunsen, son ambassadeur à Vienne, une dépêche [n° 32] rapportant que l'ambassadeur d'Allemagne approuvait l'attitude hautaine de l'Autriche et lui avait déclaré que, quant à l'Allemagne, elle savait parfaitement ce qu'elle faisait en appuyant l'Autriche dans cette affaire, et le lendemain, le même ambassadeur ajoutait :

[N° 41]

Vienne, 27 juillet 1914.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey. — (Reçu 27 juillet.)*

...la note austro-hongroise a été rédigée exprès de manière à rendre inévitable la guerre ; le Gouvernement austro-hongrois veut à tout prix la guerre avec la Serbie, il estime qu'il y va de sa situation de Grande Puissance, et jusqu'à ce qu'un châtement ait été infligé à la Serbie, il est improbable qu'il prête l'oreille à des propositions de médiation. Ce pays est devenu fou de joie à la perspective d'une guerre contre la Serbie, et il éprouverait une vive déception si, par le fait de voir différer ou empêcher les hostilités, il était frustré dans son attente...

Vers le même temps (27 juillet), la France acceptait [n° 42] et l'Allemagne refusait [n° 43] la proposition anglaise. Comme le refus allemand se dissimulait sous des objections de procédure, Sir Edward Grey télégraphiait à son ambassadeur à Berlin [n° 68] pour se rallier à toute procédure que proposerait l'Allemagne, et le lendemain (29 juillet [n° 77]) le chargeait de déclarer au Chancelier :

Son Excellence peut compter que notre pays continuera comme par le passé à faire tous les efforts possibles pour assurer la paix et pour éviter la calamité que nous craignons tous. S'il peut persuader l'Autriche de donner satisfaction à la Russie et de ne pas aller jusqu'à provoquer une collision, nous saurions tous gré à Son Excellence d'avoir sauvegardé la paix de l'Europe.

Le 29 juillet, se succèdent trois télégrammes importants, entre Londres et Berlin.

Le premier est un suprême effort de Sir Edward Grey en faveur de son projet de médiation.

[N° 84] *Foreign Office, 29 juillet 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

...Je priais le Gouvernement allemand de proposer n'importe quel moyen permettant aux quatre Puissances de combiner leur influence pour empêcher la guerre entre l'Autriche et la Russie. La France s'y ralliait. L'Italie en faisait de même. L'idée d'une médiation ou d'une influence médiatrice était toute prête à s'employer par tout moyen que proposerait l'Allemagne, si l'on ne pouvait pas accepter celui que j'avais suggéré. La médiation, en somme, était prête à se mettre en marche dans la forme qui conviendrait à l'Allemagne, à qui il ne restait qu'à en déclencher le mécanisme...

L'Allemagne n'y répond même plus ; elle est décidée à la guerre et jette le masque : elle demande à l'Angleterre les conditions de sa neutralité :

[N° 85] *Berlin, 29 juillet 1914.*

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey. — (Reçu 29 juillet.)*

...Le Chancelier se laissa ensuite aller à faire l'offre suivante pour s'assurer la neutralité britannique. Il me dit que, selon sa conception du principe essentiel de la politique britannique, la Grande-Bretagne ne consentirait jamais à se tenir à l'écart de façon à laisser écraser la France dans un conflit éventuel. L'Allemagne, cependant, ne visait pas ce but. Si la neutralité de la Grande-Bretagne était assurée, toute assurance lui serait donnée que le Gouvernement Impérial n'avait pour but aucune acqui-

sition territoriale aux dépens de la France, à supposer que la guerre s'ensuivît et qu'elle se terminât à l'avantage de l'Allemagne.

Je lui posai une question au sujet des colonies françaises. Il me répondit qu'il ne pouvait s'engager d'une manière semblable à cet égard. Pour la Hollande, Son Excellence me dit que, tant que les adversaires de l'Allemagne respecteraient l'intégrité et la neutralité des Pays-Bas, l'Allemagne serait prête à assurer le Gouvernement de Sa Majesté qu'elle en ferait autant. Les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver dans la nécessité d'entreprendre en Belgique dépendraient de ce que ferait la France ; mais après la guerre, l'intégrité de la Belgique serait respectée si ce pays ne se rangeait pas contre l'Allemagne.

En terminant, Son Excellence me déclara que, depuis qu'il était Chancelier, il avait eu pour but, ainsi que vous le saviez, d'arriver à une entente avec l'Angleterre ; il espérait que ces assurances pourraient devenir la base de l'entente qu'il désirait. Il avait en vue un arrangement de neutralité générale entre l'Allemagne et l'Angleterre ; et, quoiqu'il fût encore trop tôt pour en discuter les détails, l'assurance de la neutralité britannique dans le conflit que pourrait peut-être provoquer la crise actuelle lui permettrait d'entrevoir la réalisation de son désir.

Son Excellence m'ayant demandé mon opinion quant à la manière dont vous envisageriez sa demande, je lui répondis qu'à mon avis il était peu probable que, dans les circonstances actuelles, vous fussiez disposé à vous engager d'une façon quelconque, et que vous désireriez garder pleine liberté...

Et c'est alors que Sir Edward Grey comprend le danger. Et admirez quel scrupule de loyauté lui fait préciser encore, à ce moment, sa situation vis-à-vis de l'Allemagne et vis-à-vis de la France :

[N° 89]

*Foreign Office, 29 juillet 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

...J'exprimai l'espoir de voir continuer nos conversations sur le même ton amical que par le passé, et de pouvoir rester en contact non moins étroit avec le Gouvernement allemand en travaillant au maintien de la paix. Si, néanmoins, nos efforts pour la conservation de la paix venaient à échouer, et si l'affaire s'élargissait jusqu'à englober, pour ainsi dire, tous les intérêts européens, je ne voulais pas m'exposer à ce qu'il pût alors me reprocher d'une part que le ton amical de tous nos entretiens l'eût induit dans l'erreur de supposer, et d'avoir fait croire à son Gouvernement, que nous resterions inactifs, et d'autre part que, sans cette méprise, le cours des événements eût, peut-être, été différent...

Et il répond aussitôt avec fierté aux demandes allemandes quant à la neutralité :

[N° 101]

*Foreign Office, 30 juillet 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

Le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait un seul instant prêter l'oreille à la proposition allemande à l'effet de s'engager à rester neutre dans les conditions indiquées.

Ce que le Chancelier nous demande, en somme, est tout bonnement de nous engager à rester les bras croisés pendant que l'Allemagne s'emparerait des colonies françaises et écraserait la France elle-même, pourvu seulement que l'Allemagne, de sa part, s'engage à ne pas s'emparer de territoire français, sauf des colonies.

Au point de vue matériel, une pareille proposition

est inacceptable, car, tout en ne lui enlevant pas de territoire en Europe, l'Allemagne pourrait écraser la France au point de lui faire perdre sa situation de Grande Puissance et d'en faire un satellite de la politique allemande.

Mais toutes ces considérations à part, ce serait pour nous une honte que de passer, aux dépens de la France, un pareil marché avec l'Allemagne, une honte telle que jamais l'honneur de notre pays ne se laverait de la souillure.

Ce que le Chancelier nous demande encore c'est de faire bon marché de nos obligations et de nos intérêts relatifs à la neutralité belge. Nous ne pouvons, non plus, en aucune façon, prêter l'oreille à pareil marchandage...

#### Que pouvait-on faire de plus ?

Que pouvait-on faire, pour la paix, que n'ait fait l'Angleterre ? Je le demande à tout lecteur de bonne foi.

Elle ignorait que l'agression de l'Autriche contre la Serbie était décidée depuis longtemps. M. Giolitti nous a révélé depuis, à la Chambre italienne, qu'elle était préméditée dès 1913. Elle avait confiance dans les déclarations pacifiques de l'Allemagne et n'en soupçonnait point la fourberie. Précisément parce qu'elle n'est point perfide, elle n'a pas compris de suite l'énormité de l'entreprise des Empires Centraux pour essayer de s'assurer l'hégémonie du monde. N'ayant pas des desseins analogues, elle n'a pas soupçonné la réalité.

Elle avait son influence diplomatique de grande puissance ; elle l'a mise tout entière au service de la paix.

Les agents de l'Allemagne lui ont reproché d'avoir cherché à exercer une pression sur Berlin, et d'avoir aussi voulu humilier l'Allemagne. Quel méchant argument ! L'Angleterre n'a-t-elle pas aussi exercé cette pression à Belgrade de façon assez dure pour la Serbie ? Ne l'a-t-elle point tentée à Vienne, avec toutes les formes désirables ?

Mais les pamphlets pro-germain ont repris l'argument, en disant que l'Angleterre avait excité sournoisement la France et la Russie. Pour ce qui concerne la France, la conférence déjà citée de M. Steed constate avec franchise que les hésitations du gouvernement anglais y ont au contraire causé en juillet 1914 une impression pénible ; et cette vérité démontre précisément l'opposé de l'excitation alléguée.

Dans trois documents diplomatiques, Sir Edward Grey avait, afin d'éviter toute équivoque, indiqué explicitement qu'il n'entendait pas s'engager :

[N° 105, Annexe] *Foreign Office*, 22 novembre 1912.  
*Sir Edward Grey à M. Cambon, Ambassadeur de France à Londres.*

De temps en temps, dans ces dernières années, les autorités militaires et navales de la France et de la Grande-Bretagne se sont consultées. Il a toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté pour chaque Gouvernement de décider à l'avenir s'ils se prêteraient l'un l'autre le concours de leur force armée. Nous sommes d'accord que ces consultations entre spécialistes ne sont pas et ne doivent pas

être considérées comme des engagements obligeant l'un ou l'autre Gouvernement à agir dans une éventualité qui ne s'est pas produite et qui peut ne se produire jamais. La disposition actuelle, par exemple, des flottes française et britannique respectivement n'est pas basée sur une promesse de coopération en cas de guerre. Vous m'avez pourtant fait observer que, dans le cas où l'un ou l'autre Gouvernement aurait un motif grave d'appréhender une agression non provoquée d'une tierce Puissance, il pourrait devenir essentiel de savoir si l'un pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre.

Je suis d'accord que, si l'un ou l'autre Gouvernement avait de graves raisons d'appréhender soit une attaque non provoquée de la part d'une tierce Puissance, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement considérerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouvernements doivent agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix. Dans ce cas ils délibéreraient sur les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun...

[N° 116]

*Foreign Office, 31 juillet 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.*

...Nous ne saurions nous engager d'une manière définitive à prendre part à une guerre éventuelle. Je l'ai dit à l'Ambassadeur de France, qui a prié le Gouvernement de Sa Majesté britannique de réexaminer cette décision.

Je lui ai répondu que nous ne pouvions ni ne devons prendre d'engagement en ce moment, mais que nous examinerions certainement derechef la situation aussitôt qu'un développement nouveau se produirait...

[N<sup>o</sup> 119]*Foreign Office, 31 juillet 1914.**Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.*

Aujourd'hui M. Cambon fit allusion à un télégramme, provenant de l'Ambassadeur de France à Berlin, qui avait été communiqué ce matin à Sir Arthur Nicolson.

Ce télégramme affirmait que l'incertitude au sujet de notre intervention constituait un encouragement pour Berlin. Il suffirait que nous consentissions à déclarer d'une manière précise notre résolution de nous ranger aux côtés de la Russie et de la France pour déterminer en faveur de la paix l'attitude de l'Allemagne.

Je répondis qu'il était tout à fait inexact d'imaginer que nous eussions fait supposer à l'Allemagne que nous n'interviendrions pas. En fait, j'avais refusé de prêter l'oreille à des ouvertures tendant à obtenir de nous une promesse de neutralité. Non seulement j'avais nettement refusé de déclarer que nous resterions neutres, mais encore, ce matin même, j'avais été jusqu'à dire à l'Ambassadeur d'Allemagne que, dans le cas où la France et l'Allemagne se verraient impliquées dans une guerre, nous y serions nous-mêmes entraînés. Cela n'équivalait, bien entendu, pas à une prise d'engagement envers la France, et je n'en avais informé M. Cambon que pour lui démontrer que nous n'avions pas donné à l'Allemagne une raison de conclure à notre abstention.

M. Cambon me demanda alors la réponse à ce qu'il m'avait dit hier.

Je lui expliquai que, à la réunion du Conseil des Ministres tenue aujourd'hui, nous avons décidé de ne pouvoir, pour le moment, prendre un engagement définitif. Nous avons à soumettre notre politique au Parlement, mais nous ne pouvions engager le Parlement par avance. Jusqu'à présent ni le Gouvernement ni l'opinion publique n'étaient convaincus qu'une intervention de la part de ce pays s'imposait en vertu d'un traité ou d'une obligation quelconque. Des développe-

ments ultérieurs pourraient modifier la situation et amener le Gouvernement et le Parlement à considérer qu'une intervention serait justifiée. La protection de la neutralité de la Belgique pourrait notamment avoir une influence, je ne dirais pas décisive, mais au moins importante sur l'orientation de notre politique. Que le Gouvernement proposât au Parlement l'intervention ou l'abstention, le Parlement demanderait à connaître notre position par égard à la neutralité de la Belgique. Il se pourrait, d'ailleurs, que j'eusse à demander et à la France et à l'Allemagne si elles étaient prêtes, l'une et l'autre, à s'engager à ne pas être la première à violer ladite neutralité.

M. Cambon répéta sa question si nous viendrions à l'appui de la France au cas où l'Allemagne l'attaquerait.

Je dis ne pouvoir faire autrement que de m'en tenir à la réponse déjà donnée, et qu'au point où en étaient les choses il m'était impossible de prendre aucun engagement...

Pour ce qui est de la Russie, la situation est pareille. La Russie avait accepté de soumettre le différend au tribunal de La Haye. L'Angleterre a fortifié ces bonnes dispositions. On ne pourrait citer de sa part, non seulement aucune excitation à la guerre, mais pas même une promesse d'appui. A défaut de documents, les Allemands ont fait état d'une lettre interceptée par eux, dans laquelle un attaché d'ambassade belge, M. de l'Escaille, écrivait le 30 juillet 1914 : « L'assurance que l'Angleterre aidera la France est d'une importance décisive et a amené la victoire du parti qui voulait la guerre. » Les documents que nous venons de reproduire [n<sup>os</sup> 116 et 119], montrent combien

M. de l'Escaille, à supposer qu'il ait effectivement écrit ce qu'on lui attribue, était mal renseigné. L'Angleterre n'avait pas promis d'aider la France. La seule communication qui ait été faite par l'Angleterre à la Russie, au sujet d'une intervention éventuelle, est du 27 juillet [n° 47] et dit nettement qu'on ne doit pas escompter plus qu'une action diplomatique.

Ainsi rapproché des documents officiels, l'avis de M. de l'Escaille perd toute sa signification.

#### L'appui à la France.

La promesse d'appui à la France est du 2 août seulement. Elle est donc postérieure à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Elle est conditionnelle et limitée. Elle ne vise qu'une protection navale des côtes françaises au cas où l'Allemagne les menacerait.

M. E. Barker en a excellemment exposé les raisons :

La Grande-Bretagne peut-elle être justifiée d'avoir fait à la France une promesse aussi conditionnelle et aussi limitée ? Les Anglais le croient — et pour les raisons suivantes.

En premier lieu, l'Allemagne, durant le xx<sup>e</sup> siècle, s'est appliquée à construire une flotte nombreuse et menaçante. Pour faire face à cette menace, la Grande-Bretagne, dans ces dernières années, a concentré sa flotte de plus en plus dans la mer du Nord, tandis que la

France concentrait toujours davantage la sienne dans la Méditerranée. Ces concentrations furent rendues possibles de part et d'autre par la confiance et l'amitié existant entre la Grande-Bretagne et la France, mais créèrent aussi de nouvelles obligations pour l'une et l'autre nation. Si une nécessité imprévue avait réclamé une action rapide et vigoureuse dans la Méditerranée, la France aurait naturellement assumé, de sa part, le devoir d'y satisfaire, tandis que si un danger inattendu s'était révélé dans la mer du Nord, réclamant une semblable action, la Grande-Bretagne y aurait fait face. Le 2 août, cette nécessité apparut et le devoir de la Grande-Bretagne fut clair. Et si l'on objecte que le projet de concentration dans la mer du Nord et la Méditerranée ne devait pas être suivi d'effet, la réplique aussi est claire. Ce projet fut imposé aux deux nations par le développement rapide de la flotte allemande, dont n'étaient responsables ni la France ni la Grande-Bretagne, mais seulement l'Allemagne.

En second lieu, la Grande-Bretagne avait envers la France un devoir bien plus grand et plus profond. La France, comme la Grande-Bretagne est une démocratie. La France est l'une des grandes démocraties du monde, un des trésors de la civilisation européenne et l'une des sources les plus abondantes de pensées et d'idées libérales. La Grande-Bretagne n'aurait-elle pas été coupable si elle avait assisté sans souci, sans l'offre d'aucune aide, à la ruine de cette démocratie par la force des armes, au saccage de ce trésor, à la destruction de cette source? Il est impossible de répondre : non, parce qu'une nation a envers une autre des devoirs, contractés au nom de la civilisation commune à toutes les nations libres et grandes. Nul ne fut meilleur prophète de ces devoirs que ce grand Italien : Mazzini. Mazzini déclare qu'elle est sacro-sainte, l'obligation pour chaque nation d'user de chaque atome de sa propre influence en faveur des grandes causes européennes. Une nation, pensait-il, est une mission. « Une nation, a écrit l'un de ses interprètes, est coupable si elle ne se met point en avant et ne prend point place, dans les limites

de son pouvoir, dans la politique internationale. » La Grande-Bretagne n'a pas voulu se rendre coupable de ce grand désistement.

#### L'opinion publique anglaise.

A relire ainsi les extraits du Livre Bleu que nous venons de reproduire, la figure de Sir Edward Grey nous apparaît comme celle d'un brave homme, honnête et confiant, sans grande pénétration des intentions mauvaises d'autrui, cultivant, jusqu'à la dernière heure, des illusions pacifistes. Il est l'image même du peuple dont il conduit les destinées.

Et ceci est essentiel à noter, pour un pays comme l'Angleterre. Sir Edward Grey n'est pas le ministre d'un despote, mais celui d'un peuple libre et très jaloux de ses libertés. Un ministre des Affaires étrangères en Angleterre ne décide pas une guerre, fût-elle la plus éminemment nécessaire au salut du pays. Il faut que la nation en ait compris la nécessité. L'adhésion intime de chaque citoyen est particulièrement indispensable dans un pays de *self government*, de démocratie et de volontariat militaire.

Or, de tous les peuples en guerre, l'Anglais est celui auquel il a fallu le plus de temps pour comprendre le caractère du conflit d'aujourd'hui. Un an de guerre a à peine suffi pour donner à la population anglaise le sentiment que c'était son avenir et son existence mêmes qui étaient menacés.

Mais, en juillet 1914, les clairvoyants étaient très rares. Le parti au pouvoir était d'un pacifisme systématique qui allait jusqu'à la candeur ; les milieux sociaux étaient tous plus ou moins pénétrés de sympathies pro-germaines. Enfin, les problèmes intérieurs absorbaient toute l'attention. Qu'on me permette de citer encore M. W. Steed :

...Pourquoi le gouvernement anglais hésitait-il ? A l'heure qu'il est, après neuf mois de guerre, il est facile de critiquer et de condamner son indécision. Mais si nous voulons être justes, il convient d'examiner de près les conditions dans lesquelles il se trouvait en juillet. Le parti libéral qui était au pouvoir désirait la paix, voulait la paix. Il s'était lancé dans une politique intérieure de réformes, qui avait suscité beaucoup d'enthousiasme et beaucoup d'opposition. La question de l'autonomie irlandaise, les réformes sociales, la séparation de l'Eglise galloise d'avec l'Etat, et d'autres questions de moindre importance, tenaient l'esprit public dans un état de tension aiguë qu'augmentaient encore les violences des suffragettes. L'avenir nous dira peut-être la part, sans doute considérable, qu'eurent les agents et l'argent de l'Allemagne dans quelques-unes de ces agitations. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'effet des luttes intestines avait été de détourner l'attention publique de la politique étrangère et de la concentrer sur la politique parlementaire et ministérielle. Le parlement avait cessé depuis longtemps de s'intéresser aux grandes questions internationales. Les membres des deux principaux partis politiques parlaient, votaient et agissaient selon les ordres des chefs de leurs « machines » électorales. Les principaux ministères étaient devenus autant de petites autocraties agissant chacune pour soi. Le gouvernement avait perdu tout contact avec le pays, sauf sur les questions intérieures. La crise de juillet le trouva désorienté et sans indice qui pût le

guider dans une politique étrangère positive. Le ministre des Affaires étrangères redoutait l'opposition des radicaux, qui formaient le gros des forces ministérielles, si sa politique paraissait devancer le sentiment de son parti. Il ne pouvait pas compter non plus sur l'appui immédiat du parti conservateur-unioniste, quoique les chefs du parti conservateur eussent des vues plus larges et plus saines au sujet de la politique internationale. Toute l'attention des conservateurs s'était concentrée depuis longtemps sur le moyen de renverser le gouvernement et d'empêcher que sa politique irlandaise portât à la guerre civile. Les conservateurs craignaient d'ailleurs de se voir accuser de desseins belliqueux et de paraître mériter le reproche d'être « le parti de la guerre ». Ce ne fut que le 31 juillet qu'un jeune député conservateur, épouvanté par les signes de défaillance chez les ministres, alla chercher à la campagne les chefs de son parti et les ramena à Londres. Revenus dans la capitale, ils tinrent une séance qui décida de l'envoi de la lettre historique par laquelle Lord Lansdowne et M. Bonar Law promirent aux chefs du gouvernement tout leur appui, s'ils voulaient faire une politique loyale envers la France et la Russie...

#### **La violation de la neutralité belge.**

Je crois avoir démontré que les dirigeants de la politique anglaise, d'accord en cela avec le sentiment public, voulaient la paix, et que nul n'avait prévu et admis la possibilité d'une guerre anglo-germanique.

Quelle fut la circonstance qui la détermina? Aucun doute n'est possible, à cet égard, quoi que les Allemands en aient dit. Ce fut la violation de la neutralité de la Belgique.

Cette question-là n'avait rien de compliqué. La

neutralité de la Belgique avait l'Angleterre pour garante, non pas en vertu d'un engagement secret, plus ou moins discutable, mais en vertu d'un traité solennel, public, constamment respecté depuis près d'un siècle. Il n'y avait aucune hésitation possible quant à l'attitude qui s'imposait à l'Angleterre. Et il n'y en eut pas.

Ce qui semble curieux, à un an et demi de distance, c'est que les Allemands n'aient pas immédiatement compris cela. Faisant fi de leur signature, ils ont cru que les Anglais se conduiraient comme eux et préféreraient se tenir à l'écart en laissant protester leur parole. Que c'était mal connaître le peuple anglais ! Il eût été divisé à propos de toute question proprement anglaise, il fut unanime à penser que l'honneur de l'Angleterre exigeait la protection de la Belgique.

Dès que le danger parut se préciser, Sir Edward Grey réclama très nettement des explications au sujet de la neutralité belge. La France les fournit, l'Allemagne esquiva la réponse.

[N° 122]

*Berlin, 31 juillet 1914.*

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey. — (Reçu le 1<sup>er</sup> août.)*

Neutralité de la Belgique à laquelle fait allusion votre télégramme du 31 juillet, adressé à Sir F. Bertie.

J'ai vu le Secrétaire d'Etat, qui m'informe qu'avant de pouvoir répondre, il lui faut consulter l'Empereur et le Chancelier.

D'après la façon dont il s'est exprimé, j'ai cru comprendre, qu'à son avis, toute réponse de leur part risquerait de dévoiler au moins une partie de leur plan de campagne en cas de guerre. Il lui paraissait, par conséquent, douteux qu'il leur fût possible de donner une réponse quelconque. Il a néanmoins pris acte de votre demande...

[N° 123]

*Foreign Office, 1<sup>er</sup> août 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

J'ai dit aujourd'hui à l'Ambassadeur d'Allemagne que la réponse du Gouvernement allemand au sujet de la neutralité de la Belgique était très regrettable, car, en Angleterre, l'opinion publique s'intéressait à cette neutralité. Si l'Allemagne pouvait donner une assurance analogue à celle déjà donnée par la France à cet égard, cela contribuerait d'une manière appréciable à diminuer ici l'inquiétude et la tension. D'autre part, si l'un des belligérants venait à violer la neutralité belge tandis que l'autre la respecterait, il serait extrêmement difficile de retenir l'émotion publique en Angleterre...

Le 4 août, les troupes allemandes entrent en Belgique. Le Roi Albert fait appel à la garantie de l'Angleterre et aussitôt celle-ci s'émeut :

[N° 153]

*Foreign Office, 4 août 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

Le Roi des Belges a adressé dans les termes suivants un appel à Sa Majesté le Roi demandant une intervention diplomatique en faveur de la Belgique :

« Me rappelant les nombreuses preuves d'amitié de Votre Majesté et de son prédécesseur, ainsi que l'attitude amicale de l'Angleterre en 1870, et le témoignage d'amitié que vous venez de nous donner encore, je fais un suprême appel à l'intervention diplomatique du Gouvernement de Votre Majesté pour la sauvegarde de l'intégrité de la Belgique. »

D'autre part, le Gouvernement de Sa Majesté a été informé que le Gouvernement allemand a remis au Gouvernement belge une note proposant à ce dernier de maintenir une neutralité amicale et de permettre le libre passage des troupes allemandes à travers le territoire belge et s'engageant, dans ce cas, à respecter l'indépendance et l'intégrité du royaume de Belgique et de ses possessions à la conclusion de la paix. Le Gouvernement allemand a déclaré que si le Gouvernement belge n'accédait pas à cette demande, la Belgique serait traitée par l'Allemagne en ennemie ; il a ajouté qu'il exigeait une réponse dans les douze heures au plus tard.

Nous apprenons également que la Belgique a opposé un refus formel à ce qu'elle considère comme une violation flagrante du droit des gens.

Le Gouvernement de Sa Majesté se voit dans l'obligation de protester contre pareille violation d'un traité dont l'Allemagne, aussi bien que l'Angleterre, est signataire.

Nous devons donc demander des assurances que la demande faite à la Belgique ne sera pas mise à exécution, et que la neutralité belge sera respectée par l'Allemagne.

Vous voudrez bien réclamer une réponse immédiate.

[N° 155]

*Foreign Office, 4 août 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir F. Villiers, Ministre de Grande-Bretagne à Bruxelles.*

Veillez porter à la connaissance du Gouvernement belge que, dans le cas où l'Allemagne exercerait sur

lui une pression pour le faire se départir de la neutralité, le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'attend à ce qu'il résiste à cette pression par tous les moyens dont il dispose; que le Gouvernement de Sa Majesté britannique l'aidera dans cette résistance; et que, le cas échéant, le Gouvernement de Sa Majesté britannique est prêt à se joindre à la Russie et à la France pour offrir immédiatement au Gouvernement belge une action commune pour résister à l'emploi par l'Allemagne de force contre la Belgique, ainsi qu'une garantie du maintien de son intégrité et de son indépendance à l'avenir.

Et le jour même, l'Angleterre se décide :

[N° 159]

*Foreign Office, 4 août 1914.*

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

...Nous apprenons que la neutralité du territoire belge a été violée à Gemmerich.

Dans ces conditions, et vu que l'Allemagne a refusé de nous fournir au sujet de la Belgique les mêmes assurances que celles données la semaine dernière par la France en réponse à notre demande faite simultanément à Berlin et à Paris, nous sommes obligés de réitérer ladite demande et d'exiger qu'il lui soit fait, ainsi qu'à mon télégramme de ce matin, une réponse satisfaisante, qui devra nous être parvenue ici ce soir avant minuit.

Dans le cas contraire, vos demanderez vos passeports et déclarerez que le Gouvernement de Sa Majesté britannique se voit dans l'obligation de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour sauvegarder la neutralité de la Belgique et faire respecter un traité auquel l'Allemagne aussi bien que l'Angleterre a souscrit.

Il faut lire, pour conclure sur ce point, le récit dramatique des dernières entrevues de l'ambassa-

deur d'Angleterre à Berlin avec M. de Jagow et le Chancelier d'Empire. En cette heure solennelle, toute la psychologie de deux politiques se confronte et la comparaison est tout à l'honneur de l'Angleterre :

[N° 160]

Londres, 8 août 1914.

*Sir E. Goschen à Sir Edward Grey.*

Conformément aux instructions contenues dans votre télégramme du 4 courant, j'allai voir l'après-midi même le Secrétaire d'Etat et lui demandai, au nom du Gouvernement de Sa Majesté britannique, si le Gouvernement Impérial s'abstiendrait de violer la neutralité de la Belgique. Herr von Jagow répondit immédiatement qu'il regrettait d'avoir à me donner une réponse négative, car les troupes allemandes ayant franchi la frontière le matin même, la neutralité de la Belgique se trouvait d'ores et déjà violée. Herr von Jagow chercha de nouveau à expliquer les raisons qui avaient obligé le Gouvernement Impérial à prendre cette mesure, à savoir, qu'il leur fallait pénétrer en France par la voie la plus rapide et la plus facile, de manière à prendre une bonne avance dans leurs opérations et à s'efforcer de frapper quelque coup décisif le plus tôt possible. C'était pour l'Allemagne une question de vie ou de mort, car si elle avait pris la route plus au sud elle n'aurait pu, vu le manque de chemins et la force des forteresses, espérer passer sans rencontrer une résistance formidable, impliquant une grosse perte de temps. Cette perte de temps aurait été autant de gagné par les Russes pour amener leurs troupes sur la frontière allemande. Agir avec rapidité était le maître atout de l'Allemagne ; celui de la Russie était d'avoir d'inépuisables ressources en soldats. Je fis remarquer à Herr von Jagow que ce fait accompli, la violation de la frontière belge, rendait, comme il le savait bien, la

situation excessivement grave, et je lui demandai s'il n'était pas encore temps de faire un pas en arrière et d'éviter la possibilité de conséquences que lui et moi déplorerions. Il répondit que, pour les raisons qu'il m'avait données, il était maintenant impossible au Gouvernement allemand de faire un pas en arrière.

Au cours de l'après-midi je reçus votre nouveau télégramme de la même date, et, conformément aux instructions y contenues, me rendis à nouveau au Ministère Impérial des Affaires Etrangères, où j'informai le Secrétaire d'État qu'à moins que le Gouvernement Impérial ne pût donner ce soir avant minuit l'assurance de ne pas pousser plus loin sa violation de la frontière belge et d'arrêter sa marche, j'avais reçu des instructions pour demander mes passeports et pour informer le Gouvernement Impérial que le Gouvernement de Sa Majesté britannique prendrait toutes les mesures en son pouvoir pour maintenir la neutralité de la Belgique et l'observation d'un traité dont l'Allemagne, autant que lui-même, était signataire.

Herr von Jagow répondit qu'à son grand regret il ne pouvait donner une réponse autre que celle qu'il m'avait donnée plus tôt dans la journée, à savoir, que la sécurité de l'Empire rendait absolument nécessaire la marche des troupes impériales à travers la Belgique. Je remis à Son Excellence un résumé écrit de votre télégramme et, en faisant remarquer que vous indiquiez minuit comme l'heure à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'attendrait à recevoir une réponse, lui demandai si, vu les conséquences terribles qui nécessairement s'ensuivraient, il n'était pas possible, même au dernier moment, au Gouvernement Impérial de reviser sa réponse. Il me répondit que quand même le temps accordé serait de vingt-quatre heures ou plus, sa réponse en resterait la même. Je dis que dans ce cas j'aurais à demander mes passeports.

Cette entrevue eut lieu vers sept heures. Au cours d'un bref entretien qui la suivit, Herr von Jagow exprima son vif regret de voir s'écrouler toute sa politique et celle du Chancelier, qui avait consisté à deve-

nir amis avec la Grande-Bretagne et ensuite, par elle, à se rapprocher de la France. Je lui dis que cette terminaison soudaine de mon travail à Berlin était pour moi aussi une cause de profond regret et de déception ; mais qu'il lui fallait bien comprendre que, dans les circonstances et vu nos engagements, il eût été tout à fait impossible au Gouvernement de Sa Majesté britannique d'en agir autrement.

Je dis ensuite que je désirais aller faire visite au Chancelier, car ce serait peut-être la dernière fois que j'aurais l'occasion de le voir. Il me pria de le faire. Je trouvai le Chancelier très agité. Son Excellence commença de suite une harangue qui dura environ vingt minutes. Il dit que la mesure prise par le Gouvernement de Sa Majesté britannique était terrible au dernier point ; rien que pour un mot — " neutralité, " un mot dont en temps de guerre on n'avait si souvent tenu aucun compte — rien que pour un bout de papier, la Grande-Bretagne allait faire la guerre à une nation de la même famille, qui ne demandait pas mieux que d'être son amie. Tous ses efforts en ce sens avaient été rendus inutiles par cette dernière et terrible mesure ; la politique à laquelle, comme je le savais, il s'était voué depuis son arrivée au pouvoir, était tombée comme un château de cartes. Ce que nous avions fait était inconcevable ; c'était frapper par derrière un homme au moment où il défend sa vie contre deux assaillants. Il tenait la Grande-Bretagne responsable de tous les terribles événements qui pourront se produire. Je protestai avec force contre cette déclaration, et je dis que, autant que lui-même et Herr von Jagow avaient voulu me faire comprendre que, pour des raisons stratégiques, c'était pour l'Allemagne une affaire de vie ou de mort d'avancer à travers la Belgique et de violer la neutralité belge, autant je voulais lui faire comprendre à son tour que c'était, pour ainsi dire, une affaire de « vie ou de mort » pour l'honneur de la Grande-Bretagne de tenir son engagement solennel. Cet engagement était de faire, en cas d'attaque, son possible pour défendre la neutralité de

la Belgique. Si ce pacte solennel n'avait pas été tenu, quelle foi aurait-on pu ajouter à l'avenir aux engagements pris par la Grande-Bretagne? Le Chancelier reprit : « Mais à quel prix ce pacte aura-t-il été tenu ? Le Gouvernement britannique y a-t-il songé ? » Je lui donnai à entendre aussi clairement que possible que la crainte des conséquences ne pouvait guère être considérée comme une excuse pour la rupture d'engagements solennels ; mais il était dans un tel état d'excitation, si évidemment démonté par la nouvelle de notre action et si peu disposé à entendre raison, que je m'abstins de jeter de l'huile sur le feu en argumentant davantage. Comme je prenais congé de lui, il dit que le coup, porté par la Grande-Bretagne à l'Allemagne en s'unissant à ses ennemis, était d'autant plus dur que presque jusqu'au dernier moment lui et son Gouvernement avaient travaillé avec nous et appuyé nos efforts en vue du maintien de la paix entre l'Autriche et la Russie. Je répondis que c'était bien là la tragédie que de voir deux nations tomber en garde précisément au moment où les rapports entre elles se trouvaient plus amicaux et plus cordiaux qu'ils ne l'avaient été depuis des années. J'ajoutai que, par malheur, nonobstant nos efforts pour sauvegarder la paix entre la Russie et l'Autriche, la guerre s'était propagée et nous avait mis en face d'une position qu'il nous était impossible d'éviter si nous tenions nos engagements, situation qui, malheureusement, comportait la séparation d'avec nos anciens collaborateurs. Il comprendrait facilement que personne ne le regrettait plus que moi-même.

Après cette entrevue plutôt pénible, je rentrai à l'Ambassade et rédigeai un compte rendu télégraphique de ce qui s'était passé. Ce télégramme a été remis au Bureau Central de Télégraphe un peu avant 9 heures du soir. Il a été accepté par ledit Bureau, mais semble n'avoir jamais été transmis.

Une communication de M. le comte de Lalaing, ministre de Belgique à Londres, à son Gouver-

nement, raconte, de façon vivante<sup>1</sup>, l'approbation enthousiaste donnée à Sir Edward Grey par le Parlement et l'opinion :

*Londres, 7 août 1914.*

*Le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon,  
Ministre des Affaires Etrangères.*

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous confirmer que les Chambres ont voté 100 millions de livres sterling pour la guerre et une levée de 500.000 hommes.

Les Ambassadeurs de France et de Russie sont venus féliciter le Ministre du Roi de la conduite héroïque de l'armée belge qui, en retardant la marche des Allemands, obligeait ceux-ci à modifier leurs plans primitifs et donnait le temps aux ennemis de l'Allemagne de concentrer les forces de la défense générale.

On prépare activement l'envoi du corps expéditionnaire. Les premiers transports de vivres et de matériel partiront pour la France le dimanche 9 de ce mois, les troupes seront embarquées ensuite et l'on prévoit qu'à la fin de la semaine prochaine, c'est-à-dire vers le 15, les 100.000 hommes du corps seront réunis sur la côte française; le débarquement doit s'opérer sur quatre points différents et la jonction s'opérer ensuite, d'après ce que me dit l'Ambassadeur de France.

Hier, à la Chambre, le Premier Ministre a analysé le Livre bleu que j'ai eu l'honneur de vous envoyer le 6 août. Il a flétri les propositions insidieuses faites à l'Angleterre par l'Allemagne pour obtenir la neutralité de la Grande-Bretagne.

« Il s'agissait, a dit M. Asquith, outre ce qui concernait la France et la Hollande, de trafiquer avec le Gou-

1. Second Livre Gris Belge paru à Paris, chez Hachette, 1915, p. 12, sous le titre : *Royaume de Belgique. Correspondance diplomatique relative à la guerre de 1914-15.*

vernement Impérial au mépris de nos obligations envers la Belgique et cela à son insu. Si nous avions accepté ces propositions *infâmes*, quelle réponse aurions-nous pu faire aujourd'hui à l'appel touchant que ce pays nous a adressé, quand il nous a prié, ces jours-ci, de garantir sa neutralité ? Je plains l'homme qui peut lire sans émotion le discours du Roi des Belges à son peuple. Messieurs, les Belges se battent et ils meurent. Et nous, si nous avions écouté l'Allemagne et trahi nos amis et nos obligations, quelle aurait été notre position aujourd'hui ? Pour prix de notre déshonneur, nous aurions des promesses faites par une Puissance qui non seulement a violé les siennes, mais nous demande d'en faire autant. Nous allons faire la guerre, d'abord pour remplir nos obligations internationales, ensuite pour défendre les nations faibles. Le pays comprendra que notre cause est juste et je demande à la Chambre de voter un crédit de £ 100.000.000 et de porter l'armée à 500.000 hommes. »

La Chambre a voté les crédits et les hommes séance tenante.

L'opinion publique s'est enfin émue et ce revirement s'est produit d'une façon foudroyante. On s'est rendu compte en Europe qu'un petit peuple donnait un exemple d'honneur et de probité, sans regarder aux conséquences. Les partisans de la paix à tout prix ont été frappés. On a appris ensuite que l'ennemi avait franchi la frontière, qu'on se battait et que les Belges avaient résisté au colosse allemand. On a lu le discours de notre Roi, tout le monde a enfin saisi la gravité de la situation et l'Anglais, même le plus pacifiste, a fait son examen de conscience. Il s'est dit : «*Pouvons-nous lâcher un peuple qui nous donne un tel exemple de loyauté ?* » Puis sont venus les récits des atrocités allemandes et la défense héroïque de Liège. Cela a été décisif. Toute l'Angleterre voulait la guerre, ne se contentait plus de l'appui naval que favorisait d'abord le Cabinet. Elle réclamait l'envoi du corps expéditionnaire. Le Gouvernement attendait cet ordre du peuple. Il a obéi. Deux Ministres d'un avis différent ont donné leur

démission qui a été acceptée immédiatement. Lord Kitchener a été nommé à la Guerre et la mobilisation décrétée.

Aujourd'hui, l'admiration de ce pays pour la Belgique est sans bornes. Dans les clubs militaires, on boit aux valeureux Belges, les journaux de toutes nuances louent notre nation. Les lettres, les télégrammes de félicitation affluent. Si le Roi venait ici, on le porterait en triomphe dans les rues de Londres.

J'ai ouvert une souscription pour les familles des soldats belges, les malades et les blessés de notre armée, sous la présidence d'honneur de S. A. R. la Duchesse de Vendôme, et je tiendrai les fonds à votre disposition.

#### Les intérêts anglais.

Les Allemands nient effrontément ce que nous venons de rappeler. Dans une brochure qu'ils ont publiée en italien, ils affirment : « Il est absolument inexact que la violation de la neutralité de la Belgique ait fait se ranger l'Angleterre parmi les ennemis de l'Allemagne. » Et le Chancelier de l'Empire, dans son discours d'août 1915, n'a pas plus de scrupule pour la vérité que le pamphlétaire anonyme. C'est méconnaître l'évidence des faits.

Mais, constatons-le, le mobile « honneur » est incompréhensible pour une cervelle teutonne. Est-ce qu'on fait la guerre pour l'honneur ? Jamais un Allemand ne comprendra cela. Une première fois, ils se sont trouvés déconcertés devant l'attitude de la Belgique, refusant l'amitié de l'Allemagne et des compensations financières, pour garder son honneur. Une seconde fois, ils ont été stupéfaits de l'attitude

de l'Angleterre, se lançant dans une guerre dont elle ne voulait pas, pour faire honneur à sa signature. Une troisième fois, ils ont été désorientés par l'intervention italienne, préférant la guerre à une neutralité rétribuée. Ces leçons successives ne les ont pas éclairés. Dénués de la notion de l'honneur et ne prisant que l'intérêt et la force, les Germains ne peuvent concevoir que des hommes et des peuples prétendent par-dessus tout rester dignes d'eux-mêmes et se pouvoir estimer.

Toutefois, reconnaissons qu'après un an de guerre, les points de vue se sont modifiés et que les Allemands peuvent prétendre aujourd'hui, avec quelque raison, que les Anglais ne se battent plus seulement pour la Belgique, mais surtout pour l'Angleterre. C'est que les Anglais ont commencé à saisir ce qu'ils n'avaient pas aperçu en juillet 1914. Ils ont à présent l'intuition qu'ils sont directement menacés par les prétentions de l'impérialisme allemand. Ils avaient, non sans présomption, sous-évalué les ressources de celui-ci et taxé de fanfaronnades sans portée ses ambitions. Or, il est constant que l'Allemagne était plus forte que ne le supposait l'Anglais, et les difficultés que nous avons à la réduire attestent que l'effort de tous les peuples d'Europe n'est pas de trop pour assurer la victoire. Il devient donc certain, même pour les moins attentifs, que si l'Allemagne avait pu attaquer ceux-ci séparément, elle les eût annihilés successivement. Son effort naval était directement dirigé contre l'Angleterre

dont elle eût anéanti la puissance, aussitôt après avoir écrasé la France. Ce que l'Angleterre défend aujourd'hui, c'est son pouvoir sur mer, c'est son indépendance politique et économique ; ce sont ses intérêts vitaux. La neutralité belge, dans ces conditions, passe au second plan, et les Allemands peuvent contester avec quelque apparence de vérité le rôle qu'elle joue actuellement dans les préoccupations anglaises.

Le mot dans lequel Lord Granville résumait, à la Chambre des Lords, la politique anglaise, dès 1870, reste toujours vrai : « à la fois par le sentiment de l'honneur et des intérêts du pays. » Cela n'enlève rien à la grandeur de l'attitude de l'Angleterre : le sentiment de l'honneur a été le motif déterminant ; il s'est vérifié, par après, qu'il était en concordance avec les intérêts du pays.

Et ce sera peut-être un des aspects les plus inattendus du service que, sans le savoir ni le vouloir, la Belgique aura rendu à l'Angleterre : elle lui aura donné une unité de conscience nationale à une heure où les destins de l'Angleterre se décidaient, et où l'opinion anglaise n'était pas suffisamment éveillée pour comprendre, sur-le-champ, l'importance de l'heure qui passait. Sans la Belgique, et ses malheurs, les Anglais, divisés sur l'appréciation des événements extérieurs, auraient, sans doute, laissé s'enfuir le moment où il fallait, pour se sauver, agir.

**Déclarations de Sir Edward Grey.**

Dans une conférence du 22 mars 1915 à la salle Bechstein, à Londres, Sir Edward Grey a résumé ces négociations avec une précision et une clarté parfaites. Il rappela son intervention pacifique lors de la Conférence de Londres au sujet des Balkans et sa modestie l'empêcha de signaler ce que le Chancelier allemand lui-même en avait dit alors : « L'Europe se sentira reconnaissante au ministre des Affaires étrangères anglais pour l'extraordinaire habileté et l'esprit de conciliation avec lesquels il a conduit la discussion des ambassadeurs à Londres, et grâce auxquels il a réussi constamment à aplanir les difficultés. »

...Des centaines de millions de livres sterling ont été dépensés, des centaines de milliers de vies ont été sacrifiées, et des millions d'êtres ont été blessés ou mutilés, en Europe, dans ces derniers mois. Tous ces malheurs eussent pu être évités si l'on avait eu simplement recours à une conférence ou à une discussion commune entre les Puissances européennes intéressées, conférence qui eût pu avoir lieu à Londres ou à La Haye, ou bien, là où et sous la forme que l'Allemagne eût désiré. Il eût été beaucoup plus facile de régler par une conférence la dispute entre l'Autriche et la Serbie, — dispute dont l'Allemagne fit l'occasion de cette guerre, — qu'il ne fut facile il y a deux ans d'aplanir la crise balkanique. L'Allemagne savait, par l'expérience que lui avait donnée la Conférence de Londres, laquelle avait réglé la question des Balkans, qu'elle pouvait compter sur nos dispositions amicales, pour arriver à la paix, dans n'im-

porte quel concert ou n'importe quelle conférence des Puissances. Nous n'avions cherché aucun triomphe diplomatique dans la Conférence au sujet des Balkans. Nous n'avions cherché à ourdir aucune intrigue. Nous avons poursuivi d'une façon impartiale et honorable notre but qui était la paix.

Nous étions prêts en juillet dernier à faire de même. Dans ces dernières années nous avons donné à l'Allemagne toutes les assurances possibles que toute agression contre elle ne recevrait aucun appui de notre part. Il n'y avait qu'une chose que nous lui eussions refusée : la promesse sans conditions que l'Angleterre resterait passive, quelque agressive que l'Allemagne pût être avec ses voisins. En juillet dernier, la France était prête à accepter une conférence, l'Italie était prête à accepter une conférence, la Russie était prête à accepter une conférence ; et nous savons maintenant qu'après que l'Angleterre eut fait cette proposition d'une conférence, l'empereur de Russie proposa lui-même à l'empereur d'Allemagne de déférer la question en litige au tribunal de La Haye. L'Allemagne refusa toutes les propositions qu'on lui faisait de régler cette question de cette façon ; et c'est sur elle que retombe maintenant, et que doit retomber à jamais, la responsabilité écrasante d'avoir plongé l'Europe dans cette guerre, et d'avoir entraîné avec elle la plus grande partie du continent dans les conséquences qui s'ensuivront, — c'est la quatrième fois, de mémoire d'homme, que l'Allemagne a préparé et projeté la guerre...

#### Les prétendues conventions anglo-belges.

Les Allemands ont essayé de profiter de la sympathie qui se manifestait partout pour l'infortune belge, pour chercher à rendre responsable de celle-ci l'Angleterre. Cette calomnie a été audacieusement colportée par tous les valets aux gages

de l'Allemagne et le Chancelier de l'Empire a eu l'impudence d'en faire état. Il faut donc s'y arrêter un instant. Ici, l'intérêt belge et l'intérêt anglais se confondent et s'accordent pour affirmer la loyauté des attitudes et pour protester hautement contre les accusations tudesques. Je dois renvoyer le lecteur, pour ne pas allonger cet exposé, à l'excellent et péremptoire volume de M. Waxweiler : *La Belgique neutre et loyale* <sup>1</sup>, et à l'étude de M. Brunet, député, ancien bâtonnier de Bruxelles : *Les Conventions anglo-belges* ; il y trouvera l'analyse détaillée des pièces de cet étrange procès.

Relevons tout d'abord le fait que ces accusations sont postérieures à la déclaration de guerre. Aucune d'entre elles n'a été invoquée contre nous ni par la diplomatie, ni par la presse d'Allemagne. L'une et l'autre n'ont cessé de reconnaître que la Belgique avait scrupuleusement respecté ses obligations internationales, envers toutes les nations.

Le 3 août 1914, M. von Jagow déclarait encore à notre ministre à Berlin, le baron Beyens : « *L'Allemagne ne peut rien reprocher à la Belgique et la Belgique a toujours été d'une correction parfaite.* »

Et comment, du reste, aurait-il pu s'exprimer autrement ? Nos relations avec l'Allemagne n'étaient-elles pas fréquentes et cordiales ? Notre

1. L. Waxweiler, *La Belgique neutre et loyale*. Lausanne, Payot, p. 163 et suivantes.

reine n'était-elle pas une princesse bavaroise ? Les artistes allemands ne venaient-ils pas chaque année interpréter en allemand sur notre scène lyrique, les œuvres de Richard Wagner ? Les industriels allemands ne faisaient-ils pas à nos industriels une concurrence heureuse ? Nombreux étaient les Allemands qui étaient venus gagner leur pain en Belgique où ils avaient trouvé le meilleur accueil — un accueil trop confiant, vraiment ! Les employés de banque ? Allemands. Les domestiques ? Allemands. Les voyageurs de commerce ? Allemands. *Deutsche Bank, Deutsche Schule, Deutsche Bierbrauerei !* Et, dérision, presque tous ces gens étaient des espions ; ils préparaient l'invasion et attendaient le moment opportun pour la réaliser.

Après avoir accusé la Belgique de complaisance envers la France, accusations tellement insoutenables qu'elles ont été abandonnées, les Allemands ont cherché à prouver un accord avec l'Angleterre, en s'appuyant sur des documents qu'ils avaient trouvés au ministère des Affaires étrangères après l'occupation de Bruxelles.

Les documents diplomatiques avaient été emportés par les autorités belges, mais il en existait une copie, reléguée au troisième étage du ministère, aux fins d'être brochée. Les Allemands crurent faire une grande découverte en mettant la main sur ces documents. Ils en ont publié tout ce qui peut à leurs yeux mettre la Belgique en mauvaise posture vis-à-vis des alliés ou semer la division parmi ceux-ci.

En ce qui concerne notre neutralité, ils n'ont pu, dans cette histoire complète de nos relations extérieures, découvrir que deux documents, sans aucune importance ; ils ont dû les falsifier pour les besoins de leur argumentation.

Le premier est le résumé d'une conversation que l'attaché militaire anglais à Bruxelles, le colonel Bernardiston, eut en 1906 avec le général Ducarne, chef de notre état-major. Cette conversation concernait les mesures qui auraient pu être prises de commun accord dans l'hypothèse d'une agression de l'Allemagne. Et elle contient cette phrase décisive : *L'entrée des Anglais en Belgique n'aurait lieu qu'après la violation de la neutralité belge de la part de l'Allemagne.*

Cette phrase, qui suffit à elle seule pour éclairer tout le document et pour légitimer la conversation, a été omise dans la traduction qu'a donnée la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, du 12 octobre 1914. D'autre part, ce journal traduit « conversation » en « abkommen », ce qui veut dire « convention ». La bruyante indignation des Allemands en face de semblables documents est une autre comédie ; le Roi Albert, dans une interview accordée à un rédacteur du *World* de New-York en février 1915, a, en fait, révélé que, par un scrupule de neutralité, il avait voulu que l'ambassadeur allemand fût tenu au courant des conversations anglo-belges.

On a aussi invoqué un rapport du baron Greindl, ministre de Belgique à Berlin en 1911, relatif à un

plan de défense d'une partie du territoire belge. Ce plan était une étude rédigée par un de nos officiers, conformément à son devoir et à sa compétence, sur ce qu'il conviendrait de faire en cas de violation de notre neutralité de la part de l'Allemagne. Il fut communiqué à notre ministre à Berlin qui répondit que, dans ce plan, il ne s'agissait que d'une hypothèse et qu'il convenait de les étudier toutes.

Finalement on a fait grand bruit autour d'une nouvelle conversation en 1912 entre l'attaché militaire anglais, qui, cette fois, était le lieutenant-colonel Bridges, et le général Jungbluth, chef de notre état-major. Elle est encore moins significative que la conversation de 1906 et roule toujours sur l'hypothèse de la violation préalable du territoire belge par l'Allemagne, et encore une fois, pour lui donner quelque valeur, les journaux allemands ont dû, contrairement à la vérité, présenter l'attaché militaire comme un plénipotentiaire : ein Bevollmächtigte.

Une lettre de Sir Edward Grey, du 7 avril 1913, au Gouvernement belge (et publiée seulement par Sir Grey le 7 décembre 1914) disait du reste expressément : « *Avant que la neutralité belge ne soit violée par quelque autre puissance, nous n'enverrons certainement pas de troupes sur le territoire belge.* »

Faut-il rappeler enfin que selon les principes énoncés dans la dépêche de Sir Edward Grey du 30 juillet 1914 [n° 105] des conversations entre

attachés militaires ne constituent pas des accords entre des Gouvernements, ce qui est d'ailleurs le bon sens même; et que Sir Edward Grey, en août 1915, déclare qu'il n'existe ni au Foreign Office ni au War Office aucune trace de ces documents? Il n'est pas un honnête homme qui, ayant étudié ce dossier, puisse se rallier aux conclusions qu'en tire l'Allemagne; pas un qui ne doive reconnaître que la loyauté de l'Angleterre, de même que la loyauté de la Belgique, est irréprochable.

#### Les rapports anglo-allemands avant la guerre (1898-1914).

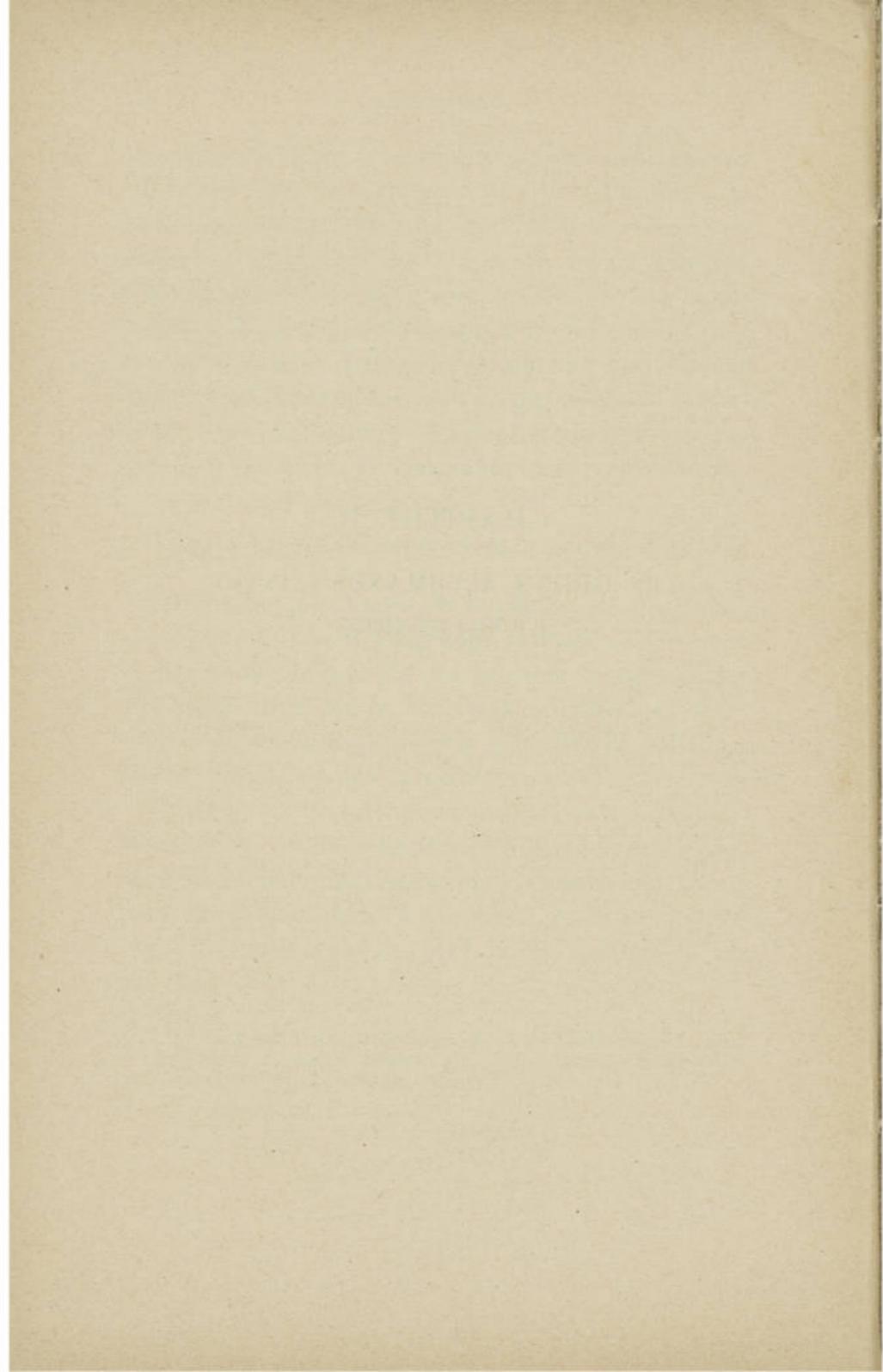
L'influence pacifiante de la diplomatie anglaise, sa volonté ferme de maintenir la paix de l'Europe et du monde, la loyauté des moyens employés par elle pour atteindre le but, seraient plus évidentes encore s'il nous était permis d'étudier la politique internationale de ces dernières années.

Mais pareil travail nous entraînerait fort loin. Nous avons dû nous limiter à la période qui a précédé immédiatement la guerre européenne. Nous nous bornerons donc à renvoyer le lecteur, désireux de s'édifier sur ce point, à la brochure de Sir Edward Cook <sup>1</sup>.

---

1. Sir Edward Cook, *Comment la Grande-Bretagne essaya de maintenir la paix. Exposé des négociations anglo-allemandes, 1898-1914*. Lausanne, Payot (20 cent.).

CHAPITRE II  
LES GRIEFS ALLEMANDS CONTRE  
L'ANGLETERRE



## CHAPITRE II

### LES GRIEFS ALLEMANDS CONTRE L'ANGLETERRE

Nous haïssons comme un seul homme  
Nous avons un ennemi et un seul,  
L'Angleterre !

LISSAUER  
(*Jugend*, Munich.)

**Haine d'aujourd'hui, haine d'hier.**

Les journaux allemands sont pleins d'articles violents contre l'Angleterre, et le Chancelier a fait de sa rancune anglaise le « leitmotiv » de son discours à la séance du Reichstag du 19 août 1915. C'est un bon symptôme, car il nous montre que le blocus maritime de l'Angleterre a, en Allemagne, une répercussion de plus en plus grande et que les armées de Kitchener inquiètent un peu le rêve des victoires impérialistes.

Mais le ressentiment de l'Allemagne ne date pas d'à présent. On peut en trouver l'exposé et le développement dans les livres et les périodiques allemands depuis plus de quinze années. Ressentiment qui prend sa source dans une histoire déjà ancienne quoiqu'elle date à peine d'un demi-siècle. Il n'est pas mauvais de la refeuilleter un peu pour apprécier mieux l'actualité. Deux livres peuvent nous y aider. Le premier s'intitule

*The Anglo-German Problem.* Il a pour auteur M. Charles Saroléa, professeur à l'Université d'Edinburgh et Consul de Belgique dans cette ville. Le second est une série de conférences de feu T. A. Cramb, professeur d'histoire au Queen's College de Londres. On pourrait assurément lire avec fruit d'autres travaux. Mais ceux-ci sont intéressants à deux points de vue : tout d'abord parce qu'ils ont été écrits avant la guerre et sont par conséquent dépouillés de l'acrimonie et du parti pris inhérents aux polémiques d'aujourd'hui ; en second lieu, parce que leurs auteurs donnent des garanties de bonne foi et d'impartialité. M. Saroléa est Belge ; il appréciait alors le conflit en spectateur et n'était point juge et partie au procès. M. Cramb est un pur savant, un grand pacifiste et un très sincère admirateur de l'Allemagne, ce qui le place bien au-dessus de la bagarre. Feuilletons cette histoire ancienne dans ces livres-là.

#### Le Cahier des griefs allemands.

L'ensemble des griefs allemands se résume en une image qui revient souvent dans les livres de Von Bernhardt : « Ils nous ont pris notre place au soleil », et par là on entend que la Grande-Bretagne contrecarre les légitimes désirs d'expansion commerciale et industrielle de l'Allemagne ; qu'elle s'oppose au développement colonial de l'Allemagne et qu'elle a entretenu, par sa politique, une

atmosphère de défiance européenne autour de l'Allemagne qui a fini par isoler cette dernière et par compromettre sa situation occidentale. Postulats qui méritent d'être examinés un par un.

**La Grande-Bretagne a-t-elle contrecarré  
l'expansion économique de l'Allemagne ?**

Lors de la déclaration de guerre, en août 1914, le Gouvernement anglais organisa à Londres, une exposition des produits allemands, pour inciter les industriels anglais à suppléer par des fabrications nationales à l'absence des importations germaniques. Cette exposition fut abondante et témoigna de la diversité et du nombre des marchandises, consommées en Angleterre et manufacturées sur le continent ou dans les îles par des firmes allemandes. Il n'y a pas de meilleure preuve de la clientèle que l'Allemagne trouvait au delà de la mer.

D'autre part, alors que la Belgique et la France ont pu, sans trop de difficulté et quel que fût leur nombre, expulser ou interner les sujets allemands établis sur leur territoire, une telle mesure a été inapplicable en Angleterre. Je m'en suis étonné auprès d'un personnage officiel. « Il y en avait trop ! » m'a-t-il répondu. Cet aveu ne démontre-t-il pas mieux que toute statistique l'hospitalité que le travail allemand a trouvée en Angleterre ?

Cette hospitalité, le commerce allemand l'a ren-

contrée aussi bien dans les colonies anglaises que dans le royaume. C'est ce qu'affirme nettement M. Poultney Bigelow dans une lettre au *New-York Times* du 8 juin 1915 :

« En aucun lieu du monde colonial britannique, écrit-il, je n'ai jamais vu la plus petite trace de monopole commercial et certainement aucune trace de faveur spéciale accordée aux Anglais au détriment des Allemands.

« Même dans les Indes, le commis voyageur allemand a chassé du commerce les Anglais sous le nez même du Conseil de Calcutta. »

Au reste, tous les commerçants et les industriels des Iles britanniques rendent hommage aux qualités de ténacité, d'endurance, d'entraînement, d'adaptabilité des Allemands, s'ils ont eu souvent à se plaindre de leur puissance d'infiltration et des préoccupations d'espionnage cachées sous leur bon vouloir.

Si les produits allemands ont trouvé en Angleterre un meilleur débouché qu'en tout autre pays, c'est que, tandis que les autres pays adoptaient, tantôt plus, tantôt moins, des mesures de protection douanières, l'Angleterre s'est tenue au vieux principe du « Laissez faire, laissez passer ».

Supposez-la tout à coup convertie aux doctrines préconisées jadis par Chamberlain et Balfour, imaginez-la répudiant le libre échangeisme, et vous devez, en même temps, prévoir un formidable recul de l'industrie et du commerce allemands. Ce

n'est point un Anglais qui a émis cette hypothèse et admis ses résultats, c'est un bon économiste allemand, le professeur Schulze-Gaevernitz.

Il n'est donc pas vrai que l'Angleterre ait été un obstacle à l'expansion pacifique du commerce et de l'industrie de l'Allemagne. A différentes reprises, il est vrai, le Gouvernement a attiré sur la progression de la concurrence allemande l'attention des industriels anglais. Mais il ne faisait, en agissant ainsi, que stimuler leurs efforts, et ces conseils ne respiraient aucune hostilité envers l'Allemagne.

**La Grande-Bretagne a-t-elle empêché le développement colonial de l'Allemagne ?**

Toutes les nations ont, à l'heure présente, un empire colonial dont l'importance ne correspond souvent point à leur situation dans le monde. L'Allemagne ne possède que des colonies précaires et souvent improductives. C'est l'Angleterre encore qui s'est opposée à son développement en cette direction.

Voilà le résumé de ce qu'on lit dans les publications de la Ligue coloniale allemande et dans les livres, articles ou brochures de tous les publicistes politiques allemands.

Pour que l'Angleterre ait pu se rendre coupable du crime qu'on lui reproche et pris la place de l'Allemagne au soleil extra-européen, il eût au

moins fallu qu'au moment où elle s'installait en ces territoires, l'Allemagne revendiquât elle-même le droit de s'y installer. On ne peut faire de concurrence déloyale à un commerçant qui n'a point encore ouvert boutique. C'est cependant ce que prétend aujourd'hui l'Allemagne. Au moment où les grands navigateurs anglais, les Drake et les Raleigh, conquéraient pour leur reine un immense empire, au prix des plus durs efforts, l'Allemagne n'existait point. Elle ne peut donc accuser la Grande-Bretagne de lui avoir ravi un droit, car ce droit n'avait pas de sujet.

Sans doute, à l'époque de la vaste distribution des territoires coloniaux qui a marqué le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne était une vivante réalité politique. A cette époque, victorieuse du Danemark, de l'Autriche et de la France, elle dictait sa volonté dans les traités élaborés en Conseil des Nations ; et souvent ces traités s'occupaient des questions coloniales. Elle avait alors le pouvoir et le droit de réclamer sa part dans les continents qu'on se découpait à l'envi. Elle ne l'a point fait. Elle a même encouragé d'autres nations dans une politique coloniale dont elle se désintéressait. Elle a laissé l'Indo-Chine et Madagascar devenir français. Elle a salué la naissance de l'État indépendant du Congo.

Quelles furent les raisons de cette apathie colonialiste ? M. Saroléa en cite plusieurs qui sont également probantes.

Bismarck n'avait pas l'imagination coloniale, c'était un génie d'envergure strictement européenne; son rêve ne dépassait pas les limites des terres qu'on peut fouler sans passer la mer. Certes, il est vrai que l'Empire colonial allemand a été en grande partie acquis pendant que la politique de l'Empire était encore dirigée par le Chancelier de Fer. Mais jamais il n'y eut, pendant cette époque, en Allemagne, de véritable « colonialisme ». C'est plus tard seulement que l'empire émit la prétention d'obtenir une étendue de territoires extra-européens qui correspondît à l'importance de sa situation européenne.

Bismarck se disait que l'œuvre d'unification de l'empire et la tâche de lui assurer une suprématie européenne étaient assez grandes pour qu'il ne s'embarassât point d'entreprises lointaines et aléatoires. Cette conduite paraît une faute aux yeux des Allemands d'aujourd'hui. En fut-elle une, en réalité? Ne fut-elle point plutôt imposée au vieux chancelier par les difficultés intérieures qu'il avait à surmonter dans l'âpre lutte qu'il soutenait contre les ultramontains d'une part, contre les socialistes de l'autre? Quoi qu'il en soit, Bismarck, malgré les acquisitions coloniales auxquelles il présida, désintéressa l'Allemagne d'une politique proprement coloniale. C'est le seul fait à retenir.

En cela Bismarck interprétait du reste les sentiments et les tendances du peuple. On a parfois représenté l'Allemand comme un bon colonisateur;

cela n'est vrai qu'à demi. Quand il se porte sur des terres déjà colonisées, il lui arrive d'être un admirable colon ; mais il n'est point fait pour la grande aventure de la découverte, pour le risque du défrichement et l'initiative des cultures neuves. L'Allemand fit œuvre bonne au Brésil, œuvre mauvaise en Afrique ; et, dans le tableau d'honneur de l'exploration, il y a beaucoup de noms anglais et français, mais fort peu de noms allemands. On peut donc dire que Bismarck fut le loyal interprète de sa nation, dans les lignes principales de sa politique.

M. Poultney Bigelow, déjà cité, le formule également :

« Le régime colonial prussien se réduit à commander. Les indigènes ont été réduits en esclavage à moins qu'ils n'aient fui dans la jungle. Les colonisateurs allemands brillent par leur absence. »

Enfin, pour monter une vaste affaire — et une colonie est toujours une vaste affaire — il faut avoir de l'argent à risquer. C'est précisément ce qui a manqué à l'Allemagne, que les 5 milliards français n'ont pas empêchée d'être, peu d'années après 1870, dans une situation financière critique.

C'est après la guerre des Boers, un peu avant déjà, que le sang aventureux des Hohenzollern a fait monter au cerveau de l'Allemagne de plus larges rêves. L'heure sonnait, de la Weltpolitik germanique et des voyages impériaux à Jérusalem et

à Tanger. Mais il y a des heures qui sonnent trop tard à l'horloge de l'histoire des peuples comme à l'horloge des vies humaines. Il était trop tard vraiment. Les places étaient prises, d'autres forces étaient intervenues dans le jeu des puissances de la politique; toutes les entreprises allemandes avortèrent piteusement.

En Afrique, l'Allemagne réussit péniblement à se tirer de la révolte Herrero, s'empêtra dans les scandales provoqués par les mauvais traitements infligés aux indigènes et fut embarrassée par cent difficultés de gouvernement dont les débats du Reichstag ont donné la mesure.

En Chine, les espoirs étaient plus grands. Kiao-Tchéou et Shantung avaient inspiré à l'Allemagne l'ambition d'une suprématie dans l'Extrême-Orient. Elle crut trouver dans la révolte des Boxers l'occasion de la réaliser. Aussi, voulut-elle jouer un rôle capital dans la soumission de ceux-ci. Mais une puissance s'était rapidement formée de l'autre côté de l'eau qui jeta dans la balance une épée lourde et inattendue. Le Japon à Port-Arthur et à Tsushima ne matait point seulement la Russie, il mettait aussi en échec tous les espoirs du plan allemand.

Restaient les combinaisons sud-américaines. Que l'Allemagne ait pensé à un empire dans le continent neuf, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. La démonstration devant Valparaiso en est une preuve et les proclamations lors du tumulte maro-

cain de la nécessité vitale qu'il y avait pour l'Allemagne à posséder des ports sur l'Atlantique en sont d'autres. Mais en Amérique aussi, l'Allemagne venait trop tard. La doctrine de Monroe et la puissance des États-Unis s'opposaient à de nouvelles entreprises sur les vieilles terres de Pizarre et d'Almagro.

Les ambitions coloniales allemandes, parties

Comme un vol de gerfauts hors du charnier natal

y sont rentrées, le bec vide de toute proie ; elles se vengent de leur impuissance ; elles se vengent d'être « venues trop tard en un monde trop vieux » en accusant celles qui ont mieux réussi parce que venues quand il le fallait. Oiseaux de proie affamés, les ambitions allemandes crient furieusement vers l'Angleterre.

#### Politique d'isolement ?

Reste à charge de la Grande-Bretagne le grief d'avoir malignement isolé l'Allemagne et de lui avoir enlevé ses alliés et ses amis, grief sur lequel Bethman-Hollweg insiste encore dans son discours du 19 août 1915.

Assurément la situation de l'Allemagne est loin d'être aujourd'hui celle qu'elle était quelques années après le traité de Francfort ; elle ne commande plus en maîtresse ; elle intervient comme partie. D'où procède ce singulier changement ? Il

faut pour se l'expliquer remonter assez loin dans l'histoire contemporaine. Qu'on se souvienne des événements diplomatiques qui ont suivi la guerre russo-turque ; la Russie, victorieuse, s'était, à San Stefano, taillée une part léonine dans la dépouille de l'Homme malade et elle avait assuré au slavisme une situation prépondérante dans l'Europe orientale. L'Angleterre en prit ombrage ; ses préparatifs militaires amenèrent une revision du traité de San-Stefano. Or quelle puissance dicta ses volontés à la Conférence de Berlin ? Est-ce l'Angleterre, qui l'avait cependant provoquée ? Non. Beaconsfield se tait pour laisser parler Bismarck, et la victoire slave devient une victoire germanique.

Cet escamotage diplomatique, qui s'explique seulement par l'extraordinaire ascendant de l'Allemagne sur l'Europe, fut aussi la source de sa future faiblesse. La Russie humiliée, chargée de ressentiments, jeta les yeux autour d'elle, cherchant l'appui d'une alliance. Elle rencontra une autre puissance également humiliée et isolée : la France. Elle lui tendit la main. C'est Bismarck qui, en 1878, a préparé les démonstrations de Toulon et de Cronstadt et l'alliance franco-russe.

Peut-être l'avait-il prévu, mais s'était-il dit qu'en mécontentant la Russie, il acquerrait la sympathie de l'Angleterre qui craignait l'expansion slave vers l'Iran et l'Hindoustan. Il ne se trompait point : le Congrès de Berlin fut suivi d'une série

d'années d'amitié anglo-allemande. Mais avec l'avènement du jeune Guillaume II, la politique allemande se lança dans les aventures coloniales dont nous avons parlé et ne tarda pas à prendre ombrage de la haute situation occupée sur les routes du monde, par l'Angleterre.

C'est à ce moment que se place la campagne de dénigrement systématique et de calomnie organisée que nous signalons plus loin <sup>1</sup>.

L'Angleterre était nettement prévenue, par cette campagne, qu'on aiguillait de l'autre côté de la mer du Nord des armes qui serviraient contre elle tôt ou tard et d'autant plus tôt qu'elle serait plus faible et plus seule. Persister dans la politique d'orgueilleuse solitude qui fut si longtemps sienne, c'était chercher sa propre mort. Le sage et clairvoyant Édouard VII le comprit bientôt et, en entrant dans la coalition franco-russe — même dans les limites réduites où il y est entré — il ne fit que prendre une mesure que lui commandait la sécurité de l'Angleterre et le maintien de la paix en Europe.

Certes, ce n'est pas une interprétation de la politique anglaise qu'on accepte facilement outre Rhin. On y considère, au contraire, que l'Entente Cordiale fut une combinaison réalisée par les puissances jalouses de l'Allemagne pour la mettre en échec sur tous les domaines. On imprime même

1. Chapitre IV, p. 123 et s.

que cette coalition avait pour but secret de détruire par les armes la puissance grandissante de l'empire des Hohenzollern.

Il est à peine besoin de relever la mauvaise foi de cette présentation des faits. Depuis le début de ce siècle, l'Angleterre n'a cessé d'être une nation pacificatrice et ses interventions ont, à différentes reprises, évité une guerre que paraissaient rendre inévitable les prétentions mêmes de l'Allemagne. Ce fut le cas, notamment, lorsqu'en 1905, l'empereur, par ses paroles de Tanger, et le chancelier, par sa proposition de conférence internationale pour le règlement de la question marocaine, crurent avoir mis la France dans l'alternative de la déchéance ou de la guerre.

Au reste, l'Angleterre a toujours déclaré que la politique de l'Entente Cordiale ne l'empêchait en rien de maintenir les meilleurs rapports, même consacrés par des ententes, avec l'Allemagne; et l'on voit se dessiner nettement, une fois la paix de l'Europe assurée contre les agressions de l'orgueil allemand, son désir de conserver avec l'Allemagne d'affectueuses relations.

Certes, l'amitié de l'Angleterre était plus précieuse encore — momentanément du moins — à l'empire allemand que ne l'était à l'Angleterre l'amitié de l'Allemagne. Mais tandis qu'il s'agissait, dans l'esprit de Sir Edward Grey, d'une amitié respectueuse des ententes antérieurement contractées avec d'autres pays et contribuant avec celles-ci à

faire régner la paix en Europe, il s'agissait au contraire, selon le plan des chanceliers germaniques, d'une amitié exclusive de tout autre accord et préparatoire à la réalisation d'un rêve hégémonique. En 1909, dans la conversation entre Herr von Bethmann-Hollweg, nouveau chancelier, et l'ambassadeur britannique à Berlin ; en 1912, lors de la mission de lord Haldane, l'Allemagne subordonnait toute entente relative aux armements à certains engagements de politique générale ; et ces engagements avaient ni plus ni moins pour but d'obtenir la neutralité bienveillante de l'Angleterre pour les conflits éventuels dans lesquels l'Allemagne ne serait pas l'agresseur, ou qui se présenteraient de façon telle « qu'on ne puisse pas établir quel a été l'agresseur ». L'embûche est évidente. Si l'Angleterre y était tombée, elle eût été forcée d'assister à l'écrasement de la France et de la Russie en attendant bénévolement son tour. La politique d'isolement, on voit qui, de l'Allemagne et de l'Angleterre, prétendait la pratiquer — et dans quel but.

L'Allemagne n'est isolée que dans la défiance qu'elle a semée autour d'elle. Si elle sent peser sur elle la réprobation du monde européen, elle ne doit s'en prendre qu'à elle-même et ne peut accuser que ses propres ambitions. Mais c'est ce que l'Allemagne ne prétend point et, contre toute vérité, mais non pas contre toute utilité, elle calomnie impudemment l'Angleterre. Il y a en Allemagne tout un clan de Basile qui savent bien qu'il en restera toujours quelque chose.

Le monde ne doit pas s'y tromper. Si l'Angleterre, à un moment donné de l'histoire contemporaine, a écouté, comme tous les peuples l'ont écouté, chaque fois qu'ils vivaient une ère de prospérité, l'ode impérialiste que lui chantait M. Rudyard Kipling, si l'Angleterre a suivi un instant la politique de M. Chamberlain, elle a depuis longtemps abandonné cette attitude peu conforme à son tempérament et à ses traditions. La campagne du Transvaal et le sursaut d'humanité qu'elle a provoqué en Europe furent pour son libéralisme une bonne leçon. L'Angleterre d'aujourd'hui n'a plus rien d'agressif. La façon dont elle traite ses possessions d'au-delà des mers transforme son empire en ce qu'on a eu raison d'appeler une fédération mondiale d'États libres. L'Angleterre est le symbole des puissances pacifistes ; elle l'a prouvé en restant neutre jusqu'à la dernière minute et même contre toute prudence, dans le grand conflit des nations. L'Angleterre est la protectrice puissante des petits États et du principe des nationalités. C'est en vertu de ce principe qu'elle a tiré le 4 août dernier une épée que le simple souci de sa propre sécurité lui commandait de tirer un jour plus tôt.

Libérale, pacifiste, protectrice du faible, loyale, voilà bien des qualités qui lui valent l'estime du monde — et la haine de l'Allemagne !



Le chapitre qui précède a montré que l'Angleterre a été forcée de prendre les armes, d'abord en raison de ses obligations d'honneur, ensuite, en considération de ses intérêts propres, menacés directement par l'Allemagne. A-t-elle, en ces tragiques circonstances, réalisé l'effort qu'exigeaient à la fois son honneur et ses intérêts ? A-t-elle mis toutes les forces dont ses traditions lui permettaient de disposer, au service de la cause qu'elle défendait ?

C'est ce que nous allons examiner.

---

CHAPITRE III  
L'EFFORT NAVAL

CHARLES H.

1872

## CHAPITRE III

### L'EFFORT NAVAL

#### Hypothèses.

Il semble que, dans la guerre actuelle, la valeur attribuée par l'opinion publique aux différentes armes en action sur les champs de bataille du monde soit en proportion, plutôt de leur éclat que de leur utilité réelle et de leur efficacité définitive. C'est ainsi qu'au profit de quelques héroïques mouvements d'offensive, on oublie volontiers la dépense de sacrifice quotidien et d'abnégation silencieuse des soldats enfoncés dans la boue des tranchées, archoutés dans l'effort essentiel de la résistance défensive.

Il en est de même pour la flotte. J'entends dire autour de moi, par ceux qui s'obstinent à ne point s'élever à une vue d'ensemble des événements et qui s'en tiennent à ce que leur apportent d'immédiatement appréciable les communiqués de l'armée : « les Anglais ne font rien dans cette guerre », parce qu'ils continuent à n'occuper qu'une portion relativement réduite du front occidental. Ils oublient délibérément l'apport si considérable de la grande flotte anglaise. Et même par ceux qui en tiennent compte, j'entends dire : « Mais que fait-

elle, la flotte anglaise ? » Ceux-là s'imaginent que l'action d'une flotte est seulement efficace lorsque l'on peut dire d'elle qu'elle a coulé un nombre déterminé de navires ennemis, et gagné sur les Océans des batailles dont il est possible d'évaluer les résultats. Les uns et les autres méconnaissent et les difficultés et la gloire de l'heure actuelle et ne se disent point que chaque jour où les communiqués font silence sur les opérations navales, ils enregistrent tacitement un succès de la flotte anglaise et accèdent les services éminents qu'elle a rendus à la cause des Alliés.

Pour se faire une idée plus exacte de ces succès et de ces services, il suffit de se demander ce qui serait arrivé si la flotte anglaise n'avait pas été aux côtés des Alliés. C'est ce qu'ont fait tous ceux qui ont tenu à dissiper ce malentendu. Supposez la flotte allemande se précipitant dans les mers dès le jour de la déclaration de guerre, gagnant l'Atlantique et la Méditerranée, sans rencontrer, dans la mer du Nord, le rempart des cuirassés britanniques. La France eût été à la merci de l'ennemi. Ses ports eussent pu être aussitôt investis, et quelque confiance que l'on puisse avoir dans les forces commandées alors par l'amiral Boué de Lapeyrère, il semble assez hypothétique qu'elles eussent pu empêcher un débarquement qui eût entravé, si point compromis définitivement, la mobilisation des armées.

L'arrivée des précieux contingents africains en Terre-Mère était problématique. Le commerce et

l'importation française eussent été l'enjeu d'une rencontre navale dont le résultat était aléatoire. Et ce n'était point seulement la France, qui eût été atteinte au cœur, mais encore l'Italie ; car elle n'eût eu qu'à sacrifier ses légitimes aspirations patriotiques, si l'immensité du littoral péninsulaire s'était trouvé sous la coupe de la marine de guerre germanique.

J'admets volontiers que cette hypothèse manque de réelle plausibilité, car l'Angleterre se devait d'être aux côtés des Français et des Russes. Mais qu'on imagine seulement ce qui serait advenu si, cédant au courant de pacifisme et à la vague d'économie qui ont traversé naguère l'opinion, l'Amirauté s'était abstenue de maintenir la supériorité de la flotte et avait renoncé à courir le grand « match » aux armements navals dans lequel s'obstinait l'Allemagne. La collaboration anglaise, tant dans ses réalisations immédiates que dans ses possibilités d'avenir, était singulièrement réduite. Comment transporter le corps expéditionnaire en France, quand le Pas-de-Calais était soumis à un raid de navires allemands ? Comment envoyer, au travers des Océans, les troupes des lointaines colonies vers l'Europe et les troupes de l'Europe vers les points menacés de l'Empire, quand les Océans n'étaient point sûrs ? Comment lever, équiper et former des armées dans les Iles, quand les Iles étaient menacées d'imminente invasion ? Comment alimenter la population civile du

Royaume-Uni, de la France et des autres alliés occidentaux, quand des bâtiments de commerce anglais, français ou neutres étaient arrêtés par de libres patrouilles de croiseurs ennemis? Sans la supériorité formidable de la flotte anglaise, la paix eût été promptement signée, et l'Europe n'eût point tardé à tomber tout entière sous la pire des dominations qui l'aient jamais menacée. L'empereur d'Allemagne, à la veille de son Waterloo, doit soupirer, comme Napoléon le faisait, il y a un siècle : « Ah ! si j'avais eu la suprématie des mers ! » Et, qu'il soit amené à pousser ce soupir, cela exige que nous sachions gré à l'Angleterre de sa collaboration maritime : elle nous a donné les plus indiscutables certitudes de victoire.

#### Spécialement, du service rendu à la France.

Nous préférons laisser un Français mettre en valeur le service rendu à la France par la flotte anglaise. Et M. Paul de Rousiers, secrétaire du Comité des Armateurs de France, est particulièrement qualifié pour donner une opinion à cet égard.

Après avoir rappelé que plus de la moitié du commerce terrestre de la France est arrêté net par suite de la guerre, il examine, dans un article : *l'Alliance anglaise et la liberté des mers*, les conséquences de cette liberté et conclut :

En somme, la liberté des mers nous permet de nourrir, de vêtir et de chauffer notre armée, de lui fabri-

quer des munitions, de remonter sa cavalerie, d'assurer ses transports par automobiles et son service aéronautique ; de fournir à toutes les industries concourant à la défense nationale et aux chemins de fer qui en sont un élément capital, le charbon indispensable. Encore cette énumération est-elle fort incomplète. Nous apprécions moins l'avantage de cette liberté parce que nous n'en avons jamais été privés. Il suffit d'un peu de réflexion pour se rendre compte des catastrophes qu'amènerait, dans les circonstances présentes, sa disparition, ou même sa diminution.

\*  
\*\*

Et maintenant, est-il possible de soutenir que la liberté des mers nous aurait été assurée sans le concours de l'Angleterre ? Nous nous plaignons parfois que la flotte de guerre allemande demeure à l'abri du péril et s'enferme volontairement dans la Baltique. Elle en serait certainement sortie si nous n'avions eu que la nôtre à lui opposer et peut-être aurions-nous été soumis à une sorte de blocus semblable à celui que les flottes combinées de France et d'Angleterre imposent aux Austro-Allemands. La situation aurait pu être ainsi renversée à notre détriment. Dans tous les cas, nous aurions dû suffire seuls à la poursuite et à la destruction ou à l'immobilisation successives des navires de guerre allemands et des paquebots allemands armés en croiseurs auxiliaires, qui infestaient l'Atlantique, le Pacifique et la Méditerranée. La tâche, déjà malaisée et longue dans les conditions où elle a été accomplie, eût présenté des difficultés bien autres dans l'hypothèse d'une action isolée de la France. Nos navires de commerce auraient été exposés plus longtemps aux entreprises des *Dresden*, des *Emden* et des *Kœnigsberg*, des *Prinz-Eitel-Friedrich*, des *Kronprinz-Wilhelm*, sans parler des légendaires *Gæben* et *Breslau*, et le succès d'un combat comme celui des îles Falkland nous eût coûté un très gros effort.

Ce n'est pas tout, car le blocus maritime de l'Allemagne n'aurait pas été seulement tenté par nous si nous avions été réduits à nos propres forces.

#### Chiffres.

Il y a, en effet, en ces matières, des chiffres qui ne doivent pas être oubliés. Ce sont ceux qui indiquent la valeur respective des flottes franco-russes et autro-allemandes, et des flottes franco-russo-anglaises et austro-allemandes. Encore, dans l'interprétation de ces chiffres, ne faut-il point oublier que la Russie et la France devaient garder une ligne de côtes bien plus considérable que les Empires Centraux et qu'une grande partie de la flotte russe était dans la mer Noire, ce qui mettait, dès l'abord, ces derniers dans une situation infiniment privilégiée, au point de vue offensif. La France possédait, en 1914, 26 grands navires de bataille ; elle en avait 10 sur les chantiers. La Russie en possédait 10 ; elle en avait 7 sur les chantiers. Les deux alliées réunissaient, ainsi, 36 unités effectives et 17 en construction.

L'Allemagne possédait, en 1914, 46 navires de même valeur ; elle en avait 6 sur les chantiers. L'Autriche-Hongrie en possédait 15 ; elle en avait 2 sur les chantiers. Les deux alliées réunissaient ainsi 61 unités effectives et 8 en construction. Leur supériorité était donc incontestable. Au contraire, l'Allemagne et l'Autriche ne pouvaient plus songer à se mesurer avec leurs ennemis quand

ceux-ci avaient acquis l'aide de l'Angleterre qui élevait à 97 le nombre de leurs unités effectives, et à 36 le nombre de leurs navires en voie de construction.

Pour les autres unités de flotte, le même raisonnement se répète à peu près :

*Croiseurs de bataille.*

		Construits.	En const.
Sans l'Angleterre	France	0	0
	Russie	0	4
		<hr/>	<hr/>
		0	4
Avec l'Angleterre	Angleterre	9	1
		<hr/>	<hr/>
		9	5
	Allemagne	4	3
	Autr.-Hongrie	0	0
		<hr/>	<hr/>
		4	3

*Croiseurs.*

		Construits.	En const.
Sans l'Angleterre	France	26	
	Russie	12	
		<hr/>	
		38	
Avec l'Angleterre	Angleterre	47	
		<hr/>	
		85	
	Allemagne	9	
	Autr.-Hongrie	2	
		<hr/>	
		11	

		Construits. En const.	
<i>Croiseurs légers.</i>			
Sans l'Angleterre	France	8	0
	Russie	0	8
		<u>8</u>	<u>8</u>
Avec l'Angleterre	Angleterre	65	20
		<u>73</u>	<u>28</u>
	Allemagne	41	6
	Autr.-Hongrie	11	3
		<u>52</u>	<u>9</u>

<i>Contre-torpilleurs.</i>			
Sans l'Angleterre	France	88	7
	Russie	84	45
		<u>172</u>	<u>52</u>
Avec l'Angleterre	Angleterre	220	36
		<u>392</u>	<u>88</u>
	Allemagne	130	12
	Autr.-Hongrie	17	3
		<u>147</u>	<u>15</u>

<i>Torpilleurs.</i>			
Sans l'Angleterre	France	143	
	Russie	23	
		<u>166</u>	
Avec l'Angleterre	Angleterre	106	
		<u>272</u>	
	Allemagne	80	0
	Autr.-Hongrie	70	27
		<u>150</u>	<u>27</u>

*Sous-marins.* (Chiffres incertains.)

		Construits.	En const.
Sans l'Angleterre	France	54	26
	Russie	22	18
		<hr/> 76	<hr/> 44
Avec l'Angleterre	Angleterre	74	27
		<hr/> 150	<hr/> 71
	Allemagne	30	14
	Autr.-Hongrie	6	5
		<hr/> 36	<hr/> 19

L'examen de ces chiffres est convaincant : sans la flotte anglaise, la nécessaire maîtrise de la mer était subordonnée à toutes les surprises d'un combat. Avec la flotte anglaise, elle devenait une réalité indiscutable et d'ailleurs indiscutée. Il faut se souvenir de cela.

Remarquons, avec Gastone Chiesi (*Secolo*, 11 mars 1915) que la guerre a surpris la flotte en une période pendant laquelle les programmes de construction des dernières années atteignaient leurs résultats définitifs.

Au lieu de se gaspiller, de s'épuiser en de longues et difficiles opérations, au lieu de se consumer dans ses rencontres avec des sous-marins et avec les petits navires allemands, la flotte anglaise tend continuellement, malgré la guerre, à se renouveler, à s'empêcher de vieillir, à se compléter. Un grand nombre de croiseurs de premier ordre, de croiseurs très rapides et puissamment armés, de petits navires de tout genre se trouvent sur les chantiers ou sur les quais près d'être mis à la mer ou sont en état de construction très avancée.

Durant les sept derniers mois, les chantiers navals, soit gouvernementaux, soit privés, ont concentré toute leur énergie dans le but d'accélérer la construction de tous les navires qui se trouvaient sur les quais, tandis que les arsenaux ont produit en travaillant jour et nuit le complément d'armement des diverses unités à mesure qu'elles étaient mises à la mer. Ainsi nous avons eu le cas d'un ou deux *super-dreadnoughts* complétés en moins de quatorze mois à partir du moment où ils ont été mis en chantier et déjà entrés en escadre; nous avons vu apparaître dans la bataille de Doggerbank, le croiseur *The Tiger* que beaucoup croyaient encore en voie d'être armé, et, cas non moins notable, le *super-dreadnought Queen-Elizabeth* dans le bombardement des Dardanelles, où il semble que ses tout nouveaux canons de 15 pouces, qui ont une portée de 30 kilomètres, aient vraiment fait merveille.

Si l'amiral Jellicoe peut se permettre d'utiliser ce navire, qui jusqu'à l'heure présente était considéré comme le plus moderne parmi tous ceux qu'il avait à sa disposition, pour une opération d'un caractère secondaire, comme celle du siège des forts des Dardanelles, cela signifie qu'il a à sa disposition d'autres navires encore plus modernes et plus terriblement armés que celui qu'il a envoyé pour déloger les Turcs de Constantinople.

Il n'est pas possible de donner à cet égard des détails exacts <sup>1</sup>, mais, par science personnelle, je puis assurer que l'intensité des travaux accomplis dans les chantiers et dans les arsenaux en ces derniers temps a été tout simplement merveilleuse; les navires sont lancés, sont armés, sont équipés et entrent dans leurs escadres avec une rapidité qui tient de la fable.

Il semble presque impossible que des résultats comme

1. Depuis le moment où ces lignes furent écrites certaines précisions nous ont été données. Dans le courant de janvier 1916, Lord Balfour, premier lord de l'Amirauté, disait à la Chambre des Communes: « La nouvelle flotte construite par nous depuis la guerre est équivalente à la flotte allemande tout entière. » Elle comprend aussi des navires de puissance encore inconnue.

ceux dont l'industrie navale anglaise peut se targuer, aient pu être obtenus au moyen de l'organisation et de la discipline du travail humain. L'un après l'autre les grands croiseurs abandonnent les ports militaires du sud de l'Angleterre et disparaissent dans les brouillards de la mer du Nord. Nous n'en aurons plus de nouvelles si ce n'est par hasard ou à la fin de la guerre.

#### Que peut-on attendre d'une flotte ?

M. A. J. Balfour répondait à cette question, dans une lettre adressée au *New York Herald* vers le milieu de l'an 1915 :

« Pour qui veut savoir si, durant l'année écoulée, la flotte anglaise a prouvé sa puissance, il y a une méthode très simple d'arriver à la vérité. Une flotte peut remplir sept tâches, et seulement sept :

1° Elle peut chasser des mers le commerce de l'ennemi.

2° Elle peut protéger le commerce de son propre pays.

3° Elle peut rendre la flotte de l'ennemi impuissante.

4° Elle peut rendre impossible le transport des troupes ennemies au travers de la mer, soit dans un but d'attaque, soit dans un but défensif.

5° Elle peut transporter les troupes de son pays où elle le désire.

6° Elle peut assurer l'approvisionnement de ces troupes.

7° Les assister dans leurs opérations. »

Voyons si toutes ces tâches ont trouvé la flotte

britannique à la hauteur de ce qu'on attendait d'elle.

#### La mobilisation de la flotte anglaise.

Tout d'abord, il était nécessaire qu'elle fût mobilisée à temps. On n'ignore pas, en effet, que l'Allemagne s'est longtemps proposé de suppléer à l'insuffisance numérique de sa marine de guerre par une attaque brusquée des forces anglaises non encore mobilisées. Elle n'y a point réussi, car la flotte anglaise avait, par bonheur, réalisé la mobilisation de ses forces avant que la guerre n'éclatât. Il n'est pas indifférent de rappeler ces événements, qui ont eu, sur la guerre européenne, une influence décisive. C'est ce qu'a très bien fait le correspondant naval de la *Westminster Gazette* (20 août 1915). — Il nous montre qu'au début du printemps de 1914, sans doute en février, une manœuvre de mobilisation de la flotte fut décidée. Le 18 juillet, se réunissait à Portsmouth un grand nombre de dreadnoughts, de croiseurs, de destroyers, de sous-marins et d'unités de flotte aérienne. Notons qu'à ce moment la querelle austro-serbe avait déjà éclaté. La mobilisation avait effectivement commencé le 15; différentes troupes de réserve avaient rejoint les bâtiments de la troisième flotte pour leur entraînement annuel et les équipages de la seconde flotte avaient été complétés.

Les dix jours de manœuvres commencèrent en fait le 15, quand les différentes réserves eurent rejoint les navires de la troisième flotte et que les navires de la seconde flotte eurent complété leur équipage d'officiers et d'hommes par le dépeuplement des écoles, des établissements côtiers et des différentes casernes. Ces manœuvres de dix jours pour les réservistes de la troisième flotte prirent fin le 24 juillet ; ces réservistes furent renvoyés dans leurs foyers et, par conséquent, on démobilisa la troisième flotte. Les exercices tactiques consécutifs à la revue du 18 étaient épuisés et, le samedi 25, toutes les unités de la seconde flotte retournaient à leurs ports habituels, cependant que la première revenait à Portland. En principe, la seconde flotte aurait dû débarquer aussitôt les officiers supplémentaires, et les hommes attachés aux écoles, aux établissements d'instruction et aux casernes. Si la seconde flotte avait exécuté complètement ce débarquement pour le lundi 27, elle se fût trouvée absolument démobilisée, au même titre que la troisième. Mais, évidemment, une seule partie de l'équipage fut débarquée le samedi et renvoyée aux casernes respectives. En outre, si la façon de faire habituelle avait été respectée, de nombreux officiers et marins de la première flotte eussent été envoyés en congé l'après-midi du lundi.

Le samedi 25, le Premier Ministre serbe remit sa réponse au baron Giesl, à Belgrade. Après avoir comparé, pendant un quart d'heure, cette réponse et la note autrichienne, le baron informa le Premier Ministre que, cette note ne satisfaisant point aux exigences de la note autrichienne, la rupture des relations diplomatiques en était le résultat logique.

Cette nouvelle arriva en Angleterre le dimanche suivant. M. Churchill était à Overstrand et le prince Louis de Battenberg à son poste. Ce dernier, à cette nouvelle, rédigea un ordre désormais historique. Injonction fut donnée à la première flotte de ne pas se disperser par le licenciement après la manœuvre et aux navires de la seconde flotte de ne point quitter les ports où leurs équipages étaient concentrés.

Ainsi, la seconde flotte, quoique en partie démobilisée par l'absence d'un certain nombre des hommes de ses équipages, put être reportée à sa pleine force en une heure ou deux.

Le lundi suivant, M. Churchill rentra à l'Amirauté et le mardi, l'Autriche déclara la guerre à la Serbie. La possibilité du déchaînement d'un conflit européen devenait, à ce moment, évidente; et le mercredi suivant, la première flotte, sous les ordres de Sir George Callaghan, quitta Portland, et désormais on ne la revit plus et on n'en entendit plus parler. Elle avait certainement pris ses positions de combat. Le dimanche suivant, 2 août, l'Allemagne ayant déclaré la guerre à la Russie et à la France, un second ordre fut donné, toutes les réserves furent rappelées et le lundi, on annonça que toute la flotte britannique était prête. Il faut noter en conséquence que la décision prise le 26 juillet fut la première d'une série de précautions des plus importantes.

Selon l'Annuaire de la Flotte d'août dernier, la première flotte consistait en 20 dreadnoughts, l'*Agamemnon*, huit navires du type du *King-Edouard VII*, quatre croiseurs légers, quatre navires auxiliaires et huit contre-torpilleurs. A la première flotte était, pour ainsi dire, liée, la première escadre des cuirassés qui comprenait le *Lion*, le *Queen-Mary*, le *Princess-Royal* et le *New-Zealand*; la seconde escadre de croiseurs (le *Shannon* et trois croiseurs du type *Natal*); la troisième escadre de croiseurs (les quatre croiseurs du type *Devonshire*) et, enfin l'escadre des croiseurs légers (les quatre *Southampton*). A cette flotte étaient jointes la première, la seconde, la troisième et la quatrième flottille, chacune munie d'un croiseur amiral et d'un navire dépôt et comprenant, en tout, de 70 à 80 torpilleurs.

La seconde flotte, selon l'autorité navale, comprenait la cinquième et la sixième escadre de cuirassés: la première d'entre elles était composée de huit navires du type *Formidable*; la seconde du *Lord Nelson*, du *Vengeance*, et de cinq du type *Duncan*. Il y avait, en

outre, deux escadres de croiseurs, la cinquième et la sixième ; tous navires de type ancien et de moindre valeur de combat ; en outre, sous les ordres de l'amiral commandant la seconde Flotte, il y avait quatre flottilles exploratrices comprenant sept petits croiseurs, quatre navires dépôt, de soixante-dix à quatre-vingts contre-torpilleurs et une cinquantaine de sous-marins.

La troisième flotte était composée de la septième et huitième escadre de cuirassés et de cinq escadres de croiseurs, tous navires de type plus ancien que ceux de la seconde flotte.

J'ai énuméré ces flottes avec un luxe de détails peut-être fastidieux parce que, si nous voulons voir les choses dans leurs justes proportions, il est important de distinguer entre elles les différentes valeurs de combat de ces différents groupes. L'ordre du 26 eut une influence sur la première flotte seulement dans le sens de suspension du licenciement après les manœuvres. Si les officiers et les premières vedettes parmi les marins avaient joui du licenciement le matin du lundi 27, ils auraient indubitablement pu être rappelés le soir du même jour, auraient rejoint leurs unités respectives le mardi et le mercredi Sir George Callaghan aurait pu s'éloigner de Portland avec sa flotte, exactement comme s'il n'y avait jamais eu de débarquement. En ce qui concerne la première flotte, il est important de se souvenir que, si cet ordre n'avait pas été donné, ce n'est pas pour cela que le Pays fût resté exposé à l'attaque brusquée qui, depuis de longues années, a constitué le rêve des Allemands. Ce qui rendit une telle attaque impossible fut d'avoir la flotte placée à ses postes de combat le mercredi ; à moins de supposer que les Allemands, en prenant connaissance de l'ordre donné le dimanche précédent, n'aient compris que la partie était perdue. Au contraire, la véritable explication du fiasco des Allemands dans leur ambition d'envahir les routes du commerce, ou de tenter une attaque brusquée sur la grande flotte, n'est-elle pas plutôt dans le fait qu'en Allemagne, ni l'homme politique, ni le soldat ne croyaient possible l'intervention de

l'Angleterre ? Pour réaliser à temps chacun de ces deux desseins, il eût fallu une préparation bien plus considérable que celle qui fut rendue possible par l'intervalle du 26 au 29 juillet, quand la première flotte était à son poste et la flotte allemande paralysée.

Il me semble que le point le plus important à éclaircir est celui-ci : en quelle mesure les mouvements de la première flotte ont-ils déterminé dès l'abord, ces conditions. Elle représente, après tout, au moins les 80 % de la valeur de combat de la flotte britannique et plus des 50 % de sa flotte de sous-marins. Les navires de la seconde et de la troisième flotte n'eurent évidemment aucune influence sur la situation parce que, quand la flotte principale eut rejoint ses positions, elle mit complètement à l'abri des interruptions de l'ennemi la mobilisation et la distribution de la seconde et de la troisième flotte.

Cet exposé précis des événements qui ont précédé la déclaration de guerre au point de vue strictement naval, peut se compléter d'une conclusion de M. Gastone Chiesi, correspondant anglais du *Secolo* : « De cette façon, l'Allemagne avait automatiquement perdu la maîtrise des mers, dès le tout premier jour, sans qu'il eût été nécessaire de tirer un coup de canon. »

**La flotte allemande paralysée dès le premier jour.**

La flotte allemande n'essaya pas de réaliser les projets d'agression soudaine qu'elle avait si souvent caressés. La partie était perdue pour elle, puisque les forces anglaises étaient mobilisées avant même qu'elle eût pu faire sortir ses navires en

haute mer. Elle prit le parti de se blottir dans ses ports de Cuxhaven, de Hambourg, dans la baie d'Héligoland et dans le canal de Kiel. A partir de ce moment, elle ne s'est point risquée hors de ses eaux protégées.

Notons que l'Allemagne, après avoir vu son projet d'attaque brusquée de la flotte anglaise tué dans l'œuf par la rapidité de la mobilisation de cette dernière, s'était proposé de faire sur mer, à l'Angleterre, la guerre d'usure que le général Joffre faisait à ses armées. Elle avait espéré réduire la supériorité de la flotte anglaise, navire par navire, jusqu'à établir l'égalité entre les deux antagonistes. « Ce dessein, disait en août 1915 Lord Balfour, a complètement échoué. L'égalité désirée est aujourd'hui plus lointaine qu'il y a douze mois ! ... » Nul, en effet, ne peut considérer comme des actions sérieuses les raids que quelques cuirassés de la flotte de von Tirpitz ont faits sur la côte est des Iles britanniques.

En bombardant des villes non défendues, comme Yarmouth, Scarborough et Hartlepool, en tuant des femmes et des enfants, en endommageant des habitations civiles, ils contrevenaient aux prescriptions du droit international et aux devoirs de stricte humanité, et leurs apparitions furtives et inquiètes étaient bien loin de prouver ce dont l'Allemagne aurait voulu convaincre les âmes crédules : que sa flotte était libre d'agir et que la Grande-Bretagne était incapable d'empêcher ces actions.

Elles n'ont point tardé, en effet, à être définitivement arrêtées, et ces raids ont coûté à l'Allemagne plus qu'à l'Angleterre, puisque celle-ci n'a point vu sa force entamée, alors que les Allemands perdaient le *Blücher* à proximité de Dogger-Bank, tandis que le *Seydlitz* et le *Derfflinger* étaient incendiés par l'escadre de Sir David Beatty.

L'œuvre de la flotte allemande s'est en réalité bornée à cela. On doit y ajouter l'action de quelques corsaires célèbres, petits croiseurs ou croiseurs auxiliaires armés, qui pratiquèrent, pendant les quelques premiers mois, la guerre de course et infligèrent ainsi au commerce britannique quelques pertes, mais dont la destruction ne tarda pas. Tels sont l'*Emden*, le *Königsberg* et le *Karlsruhe*.

On peut affirmer que chaque fois que la flotte anglaise a rencontré en haute mer la flotte allemande, elle l'a battue. Elle a chaque fois prouvé sa supériorité, et cela s'est présenté le 28 août 1914, dans la baie d'Héligoland, le 8 décembre 1914, aux îles Falkland, le 24 janvier 1915 au Dogger-Bank, dans la mer du Nord.

J'ai souvent entendu demander pourquoi la flotte anglaise, qui possède sur la flotte allemande une si incontestable supériorité, ne force pas cette dernière à la bataille en allant la lui proposer dans les ports mêmes et dans les eaux où elle se cache. Cette question est posée par des gens qui adaptent à la guerre maritime les raisonnements qui sont applicables à la guerre territoriale. Mais une flotte ne

ressemble en rien à une armée. Une armée peut être poursuivie partout où elle va et détruite, bataille après bataille, par l'armée ennemie, car, sur terre, il n'est pas possible de concevoir que l'on retire de l'action l'un ou l'autre des belligérants. Celui qui refuse le combat est incapable de résister.

Il en est tout autrement dans la guerre navale, et J. R. Thursfield remarque très justement que « l'une des caractéristiques essentielles de la guerre navale est que les principaux navires d'un des belligérants peuvent être toujours soustraits à l'attaque de l'autre. Il leur suffit de rester dans leurs propres ports, et ces ports peuvent être si facilement défendus qu'il n'est pas possible de les réduire en les attaquant du seul côté de la mer ». On ne peut forcer un ennemi à l'action s'il refuse de prendre la haute mer et l'on ne connaît, jusqu'à présent, aucun moyen pour le forcer à prendre la mer. Et puis, comme le dit très bien H. A. L. Fisher, tandis qu'un général peut risquer un bataillon ou même un corps d'armée dans une coûteuse entreprise dont le dommage peut être quasi immédiatement réparé, une perte navale sérieuse n'est pas une blessure temporaire, qui peut être guérie au cours de la guerre, mais une calamité permanente et irrémédiable. Il faut à peu près deux ans pour construire un dreadnought et de nombreuses années pour former un officier de marine. La flotte britannique, étant donnée la grande responsabilité qui pèse sur elle pour la sauvegarde du commerce et les transports

des troupes, ne peut se permettre de courir imprudemment de tels risques.

Au reste, si l'effet définitif d'une flotte est de détruire la flotte ennemie, ne suffit-il point de remarquer que, depuis le premier jour de la guerre, la pression de la flotte anglaise sur la flotte allemande a été telle qu'il en est exactement comme si la grande et ambitieuse marine de guerre de l'empire allemand n'eût point été construite. Derrière son champ de mines, derrière sa haie de sous-marins, elle est aussi impuissante que si les forces de John Jellicoe l'avaient depuis longtemps précipitée dans le fond des océans.

#### **Les transports assurés.**

La flotte anglaise a assuré le libre transport, depuis les premiers jours de la guerre, d'importants contingents de troupes indiennes, canadiennes, australiennes, nouvelle-zélandaises, en Europe. Elle a permis que la force expéditionnaire effectuât, en août 1914, sans une seule perte, le passage de la Manche et que, depuis lors, et sans interruption, de nouvelles troupes, s'élevant à un total de plus d'un million d'hommes, fussent convoyées vers la France. Elle a conduit saines et sauvées, des divisions britanniques en Égypte et dans les Dardanelles.

Il convient de remarquer que, sur l'immense quantité de ces transports qui sillonnent les mers depuis plus d'un an, l'ennemi a seulement réussi à

en couler quelques-uns, dans la mer Égée. N'est-ce point là l'affirmation tacite d'une indiscutable et constante victoire remportée par la flotte anglaise ?

Ajoutons que parallèlement à ces transports de troupes, l'Angleterre a pu assurer des transports de munitions et d'approvisionnements sur les divers théâtres de la guerre mondiale. Et rien n'était plus difficile : on le comprendra aisément quand on saura qu'en certains endroits — aux Dardanelles, par exemple — il a fallu apporter de très loin absolument tout ce dont les troupes avaient besoin — y compris l'eau — la nature du terrain étant telle qu'il n'était pas possible de se ravitailler sur place.

En outre, grâce à la maîtrise de la mer assurée par la flotte anglaise, munitions et provisions ont pu librement venir en France et en Angleterre, des États-Unis d'Amérique. Le *Temps* le signalait à la reconnaissance de ses lecteurs :

Si, au début de la guerre, nous avons pu compléter l'équipement de notre armée avec une rapidité qui n'a pas été l'une des moindres surprises de l'état-major allemand, nous le devons à la flotte qui nous a donné la maîtrise des mers. Nous étions à court de chevaux, ils ont été apportés d'Argentine et du Canada. Nous étions à court de laine et de matières premières pour nos industries du métal, nous nous en sommes fournis chez les marchands d'Australie. Le Lancashire nous a envoyé ses cotons et ses habits et le pays noir son acier et maintenant que la consommation de viande menace de mettre en péril nos ressources en bestiaux, nous sommes capables d'éviter le danger par l'importation de viandes congelées. Dans les circonstances actuelles, la maîtrise de la mer n'est pas seulement un avantage,

mais une nécessité. Par le fait même que la plus grande partie de notre terrain minier est envahie par l'ennemi, la perte de la maîtrise de la mer pour l'Angleterre signifierait pour elle plus qu'une capitulation. Elle serait vraiment forcée de capituler par la famine. Mais la France et sa nouvelle alliée l'Italie étant privées de charbon et, par conséquent, des moyens d'alimenter leurs fabriques et les transports militaires, seraient vite, elles aussi, à la merci de leurs adversaires.

M. H. A. L. Fisher fait remarquer que c'est grâce à la maîtrise des mers assurée par l'Angleterre que la Serbie a pu être ravitaillée en munitions, ce qui explique indirectement que l'armée serbe ait pu, en décembre 1914, se ressaisir au point de chasser les envahisseurs autrichiens du territoire, leur faire 60.000 prisonniers et leur reprendre la ville de Belgrade.

Mais si les transports des alliés ont pu être faits sans difficulté dans les mers les plus lointaines et dans les conditions les plus pénibles, l'Angleterre a aussi empêché l'ennemi d'en effectuer aucun. L'Allemagne a dû assister impuissante à la perte de ses colonies les plus chères : Samoa, le Togoland, la Nouvelle-Poméranie, toutes tombées aux mains des Alliés, si bien qu'à l'heure présente il ne reste de l'empire colonial allemand que l'Afrique allemande orientale et l'*hinterland* du Cameroun, lesquels, grâce à l'ascendant de la flotte anglaise, ne tarderont pas à avoir le même sort. Ce n'est plus qu'une question de temps et le temps, partout, travaille pour les Alliés.

L'Allemagne n'a pu envoyer nulle part ni hommes, ni munitions. Elle n'a pu recevoir d'aide extérieure que par un commerce clandestin. La contrebande de guerre par vaisseaux neutres se restreint de jour en jour. Il est difficile d'évaluer le nombre de vaisseaux traduits en Cour des prises, sans un grand travail qui nécessiterait une enquête dans l'Empire des Indes et dans les colonies.

#### Coopération militaire et actions navales.

Il convient enfin de remarquer que la flotte a directement participé, d'une façon très efficace, à une série d'opérations militaires. On sait sa prépondérante collaboration — marquée par des pertes considérables — dans l'attaque des Dardanelles ; on sait moins la qualité des opérations conduites par elle à Samoa, dans les îles Marshall et dans les îles Caroline, avec l'aide des Japonais ; dans le Caméroun, avec l'aide des Français ; dans la baie de Walfish, dans l'Est Africain ; à Tsingtao, avec l'aide des Japonais ; dans le golfe Persique ; dans le canal de Suez ; dans le golfe d'Alexandrette, dans le port de Smyrne, aux Iles Falkland, et, plus récemment, devant Dédégatch.

Il faut se souvenir également de la valeur de la collaboration maritime de l'Angleterre dans les opérations en Flandres, et notamment dans la pre-

mière bataille de l'Yser; en Serbie, pour lesquelles un officier de la marine anglaise, opérant dans le Danube, a mérité d'être décoré par le roi; il ne faut point oublier les fréquents bombardements de la côte belge et principalement de la base de sous-marins de Zeebrugge.

Il ne faut pas oublier non plus l'aide apportée par l'Angleterre pour la police de la Méditerranée en des moments difficiles. Et, si les sous-marins allemands ont conquis une triste gloire en coulant des navires marchands et en précipitant dans les flots d'innocentes victimes, les sous-marins anglais se flattent de n'avoir fait que de la besogne militaire — et de la bonne besogne. Ils ont attaqué avec succès le *Moltke* et d'autres bateaux allemands, dans la Baltique où les sous-marins anglais ont disputé à la flotte allemande la maîtrise des eaux et arrêté le commerce des ports scandinaves; dans la mer de Marmara, ils ont, à de fréquentes reprises, torpillé les transports de troupes et plus de 200 bateaux de commerce turcs.

#### Les pertes.

Quelles sont les pertes respectives des flottes anglaise et allemande? C'est ce qu'établit le tableau p. 91-96. Il apparaîtra que les Anglais ont perdu des unités plus considérables que les Allemands, si le nombre total des unités perdues par

## PERTES ANGLAISES

- 7 Navires de bataille.  
 8 Croiseurs.  
 3 Croiseurs légers.  
 2 Canonniers-torpilleurs.  
 4 Destroyers.  
 3 Torpilleurs.  
 1 Navire transport.  
 1 Navire pose-mine.  
 1 Navire hôpital.  
 5 Croiseurs auxiliaires.  
 2 Steamers armés.

Total 37

Noms	Tonnage	Canons
NAVIRES DE BATAILLE		
Bulwark.....	15.000 tonn.	{ 4 de 305 mm. 12 de 152 mm.
Formidable.....	15.000 —	{ 4 de 305 mm. 12 de 152 mm.
Goliath.....	12.950 —	{ 4 de 305 mm. 12 de 152 mm.
Irresistible.....	15.000 —	{ 4 de 305 mm. 12 de 152 mm.
Majestic.....	14.900 —	{ 4 de 305 mm. 12 de 152 mm.
Ocean.....	12.950 —	{ 4 de 305 mm. 12 de 152 mm.
Triumph.....	11.800 —	{ 4 de 254 mm. 14 de 190 mm.
CROISEURS		
Aboukir.....	12.000 —	{ 2 de 234 mm. 12 de 152 mm.

Noms	Tonnage	Canons
Cressy.....	12.000 tonn.	{ 2 de 234 mm. 12 de 152 mm.
Hogue.....	12.000 —	{ 2 de 234 mm. 12 de 152 mm.
Good Hope.....	14.100 —	{ 2 de 234 mm. 16 de 152 mm.
Monmouth.....	9.800 —	{ 14 de 152 mm.
Hawke.....	7.350 —	{ 2 de 234 mm. 10 de 152 mm.
Argyl.....	10.850 —	{ 4 de 190 mm. 6 de 150 mm.
Natal.....	13.550 —	{ 6 de 235 mm. 4 de 190 mm.
CROISEURS LÉGERS		
Amphion.....	3.440 —	10 de 102 mm.
Pathfinder.....	2.940 —	9 de 102 mm.
Pegasus.....	2.135 —	8 de 102 mm.
CANONNIÈRES-TORPILLEURS		
Niger.....	810 —	2 de 119 mm.
Speedy.....	810 —	2 de 119 mm.
TORPILLEURS		
10.....	215 —	{ 2 de 12 livres 3 t. de 370 mm.
12.....	225 —	{ 2 de 12 livres 3 t. de 370 mm.
96.....	130 —	3 tubes
CONTRE-TORPILLEURS		
Maori.....	980 —	2 de 104 mm.
Recruit.....	335 —	{ 1 de 12 livres 5 de 6 livres 3 de 100 mm.
Louis.....	807 —	{ 4 t. de 535 mm. 3 de 100 mm.
Lynx.....	935 —	{ 4 t. de 535 mm.

Noms	Tonnage	Canons
NAVIRES TRANSPORT D'HYDROPLANES		
Hermes.....	5.600 —	11 de 152 mm.
CROISEURS AUXILIAIRES		
Bayano.....	5.948 —	—
Clan Macnaughton.....	4.985 —	—
Oceanic.....	17.274 —	—
Viknor.....	—	—
Princess Irene.....	6.000 —	—
India.....	7.940 —	—
STEAMERS ARMÉS		
Tara.....	1.862 —	—
The Ramsey.....	1.443 —	—

PERTES ALLEMANDES <sup>1</sup>

6 Croiseurs.
14 Croiseurs légers.
7 Canonnières.
1 Vaisseau pose-mine.
12 Contre-torpilleurs.
3 Torpilleurs.
2 Bateaux vigie.
1 Navire spécial.
16 Croiseurs auxiliaires.
1 Navire hôpital.

Total 63

Noms	Tonnage	Canons	
CROISEURS			
Blücher.....	15.500 tonn.	{ 12 de 208 mm. 8 de 152 mm. 8 de 208 mm. 6 de 152 mm. 8 de 208 mm. 6 de 152 mm. 4 de 208 mm. 10 de 152 mm. 4 de 208 mm. 10 de 152 mm. 4 de 210 mm. 10 de 150 mm.	
Scharnhorst.....	11.600 —		
Gneisenau.....	11.600 —		
York.....	9.050 —		
Friedrich Karl.....	9.050 —		
Prins Adalbert.....	9.050 —		
CROISEURS LÉGERS			
Karlsruhe.....	4.900 —		12 de 104 mm.

1. Ces pertes sont le fait de la Flotte des Alliés et non seulement des Anglais. Ces derniers ont mis hors de combat 39 navires allemands, 1 autrichien et 5 turcs.

Noms	Tonnage	Canons
Mainz.....	4.350 tonn.	12 de 104 mm.
Köln.....	4.350 —	12 de 104 mm.
Emden.....	3.600 —	10 de 104 mm.
Dresden.....	3.600 —	10 de 104 mm.
Bremen.....	3.250 —	10 de 105 mm.
Undine.....	2.715 —	10 de 105 mm.
Nürnberg.....	3.450 —	10 de 104 mm.
Königsberg.....	3.400 —	10 de 104 mm.
Leipzig.....	3.250 —	10 de 104 mm.
Ariadne.....	2.660 —	10 de 104 mm.
Magdeburg.....	4.550 —	12 de 104 mm.
Hela.....	2.040 —	} 4 de 15 liv. 1/2 6 de 6 livres
Meteor.....	1.912 —	
CANONNIÈRES		
Iltis.....	900 —	} 4 de 15 liv. 1/2 6 de 1 livre
Jaguar.....	900 —	
Luchs.....	900 —	} 6 de 1 livre 2 de 104 mm.
Tiger.....	900 —	
Cormoran.....	1.630 —	} 8 de 104 mm. 5 de 1 livre
Geier.....	1.630 —	
Eber.....	1.000 —	} 5 de 1 livre 2 de 104 mm.

Noms	Tonnage	Canons
CONTRE-TORPILLEURS		
V. 187.....	env. 600 —	2 de 24 livres
S. 116.....	} 450 —	3 de 4 livres
S. 115.....		
S. 117.....		
S. 118.....		
S. 119.....		
S. 90.....	— 350 —	3 de 4 livres
S. 124.....	— 400 —	3 de 4 livres
Taku.....	— 200 —	2 de 4 livres
CROISEURS AUXILIAIRES		
Berlin.....	17.324 —	6 de 104 mm.
Cap Trafalgar.....	18.710 —	2 de 104 mm.
Cormoran.....	3.522 —	8 de 104 mm.
Kaiser Wilhelm der Grosse	14.349 —	4 de 104 mm.
Kronprinz Wilhelm.....	14.908 —	2 de 119 mm.
Prinz Eitel Friedrich.....	8.897 —	4 de 104 mm.
CROISEURS AUXILIAIRES (armement inconnu)		
Bethania.....	7.548 —	—
Eleonore Woermann.....	4.624 —	—
Gneisenau.....	8.185 —	—
Graecia.....	2.799 —	—
Itolo.....	299 —	—
Königin Luise (pose-mine).	2.163 —	—
Markomania.....	4.505 —	—
Max Brock.....	4.579 —	—
Navarra.....	5.794 —	—
Prinz Adalbert.....	6.030 —	—
Seydlitz.....	8.008 —	—
Spreewald.....	3.899 —	—
Sudmark.....	5.154 —	—

Un contre-torpilleur (de nom inconnu) a été coulé par un sous-marin près de Windau le 15 juin 1915.

Un autre, du type C. 192-197; un troisième, de nom inconnu, a été coulé dans le golfe de Riga vers le 19 août 1915.

ces derniers est plus grand que celui des unités perdues par les premiers. Mais on voudra bien considérer que la flotte anglaise tient la mer depuis le premier jour, dans un état d'activité constante, dont on peut se faire difficilement une idée. M. H. A. L. Fisher dit très bien que : « Tandis que la flotte allemande, sauf pour ce qui est de ses sous-marins, reste tranquillement dans ses ports ou, au moins, dans ses eaux nationales ou protégées, la flotte anglaise est en mouvement continu, escortant des transports, faisant la chasse aux sous-marins, faisant des reconnaissances le jour et la nuit, l'été et l'hiver, par beau temps et par tempête, sur les eaux tristes de la mer du Nord, et affrontant les mines et les sous-marins, pour surprendre le plus léger signe d'activité de l'adversaire. » Quand on considère cela, on s'étonne que les pertes anglaises soient, en somme, aussi réduites et les pertes allemandes si considérables.

Signalons enfin, que dans ce relevé des pertes respectives, n'est point mentionné le nombre de sous-marins perdus, mais nous avons de bonnes raisons de croire que ce nombre est considérable. L'Amirauté anglaise préfère le cacher, pour des motifs militaires. Si bien que le fameux blocus de l'Angleterre par les sous-marins allemands finit par coûter beaucoup plus à l'Allemagne qu'à la Grande-Bretagne.

**Destruction du commerce de l'ennemi.**

L'action que nous avons considérée jusqu'ici est surtout militaire. Mais en outre, la flotte a une autre importance capitale. « C'est, dit l'*History of the War*, du *Times*, un axiome reconnu par toutes les plus hautes autorités et prouvé par les faits de l'histoire, que le pouvoir de détruire ou chasser des mers le commerce de l'ennemi, en conservant le sien plus ou moins intact, est la route sûre vers la victoire finale, même contre un état militaire de beaucoup supérieur. » L'Angleterre a organisé le blocus de l'Allemagne.

On peut affirmer que le commerce maritime allemand a totalement cessé le jour de la déclaration de guerre. La marine commerciale allemande possédait, au début d'août 1914, 1.491 bateaux engagés dans le commerce étranger. L'Autriche en possédait 323. Tous furent bloqués dans leurs ports, coulés ou saisis par la flotte de l'Angleterre ou des Alliés.

Rappelons-en les nombres exacts ; au début de la guerre, 69 vaisseaux allemands étaient détenus dans les ports du Royaume-Uni et 34 dans les ports britanniques du monde. 26 ont été détenus dans les ports anglais après la déclaration de guerre.

116 ont été capturés en mer par les navires anglais.

121 étaient détenus par les alliés de l'Angleterre (y compris l'Italie au début de la guerre).

- 26 ont été capturés ou coulés par les Alliés.
- 27 ont été capturés ou coulés dans les ports allemands dont les Alliés se sont rendus maîtres.
- 18 ont été capturés près de la zone du canal de Suez.
- 3 vaisseaux autrichiens ont été capturés près de la zone du canal de Suez.
- 35 vaisseaux autrichiens étaient détenus par les alliés de l'Angleterre, y compris l'Italie, au début de la guerre.
- 3 vaisseaux autrichiens ont été capturés par les alliés de l'Angleterre et 2 par des bateaux anglais.
- 7 vaisseaux autrichiens étaient détenus dans les ports anglais au début de la guerre.
- 10 vaisseaux tures ont été détenus, capturés ou coulés.

Laissons aux Allemands eux-mêmes le soin d'apprécier la valeur du blocus anglais. Le *Times* a reproduit, le 20 août 1914, un article prophétique du *Vorwaerts* qui doit être retenu :

Si le blocus britannique se réalisait, les importations en Allemagne, qui sont de 6 milliards de marks, en chiffres ronds, et les exportations, qui sont d'environ 8 milliards de marks, seraient interrompues — en même temps qu'un commerce maritime de 14 milliards de marks en supposant que les relations commerciales de l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie, la Suisse, l'Italie, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Norvège et la Suède restent entièrement soustraites à l'influence de la guerre, affirmation dont le caractère optimiste est évident. Un coup d'œil sur les statistiques des importations montre l'aspect sérieux et effrayant

de la situation. Quelle sera la position, par exemple, de l'industrie textile allemande si elle est privée des importations transatlantiques de coton, de jute et de laine ? Si elle est privée des 462 millions de marks de coton, venant des Etats-Unis, des 73 millions de coton venant de l'Égypte, des 58 millions de coton venant des Indes britanniques, des 100 millions de jute venant des mêmes contrées, des 121 millions de laine de mérinos venant d'Australie et des 23 millions du même produit venant d'Argentine ? Que ferait-elle dans le cas d'une guerre de longue durée sans ces matières premières dont la valeur annuelle est de 830 millions ?

On doit aussi mentionner, dit le *Vorwaerts*, que l'Allemagne a reçu en 1913 des Etats-Unis seulement environ 300 millions de marks de cuivre et que l'importation du pétrole devrait être considérée comme presque complètement arrêtée. L'industrie allemande du cuir dépend largement de l'importation des peaux venant d'au-delà des mers. L'Argentine seule envoie pour 71 millions de marks de peaux. L'agriculture serait frappée profondément par l'absence d'importation du salpêtre chilien qui en 1913 avait une valeur non inférieure à 131 millions de marks. La signification d'un blocus effectif des matières alimentaires de l'Allemagne se révèle dans les statistiques suivantes : la valeur en marks du grain importé des Etats-Unis est de 165 millions, de la Russie 81 millions, du Canada 51 millions, de l'Argentine 75 millions, c'est-à-dire 372 millions pour ces quatre pays. Il y aurait également un arrêt de l'importation des matières alimentaires suivantes qui viennent de Russie : les œufs pour 80 millions, le lait et le beurre 63 millions, le foin 32 millions, le lard des Etats-Unis 112 millions, le riz des Iles britanniques 46 millions, le café du Brésil 151 millions qui doivent être ajoutés à ce qui précède.

Tous ceux qui considèrent sans parti pris, dit le *Vorwaerts*, ces quelques faits, auxquels beaucoup d'autres peuvent être ajoutés, ne peuvent mésestimer les conséquences économiques d'une guerre de longue durée.

**Protection du commerce ami.**

Quant à la protection apportée par la flotte anglaise au commerce national et à celui de ses alliés, elle est indiscutable. Le commerce anglo-français s'est fait, en temps de guerre, dans des conditions de sécurité à peu près semblables à celles qu'il rencontrait en temps de paix. Il convient, en considérant ce point de vue, de distinguer deux périodes. La première menace au commerce maritime fut la guerre de course de quelques croiseurs allemands, que nous avons signalée. Un rapport de l'Amirauté anglaise, en date du 23 octobre 1914, nous renseigne à cet égard :

Le pourcentage des pertes est beaucoup moindre qu'il n'était prévu avant la guerre. Sur les 4.000 bateaux anglais engagés dans le commerce étranger, 39 seulement ont été coulés par l'ennemi, c'est-à-dire 1 % en tout. La prime de l'assurance pour les cargaisons qui, au commencement de la guerre, était fixée à 5 guinées % a été réduite maintenant à 2 guinées %, sans dommage pour la solvabilité du fonds. Pour les navires, indépendamment des cargaisons, l'assurance a aussi été considérablement réduite. De 8.000 à 9.000 voyages maritimes ont été entrepris vers les ports du Royaume-Uni et de ces ports ; moins de 24 ‰ de ces voyages ont été interrompus et un grand nombre de ces pertes ont été causées par les capitaines qui procédaient sans précautions comme s'il n'y avait pas de guerre. D'autre part, le commerce maritime allemand a pratiquement cessé d'exister. A peu près tous leurs bateaux rapides qui pouvaient être utilisés comme croiseurs auxiliaires ont été rapide-

ment enfermés dans des ports neutres ou ont pris refuge dans leur propre port. Parmi les navires allemands, comparativement peu nombreux, qui ont tenu la mer, 133 ont été capturés, c'est-à-dire à peu près quatre fois le nombre de ceux qui ont été perdus par la très grande marine marchande de l'Angleterre.

Cette communication fut faite pendant que sept ou huit grands « raiders » circulaient encore librement dans les mers.

La seconde période est marquée par la déclaration de blocus des côtes britanniques, au moyen des sous-marins. Dès le premier jour, la presse et le public anglais considérèrent cette déclaration comme une manifestation nouvelle du bluff allemand. Il leur paraissait ridicule d'admettre que vingt ou trente sous-marins eussent été capables de réduire le commerce maritime des Iles britanniques. Et, sans contester toutefois les pertes que la campagne des sous-marins allemands a fait subir au trafic anglais, on peut affirmer que les chiffres des statistiques confirment les évaluations des premiers jours. Les ports anglais continuent à vivre économiquement, presque aussi calmes qu'avant la guerre, sans que la population maritime se montre troublée d'aucune manière.

Que l'on jette un coup d'œil sur la liste suivante des mouvements des transatlantiques de toutes nationalités (supérieurs à 300 tonnes) partant des ou arrivant aux ports anglais :

a) avant le commencement du blocus des sous-marins,

b) depuis le commencement de ce blocus (18 février 1915) et l'on se rendra compte du peu d'influence qu'a pu avoir ce blocus sur l'ensemble du commerce britannique.

## Semaine finissant

Janvier	27	...	...	...	1.503
Février	3	...	...	...	1.420
»	10	...	...	...	1.413
»	17	...	...	...	1.438
Février	24	...	...	...	1.381
Mars	3	...	...	...	1.474
»	10	...	...	...	1.557
»	17	...	...	...	1.539
»	24	...	...	...	1.450
»	30	...	...	...	1.559
Avril	7	...	...	...	1.234
»	14	...	...	...	1.432
»	21	...	...	...	1.519
»	28	...	...	...	1.441
Mai	5	...	...	...	1.604
»	12	...	...	...	1.427
»	19	...	...	...	1.438
»	26	...	...	...	1.323
Juin	2	...	...	...	1.382
»	9	...	...	...	1.335
»	16	...	...	...	1.347
»	23	...	...	...	1.469

L'inefficacité du blocus des côtes britanniques par les sous-marins anglais était encore affirmée

par un communiqué officiel, en date du 17 septembre 1915, constatant « que dans la semaine terminée le 15, le nombre des vapeurs qui sont arrivés dans les ports du Royaume-Uni ou qui en sont partis fut de 1.415, dont trois seulement, et un petit vapeur, furent coulés ».

Les Allemands s'étaient vantés de pouvoir réduire à la famine la population des Iles britanniques. Comment y ont-ils réussi? M. H. A. L. Fischer nous le dit très nettement :

Nous avons maintenant subi cinq mois de soi-disant blocus. Nos importations pour le mois de juin 1915, quand nous les comparons à nos importations du même mois en 1914, ont monté de 28,6 %, et nos importations pour les cinq derniers mois, quand nous les comparons avec celles de la période correspondante de l'année dernière, montrent une hausse de 17,8 %.

Nous n'avons pas à être surpris, par conséquent, d'apprendre qu'il y a eu un considérable accroissement de nos importations de viande depuis l'année dernière, accroissement s'élevant à 9.794.000 livres sterling ou 36,2 % pour les quatre derniers mois, de février à juin, et à 2.500.000 livres sterling ou 50 % pour le mois de juin. Mais ces chiffres, quoique donnant une illustration remarquable de nos facilités continuelles d'importation en dépit de l'activité des sous-marins allemands, sont moins frappants que la statistique de nos importations de grain et de farine durant les mêmes cinq mois. La valeur des céréales importées s'est élevée pendant cette période de 26.763.000 livres à 45.887.000 livres, ce qui représente un accroissement de 71,5 %. Il n'y a pas eu de déclin dans les denrées principales qui constituent le luxe du pauvre. Au contraire, le Royaume-Uni a importé pendant les six mois finissant le 30 juin 1915 163.860.760 livres de thé contre 123.230.277 livres

importées l'année dernière et 117.460.581 livres importées en 1913.

Qu'il y ait eu une diminution de tonnage depuis l'automne dernier est hors de doute. Le tonnage des bateaux allemands et autrichiens qui est à peu près 1/7 du tonnage du monde, est pratiquement supprimé et la réquisition des bateaux faite par l'Amirauté et les autres gouvernements (on doit se souvenir que l'Amirauté a pris environ 1/6 du nombre total des steamers appartenant au Royaume-Uni) a accentué cette insuffisance et a élevé le prix du fret. Néanmoins, la position ne semble pas empirer en ce qui concerne le prix du fret ou la quantité de tonnage disponible. Au contraire l'examen de certains prix de fret caractéristiques depuis le 1<sup>er</sup> mars jusqu'au 30 juin, c'est-à-dire les frets du grain venant de Rio de la Plata au Royaume-Uni et les prix du charbon partant du Royaume-Uni pour la Méditerranée, montrent qu'il y a eu en somme une tendance à la baisse plutôt qu'à la hausse, et qu'à la fin de juin, dans les deux cas, les frets ont été de 25 % plus bas qu'au commencement du mois de mars. Il n'y a donc aucune indication que le Royaume-Uni puisse être affamé et contraint à se soumettre par les sous-marins allemands. Nous importons librement, nous continuons à assurer la plus grande partie du commerce du monde, et, si le tonnage disponible est inférieur à la demande, la congestion de nos ports en est plutôt la cause que la peur du péril des sous-marins. Il semble donc qu'en ce qui concerne les fournitures alimentaires nous sommes en état de continuer la guerre indéfiniment. Nos ennemis, il est vrai, fondent leurs espoirs sur leur nouveau type de sous-marins, mais si quelques croiseurs rapides n'ont pas affecté sensiblement notre commerce transatlantique au commencement de la guerre, quelques sous-marins rapides ne seront pas plus redoutables maintenant que notre pouvoir naval et spécialement notre expérience dans la poursuite des attaques de sous-marins ont été considérablement accrus<sup>1</sup>.

1. Le lecteur désirera peut-être des renseignements plus pré-

Nous pouvons maintenant conclure. Et nous ne pourrions mieux le faire qu'en laissant le premier lord de l'Amirauté anglaise, Arthur James Balfour, répondre lui-même aux questions qu'il a posées et que nous avons posées avec lui, au sujet de ce qu'on peut attendre d'une flotte :

Toutes ces missions ont été remplies avec succès par la flotte britannique. On ne peut trouver aucun bateau marchand allemand sur les mers. Le commerce des Alliés est plus protégé contre toute attaque légitime et illégitime qu'il ne l'était après Trafalgar; la flotte allemande de haute mer ne s'est pas encore aventurée en dehors de la sécurité de ses eaux protégées; aucune invasion n'a été tentée contre les Iles; les troupes britanniques, en nombre inégalé dans l'histoire, ont été transportées au travers des mers et ont été soutenues avec efficacité après leur débarquement. La plus grande des puissances militaires a vu ses colonies occupées une par une, et n'a pas été capable de débarquer un homme ou un canon pour les défendre. D'une flotte qui a fait tout cela, on peut non seulement dire qu'elle a fait beaucoup mais que jamais flotte n'a fait davantage, et nous, citoyens de l'Empire Britannique, nous pouvons seulement espérer que la seconde année de la guerre n'apportera pas une déchéance à ses succès comme assurément elle n'apportera pas de relâchement à ses efforts.

cis au sujet du mouvement commercial de l'Angleterre avec l'étranger. La statistique publiée à la fin de ce chapitre le satisfera pleinement.

## APPENDICE

Tableau du commerce anglais avec l'étranger  
de février à juin 1914 et 1915.

## (A) IMPORTATION TOTALE.

—	1914	1915	Accroissement (+) Diminution (-) en 1915 par rapport à 1914.	
			Montant.	Pour cent.
	£ C	£	£	
Février...	62,054,000	65,464,000	(+) 3,410,000	5.5
Mars....	66,947,000	76,193,000	(+) 9,246,000	13.8
Avril.....	61,627,000	73,882,000	(+) 12,255,000	19.9
Mai.....	59,099,000	72,486,000	(+) 13,387,000	22.7
Juin.....	58,282,000	74,942,000	(+) 16,660,000	28.6
Total des 5 mois	308,009,000	362,967,000	(+) 54,958,000	17.8

## (B) EXPORTATION DES PRODUITS DU ROYAUME-UNI.

Février...	41,262,000	26,177,000	(-) 15,085,000	36.6
Mars.....	44,519,000	30,176,000	(-) 14,343,000	32.2
Avril.....	39,947,000	32,170,000	(-) 7,777,000	19.5
Mai.....	42,051,000	33,619,000	(-) 8,432,000	20.1
Juin.....	39,873,000	33,234,000	(-) 6,639,000	16.7
Total des 5 mois	207,652,000	155,376,000	(-) 52,276,000	25.2

## (C) EXPORTATION DES PRODUITS DE PAYS ÉTRANGERS ET COLONIES.

Février...	10,229,000	6,810,000	(-) 3,419,000	33.4
Mars.....	9,536,000	8,067,000	(-) 1,469,000	15.4
Avril.....	10,789,000	9,957,000	(-) 832,000	7.7
Mai.....	10,372,000	10,243,000	(-) 129,000	1.2
Juin.....	8,753,000	9,350,000	(+) 597,000	6.8
Total des 5 mois	49,679,000	44,427,000	(-) 5,252,000	10.6

## (D) EXPORTATION TOTALE.

Février...	51,491,000	32,987,000	(-) 18,504,000	35.9
Mars.....	54,055,000	38,243,000	(-) 15,812,000	29.2
Avril.....	50,736,000	42,127,000	(-) 8,609,000	17.0
Mai.....	52,423,000	43,862,000	(-) 8,561,000	16.3
Juin.....	48,626,000	42,584,000	(-) 6,042,000	12.4
Total des 5 mois	257,331,000	199,803,000	(-) 57,528,000	22.4

Tableau des importations de denrées alimentaires  
dans le Royaume-Uni de février à juin 1914 et 1915.

(1) IMPORTATION TOTALE DES VIANDES  
(y compris le bétail de boucherie).

—	1914	1915 <sup>1</sup>	Augmentation (+) Diminution (-) en 1915 par rapport à 1914.	
			Montant.	Pour cent.
	£	£	£	
Février...	5,077,000	6,262,000	(+) 1,185,000	23.3
Mars....	5,638,000	8,022,000	(+) 2,384,000	42.3
Avril.....	5,948,000	7,628,000	(+) 1,680,000	28.2
Mai.....	5,433,000	7,458,000	(+) 2,025,000	37.3
Juin.....	4,935,000	7,435,000	(+) 2,500,000	50.7
Total des 5 mois	27,031,000	36,805,000	(+) 9,774,000	36.2

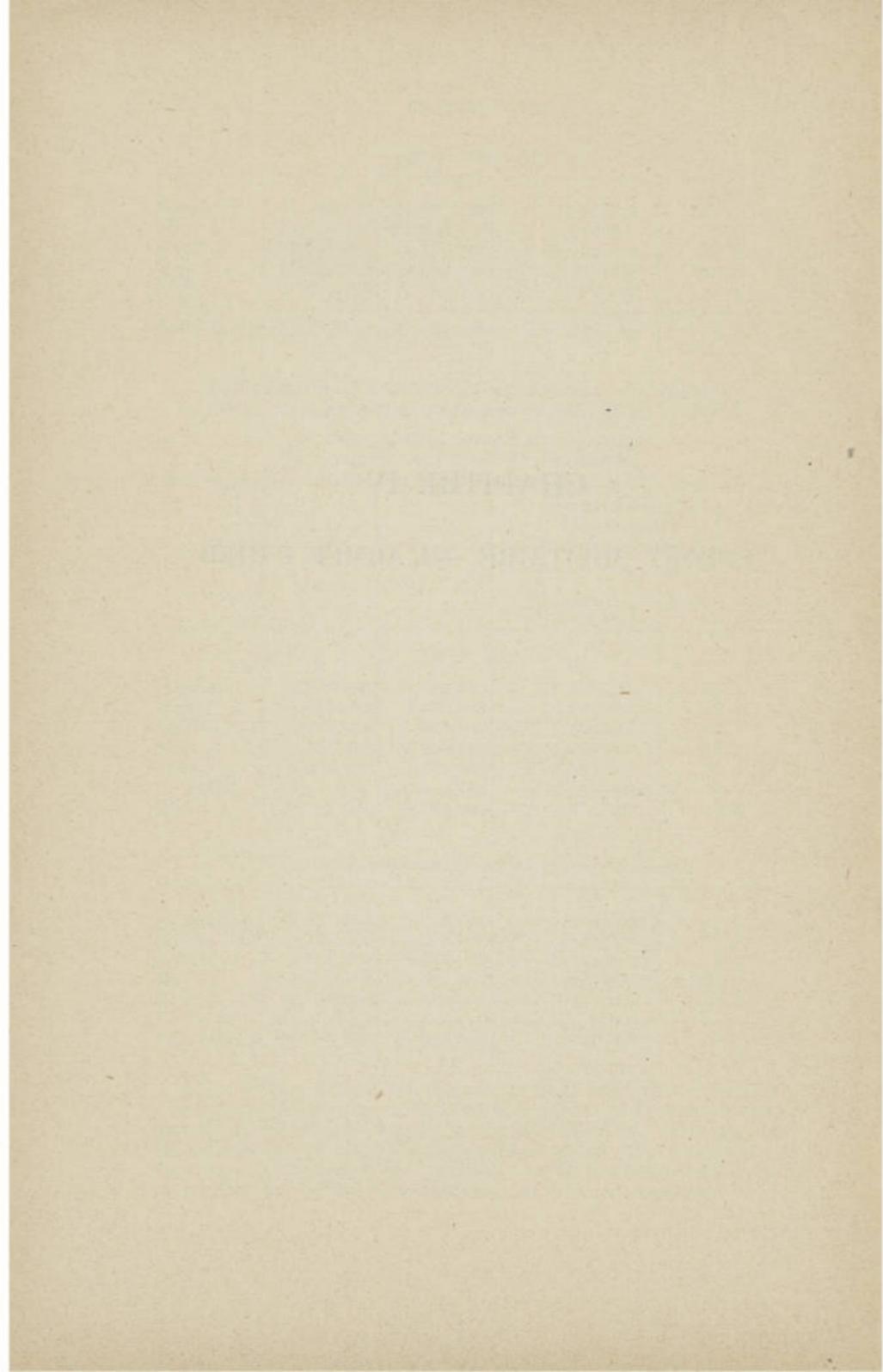
## (2) IMPORTATION TOTALE DE GRAINS ET FARINE.

Février...	4,621,000	7,266,000	(+) 2,645,000	57.2
Mars.....	5,570,000	9,603,000	(+) 4,033,000	72.4
Avril.....	5,534,000	9,418,000	(+) 3,884,000	70.2
Mai.....	4,752,000	9,987,000	(+) 5,235,000	110.2
Juin.....	6,276,000	9,613,000	(+) 3,337,000	53.2
Total des 5 mois	26,753,000	45,887,000	(+) 19,134,000	71.5

1. Les chiffres pour février, mars, avril et mai ont été rectifiés afin d'y comprendre certaines sommes qu'on ne connaissait pas quand les statistiques mensuelles ont été établies, mais qui ont été publiées dans les statistiques du mois de juin. Les chiffres de juin sont également fixés sans que certaines importations du mois, dont le chiffre n'est pas connu, y soient comprises.

CHAPITRE IV

EFFORT MILITAIRE. — L'ARMÉE D'HIER



## CHAPITRE IV

EFFORT MILITAIRE. — L'ARMÉE D'HIER

Les « méprisables armées » de Lord Kitchener.

Cet effort naval n'a surpris personne, car nul ne doutait de la puissance formidable de la flotte du Royaume-Uni.

Nous avons dit, qu'au contraire, les gens superficiels s'étonnent à tort qu'elle ne fasse pas davantage. Les Allemands eux-mêmes confessaient l'écrasante supériorité de cette force navale; mais ils ne se faisaient point faute de se venger sur l'armée de l'admiration que leur arrachait la flotte : le général von Bernhardt parlait négligemment de cette armée « surannée et ossifiée », et la presse la qualifiait simplement de « méprisable ». Les autres pays, tant les alliés que les neutres, reconnaissaient avec plus d'équité les mérites des professionnels de la Force expéditionnaire, mais ils doutaient que la coopération anglaise pût dépasser cet apport, avec une réelle efficacité du moins. Les mêmes soucis régnaient dans les Iles elles-mêmes. Toutefois ils affectaient plutôt ceux qui se souvenaient des mécomptes que l'Angleterre avait rencontrés en certaines heures de son passé guerrier que ceux qui

se souvenaient des plus récentes réformes réalisées dans l'empire.

#### Coup d'œil rétrospectif.

Si la guerre de l'indépendance des États-Unis, si les campagnes napoléoniennes, si la collaboration anglaise en Crimée, si la guerre du Transvaal ont fait apercevoir les vices de l'organisation militaire des Îles Britanniques, elles ont en même temps permis qu'on y portât remède.

La raison de ces vices résidait dans le caractère nettement antimilitariste de l'Anglais. Chez la plupart des peuples continentaux, l'armée de terre représente l'honneur et la sécurité nationales et ce sont des valeurs qui se confondent à peu près. Un pays se sent atteint dans son honneur s'il n'a pas réussi à maintenir son intégrité territoriale; pour y arriver, il a besoin de régiments nombreux et solides. Ce ne sont point des régiments qui gardent le territoire anglais de l'invasion : c'est la flotte. C'est donc en la flotte que l'Anglais voit son vrai champion, et M. H. A. L. Fisher la surnomme avec raison « l'enfant favorite de la Chambre des Communes ». Les régiments ne lui ont guère servi qu'à des entreprises dont la réussite compromettrait un amour-propre ou des intérêts, en somme accessoires, mais jamais l'honneur du pays. Aussi, l'Anglais a-t-il toujours regardé l'armée sans cet enthousiasme sacré qui se transformait sur le con-

tinent en une sorte de culte. A certains moments de son histoire, il a même vu en son armée un danger. N'a-t-on pas pu considérer, en effet, l'histoire du développement de l'armée anglaise comme le récit des luttes du Parlement contre le despotisme du chef de la nation ?

Il ne faudrait cependant point tirer de ces constatations des conclusions trop rigoureuses. Il ne faudrait point en déduire que l'Angleterre soit dépourvue de tradition militaire ou d'affection pour son armée. Elle a toujours eu une fierté d'une qualité bien particulière, de ses régiments et de leurs succès. Elle s'enorgueillissait de leur vaillance et de ses résultats, d'un orgueil bien plutôt sportif que réellement patriotique. Car l'armée n'avait point, dans le passé, de liaison véritable avec la nation. Elle n'en était point — je parle ici des soldats, et non des chefs, qui furent toujours des gentlemen — le sang le plus généreux, la fleur la plus éclatante.

L'armée, c'était un mal nécessaire, qui pouvait avoir ses heures de resplendissement, mais auquel l'Anglais était bien décidé à consacrer le moins possible. Une guerre éclatait-elle ? On faisait appel aux mercenaires étrangers, surtout à ceux des petites principautés allemandes qui en étaient prodigues. Et quant aux nationaux qu'on était forcé d'entretenir *at home* pour le service de garnison ou d'expédier sur le continent ou dans les colonies, ils étaient loin d'appartenir à la

classe la plus élevée de la société. Certains colonels adjudicataires pour la formation des régiments, recevaient de l'État une somme à l'effet de réunir, d'entretenir, d'équiper les hommes. Aussi les sergents recruteurs se montraient-ils peu scrupuleux dans le choix de ceux auxquels ils offraient le shelling du roi, si bien qu'à une époque où les continentaux considéraient déjà la charge militaire comme un glorieux devoir civique, les Anglais n'y voyaient encore qu'un métier plutôt misérable.

On a donné, dans un livre récent, un exemple remarquable de la qualité morale de cette armée de jadis. Il nous est fourni par un incident de la campagne de Wellington en 1813. Les populations du sud de la France refusaient l'argent espagnol ; le général, en mal de ravitaillement, eut l'idée de transformer les pièces en unités de cinq francs à l'effigie de Louis XVIII. Pour suppléer au défaut des poinçons officiels, il fit appel aux faux monnayeurs professionnels de ses régiments : on en trouva trente en peu de jours !

Ces gredins étaient cependant les meilleurs soldats du monde. Pendant toute la campagne napoléonienne, ils se sont battus comme des lions, et ce récit tend simplement à montrer que le sentiment du devoir militaire n'est pas, en Angleterre, comme en France, une notion invétérée par la tradition. Elle indique le point de départ de toute une évolution psychologique qui trouve aujourd'hui son accomplissement, et que M. Rudyard Kipling,

dans une nouvelle qui date d'une quinzaine d'années, a lui-même prophétiquement esquissée. Jadis, écrivait-il, l'armée anglaise était commandée par des gentilshommes et composée de gredins. Elle faisait merveille, car les soldats ne discutaient point la raison de se battre, et ne songeaient qu'à bien se battre. Aujourd'hui, elle est toujours commandée par des gentilshommes, mais les soldats ont passé par l'école primaire ; ils réfléchissent et comme leur réflexion est courte, ils ne comprennent pas pourquoi ils se battent, discutent, et se battent mal. Le temps viendra où l'armée sera toujours commandée par des gentlemen, mais où les soldats qui la constitueront auront assez d'intuition et de clairvoyance pour comprendre les raisons de se battre et pour se battre bien par conviction et par intelligence. Et ce jour-là, l'armée anglaise redeviendra l'une des meilleures du monde !

Nous en sommes aujourd'hui au troisième panneau du triptyque. Mais il a fallu, pour le composer, à la fois une transformation matérielle et une transformation morale. L'une et l'autre ont collaboré pour faire, du soldat de Sébastopol, le soldat de Neuve-Chapelle et d'Ypres, égaux en courage peut-être, mais dont le second a sans aucun doute la supériorité de la conscience et de l'idéal.

#### Réformes.

Depuis la désastreuse campagne de Crimée, deux grandes réformes ont été faites, qui ont en réalité

constitué de toutes pièces, l'armée anglaise d'aujourd'hui. La première date de 1870-1871. Elle est l'œuvre de Lord Cardwell. La seconde eut pour promoteur Lord Haldane, secrétaire au War Office en 1906. Elles méritent d'être rapidement examinées.

#### Lord Cardwell, 1881

Lord Cardwell profita des leçons que lui donnèrent pendant l'année terrible les victoires du militarisme prussien. Quand il arriva au pouvoir, les forces de l'Angleterre se répartissaient en trois groupes, recrutés d'après le système du volontariat qui semblait, naguère encore, l'un des dogmes de la politique anglaise en matière d'armée. Les réguliers formaient le premier de ces groupes ; ils pouvaient être employés, tant hors des Iles que sur le territoire britannique proprement dit. Enrôlés à très long terme, ils n'étaient soutenus par aucune réserve et devaient, au cours d'une campagne, remplir les vides par des recrues nouvelles, évidemment beaucoup moins entraînées. La défense des villes étaient confiée à une milice formée de civils qui s'entraînaient un mois par an. Enfin, un corps dit de volontaires, soldats de fantaisie, groupés en dehors de l'initiative gouvernementale, formaient un fonds incohérent, mais dans lequel il était possible de trouver d'excellents éléments.

Lord Cardwell remplaça le service à long terme

par un service à court terme. Chaque soldat, à quelque arme qu'il appartînt, restait pendant douze années à la disposition des autorités militaires, mais passait en service actif un temps variable, déterminé par les nécessités de son instruction. C'est ainsi qu'un artilleur avait huit ans de service actif et quatre ans de service de réserve, tandis qu'un canonnier conducteur ne passait que deux ans dans l'active et restait dix ans réserviste. Ce principe de la formation des réserves fut appliqué à la nouvelle territoriale qui groupa, en les reformant, la milice et le corps des volontaires. Cette territoriale fut divisée en régiments de deux bataillons localisés et hiérarchisés comme l'armée régulière; l'un de ces bataillons restait *at home*, l'autre était affecté au service colonial et puisait dans le premier des réserves sûres et bien entraînées. Lord Cardwell donna tous ses soins à cet entraînement. Il veilla surtout à la coordination des efforts par des manœuvres annuelles instituées d'abord en Angleterre, ensuite dans l'Empire des Indes. Il ne se montra pas moins zélé dans l'accomplissement d'une tâche non moins utile : l'amélioration du moral individuel du soldat ; il obtint d'excellents résultats par l'abolition des punitions corporelles. Enfin, il supprima le système de l'achat des grades qui avait transformé l'armée en une affaire de spéculation ; désormais l'école des Cadets à Woolwich (artillerie et génie) fournit à l'armée régulière de bons officiers. Pour les forma-

tions subséquentes, on eut recours à un système spécial : les jeunes gens des universités, quelques études qu'ils entreprissent, eurent le loisir de suivre des cours de préparation militaire, qui après un certain stage d'entraînement, les rendaient capables de commander efficacement des troupes. Ce détail explique comment les armées nouvelles de Kitchener ont pu improviser leurs cadres.

**Lord Haldane, 1906.**

Les réformes de Lord Haldane, appliquées pendant les six années de son ministère, de 1906 à 1912, tendirent à renforcer l'armée tant par l'augmentation de ses effectifs que par leur plus solide cohésion. Avant lui en effet, les unités n'étaient réunies sous un même état-major qu'au moment où la guerre exigeait un mouvement coordonné. Jusqu'à ce moment, elles vivaient indépendantes les unes des autres. Lord Haldane y remédia en créant un corps d'état-major général. Il éleva la force expéditionnaire de 80.000 à 165.000 hommes sans compter les 100.000 hommes des garnisons coloniales, et il l'appuya d'une seconde réserve, dite spéciale réserve. Il remania ces formations, diminuant les effectifs de ligne au profit de l'artillerie dont la guerre sud-africaine avait démontré l'insuffisance. Il renforça la « territoriale <sup>1</sup> » d'une artil-

1. Remarquons que la « territoriale » anglaise ne correspond point à la « territoriale » française. C'est une armée de première ligne.

lerie de campagne, d'un service de transports, d'un service administratif, lui donnant ainsi une telle valeur militaire qu'on a pu y trouver de nombreux éléments pour la campagne d'Égypte, les garnisons des Indes et l'action contre les Dardanelles.

C'est grâce à ces deux hommes d'État que le Royaume-Uni possédait, lors de la déclaration de guerre à l'Allemagne, une armée dont l'action fut, comme nous le verrons, loin d'être méprisable. Quelle était sa force ? C'était ce que le tableau ci-après établit exactement :

FORCE DE L'ARMÉE BRITANNIQUE.	PRÉVUE.		EFFECTIVE.
	1913-1914	1914-1915	1915
Troupes régulières (en Angleterre et hors d'Angleterre)....	167.868	168.500	156.100
Troupes régulières dans les Indes	75.897	73.896	78.476
Corps coloniaux et indiens indigènes.....	8.765	8.771	8.771
Réserves de l'armée.....	145.000	147.000	146.756
Réserves spéciales.....	78.714	80.120	63.089
Milice.....	—	—	47
Réserve de la milice.....	90	60	69
Milice des îles de la Manche.....	3.166	3.16	3.067
Milice de Malte et des Bermudes.	2.894	2.894	2.703
Troupes territoriales (y compris l'état-major permanent).....	314.438	315.485	251.706
Corps des élèves officiers 1.....	1.099	1.110	795
Total.....	797.931	803.002	711.589
Chevaux et mulets (en Angleterre et hors d'Angleterre)....	28.849	28.742	—
Chevaux et mulets (dans les Indes).....	21.458	21.458	—

1. La division des Juniors (contingent des Public Schools) du Corps des élèves officiers s'élevait, en 1912-1913, à 444 officiers et 18.189 cadets.

C'est grâce à eux que l'Angleterre a pu mettre en ligne sans tarder, dans les plaines de Mons, et plus tard dans l'offensive de Soissons, le corps expéditionnaire qui se montra égal à lui-même en des fortunes pourtant bien diverses. Et ce fut l'un des plus éminents services rendus par les Anglais à la cause des Alliés dès le début de la campagne que d'avoir pu leur apporter des troupes d'une qualité exceptionnelle, aguerries par d'autres campagnes et qui, malgré leur faible nombre, tinrent tête, pendant une dure retraite stratégique, aux masses de l'armée ennemie. Résultat merveilleux si l'on se souvient combien peu l'Angleterre était militariste, combien peu elle était préparée à une guerre continentale.

#### Deux aspects de la guerre anglaise.

M. Balfour, dans un discours prononcé en juillet 1915, au London Opera House, a dit :

« Nous n'avons jamais prétendu (et ceux pour lesquels notre assistance était précieuse savent que nous ne l'avons jamais prétendu) que nous avions à notre disposition une grande armée permanente. Nous disions que nous pourrions envoyer 160.000 hommes. »

Et certes, si l'Angleterre s'était tenue au principe qu'elle n'intervenait qu'en raison des engagements pris par elle vis-à-vis de la France, de la Russie et de la Belgique, il est certain qu'elle aurait pu jus-

tement considérer qu'elle avait donné ce qu'elle devait par le seul apport de sa flotte et de son corps expéditionnaire. Sir Edward Grey l'avait, en somme, exprimé au Gouvernement français dans sa communication du 30 juillet 1914, en ce qui concerne la France. Et pour ce qui est de la Belgique, sa garantie se limitait à sa force immédiatement disponible.

Mais les événements ne tardèrent pas à lui démontrer qu'il en allait tout autrement. D'une part, il ne lui fut plus possible de se considérer simplement comme garante d'un traité. Elle s'aperçut que, dans la guerre entreprise par l'Allemagne, elle était l'ennemie principale, le dernier ennemi à vaincre. Et du moment où elle se trouvait menacée dans ses intérêts, dans son existence propre, il ne lui était plus permis de se refuser à pousser les sacrifices jusqu'aux extrêmes limites de ses possibilités.

D'autre part, elle vit que sa signature l'engageait bien au delà de ses forces immédiatement disponibles. Le souci de son honneur — si le souci de son existence matérielle ne l'eût également exigé, — requérait à lui seul qu'elle poussât son effort aussi loin qu'elle le pouvait. Elle avait une double raison pour faire appel à de nouvelles armées.

#### Les nouvelles armées.

De nouvelles armées ! On imagine difficilement le nombre de problèmes que soulève une semblable

entreprise : il fallait non seulement recruter des troupes, leur donner des cadres, les armer, les équiper, les fournir d'artillerie, prévoir les réserves de munitions, organiser tous les services auxiliaires, établir des casernements et des camps, puis enfin, entraîner intensivement ces masses formidables, donner aux régiments séparés l'esprit de cohésion et d'unité dans le commandement qui fait toute la valeur de l'armée moderne. Tâches formidables pour lesquelles il ne semblait pas que six mois eussent pu suffire et qui furent réalisées au-delà de toute espérance, grâce à deux facteurs quasi providentiels : l'intervention d'un génie militaire et organisateur : Lord Kitchener, et la naissance d'un esprit public unique dans l'histoire de l'Angleterre.

#### Lord Kitchener.

Lord Kitchener est l'un des types les plus remarquables de soldat et d'administrateur qu'ait connus l'histoire anglaise, cependant fertile en semblables types.

Né en 1850, de famille irlandaise, fils de soldat, il choisit, lui aussi, la carrière des armes. Entré à l'Académie de Woolwich, il en sortit en 1871 pour être incorporé dans le génie. Sa carrière fut rapide. Commencée avec l'expédition de Palestine en 1874 et de Chypre en 1878, elle le conduisit au commandement de la cavalerie égyptienne de 1882 à 1884.

Nous le voyons ensuite à la tête de l'expédition du Nil, envoyé à la recherche de Gordon Pacha, puis gouverneur de Souakhim et commandant de différentes expéditions, parmi lesquelles la fameuse expédition de Khartoum, en 1898, qu'il dirigeait comme Sirdar de l'armée d'Égypte et pour laquelle il fut élevé aux honneurs de la Chambre des Lords avec le titre de baron Kitchener de Khartoum, titre qui fut en 1902 transformé en celui de vicomte, tandis qu'il recevait, pour les services rendus dans la guerre des Boërs, les remerciements spéciaux du Parlement britannique.

Pendant sept années, il fut commandant en chef dans les Indes. Le début de la guerre le fit revenir en Angleterre où le réclamait la voix unanime de l'opinion publique, qui le désignait comme le meilleur, le plus habile des organisateurs, le seul qui, par son activité infatigable, pût gérer le ministère de la guerre en un moment aussi solennel pour l'empire.

#### L'esprit public.

L'Angleterre a peu à peu compris, avec cette lenteur caractéristique de sa psychologie, l'insuffisance de sa flotte pour défendre ses libertés et ses intérêts, et la nécessité d'une armée continentale pour assurer même son existence insulaire.

Les menaces non déguisées de l'Allemagne à son égard ont aidé à cette compréhension ; sans doute,

elles n'étaient pas ignorées en Angleterre avant la guerre, mais on n'y avait pas toujours attaché, dans le grand public surtout, l'importance qu'il eût fallu. On les avait considérées souvent comme des fanfaronnades ou des élucubrations d'utopistes, et si la presse les avait parfois signalées au grand public, celui-ci, confiant dans son optimisme pacifiste, n'y avait prêté que peu d'attention.

Lorsque les événements foudroyants du mois d'août 1914 eurent prouvé l'intensité de la haine de l'Allemagne contre l'Angleterre, on eut la révélation du caractère sérieux de la menace, et petit à petit, avec cette lenteur que les idées mettent à pénétrer les masses dans un pays traditionaliste, l'opinion publique s'émut et dressa toutes ses énergies dans une volonté têtue de défense. Alors seulement la nation tout entière aperçut, comme l'avaient fait depuis quelques années déjà les esprits les plus éclairés, la véracité du naïf schéma de la politique allemande tel que le dessinait le général von Bernhardi : il s'agissait d'isoler la Russie, d'anéantir la France, puis de réduire l'Angleterre à merci. Ce plan, proposait la destruction de l'Angleterre comme le but principal de l'action germanique ; et les deux premiers points du programme n'étaient qu'accessoires ou plutôt préparatoires. L'Allemagne se voyait contrainte à ces destructions préalables par la direction commune de la politique de ces trois puissances qui prétendaient maintenir à tout prix l'équilibre européen, vieille théorie dont

les ambitions et les intérêts allemands n'ont que faire. L'Allemagne eût même préféré n'avoir pas à s'embarrasser de ces besognes pénibles ; à en croire Herr von Richthofen, jadis secrétaire de Légation à l'ambassade allemande de Washington, qu'interrogeait naguère un journaliste neutre pour l'*Écho de Paris*, on serait aujourd'hui tout disposé à faire la paix avec la France et la Russie pour pouvoir continuer à combattre « notre plus grande ennemie, l'Angleterre ». Expression actuelle d'une vérité déjà bien ancienne puisque en 1897, Bley soulignait en un de ses livres que « les Anglais doivent être aveugles pour ne pas voir qu'il n'y a pas de pire ennemi de la Grande-Bretagne que l'Allemagne ».

D'ailleurs, l'intempérante parole du kaiser, portée aux quatre coins du monde par sa malade passion du voyage, l'affirmait en vains discours. C'est au lendemain de l'ultimatum anglais au Président Kruger que Guillaume II proférait ces paroles pleines de regrets : « Nous avons un besoin urgent d'une puissante marine allemande. » Au début du projet de la première loi d'accroissement de la flotte, s'inscrivait une transparente allusion : « L'Allemagne doit avoir une flotte d'une force telle que la puissance la plus forte y regarde à deux fois avant d'engager une guerre avec elle », et les armements maritimes n'ont pas tardé à montrer avec quelle furie le gouvernement allemand obéissait à ce mot d'ordre.

Si l'Allemagne prétendait égaler et dépasser en

puissance la flotte britannique, c'est que la Welt Politik qu'elle rêvait ne se concevait que si elle arrachait aux mains de sa rivale le trident de Neptune que le vieux poète Mercier appelle, avec raison, le « sceptre du monde ». La devise « Unsere Zukunft ist auf dem Wasser » qui épigraphie les statuts de la Ligue Navale de 1900, exige comme complément d'autres paroles tirées d'un panégyriste de la Ligue Coloniale : « L'affermissement nécessaire de notre position dans le monde exige l'élargissement de notre empire colonial », donc « les intérêts anglais et allemands entreront en conflit constant dans chaque partie du monde. »

Il faut détruire l'Angleterre, c'est la grande ennemie, la seule véritable ennemie de l'heure présente. Voilà ce qu'on avouait, ce qu'on proclamait, ce qu'on prêchait partout en Allemagne depuis quinze ans ; le fatidique « Ceterum censeo Carthaginem esse delendam » que Maximilien Harden reproduisait en tête de sa célèbre revue n'était, de cette haine, qu'une manifestation anodine. Car s'il existait une littérature gallophobe en Allemagne, dénonçant l'immoralité, la faiblesse, la dégénérescence de Paris, de la France et même des peuples latins, la littérature anti-anglaise était bien plus proluxe encore. L'école historique, avec Treitschke et Bley, représentait doctoralement, en chaire d'université, l'empire britannique comme un produit de collaboration de la fourberie diplomatique et de la violence militaire, digne

de la décadence qui commence à les désagréger. Les publicistes signalaient l'incapacité intellectuelle du peuple anglais, démontraient son impuissance colonisatrice, s'attaquaient avec la plus extrême violence à sa vie civile et nationale, à ses lois et à son administration, à son église et à ses universités, à sa morale et à son armée. Cette campagne de calomnies ne fut menée avec une telle rage qu'une seule fois dans la vie de l'Allemagne moderne : elle était dirigée alors contre la France, et quelques années plus tard la guerre éclatait. Le rapprochement est significatif.

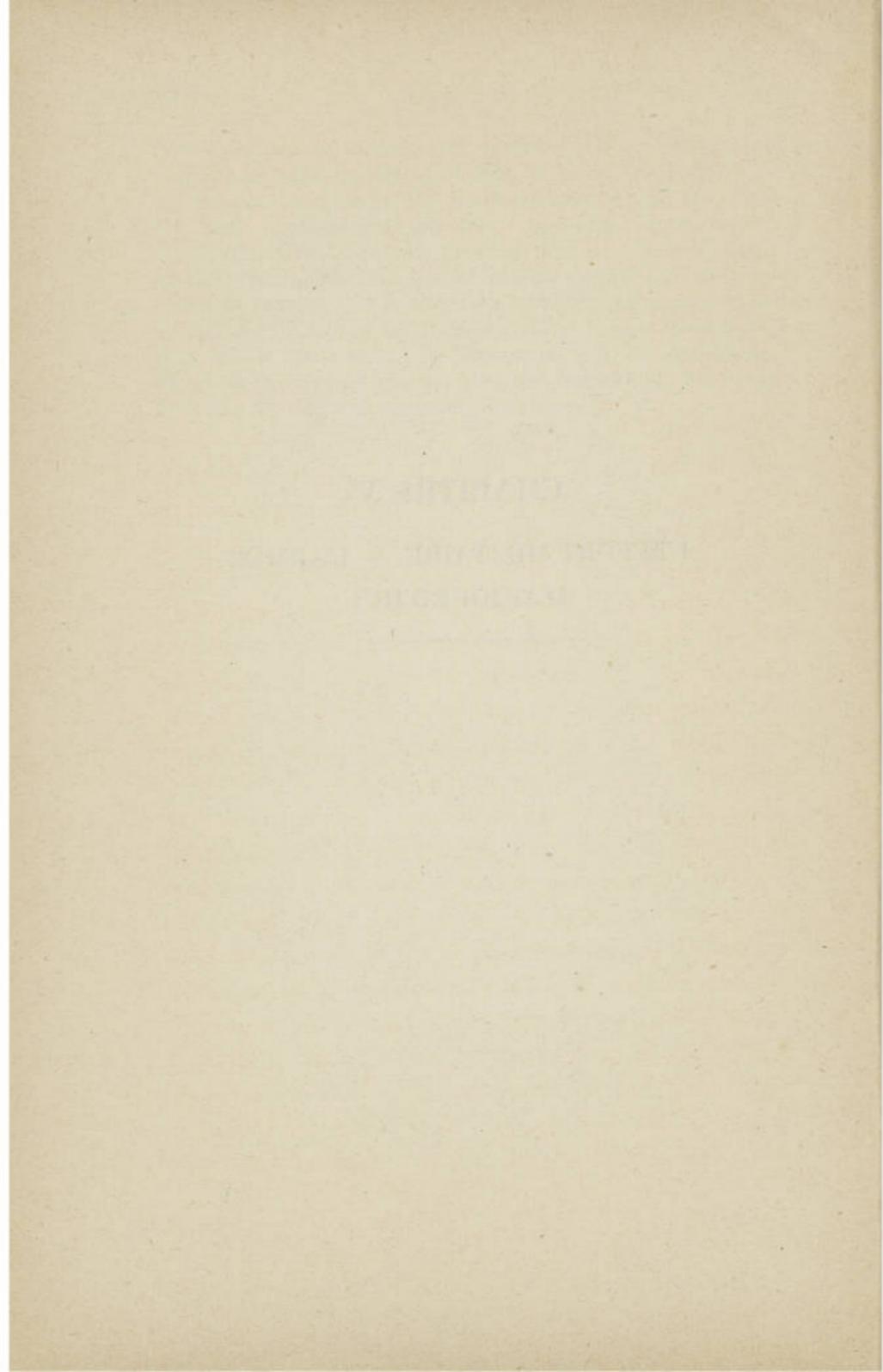
L'Anglais, une fois convaincu qu'il faut agir, agit. Sa résolution a d'autant plus de solidité qu'elle a pris de temps pour se décider. Et M. Fisher met très justement en valeur la qualité de cette décision :

Quand un pays est envahi, quand ses foyers sont incendiés, ses femmes violentées, sa richesse pillée, son innocente population civile terrorisée par une soldatesque brutale, point n'est besoin d'avoir recours à des artifices pour évoquer les terreurs de la guerre à l'esprit du peuple. Les hommes d'un pays envahi combattent sous la dure et incessante pression d'une détermination désespérée : celle de délivrer le sol sacré de l'insolente présence du barbare. Chaque homme, indistinctement, connaît son devoir. Il est clair et visible. Mais dans le cas de la Grande-Bretagne et des colonies, aucune de ces évidentes et indiscutables évocations n'apparaissait à l'esprit et à la conscience de l'homme ordinaire. Le territoire de l'Empire britannique tout entier, à l'importante exception, cependant, de l'Afrique du Sud, était, en raison de la suprématie de la flotte britannique, sauf de toute invasion. Personne, en Grande-

Bretagne, n'a eu la moindre crainte que les Allemands eussent le pouvoir de dévaster le Kent ou le Suffolk, de brûler la cathédrale de Canterbury, ou de fusiller des boutiquiers ou des paysans ; une nation d'égoïstes étroits aurait pu se sentir satisfaite de cette grande sécurité. Mais le fait frappant que retiendront tous ceux qui comprendront et la puissance et les motifs de l'Empire britannique est que, sans la perspective d'une invasion, le Royaume-Uni et ses Dominions se sont conduits à peu près comme si, à l'heure actuelle, ils étaient vraiment envahis.

---

CHAPITRE V  
L'EFFORT MILITAIRE. — L'ARMÉE  
D'AUJOURD'HUI



## CHAPITRE V

L'EFFORT MILITAIRE. — L'ARMÉE D'AUJOURD'HUI

### Conscription ou volontariat ?

Devant la certitude de cette redoutable menace allemande, devant la nécessité d'être le champion du droit outragé et du principe des nationalités violé, l'Angleterre fit un immense effort

Dès le début, les discussions se sont ouvertes sur la question de savoir quel mode de formation d'armée il était opportun de choisir. On s'est demandé s'il suffirait d'avoir recours à l'ancien système de recrutement volontaire, ou si la Chambre des Communes devait voter la loi de conscription dont Lord Roberts s'était fait le protagoniste.

On déclare en général sur le continent, et notamment en France, que le système de volontariat anglais est assez misérable. Au point de vue collectif, dit-on, une nation qui refuse, au moment du danger, de s'imposer une discipline, compromet non seulement son existence, mais son droit même à l'existence. On dit aussi qu'au point de vue individuel, dans l'engagement volontaire tel qu'il était conçu en Grande-Bretagne, les mobiles intéressés étaient plus agissants que les mobiles patriotiques.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler les argu-

ments des anticonscriptionnistes. Indépendamment de leur répugnance instinctive et traditionnelle à violer la liberté de chacun, ils prétendaient que les résultats matériels des deux régimes seraient, à peu de chose près, semblables. M. Hilaire Belloc, dans le *Daily Chronicle* du 21 novembre 1914, estimait que le nombre d'hommes que l'Angleterre peut prélever pour les besoins de l'armée sur sa population est de 5 millions. Il obtenait ce chiffre par la comparaison entre les populations respectives de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne et de la France, et les effectifs connus de ces deux dernières nations. De ces 5 millions, il déduisait 1 million de réformés pour cause d'inaptitude physique et 2 millions à 2 millions et demi, servant déjà sous les drapeaux, pour la défense de la Patrie, ce qui réduisait, selon lui, à 1 million trois quarts les possibilités militaires de l'Angleterre. Il fallait en outre soustraire de ce nombre la grande quantité d'hommes exigée par les services publics et requise par les entreprises manufacturières que l'Angleterre — qui doit suppléer au manque de production des régions industrielles des pays alliés envahies par l'ennemi, Belgique, Pas-de-Calais, Pologne — est seule à pouvoir assurer. Laissons John Buchan soutenir le même point de vue (Oxfords-pamphlets. 25 décembre 1914).

D'après les dernières statistiques, nous avons, dans les Iles britanniques, un peu plus de 8 millions d'hommes en âge de servir, c'est-à-dire entre 18 et 45 ans. En prenant un pourcentage calculé d'après le précédent fran-

çais, nous devons déduire 2 millions d'inaptes au service. Nous devons aussi faire de grandes déductions pour les hommes requis par nos industries, car à présent nous manufacturons du matériel de guerre et des munitions pour tous nos alliés aussi bien que pour nous-mêmes. Chose excellente pour les manufacturiers anglais, mais excellente aussi pour nos alliés, et il est clair que de telles industries doivent continuer à produire. Pour cela, nous devons déduire 2 millions d'hommes. Nous ne nous tromperons pas beaucoup si nous en déduisons 500.000 comme total d'effectif requis par la Flotte et par les activités rattachées à la Flotte, et, enfin, un autre demi-million pour les hommes entre 38 et 45 ans, car 38 ans est la limite d'âge que nous avons fixée à l'enrôlement. De cette façon, nous obtenons 3 millions comme chiffre maximum de nos possibilités de recrutement. Les forces britanniques, comme nous l'avons vu, sont actuellement peu en-dessous de 2 millions, c'est-à-dire 66 % du total indiqué. La Grande-Bretagne ne s'est jamais affirmée comme puissance militaire. Sa préoccupation principale est sa Flotte, et l'appel qu'elle fait à présent doit être considéré comme un effort spécial tout à fait extérieur à la ligne ordinaire de ses intérêts et dont l'organisation a dû être improvisée. En retenant bien ceci, on considérera le pourcentage comme satisfaisant et chaque mois l'accroîtra.

Les anticonscriptionnistes affirmaient qu'une loi de conscription ne ferait qu'enregistrer le fait accompli par le système du volontariat et il semble en effet qu'un recrutement intensifié jusqu'au nombre d'hommes actuellement réuni par les armées de Kitchener, se rapproche beaucoup de ce que la conscription pourrait donner <sup>1</sup>.

1. M. V. Porri, dans un article de la *Voce* (7 sett. 1915), intitulé *Libertà ed autorità in Inghilterra*, rappelle la sta-

Quelle que soit la valeur des arguments anti-conscriptionnistes, les Anglais ont été amenés à constater que les nécessités de la guerre exigeaient un plus grand effort. Ils ont compris que, si la contrainte légale pouvait froisser le sentiment d'une partie de la nation anglaise, le système de la liberté devant les charges militaires pour l'une des nations belligérantes offusquait la conscience internationale des puissances de l'Entente. Car il n'y a pas là qu'une question de chiffres. Même si la réforme n'avait pas apporté un homme de plus aux armées de Kitchener, elle aurait eu en tout cas cet incontestable avantage, au point de vue de la confiance internationale si indispensable dans cette guerre, d'égaliser les sacrifices de toutes les nations

tistique suivante, publiée par Hirst, dans la *Political Economy of the War*.

	Population	Soldats	%
Russie	171.060.000	8.850.000	5
France	39.602.000	3.960.000	10
Italie	33.239.000	1.750.000	5
Serbie	2.912.000	290.000	10
Belgique	7.000.000	70.000	1
Angleterre	45.370.000	2.270.000	5
Autriche-Hongrie	49.210.000	4.921.000	10
Allemagne	64.926.000	6.943.000	10
Turquie	21.274.000	1.063.000	5

Statistique pleine d'intérêt, au sujet de laquelle, cependant, je ferai deux remarques qui n'improvent en rien les conclusions qu'on en peut déduire : 1° qu'à l'heure actuelle, les révélations de Lord Kitchener aux Communes élèvent à 7 le pourcentage de l'armée anglaise relativement à la population ; 2° qu'en ce qui regarde l'armée belge, le chiffre produit par M. Hirst est manifestement inexact et inférieur au moins de moitié à la réalité.

en lutte et d'attester à tous, que l'Angleterre était décidée à ne négliger aucun effort pour le triomphe commun.

#### Le système de Lord Derby.

Le volontariat commença, du reste, dès l'automne 1915, à ne plus donner les résultats qu'en attendaient ses partisans et qu'exigeait impérieusement le développement de la guerre. Quarante députés appartenant aux groupes unioniste et libéral se firent les interprètes des inquiétudes de l'opinion publique et pressèrent le ministère de transformer en obligation légale le système de recrutement en vigueur.

Le Gouvernement eut cependant recours à une méthode transitoire. Elle fut proposée par Lord Derby, qui fut chargé de l'appliquer, comme Directeur général du Recrutement. Le système de Lord Derby introduisait dans le régime antérieur deux profondes modifications : d'une part, il intensifiait la propagande, poussée jusqu'aux démarches à domicile ; d'autre part, il établissait un ordre d'appel des enrôlés, en les rangeant en quarante-six catégories, qui ne devaient être mises à l'entraînement que successivement. Les vingt-trois premières catégories comprenaient les célibataires ; les vingt-trois dernières, les hommes mariés, classés, les uns et les autres, par rang d'âge.

Les résultats de la campagne de Lord Derby furent les suivants : 2.829.263 hommes, mariés et célibataires, y compris ceux qui avaient été refusés

pour cause d'inaptitude physique, se sont engagés, soit pour le service immédiat, soit pour le service différé. Or, le recensement fait en août 1915 attestait que le nombre des hommes en âge de porter les armes était de 5.011.441. Par conséquent, 2.182.178 hommes, mariés et célibataires, ne s'étaient pas enrôlés. 1.029.231 célibataires ont refusé de se mettre à la disposition du pays. Dans ce nombre, 378.071 sont considérés comme indispensables aux activités essentielles du pays. Il restait donc avéré que 651.160 célibataires ne s'étaient pas engagés.

Les conclusions de Lord Derby rendaient inévitable la proposition d'une loi conscriptionniste. L'opinion publique n'eût point admis, en effet, qu'en telle proportion les célibataires restassent libres d'exercer leur profession dans la vie civile, alors que la majorité de la population mâle était sous les drapeaux.

Le 5 janvier, le premier ministre Asquith déposait un projet de loi basé sur le principe de l'obligation des célibataires de 18 à 41 ans. Ce projet, vivement discuté et commenté, fut voté avec une majorité augmentant de lecture en lecture. Il n'entraîna aucun trouble ministériel, si ce n'est la démission d'un ministre. Il ne rencontra dans le pays qu'une opposition réduite à des menaces de grèves chez les mineurs de Galles, qui se sont rapidement dissipées. C'est que le peuple a enfin compris — et on était loin de le comprendre

au début de la guerre — que l'idée du devoir mène droit à la consécration de ce devoir par la loi sous forme d'obligation. Et c'est relever un indice notable de la transformation de la psychologie des foules anglaises que de constater qu'elles voient aujourd'hui promulguer sans frémir, et même avec une sorte de soulagement, une loi qui eût provoqué en août 1914 les plus vives protestations.

#### Le recrutement. Croquis.

C'est donc à la forme du recrutement traditionnel que l'on s'est tenu jusqu'en 1916. Il fut organisé de maîtresse façon. Rappelons-le, comme un curieux phénomène d'une histoire périmée.

C'est à Londres, dans la grande métropole, où se trouve groupée la septième partie de la population anglaise, qu'il s'est naturellement fait avec la plus grande activité. Les affiches de recrutement ont donné un caractère tout spécial à cette cité qui n'a rien perdu, malgré la guerre, de sa puissance économique et de son animation<sup>1</sup>. D'immenses affiches entourent de leur appel graphique la colonne de Nelson qui se dresse à Trafalgar Square ; d'autres s'accrochent aux hautes façades d'Oxford Circus ; de plus petites couvrent les murs, les palissades, jusque dans les plus lointains *suburbs*, d'une

1. M. A. Chevillon a lumineusement exposé la valeur des facteurs traditionalistes et religieux dans la psychologie anglaise. (*Revue de Paris.*)

polychromie inattendue. A Hyde Park, célèbre par ses prêches politico-religieux, les sergents recruteurs ont surgi à côté du quaker et de la suffragette, jetant à la foule leur éloquence multiple et leurs gestes objurgateurs. Dans les rues, des « bands », orchestres ambulants d'Écossais drapés dans leurs plaids et sonnant le fifre, ou de Tommies claironnant, se promènent périodiquement, suivis de voitures vides destinées à emporter vers la caserne les nouveaux enrôlés.

A Londres, l'immense flux de la vie civile empêche ces manifestations militaires d'occuper toute l'attention publique.

En province, au contraire, elles acquièrent toute leur valeur, car dans toutes les villes, dans tous les villages du Royaume Uni, la même propagande est allée, depuis un an, s'intensifiant à mesure que les besoins de l'armée devenaient plus pressants. Elle prenait mille formes singulières bien faites pour exciter l'étonnement des continentaux peu habitués à cette idée britannique que la carrière militaire est un métier comme les autres métiers et qu'un homme n'est pas plus obligé à être soldat qu'à être employé de commerce ou médecin ; idée qui disparaît avec la formation de l'esprit public que nous avons vue, mais qui subsiste encore dans les méthodes du recrutement de l'armée.

C'est un bien curieux spectacle que l'une de ces parades de recrutement. Arrêtons-nous dans la grand'rue d'une ville de province, remplie d'une

foule bruyante, venue des vallées charbonnières pour passer, avec une dispendiosité qui déconcerte le latin économe, les heures de liberté du samedi après-midi. Par-dessus les rumeurs de la foule une fanfare de cuivres éclate, insolente, agaçante et faraute. Elle joue des airs vulgaires, avec hâte, comme soucieuse seulement de faire le plus de bruit possible. Elle ne s'arrête que pour recommencer aussitôt.

La foule s'est portée vers l'endroit où éclate ce volcan de sonorités. Sur un toit en plate-forme, enfermé entre les pignons des maisons voisines, l'orchestre est installé dans un buisson de drapeaux. Le chef, tout de rouge habillé, galonné d'argent, agite ses gants trop blancs sur la tête de ses musiciens apoplectiques, comme lui flambants de drap et de galons. Maintenant, trombones et pistons modulent un *Tipperary* sautillant, que la foule siffle ou chantonne en chœur. Puis, la musique s'apaise, solennise un *God save the King* où glissent tout à coup deux fausses notes, et se tait.

Alors s'avance sur la plate-forme, un jeune officier vêtu de khaki frais et de cuir tout neuf. Il attend que cessent les applaudissements qui ont accueilli sa venue, un poing sur la hanche, l'autre appuyé au pommeau de la badine légère que les gradés anglais ne quittent jamais. Enfin, il parle. Son discours est narquois, bon enfant, persifleur, brutal, émouvant, tour à tour, d'une éloquence people, pleine de saillies et de bons mots. Il rap-

pelle l'infamie du marché allemand proposé à la Belgique et à l'Angleterre, les horreurs de la campagne à Louvain, à Dinant, à Tamines, le bombardement de Scarborough, l'assassinat de miss Cavell. . . . Un frisson traverse l'assistance quand il évoque le cri des naufragés du *Lusitania*. Un sursaut d'orgueil le soulève quand il dépeint le retour victorieux de fantassins de Neuve-Chapelle. Alors il prend l'auditoire à partie : qui ne voudrait se joindre à ces troupes vengeresses ? Quelle réponse feront tous les jeunes gens d'Angleterre à l'appel des héros mourant pour leur pays et pour le monde ? Quel nom donnera l'histoire à ceux qui les ont laissé périr sans leur porter secours ? Et le discours se termine par une adjuration solennelle à tous de se presser au bureau de recrutement et de rejoindre l'armée du roi Georges.

La fanfare reprend ses violences sonores. Les tramways, qui avaient stoppé pendant la harangue, défilent plus nombreux. Dans la foule, on discute, on rit, on s'en va. Quelques groupes, cependant, persistent, devant l'immeuble dont le toit vient d'être transformé en tribune.

L'un de ces groupes est formé de quelques jeunes gens, employés de bureau ou vendeurs dans les magasins, fringants dans leurs costumes de dimanche. Le sergent recruteur les a pris à partie : — Pourquoi ne s'engagent-ils pas ? Ne savent-ils pas que tels et tels de leurs camarades l'ont fait déjà ? Sont-ils physiquement incapables de porter les

armes ? Ils rougiraient de le dire, quand on les voit chaque dimanche, sur la plaine de jeux, pousser d'un pied robuste le ballon de rugby ou lancer, d'un poignet nerveux, la balle de tennis ! Au reste, le médecin est là, tout prêt à les examiner. Qu'ils entrent ! Simplement pour avoir la conscience nette, vis-à-vis de leur pays, vis-à-vis d'eux-mêmes !... Le groupe s'est déjà avancé dans le couloir, vers les bureaux du recruteur ; cependant que d'autres groupes sont encore occupés à considérer la façade : Sous la corniche court une inscription : *Recruiting Headquarters* (Quartier général de recrutement) et la vitrine tout entière est tapissée d'affiches ! L'héroïsme et la gloire, la vengeance et la pitié sont évoqués en lettres rouges et bleues, en dessins criards ou romantiques, que soulignent des appels cent fois répétés : « *Joignez l'armée de votre pays, avant qu'il ne soit trop tard !* »

Ces affiches sont des chefs-d'œuvre d'ingéniosité et de psychologie ; elles atteignent tous les sentiments qui peuvent pousser un homme vers le champ de bataille : « *Souvenez-vous de la Belgique !* » conseille un soldat farouche, veillant sur une plaine dévastée où brûlent des villages et fuient des femmes et des enfants. « *Souvenez-vous de Scarborough !* » supplie un paysage de cité ruinée. Tout à côté, l'austère visage de Lord Roberts rappelle à l'Anglais les gloires d'un passé proche. « *Il a fait son devoir. Avez-vous fait le vôtre ?* » Des lions sur un cap aride, découpés en un ciel d'orage,

interrogent l'horizon. Ce sont les États d'Outre-Manche scrutant les brumes de la Grande-Bretagne. « *Viendront-ils jamais, les lions anglais ?* »

Ils viennent..... les voilà, pressés derrière une glorieuse Britannia, déployant le drapeau d'azur crucifié du sang de la patrie : « *Votre pays vous appelle, enrôlez-vous dès maintenant.* » Un bras musclé, tendant un lourd poing fermé, est tatoué profondément de ces mots : « *Prêtez à votre pays la force de votre bras droit.* » Un jeune *boy-scout*, debout devant son père embarrassé, lui demande ce qu'il a fait pour aider son pays combattant en 1915 pour sa liberté et pour la liberté du monde. « *Nous gagnerons*, crie un soldat blessé, chargeant l'ennemi à la baïonnette, *mais il faut que vous nous aidiez.* » Joviaux, cordiaux, goguenards, des soldats en marche conseillent : « *Suivez-nous, camarades !...* » Et ce n'est point seulement à ceux qui peuvent se battre que s'adressent les affiches. — « *Si vous ne pouvez joindre l'armée, faites-nous une recrue* »..... « *Femmes d'Angleterre, envoyez-nous des hommes.* »

Quelques mineurs pensifs contemplent la vitrine incitatrice de gloire, de sacrifice et de patriotisme. Ils regardent les représentants de la territoriale, tout rouge et blanc, et les braves de la nouvelle armée, en khaki, dressés sur le seuil. Dans l'ombre du couloir, il y a des drapeaux, des armes, des trophées, de nouvelles affiches, plus pratiques et plus suggestives, leur murmurant que l'armée

anglaise est la mieux nourrie, la mieux équipée, la mieux payée du monde. Il y a tout autour d'eux un cercle de curieux, qui parieraient volontiers sur leur décision encore hésitante. Il y a, au coin de la rue, des journaux qui annoncent une victoire.

Les mineurs entrent dans l'immeuble sombre au-dessus duquel la fanfare s'enrage en son hymne violent et guerrier. Elle triomphe, semble-t-il, dans ce « Chant du départ » de music-hall qu'est l'allègre *Tipperary*, maintenant sifflé par toute la foule.

Chant du départ, vraiment, et de triomphe, car la Grande-Bretagne vient de prendre des soldats nouveaux, dans ses filets d'orgueil, d'aventure et de dévouement.

#### A l'entraînement !

A peine enrôlés, ces soldats vont recevoir les premières leçons de l'éducation militaire. Puis ils seront dirigés sur un des camps d'instruction dont le pays est couvert. C'est là seulement, dans les grandes villes de toile, de bois et de tôle ondulée, qu'on aperçoit le grandiose effort réalisé par l'Angleterre et qu'on comprend les ressources immenses dont elle dispose et qu'elle met en œuvre. C'est là qu'il faut aller chercher les plus efficaces leçons de confiance et d'optimisme.

Je m'en suis bien aperçu quand, grâce à une faveur spéciale, j'ai pu visiter, en septembre 1915, les camps d'Aldershot, encore que cette visite

ait été nécessairement superficielle, étant donnée l'immensité de l'installation militaire que l'Angleterre a établie dans le pays merveilleux entourant cette petite ville. Un camp permanent y existait depuis 1855 et comprenait, en 1914, environ 27.000 hommes. Lors de ma visite, sept divisions d'armée : 140.000 hommes environ, y étaient réunies et y terminaient leur instruction. La comparaison de ces deux chiffres suffit, à elle seule, à indiquer le prodigieux effort réalisé là.

L'excursion est magnifique ; le pays accidenté est charmant. Des collines sablonneuses couvertes de bruyères en fleurs et de sapins noirs, présentent des horizons variés très étendus formant des tableaux délicieux sous le soleil gris. Les différents camps sont situés à quelques kilomètres de distance ; brusquement, on les découvre dans les replis du sol ou sur le sommet des collines. Dans la lumière douce, toujours estompée de brumes, apparaissent les éteignoirs blancs des tentes de toile, les hangars de bois ou de tôle où des milliers d'hommes s'agitent comme des fourmis ; on en aperçoit parfois au milieu des bois, sous les arbres, parfois se profilant sur le ciel avec des silhouettes de chevaux et de chariots. Tout cela est d'un ensemble extrêmement vivant et pittoresque.

Voici d'abord, autour des bâtiments de l'état-major, la grande plaine où les soldats défilent en bon ordre par compagnies serrés ; d'autres sont

couchés autour d'un sergent qui commente les instructions, d'autres s'exercent dans des tranchées, ils forment dans la grande plaine une série de groupes séparés présentant chacun un intérêt spécial. Sur la route passe une musique de fifres et de tambours et un capitaine à cheval conduit sa compagnie. Ces soldats sont admirablement équipés, tous pareils dans leur uniforme khaki où luisent le cuivre et le cuir bien astiqués.

A quelques lieues de là, les services des transports alignent leurs camions et leurs mulets ; plus loin, ce sont les pontonniers et les ouvriers du génie ; plus loin encore, tout un campement groupe des ouvriers de chemins de fer, un autre, tout ce qui concerne l'aviation, et ce sont des soldats, toujours, dans les camps et sur les routes, poursuivant chacun sa tâche avec flegme et ténacité.

On ne sent nulle part de hâte, ni de précipitation. Les bâtiments sont construits comme s'ils devaient durer indéfiniment, les baraquements en bois sont établis sur des piles en maçonneries avec des installations hygiéniques parfaites.

Nous entrons dans le dortoir des Canadiens, tout y est propre et confortable ; un grand diable à la peau fraîche, qui vient de faire ses ablutions, nous raconte qu'il vient de loin et désire partir, le plus tôt possible, plus loin encore, jusqu'au cœur des batailles.

Dans cette énorme ville, on a tout prévu, même l'édification et l'amusement des soldats. On y

trouve des chapelles et des cinémas. Je vois une salle de concerts où un spectacle est annoncé pour le soir pour les boys et par les boys. A certains endroits des grandes artères qui ont été tracées dans la bruyère, se sont établis des magasins et même la succursale d'une banque. Tout cela vit d'une vie intense et formidable. Dans les camps, autour des camps, sur les routes, pendant des lieues, on ne rencontre que des soldats à pied, à cheval, dans des camions militaires, en automobile, en motocyclette, et dans ces side-cars qui sont d'un usage si fréquent à Londres.

Presque tous sont de fort beaux hommes, grands, robustes, organismes souples habitués à tous les sports, donnant une impression générale de santé ; de vaillance et presque de gaieté.

Des installations spéciales sont réservées au tir ; un drapeau et des écriteaux avertissent du danger qu'il y a à pénétrer dans la zone exposée, on y entend continuellement la pétarade des fusils. Sur les chemins blancs, comme dans les douces ondulations de la bruyère rosée, on ne voit que des soldats se confondant avec la couleur du sol dès qu'ils sont à quelque distance.

Parfois, en passant d'un camp à un autre, vous accueillent des spectacles plus paisibles qui forment contraste avec toute cette agitation militaire : sous les grands arbres, un petit cottage entouré de fleurs, avec un cheval sellé attaché près de la porte, tableau charmant comme en ont peint

souvent les paysagistes anglais. Plus loin, dans un champ, dressées en lignes régulières, les gerbes de blé rappellent, dans le mode pacifique, les silhouettes guerrières des tentes.

Et ce sont des soldats encore, des soldats toujours : lorsqu'on songe que ces camps considérables d'Aldershot sont complétés par des installations analogues dans les autres districts d'Angleterre et qu'il en est en France encore, — je me souviens d'en avoir vu un important à Boulogne, groupé autour du monument commémoratif du camp que Napoléon I<sup>er</sup> avait établi contre l'Angleterre —, on peut vraiment se faire une idée de l'énormité du labeur réalisé par l'Angleterre pour se donner une armée en moins d'un an, et pour faire face au péril que lui a révélé la guerre européenne actuelle.

#### **Effets du recrutement dans la vie économique de la nation.**

L'effet de la guerre se fait actuellement sentir dans la pénurie de main-d'œuvre. Il n'est point rare de rencontrer des usines qui ont perdu de 30 à 35 % de leurs ouvriers, enrôlés dans l'armée. Dans certaines parties de ces usines, la proportion est souvent beaucoup plus élevée et ce sont les hommes dont le travail utile était le plus considérable qui sont partis en plus grand nombre.

J'ai pu remarquer ce phénomène dans une industrie bien spéciale : celle de la poterie. Les jeunes

gens employés à cette industrie — et je parle ici des fabriques de porcelaines, de faïences, de céramiques de toute nature — se sont enrôlés en foule et ce sont surtout les « placers », qui se sont distingués par leur dévouement patriotique. Or, l'industrie de la porcelaine ne peut se faire sans l'intervention de ces ouvriers d'élite ! On a dû remplacer cette main-d'œuvre de choix par une main-d'œuvre [de fortune, qui a fortement augmenté le déchet de fabrication et par conséquent le prix des objets manufacturés, de même qu'elle a augmenté du tiers le temps requis pour la fabrication.

Même phénomène dans l'industrie, si essentielle, de la minoterie, qui se trouve à court de main-d'œuvre. Je connais une grande meunerie des Docks de Londres dont le directeur a engagé, en mars dernier, 700 ouvriers permanents pour remplacer 700 autres qui s'étaient enrôlés. Or, cette meunerie est parmi les meilleures et accorde de très bons salaires. Trois mois s'étaient à peine écoulés que de ces 700 nouveaux ouvriers, cinq seulement restaient à l'usine, tous les autres ayant pris place dans les armées de Kitchener. Actuellement, le travail y est fait, soit par des hommes d'âge, soit par des jeunes gens déclarés inaptes au service. On a également fait appel aux femmes. Les fariniers qui, en 1914, auraient ri, si on leur avait proposé de confier à une femme la plus humble des tâches de leurs usines, parlent aujourd'hui

d'hui avec admiration de cette main-d'œuvre inattendue. Les femmes travaillent jour et nuit. Elles montrent un enthousiasme et une bonne volonté magnifiques à tenir ainsi la place de leurs maris partis pour le front, jusqu'au retour triomphant de ces derniers. Et ce n'est ni l'un des moins beaux, ni l'un des moins significatifs parmi les nombreux exemples attestant la transformation de la mentalité du peuple anglais devant les grands problèmes nationaux.

#### Des chiffres.

Le War Office a soigneusement caché, pendant longtemps, le chiffre exact des soldats dont il disposait. Cette louable réserve, basée sur le souci de ne donner à l'opinion publique que des résultats certains et capables de la reconforter, avait eu pour conséquence de laisser planer, à l'étranger, des soupçons sur la réalité de l'effort anglais, soupçons soigneusement entretenus par les agents de l'Allemagne et inconsciemment propagés par tous les pusillanimes.

Il faut, au reste, considérer que la position insulaire de la Grande-Bretagne lui faisait une situation toute spéciale. En effet, tandis que toutes les forces françaises, russes ou italiennes, en combattant l'ennemi, assurent en même temps la sécurité de la patrie, l'Angleterre a devant elle deux tâches qui ne se confondent point. Elle doit défendre l'île contre une invasion. Et si cette der-

nière est rendue fort problématique par la formidable puissance de la flotte du Royaume-Uni, la prudence exige néanmoins que des précautions soient prises pour se mettre à l'abri d'une surprise. Ces précautions immobilisent nécessairement en Angleterre un grand nombre de troupes et réduisent le nombre de celles qui peuvent aller sur le continent rendre des services effectifs aux Alliés.

Le Parlement anglais a successivement voté, le 7 août 1914, des crédits pour une armée de 500.000 hommes ; le 10 septembre, pour une armée d'un million. Vers la fin du mois d'octobre on atteignait le nombre de 750.000 volontaires. Le 4 mai 1915, M. Lloyd George annonçait que deux millions de soldats étaient sous les drapeaux. Le 15 septembre, Lord Kitchener affirmait qu'on atteignait les trois millions et le 21 décembre, le budget pour un nouveau million d'hommes était voté ; l'armée anglaise forme donc, à l'heure actuelle, une masse de quatre millions d'hommes à l'exclusion des troupes coloniales. Et les résultats du rapport de Lord Derby indiquent combien importantes sont encore les possibilités de la nation.

Ces troupes manifestent de jour en jour leur efficacité. Dans son discours du 15 septembre 1915, Lord Kitchener, ministre de la guerre, pouvait annoncer à la Chambre des Communes que l'armée anglaise avait considérablement augmenté son front occidental en remplaçant, sur une importante éten-

due des tranchées, l'armée française. Onze divisions nouvelles avaient pris place, le 17 septembre 1915, aux côtés des divisions anciennes.

Et, en décembre 1915, le premier ministre anglais annonçait à la Chambre des Communes que plus d'un million et demi de troupes anglaises étaient sur les différents champs de bataille du monde.

#### Les pertes.

Pour établir la contribution exacte de l'Angleterre à la guerre actuelle, il faut ajouter à ces nouvelles armées le chiffre des pertes, précisément établi par les sous-secrétaires d'État pour la Guerre, devant la Chambre des Communes.

Ces pertes s'élevaient, en date du 9 décembre 1915, à 528.227 officiers et soldats répartis comme suit :

#### FLANDRES ET FRANCE

	TUÉS	BLESSÉS	MANQUANTS	TOTAL
Officiers...	4.829	9.943	1.699	16.471
Soldats....	77.473	241.359	52.685	371.517
				<u>387.988</u>

#### DARDANELLES

Officiers...	1.667	3.028	350	5.045
Soldats....	24.535	72.781	12.194	109.510
				<u>114.555</u>

## AUTRES THÉÂTRES DE LA GUERRE

Officiers...	871	694	100	1.665
Soldats....	10.548	10.953	2.518	24.019
				<u>25.684</u>
Totaux...	119.923	338.758	69.546	528.227

Chiffres énormes, relativement aux fronts occupés par l'armée anglaise et aux effectifs jusqu'à présent engagés, et qui prouve que l'Angleterre a eu le plus souvent à affronter l'ennemi en des endroits et à des moments particulièrement difficiles. C'est ce qui résulte du reste de l'examen rapide des opérations militaires dans lesquelles elle fut engagée.

Il est vrai qu'elle n'a occupé sur le front occidental qu'une portion d'espace très réduite, quand on la compare à l'immensité du front français. Mais cette position était particulièrement dangereuse. Le secteur d'Ypres-Armentières est l'un des plus éprouvés du front, l'un de ceux où les Allemands se sont obstinés avec le plus de fiévreuse violence, où ils ont lancé les plus puissants effectifs, dans la conviction que la prise de Calais — but de leur effort — serait un événement décisif qui leur permettrait d'entreprendre une invasion de l'Angleterre ou, du moins, de menacer les Iles de sérieuse façon. Les trois armées alliées — anglo-franco-belge — ont eu la gloire de les arrêter, malgré l'énormité des forces mises en action. Mais si les

trois armées ont été dignes de tous les éloges pour leur obstination et leur héroïsme, il faut remarquer que l'armée anglaise fut le pivot, le centre de cette résistance. C'est ce qui explique le nombre élevé des pertes de l'Angleterre et ce qui justifie la reconnaissance qu'on lui garde dans les cercles bien informés.

#### Le soldat anglais.

Si les effectifs engagés par la Grande-Bretagne au début de la guerre n'ont pu être, en raison même de ses traditions militaires, d'une importance numérique très considérable, il importe de remarquer cependant qu'ils étaient composés de soldats d'une qualité exceptionnelle. Le corps expéditionnaire anglais a fait l'étonnement de ceux qui l'ont vu débarquer, en août 1914, par sa discipline et son organisation. Il possédait une artillerie de tout premier ordre, un service de transports irréprochable, une aviation, pour les manœuvres de reconnaissance, supérieure à celle de l'ennemi. Ce corps expéditionnaire a fait l'admiration de tous ceux qui l'ont vu combattre. Le flegme et le courage, la résistance et l'esprit d'initiative des professionnels britanniques sont devenus légendaires. Je puis, d'ailleurs, en parler en témoin ; je les ai vus quelques heures avant la bataille de Mons et leur admirable prestance fut, pour nos populations, un précieux réconfort dans ces tragiques moments. J'ai, plus tard, rencontré maints compatriotes, qui

ont assisté aux opérations auxquelles ont participé les premières divisions britanniques, et tous sont unanimes à faire d'elles le plus vif des éloges.

Au reste, c'étaient là des soldats qui étaient allés se ranger sous les drapeaux parce que tel était leur bon vouloir. Et s'il est vrai que, dans les armées levées par le système conscriptionniste, le sentiment du devoir patriotique est une valeur morale d'une efficacité sans égale, il faut admettre aussi que la volonté d'hommes, choisissant le métier des armes par goût, est une raison déterminante de la valeur des soldats. En outre, ces professionnels possédaient une instruction militaire basée sur le principe de l'intensité et de la longue durée de l'entraînement, ce qui leur donnait un avantage d'expérience sur les autres armées en présence. Enfin, il ne faut pas oublier que tandis que l'armée allemande et l'armée française n'avaient jamais connu la guerre, le corps expéditionnaire britannique était rompu à ses ruses et à ses fatigues, puisque la grande majorité des soldats qui le composaient avait participé à la dure campagne du Transvaal. Tout cela faisait de l'armée anglaise de débarquement une armée d'élite, et les critiques militaires français ont du reste su lui rendre justice, en déclarant que sa force était bien supérieure à ce qu'on aurait pu en attendre en la jugeant au seul point de vue de son importance numérique.

Jusqu'au dernier moment de la difficile retraite

qu'elle eut à soutenir contre des forces près de trois fois supérieures, sans jamais lâcher pied, mais en retenant, méthodiquement, le flot de l'ennemi, et en le repoussant par des actions désespérées quand il devenait trop menaçant, la force expéditionnaire a donné l'exemple du courage le plus indomptable et de la plus réconfortante bonne humeur. Elle conserva la confiance. Elle la puisait dans le sentiment de sa supériorité qualitative. Un général, au plus fort de la retraite, se réjouit : « Notre cavalerie passe dans les uhlands comme dans du papier brun ! » s'écrie-t-il. Et voyez comment un sous-officier d'infanterie anglaise décrit une charge de hussards, faite dans un moment critique :

Une rage d'enfer scintillait dans les yeux des Allemands pris dans une embûche, tandis qu'ils essayaient de combattre leurs ennemis nouveaux et tandis que nous, nous restions là, spectateurs silencieux et inactifs, de crainte d'atteindre notre propre cavalerie. Il leur fallut seulement quelques minutes pour se décider ; avec un effroyable hurlement dont je me souviendrai jusqu'à ma mort, ils s'enfuirent comme s'ils eussent été suivis par toutes les furies de l'enfer. Ils étaient fauchés comme des épis de blé ; c'est alors que nos soldats firent la plus grande partie des prisonniers. Fusils, cartouchières, bonnets, tout ce qu'on pouvait jeter fut sacrifié pour obtenir une plus grande vélocité et beaucoup de fuyards apeurés se montraient plus rapides que les chevaux fatigués de nos hussards.

Voulez-vous une preuve de bonne humeur ? Nous la trouverons dans la lettre d'un sapeur, écrite après les premières dures journées de retraite.

Les soldats acceptaient tout avec le plus grand calme. On eût dit qu'ils assistaient à un match de football. Ils étaient accroupis dans les tranchées et, tandis que les grenades allemandes volaient autour d'eux, ils faisaient des paris sur les Allemands qu'ils abattraient ou qu'ils avaient déjà abattus pendant la journée. Ils riaient et plaisantaient tout le jour. Un groupe du régiment « King's Own » s'élança à l'assaut en criant « Entrée de ce côté ! Entrée à neuf pence ». Il y avait là aussi des gaillards qui venaient faire panser leurs blessures et qui s'élançaient de nouveau pour tirer quelques autres coups contre les Allemands. Nos soldats se battaient merveilleusement. A Landrecies, tandis que les nôtres étaient étendus dans les tranchées, deux d'entre eux se mirent à jouer aux billes avec les balles des shrapnells qui avaient éclaté alentour.

Enfin, détachons de ces si intéressantes lettres de soldats, qui constitueront de si importants documents pour la petite histoire de cette guerre et l'étude des qualités morales qu'elle a suscitées, un dernier passage. Il rapporte les paroles d'un canonier blessé, et conduit à l'hôpital : « Je veux retourner au front aussitôt que le docteur me déclarera capable de servir une pièce. Je ne veux pas rester ici ! »

C'est la valeur morale de tels soldats qui, seule, leur a permis de soutenir une lutte à tel point inégale et de protéger, par leur retraite stratégique, le flanc gauche français menacé d'enveloppement. C'est grâce à cette valeur morale également que la retraite a pu être si rapidement transformée en offensive pendant les journées victorieuses de l'Oureq et de la Marne.

L'esprit des nouvelles armées n'est pas moins bon que celui des professionnels de la force expéditionnaire. M. H. A. L. Fisher a raison de rappeler comme l'un des plus beaux épisodes de la guerre la défense inopinément assumée par les Canadiens, du 22 au 26 avril, du passage d'Ypres, abandonné par les zouaves, devant le flot imprévu des gaz asphyxiants. « Un autre exploit également sublime, ajoute-t-il, fut le « débarquement des « Lancashire » aux Dardanelles, sous une pluie de balles de fusils et de mitrailleuses et d'artillerie lourde et au travers de tous les obstacles de fil de fer que peut opposer la science moderne. Chacun de ces exploits a été accompli par un corps de soldats volontaires enrôlés par patriotisme, récemment levé et montrant, cependant, dans les pires circonstances, dans les événements les plus désespérés, des qualités de courage, de ressource, de résistance qui n'ont jamais été surpassées par les vétérans les plus aguerris d'une armée professionnelle.

« De ces nouvelles levées, une petite partie seulement s'est mesurée jusqu'à présent avec l'ennemi, mais il n'y a aucune raison de douter que ces splendides qualités de combat seront égales dans les bataillons qui n'ont pas encore passé la mer. »

L'activité de l'armée anglaise :  
Première Campagne de Belgique.

Résumons les opérations conduites par l'armée anglaise depuis le début de la guerre.

Les opérations de la mobilisation se firent très rapidement. Le 5 août 1914 commençaient les mouvements de concentration. Ils se terminaient le 21. On a critiqué la lenteur de ces opérations qu'on a rapprochées de la mobilisation française, combien plus considérable, et qui s'est effectuée en un espace de temps à peine plus étendu, et de la mobilisation belge, à peu près égale en importance et qui a pris beaucoup moins de temps. Mais si l'on se souvient de la difficulté qu'il y a à mobiliser et concentrer des troupes hors du territoire de leur patrie, on se demande quelle part reste encore à la critique.

Le 22 août, l'armée anglaise, forte de 80.000 hommes, prenait position sur le canal de Mons à Condé, avec Mons pour centre. Le général Von Kluck, à la tête de quatre corps d'armée, s'attaqua le jour même aux positions occupées par les troupes britanniques qui lui résistèrent vaillamment mais se virent forcées de se retirer, par suite de leur infériorité numérique, des fléchissements du front français de la Sambre et de la chute de Namur.

## Campagne de France.

L'armée du général French eut à exécuter, à partir de ce moment, une dure retraite stratégique, destinée à éviter l'enveloppement dont la menaçait Von Kluck. Le 24, l'armée anglaise s'était retirée dans les environs de Maubeuge. Le lendemain, elle reculait sur la ligne Le Cateau-Landrecies, et sortait intacte de ce passage difficile par deux actions des plus brillantes : celles de Landrecies et du Cateau, livrées par le 2<sup>e</sup> corps sous le général Smith Dorrien et la 4<sup>e</sup> division sous le général Snow. La retraite put se faire, grâce à ces batailles, avec moins de difficultés et, le 27 au matin, l'armée de Sir John French atteignait Saint-Quentin.

Du 27 au 31, la retraite fut plus calme, marquée, pour les Anglais, d'un violent combat de cavalerie à l'est de Compiègne.

Le 4 septembre, l'armée anglaise pouvait prendre les positions qui devaient être siennes pendant l'offensive dont le général Joffre communiquait l'ordre, le lendemain.

Von Kluck marcha, le 6, contre le front anglais, espérant percer et envelopper le centre des Alliés. Mais, attaqué dans ses arrière-gardes par la 6<sup>e</sup> armée française, sur l'Oureq, il dut se retirer précipitamment, poursuivi par l'armée anglaise. La contribution la plus importante de Sir John French à la grande victoire de la Marne commence

ainsi le 8 septembre par cette poursuite, marquée par les actions de Rebais, la Tretoire, le Petit-Morin; elle se continue le 9, par le passage de la Marne à Nogent-l'Artaud et la bataille de la Ferté; dans la nuit du 9 au 10, par la violente action de flanc contre la droite de Von Kluck et le 10, par la poursuite des arrière-gardes de l'ennemi en fuite, qui laissa 2.000 prisonniers, ce jour-là, entre les mains des vainqueurs.

Le mois de septembre fut occupé par l'organisation des ouvrages défensifs, de part et d'autre, sur les plateaux de l'Aisne. L'armée anglaise fut transportée au nord, où elle se trouvait en contact plus direct avec ses bases de ravitaillement. Pendant le mois d'octobre, 6.000 Royal-Marine anglais vinrent au secours de la forteresse d'Anvers, qu'ils ne purent, malheureusement, sauver. Là encore, je les vis accourir, au milieu des acclamations du peuple flamand. A peine arrivés, ils réclamèrent l'honneur de combattre immédiatement aux côtés des soldats belges.

Cette opération n'avait pas le caractère d'une action isolée. Elle rentrait dans le vaste projet de l'état-major franco-anglais d'établir une ligne reliant la forteresse d'Anvers au front français. Ce plan ne put être exécuté. Le front qu'on avait espéré organiser dut s'appuyer seulement à la mer du Nord, près d'Ostende, où la garnison belge d'Anvers supporta la première ruée allemande sur Calais.

Les Anglais eurent à supporter une autre ruée

allemande, à peu près simultanée. Durant la dernière quinzaine d'octobre, le général Smith Dorrien, avec le 2<sup>e</sup> corps d'armée, à La Bassée, dans des conditions très difficiles, tint tête aux assauts allemands.

#### Seconde campagne de Belgique.

Mais c'est à Ypres surtout, à partir du 20 octobre, que la tâche de l'armée anglaise fut rude. Cette bataille d'Ypres, la plus grande qu'ait connue l'armée anglaise, dura un mois. Les Alliés, au nombre de 150.000 à peine, réussirent à y arrêter plus d'un demi-million d'Allemands, par des prodiges de valeur et d'endurance. C'est ainsi, notamment, que, pendant deux jours, la 7<sup>e</sup> division britannique a tenu un front de 8 milles, attaqué par trois corps d'armée allemands. On cite, parmi les plus glorieuses et les plus pénibles journées de cette longue bataille : les 29 et 31 octobre 1914, quand le saillant de Gheluvelt fut brisé et que la situation fut sauvée par la 2<sup>e</sup> division britannique ; les 6 et 7 novembre 1914, quand les Allemands attaquèrent Klein Zillebeke et furent repoussés par la Brigade des *Guards* commandée par Lord Cavan et la Household Cavalry, et le 11 novembre 1914, quand le 1<sup>er</sup> corps écrasa la Garde prussienne.

L'effort allemand vers le Pas-de-Calais était brisé. La guerre de tranchées, monotone et dure, commençait. Elle fut marquée par différentes actions heureuses et notamment celle des Indiens, à La Bassée,

au milieu de décembre 1914, et par la brillante action de Neuve-Chapelle, du 10 au 12 mars 1915, où les Anglais réussirent à avancer d'un mille en profondeur, sur un front d'une étendue de 3 milles, mais qui ne put, en raison de différentes circonstances, obtenir tous les résultats qu'on en pouvait attendre.

### Troisième campagne de Belgique

Le 17 avril 1915, les Anglais s'étaient emparés de la colline 60, réalisant ainsi progressivement leur plan, qui était de débloquer Lille, la colline 60 étant toute proche des lignes de communication allemandes avec Lille. Le 20, les Allemands, dans le but de prévenir une arrivée de renforts, bombardaient Ypres et le 22, ils firent pour la première fois usage de gaz asphyxiants contre une division française. La retraite de cette division mit une brigade de troupes canadiennes en mauvaise posture. Cependant, ces vaillants soldats réussirent, par des prodiges d'audace, à faire face aux difficultés. Pendant quatre jours, les attaques allemandes faites avec l'aide de gaz asphyxiants et d'artillerie se répétèrent et forcèrent, pendant le mois de mai, Sir John French à réajuster ses lignes à quelque distance du front primitif. — « Première preuve, écrit le *Times*, de la nouvelle tactique allemande : défendre leurs lignes avec moins d'hommes et plus de canons, de façon à tenir notre

infanterie à distance et nous imposer ainsi une bataille d'artillerie à longue portée. » Cette tactique amenait, en même temps que différentes autres observations, les puissances alliées à réformer leur production de matériel de guerre et à intensifier leur production de munitions.

#### L'offensive de septembre 1915.

A la fin de septembre 1915, les Anglais participèrent fort honorablement à l'offensive générale du front ouest. Après deux jours de canonnade ininterrompue, le 4<sup>e</sup> corps d'armée s'emparaît de Loos ; le 5<sup>e</sup> corps emportait Cité-Sainte-Élie et une partie du village de Haisnes. Moins heureuse fut l'action de la 1<sup>re</sup> armée qui ne put conserver, faute de réserves, le terrain qu'elle avait gagné ; ces brillantes actions tactiques ne purent, pour des raisons diverses, se transformer en la victoire stratégique qu'on avait espérée.

A la fin de l'année, Sir John French demandait à être remplacé. Sir Douglas Haig lui succéda comme général en chef des Forces britanniques.

#### Autres campagnes.

C'est à l'Angleterre surtout qu'il appartient de soutenir la guerre en d'autres parties du monde. Le *Times* a donné de ces opérations subsidiaires un excellent résumé, qui montre sobrement la grande part qu'y jouèrent les armées anglaises.

Durant les mois d'août et de septembre, des troupes australiennes et nouvelle-zélandaises ont annexé sans difficulté les possessions allemandes du Pacifique. Le 10 novembre, Tsing-Tao, la seule possession allemande dans le continent asiatique, est tombée dans les mains des Japonais et des Anglais. Dans l'Afrique de l'ouest, le Togoland fut occupé le 27 août. Dans le Cameroun, après beaucoup de pénibles combats, les Alliés ont occupé toute la côte et ont chassé les Allemands très loin dans l'hinterland<sup>1</sup>. Dans l'est de l'Afrique, nous avons résisté aux assauts des Allemands contre le chemin de fer de l'Ouganda, mais nos mouvements en avant n'ont pas été couronnés de succès et nous avons subi de petites défaites à Tanga et à Jassin. Dans le Sud-Afrique, le général Botha, après avoir facilement soumis la rébellion locale, s'est avancé pendant les mois de février et de mars avec trois colonnes contre Windhoek, capitale de l'Afrique allemande du Sud-Ouest. Il y eut un certain nombre de rencontres violentes, mais les principales difficultés de la campagne résultaient du climat et du désert. Le 10 mai, le général Botha entra à Windhoek et la garnison allemande se retira dans le coin nord-est de la colonie. Le 9 juillet, les forces allemandes se rendirent.

La Turquie est entrée en guerre aux côtés des Allemands le 1<sup>er</sup> novembre et, depuis, a engagé le combat sur quatre théâtres différents. Dans le territoire du golfe Persique, les forces britanniques ont pris Basra le 23 novembre et Korna le 29. Du 12 avril au 14 avril, elles ont repoussé une forte attaque turque près de Shaida, au sud de Basra, et pendant l'été elles ont repoussé l'ennemi au delà d'Anara sur le Tigre et de Nasiryeh sur l'Euphrate. Le général Townshend marchant sur Bagdad avec des effectifs insuffisants fut, après un engagement favorable à Ctésiphon, obligé à rétrograder devant des forces supérieures. Sa retraite, opérée dans le meilleur ordre, l'amena sur les positions de Kut et lui permit d'attendre des renforts. Les attaques contre le canal de Suez,

1. En février le Cameroun tout entier appartenait aux alliés.

sur lequel les Turcs avaient beaucoup compté, ont eu pour résultat un complet fiasco du 3 au 4 février. Dans la péninsule de Gallipoli, les Turcs se sont révélés au contraire des ennemis terribles. Les forces alliées, après les plus violentes batailles de l'histoire, ont effectué leur débarquement le 25 avril, et le 28 avril elles tenaient l'extrémité de la péninsule. Depuis lors, elles ont été mêlées à beaucoup de tentatives coûteuses pour emporter les retranchements turcs d'Achi Baba, la clé de la position turque, et ce qui était au début une opération subsidiaire devient rapidement, maintenant, une opération sur une large échelle.

Le 6 août, des renforts importants effectuèrent un débarquement dans la baie de Suvla, mais l'attaque se développa trop lentement pour profiter de cette surprise et, à la fin, malgré un grand déploiement d'héroïsme, cette action apparut comme un nouveau et coûteux échec. Les opérations se continuèrent, avec des résultats divers, jusqu'au 18 octobre, date à laquelle Sir Jan Hamilton fut rappelé tandis que Sir Charles Munro venait examiner la situation. Il fut suivi par Lord Kitchener ; et, inopinément, pendant la nuit du 19 décembre, nos troupes furent retirées. Nous n'avions pas atteint notre but principal, mais nous avons causé des pertes graves à l'armée turque et, en l'attirant pour la défense de sa capitale, nous avons empêché une forte offensive dans le Caucase, en Egypte et dans l'Est.

Les derniers mois de 1915 ont été occupés par l'expédition des Balkans, pendant laquelle les forces anglo-françaises accordèrent à la retraite serbe une protection malheureusement inefficace et s'établirent solidement dans le camp retranché de Salonique.

## La police intérieure.

L'efficacité et la sûreté de l'effort militaire sont incessamment menacées par l'espionnage ennemi. Dans les mesures nécessaires de défense, l'Angleterre a été, encore une fois, lente à comprendre les exigences de la situation. Pays de liberté individuelle, elle a longuement hésité à restreindre les activités des gens établis chez elle. Pays de sincérité et de loyauté, elle n'a admis que peu à peu et sous la pression des circonstances et notamment sous la pression des émeutes anti-allemandes de Hammersmith, en mai 1915, qu'il y avait des gens à suspecter et à surveiller. L'Anglais a bien conçu que l'Allemagne était l'ennemie de sa nation, mais il lui répugnait de penser que les Allemands étaient ses ennemis. Les agents de l'Allemagne ont pu pendant longtemps opérer librement à Londres et ailleurs ; ils prenaient à peine la précaution de se déclarer Suisses. Nous avons été plus d'une fois péniblement affectés par cette candeur anglaise qui continuait, malgré les atrocités dont nous avons été témoins, à entourer de considération les complices de la horde de barbares qui avait dévasté la Belgique. Les prisonniers allemands en Angleterre ont été traités en gentlemen, avec un luxe d'égards qui nous a souvent paru excessif.

Les Allemands ont naturellement profité largement de cet état d'esprit par trop bénévole. Ils ont gardé en Angleterre des amis qui non

seulement poursuivent imperturbablement une propagande dissolvante, irritant toutes les difficultés intérieures, mais qui agissent encore plus pratiquement. Comment ne pas voir leur main criminelle dans les nombreux accidents—trop nombreux pour être fortuits — qui ont allumé des incendies et provoqué des explosions dans les parcs d'automobiles ou d'aviation, dans les usines travaillant pour la guerre, dans les soutes ou les poudrières des navires ?

Par degrés, les Anglais ont perçu la nécessité de se défendre. Les mailles de la censure postale se sont resserrées chaque jour ; à l'heure présente l'organisation en est à peu près parfaite et entrave considérablement les opérations sournoises de l'ennemi. Mais la subtilité des espions est ingénieuse et leur oreille attentive est toujours ouverte dans tous les lieux où il y a quelque secret à surprendre et à trahir.

La surveillance des étrangers se fait assez facilement par les allées et les venues dans les ports. Les formalités des visas des passeports, des déclarations de séjour, complètent heureusement l'action de la censure postale. Les facilités vraiment incroyables que ce peuple confiant et libéral avait laissées à l'espionnage disparaissent de plus en plus.

La censure des journaux est anodine. Elle s'oppose rigoureusement à toute critique des gouvernements alliés, mais permet largement la discussion des actes du gouvernement anglais. Vers la fin de 1915

la censure diplomatique était même supprimée. Elle est plus tolérante que la censure française, et surtout que l'allemande, ce qui révèle une nuance intéressante dans la pratique de la démocratie. Elle a souvent toléré des articles amers et pessimistes qui ont fait mauvais effet sur le continent et ont été relevés avec joie par les Allemands, mais que d'excellents patriotes ont cru nécessaires pour éveiller l'opinion publique anglaise.

---

CHAPITRE VI

L'EFFORT MILITAIRE. — ASPECT INDUSTRIEL

CHAPTER IV

THE NEW YORK STATE - A SHORT HISTORY

## CHAPITRE VI

### L'EFFORT MILITAIRE. — ASPECT INDUSTRIEL.

#### L'insuffisance des munitions.

Le 14 mai 1915, le correspondant militaire du *Times* sur le front occidental écrivait : « Le manque d'une provision non limitée de hauts explosifs a été un obstacle fatal pour nos succès. » Cette phrase exprimait nettement une critique qui circulait dans les couloirs de la Chambre des Communes et dans les conversations privées depuis longtemps déjà. L'opinion publique avait, en effet, attribué au manque de munitions l'impossibilité dans laquelle l'armée anglaise s'était trouvée de recueillir tout le bénéfice de la splendide action du 10 mars à Neuve-Chapelle, et les flottements de la défense de la colline 60, le 17 avril. Une très vive campagne fut organisée par la presse après la publication de la lettre du *Times*. Des interpellations eurent lieu aux Communes. Une grande émotion régna dans l'opinion.

Cette émotion était certes justifiée. Le War Office avait montré, en matière de munitions de guerre, une imprévoyance que d'ailleurs il parta-

geait avec les ministères de la guerre d'autres pays engagés dans le conflit : l'exemple russe a été probant à cet égard.

La production journalière des munitions ne correspondait pas à la dépense qu'on était obligé d'en faire. Cette dépense, on l'imaginerait difficilement si l'on ne savait qu'en une seule affaire, celle de Neuve-Chapelle, la consommation d'obus fut plus considérable que pendant la guerre sud-africaine tout entière !

En outre, les usines anglaises avaient fabriqué en grande quantité des obus à shrapnells et en quantité réduite, des obus percutants. Cette méthode de fabrication était précisément le contraire de ce qui eût été nécessaire. En effet, la nature du terrain et la puissance des retranchements de l'ennemi exigeaient, préalablement à toute offensive d'infanterie protégée de tirs de shrapnells, un arrosage obstiné des positions attaquées à l'aide d'explosifs puissants destinés à rendre intenable les défenses les mieux organisées.

Ces défauts rendus évidents par de douloureuses expériences, on s'occupa à y porter remède.

#### Un ministère des munitions.

Le 25 mai 1915, un ministère de coalition était formé en Angleterre. M. Lloyd George y était titulaire d'un portefeuille nouveau, celui des munitions. Nul choix n'eût pu être meilleur que celui-là.

M. Lloyd George possédait, en effet, une grande force d'organisation et de méthode et un grand ascendant sur les populations ouvrières. Le nouveau ministre se mit aussitôt à l'œuvre, réalisa les réformes les plus urgentes, et un mois plus tard, déposait sur le bureau de la Chambre son Munition Act, destiné à résoudre définitivement le grand problème.

#### **Le problème de la mobilisation industrielle et ses solutions.**

Pour comprendre l'immensité de l'effort accompli en Angleterre par l'actuel ministère des munitions, il est indispensable de lire les deux discours prononcés par M. David Lloyd George à la Chambre des Communes, les 23 juin et 28 juillet 1915. Dans ces franches et nettes déclarations, sont à la fois exposées et les difficultés devant lesquelles on se trouvait, et la façon dont on est parvenu à les vaincre.

Le problème se posait de la manière suivante : l'expérience de la guerre prouvait que l'avantage appartiendrait à celui des deux adversaires qui serait à même de surpasser l'autre dans la dépense des munitions de guerre. Dès lors, la question cessait d'être uniquement militaire pour devenir industrielle. C'était dans les usines, dans les fabriques, dans les arsenaux qui devait se décider la victoire.

Les Allemands l'avaient bien compris, et en cette

matière comme en tant d'autres, ils avaient sur les Alliés l'avantage de la préméditation et des préparations. Ces préparations étaient de deux natures : elles consistaient d'abord en accumulations de réserves de munitions et de matières premières destinées à en fabriquer ; et ensuite, en mesures prises pour l'immédiate et effective mobilisation de toutes les industries nationales au profit de la guerre. La production des empires centraux était de 250.000 obus par jour, c'est-à-dire près de 8.000.000 par mois. Les Anglais ne produisaient que 2.500 obus percutants et 13.000 obus à shrapnells. Le problème était donc pour les Alliés d'arriver à égaler, puis à dépasser la formidable production de l'ennemi. Plus vite on y arriverait, plus vite la victoire deviendrait une réalité !

L'Angleterre possédait une immense réserve de force industrielle, de machinerie et de main-d'œuvre. Mais tout était incohérent. Il fallait organiser, et organiser à très bref délai.

Le premier soin de M. David Lloyd George fut de constituer le personnel de son ministère. Un grand nombre d'hommes d'affaires, d'ingénieurs aux connaissances spéciales mirent volontairement leurs services à la disposition du ministre des munitions, la plupart sans réclamer de l'État aucune rémunération. Chacun d'entre eux fut chargé d'une branche particulière ; l'un fut préposé aux Métaux, l'autre aux Explosifs, un troisième aux Machines, un quatrième au Travail, un cinquième aux Recherches chimiques, et ainsi de suite.

Mais le but principal de M. Lloyd Georges étant d'obtenir un rendement rapide, il jugea qu'il était utile et urgent de décentraliser le travail autant que possible. Le Royaume-Uni fut divisé en un certain nombre de districts. Les Comités spéciaux chargés d'organiser la production dans ces districts furent composés d'hommes d'affaires locaux, au courant des conditions du travail et des ressources du pays ; d'ingénieurs auxquels il avait été donné de faire un stage bref, destiné à les mettre au courant de leur nouvelle mission, dans les arsenaux du Gouvernement, soit aux usines d'Elswick, soit aux usines Vickers, soit aux usines Maxims, soit aux usines Beardmore ; et enfin d'un ingénieur spécialisé et d'un secrétaire en relation avec le ministère des munitions.

Une des grandes difficultés à surmonter fut, naturellement, celle des matières premières. Il en était que l'Angleterre possédait en abondance, d'autres qu'elle ne pouvait se procurer qu'avec peine. Le ministère devait en outre éviter que des spéculateurs peu scrupuleux ne retinssent certaines matières pour en élever les prix. Une sérieuse surveillance des marchés des métaux fut organisée et donna dès le début des résultats très satisfaisants.

Mais l'important était, une fois assurés les stocks de matières premières, qu'on pût les mettre en œuvre. La question de l'outillage se posait dès lors, très angoissante. Une vaste enquête fut orga-

nisée et en peu de temps, le ministère eut une idée exacte des machines dont il pouvait disposer. On s'aperçut, naturellement, le travail de classification terminé, qu'on manquait de certaines machines et notamment de celles que requérait la fabrication des obus de gros calibre. Le Gouvernement anglais plaça alors toutes les grandes fabriques de machines, pour la durée de la guerre, sous son contrôle direct. Ces grandes usines sont donc devenues des usines d'État. Et M. Lloyd George remarquait avec satisfaction, le 28 juillet 1915, « qu'il n'y eut pas un mot de protestation de la part d'aucun fabricant de machines-outils, encore que cette réforme diminuât considérablement leurs profits ». Grâce à une telle mesure, complétée par la constitution d'un comité des manufacturiers de machines-outils du royaume, la production du matériel nécessaire à la fabrication des munitions de guerre s'est considérablement accrue et s'accroîtra davantage.

Le Gouvernement se trouvait ainsi à même de réorganiser les usines de production elles-mêmes. Celles-ci étaient de deux natures : les unes étaient des usines de munitions proprement dites, dont il fallait ou compléter l'outillage ou intensifier la production ; les autres étaient des usines à adapter au travail nouveau. Enfin, le Gouvernement décida la création de seize grandes usines, chiffre qu'on éleva plus tard à vingt-six, dont l'aménagement se poursuivit avec la plus grande hâte.

Il restait, dès lors, à organiser le travail et à

recruter la main-d'œuvre. Deux systèmes se présentaient : la mobilisation ou le volontariat. Après différentes conversations avec les leaders des *Trade Unions*, le dernier système prévalut. Il était à la fois plus conforme aux traditions et au tempérament anglais. Une vaste campagne de recrutement industriel fut organisée pendant 7 jours, dans 180 hôtels de ville du pays. Cette campagne eut le plus grand succès. M. Lloyd George l'affirmait le 23 juillet 1915 : « Nous avons enrôlé près de 100.000 ouvriers, dont la plus grande partie sont des gens experts dans l'industrie mécanique et la construction des bateaux. » Certes, tous ces enrôlés n'ont pu être employés, les uns rendant déjà des services au Gouvernement, les autres étant indispensables à la vie civile du pays. Mais, en faisant le décompte des uns et des autres, on obtient un nombre largement suffisant pour faire face aux nécessités actuelles. Il faut, au reste, ajouter à ce nombre les ouvriers spéciaux enrôlés dans l'armée et rappelés, autant que cela a été possible, pour rendre à leur pays des services industriels.

Tous les ouvriers ont été répartis soit dans les usines déjà existantes, qui manquaient souvent de main-d'œuvre et ne parvenaient pas, en raison de ce fait, à exécuter leurs contrats, soit dans les usines nouvellement formées.

Mais, étant donnée la puissance d'organisation syndicale des travailleurs britanniques, différentes mesures ont été insérées dans le *Munition Act* :

elles concernent le règlement des conflits du travail, confié au *Board of Trade* et la prohibition des lock-out et grèves dont les raisons n'ont pas été soumises au *Board of Trade*.

Pour éviter de semblables conflits, le plus souvent provoqués par les bénéfices exagérés des patrons (*War profit*) et les revendications des salariés, a été institué le système des « Établissements contrôlés ». Tout établissement de munitions est placé, au point de vue des profits et salaires, sous le contrôle direct de l'État. Les profits supérieurs aux taux fixés par le *Munition Act* sont réduits en proportion et le surplus en est versé aux Caisses de l'État. Tout changement de salaire doit être soumis au ministère des munitions, lequel peut déférer le cas au tribunal d'arbitres institué par l'Act.

Et, pour terminer l'examen rapide de ces réformes, disons que le ministère des munitions a installé un sous-secrétariat spécialement affecté à l'examen des inventions de guerre.

#### Résultats.

Le 20 décembre 1915, M. Lloyd George a résumé à la Chambre des Communes les résultats des six premiers mois d'exercice de son ministère.

A tous les points de vue, son rapport est infiniment réconfortant. Notons-en quelques points.

Les fournitures demandées avant la constitution du ministère ont été livrées avec une augmentation

de 16 % sur les livraisons antérieures ; les fournitures des nouveaux ordres se sont accrues de 80 %.

Le contrôle gouvernemental sur le marché des métaux a épargné de 15 à 20 millions de livres sterling.

La production actuelle d'obus en une semaine est égale au triple de la production entière du mois de mai 1915, ce qui équivaut à une production douze fois plus grande.

L'énorme dépense de munitions faite au cours de l'offensive de septembre 1915 a été couverte en un mois ; le temps est proche où elle pourra l'être en une semaine.

La production des mitrailleuses s'est quintuplée ; celle des grenades à mains est quarante fois plus grande.

L'artillerie pesante est actuellement fabriquée plus rapidement et les canons les plus lourds du début de la guerre sont maintenant parmi les plus légers.

Plus de 1.500.000 ouvriers sont employés dans les usines de munitions.

Le nombre des grèves s'est réduit à trois.

Le nombre des usines de munitions contrôlées, en date du 6 décembre, est de 2.026<sup>1</sup>. Il faut y ajouter les arsenaux et usines du Gouvernement

1. Le 20 août il était de 539 ! Le rapprochement de ces deux chiffres suffit à indiquer l'énorme et efficace travail du ministère des munitions.

y compris les nouveaux établissements dont le ministère estime qu'il n'est pas désirable d'indiquer le nombre.

Ces chiffres ont une éloquence assez frappante par eux-mêmes.

#### Les travailleurs des munitions.

Nous avons noté plus haut avec quel empressement la main-d'œuvre a répondu à l'appel du ministère des munitions. Aussitôt que la population eut compris les urgentes nécessités, des milliers de nouveaux ouvriers, hommes et femmes, s'engagèrent dans les fabriques et les usines.

On doit observer que les femmes furent les toutes premières à jouer leur rôle en ces matières, avant même la promulgation du Munition Act. Dans l'un des plus grands et des plus fameux arsenaux du Nord, dès janvier 1915, des milliers de jeunes filles étaient à l'œuvre. Et 65 % de ces jeunes filles n'avaient jamais fait le travail pour lequel elles s'étaient engagées. Elles venaient tout droit de leurs villages.

En plus de ces ouvriers réguliers, il y a, actuellement, des brigades de relève. Elles sont composées de femmes d'excellente éducation, n'ayant aucunement besoin de gagner leur vie, et qui ont appris le travail des munitions pour remplacer les ouvrières, pendant que ces dernières prennent leur repos hebdomadaire. On en peut voir s'entraîner à

ce travail à Lesney House, pour servir d'équipes de relève aux usines Vickers. Mais ce n'est là qu'un exemple, qu'on pourrait répéter cent fois. En certains endroits, avant même la construction des usines nationales, des groupes s'entraînaient pour être prêts à se mettre à l'œuvre aussitôt que possible.

Ce qui se passe pour les munitions, se passe aussi pour la fabrication des objets d'équipement. Ce travail se fait jour et nuit et la main-d'œuvre féminine est très employée. Toutes les nuits, une foule de femmes fabriquent des fusées, des grenades, des cartouches, coupent le cuir, manufacturent toutes les variétés d'équipements, depuis les selles jusqu'aux respirateurs, depuis les rivets de bateaux jusqu'aux tentes de campagne !

J'ai vu, dans un seul bâtiment, environ 3.000 femmes occupées à fabriquer des tentes. Ces femmes étaient âgées de 18 à 55 ans. La fabrication des tentes est un travail dur, difficile, fatigant, et ces ouvrières avaient été, pour la plupart, habituées à des travaux de nature toute différente. C'étaient ou des couturières, ou des relieuses, ou des demoiselles de magasin, ou des servantes. Aucune d'entre elles n'avait été employée auparavant pour un travail de nuit, que la loi anglaise défendait aux femmes. Un grand nombre d'hommes s'occupaient aussi à la fabrication des tentes, travaillant aux machines à coudre, à côté des femmes, et recevant des ordres de plus habiles d'entre eux. Ces hommes appar-

tenaient à une tout autre classe. C'étaient des gens voués à une autre profession et s'astreignant, après leur travail quotidien à une demi-nuit de travail manuel, dans une fabrique de tentes. Il y avait, parmi eux, des médecins, des avocats, des employés, des journalistes, fiers de contribuer ainsi au grand effort de toute la nation.

Le dimanche, 2.000 hommes de cette classe prennent la place des ouvriers ordinaires, en repos ce jour-là. Et le nombre s'accroît de semaine en semaine, de ces volontaires qui n'ont cependant, pour les encourager, que le sentiment intime du devoir patriotique sereinement accompli, car la fabrication des tentes est certes un travail monotone et habituellement considéré comme indigne d'un homme.

Le résultat matériel d'une semblable émulation est énorme. A l'heure présente, l'angoissante question des munitions et de l'équipement est résolue en Grande-Bretagne. L'extension du front dévolu aux armées anglaises est non seulement la preuve qu'au strict point de vue numérique elles sont capables d'une nouvelle contribution, mais que leurs réserves de munitions sont telles qu'on peut attendre maintenant une offensive de l'ennemi ou en tenter une, sans les inquiétudes qu'on avait au moment de l'affaire de Neuve-Chapelle.

Et au point de vue moral, la façon dont le peuple anglais, si individualiste, si adversaire de tout étatsisme, a compris la nécessité d'une discipline

aussi stricte que celle qu'inaugura le Munition Act, est une affirmation nouvelle de sa compréhension de la gravité de l'heure présente et de la hauteur de ses devoirs.

#### Conclusion.

Cet immense effort doit avoir pour résultat, non seulement de fournir à l'armée anglaise tout ce dont elle a besoin, et de la mettre, tout d'abord, à même de combattre efficacement, mais aussi de rendre aux Alliés, dont les contrées industrielles ont été envahies par l'ennemi, un semblable service.

« Les Alliés, disait M. Lloyd George, attendent de nous un effort qui paraît quasi surhumain. Eh bien, cet effort, nous le ferons, et nous nous mettrons en état de fournir aux peuples qui combattent avec nous pour la cause commune tout ce dont ils auront besoin. Je veux qu'on sache que notre fortune, nos richesses naturelles, les produits de nos fabriques, tout ce qui est notre patrimoine commun, nous le partagerons avec les Alliés sans calcul d'aucune sorte, de la même façon que nos soldats unis aux leurs versent sans calcul leur sang. Le Gouvernement anglais a donné son appui à toutes les usines capables de produire des munitions, des canons et des fusils et de ce monde d'industrie, il ne sortira pas un seul kilogramme de matériel, un seul accessoire qui ne soit destiné aux

besoins des armées. Cette guerre, on la fait non seulement avec des poitrines, mais aussi avec des machines, et jusqu'au moment où un seul soldat allemand restera sur le sol de la France et de la Belgique, aucun Anglais ne se permettra de penser à la paix. »

---

CHAPITRE VII

L'EFFORT FINANCIER

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

## CHAPITRE VII

### L'EFFORT FINANCIER

#### L'autre sang.

Un journaliste italien appelait récemment ainsi, de façon heureuse, l'or nécessaire à la guerre. Si nous examinons à ce point de vue les affaires anglaises, nous devons constater que l'Angleterre s'est montrée encore une fois prodigue et généreuse.

Cela n'a surpris personne. On s'attend, chaque fois que l'Angleterre intervient, à la voir dépenser largement. Elle est si riche ! Cette opinion fait même quelque tort à l'appréciation des sacrifices financiers qu'elle s'impose. Il semble à certains que, de la part d'un pays ayant de si puissantes facultés, il n'y ait plus qu'un faible mérite à trouver de l'argent pour toutes les nécessités.

Faut-il faire remarquer qu'en Angleterre comme ailleurs, l'État n'a point de ressources propres et ne crée pas de richesses, que tout ce qu'il a et tout ce qu'il peut dépenser doit nécessairement être fourni, directement ou indirectement, par les particuliers et qu'il y a vraiment grande noblesse, de la part du contribuable anglais, à accepter sans mur-

murer les très lourdes charges qui grèvent et vont grever encore son budget, pour faire face aux exigences de la défense nationale ?

Au surplus, les défenses que l'Angleterre a consenties, sont, même pour une nation riche, tellement énormes qu'elles doivent commander le respect. « L'autre sang » a coulé à flots.

Plus de cent millions par jour.

Dans son discours à la Chambre des Communes en septembre 1915, M. Mc Kenna, chancelier de l'Échiquier (ministre des finances), en demandant l'approbation de nouvelles taxes de guerre, a donné quelques indications sur le coût de la guerre. Les dépenses journalières sont d'environ cent millions de francs : chiffre *fabuleux*, qui, rapproché de la longue durée de la guerre actuelle, suffit à lui seul pour démontrer l'immensité de la charge financière que s'impose l'Angleterre. Il faut citer textuellement tout le début de ce discours, admirable par sa clarté et sa précision. Il faut le citer, non seulement pour livrer aux méditations des hommes l'extravagante dépense qu'entraîne la guerre, mais encore pour montrer avec quelle tranquillité l'Angleterre envisage des charges qui dépassent si extraordinairement les évaluations normales qu'elles en deviennent fantastiques et presque inaccessibles à notre compréhension.

## Chiffres officiels.

Voici le discours M. Mc Kenna :

Le budget que j'ai à vous proposer est le troisième depuis le début de la guerre. Le premier a été présenté par mon prédécesseur en novembre dernier quand il proposa de nouveaux impôts, qui, estime-t-on à présent, rapporteront un revenu de 68 millions et demi de livres sterling<sup>1</sup> pour une année complète. En mai dernier, mon honorable ami, le Ministre des munitions, a proposé un autre budget, mais il n'y comprit aucune proposition d'impôt nouveau tout en avertissant le pays et le Parlement qu'à une époque plus avancée dans l'année, un autre budget deviendrait nécessaire. Il m'est échu de présenter un troisième budget, pour lequel je dois prier la Chambre de consentir à des charges additionnelles sans précédent et j'ai confiance que si ces taxes, quelque importantes qu'elles soient, sont approuvées par la Chambre, elles seront acceptées par le pays.

Avant que j'en vienne à examiner les nouvelles taxes, la Commission du budget désirera savoir quelle est notre situation en fait de revenus et de dépenses. Une considération préliminaire est essentielle. La Commission comprendra que la difficulté d'estimation, en temps de guerre, est insurmontable. De nouvelles exigences militaires, un changement de méthode dans la conduite de la guerre portent les dépenses additionnelles bien au delà des prévisions possibles. Des estimations qui sont établies sur un mois avec précision et exactitude, selon la connaissance du moment, peuvent se révéler absolument inexactes le mois suivant. En raison de cela, je ne donnerai à la Commission de telles estimations que pour autant que je le puisse. En 1913-1914, c'est-à-dire dans la dernière année de paix, les dépenses et les revenus s'équilibraient à environ 198.000.000 de livres sterling. En 1914-1915, la première année de guerre, notre revenu, y inclus les nouvelles taxes proposées par mon hono-

1. Rappelons, une fois pour toutes, que la livre sterling vaut normalement 25 francs.

nable ami, s'éleva à environ 227.000.000 de livres sterling (je donne ici des chiffres ronds) et nos dépenses à 561.000.000 de livres sterling. Par conséquent, le déficit de cette année était de 334.000.000 de livres sterling. L'estimation du revenu, établi en mai dernier pour l'année courante, était de 267.000.000 de livres sterling, et, dans l'hypothèse où la guerre durerait au moins jusqu'au 31 mars prochain, les dépenses prévues s'élèveraient à 1.133.000 livres sterling. Ces estimations, en raison de considérations postérieures, doivent, à présent, être révisées. En se basant sur le produit actuel de l'impôt, les revenus peuvent être évalués à 272.000.000 de livres sterling, soit une augmentation de 5.000.000 de livres sterling et les dépenses sont à présent estimées à 1.590.000.000 de livres sterling, soit un accroissement de 457.000.000 de livres sterling. Quelque important que soit ce total, je suis sûr que le pays est préparé à y faire face avec courage et confiance et à accepter résolument toute exigence que la continuation de la guerre pourra imposer. Pour nous rendre capables de réaliser la tâche colossale qui nous incombe, chaque partie de la nation doit être appelée à y contribuer et à faire les plus grands sacrifices. Il est naturel que par des impôts, une petite partie seulement du déficit pouvait être comblée. En une occasion précédente ce fut mon devoir de soumettre à la Chambre des propositions tendant à contracter un emprunt, et mes honorables confrères se souviendront avec quel ensemble le pays y a répondu. J'y reviendrai en diverses occasions encore. A présent, je dois soumettre à la Chambre des projets de taxes qui, quelque faible que soit la mesure dans laquelle elles pourront combler le déficit, doivent être établies sur une échelle inconnue jusqu'à présent. Je le fais avec la ferme conviction qu'à la fois la Chambre et le pays seront prêts à appuyer le Gouvernement dans son projet d'établir les mesures d'imposition, quelles qu'elles soient, qui semblent nécessaires à la fois maintenant et à l'avenir pour l'heureuse continuation de la guerre.

J'ai donné le chiffre des dépenses totales de cette

année comme étant de 1.590.000.000 et, sur cette base, nous pouvons estimer à 2.200.000.000 de livres sterling notre dette à la fin de cette année. Notre richesse accumulée est très grande et une dette nationale, même de cette importance, n'affaiblira en aucune façon nos ressources. Mais, dans l'examen de nos dépenses, une idée doit rester présente à l'esprit. Nous devons ne point négliger l'effort que ces dépenses exigent de nos sources de revenus. La dépense de 1.590.000.000 dans l'année signifie que des marchandises et des services se montant à cette valeur doivent être trouvés pour nous-mêmes et pour ceux que nous assistons. Tout ce que nous pouvons obtenir de marchandises et de services au moyen des emprunts contractés dans les pays neutres comme produits des fonds vendus à l'étranger, allège certes le poids qui retombe sur notre force productrice. Mais, exception faite de ce dégrèvement, la tâche entière de pourvoir au reste des marchandises et des services repose sur notre pays. Quand nos dépenses atteignent des proportions si gigantesques et qu'elles ne font que s'accroître, je suis certain que la Commission ne pensera pas qu'il soit inopportun d'appeler son attention sur le réel fardeau que cela impose à nos pouvoirs de production.

Il y a quatre mois et demi, en un puissant passage de son discours sur le budget, mon prédécesseur décrivait la triple tâche que ce pays a assumée dans la guerre : assurer la maîtrise des mers, maintenir une armée et assister nos alliés en leur fournissant du matériel de guerre et en les aidant à payer leurs achats à l'étranger. Mon prédécesseur a mis au point l'interdépendance des efforts militaires et leurs limites mutuelles. Quand il a pris la parole, il pensait à une flotte qui, durant l'année en cours, devait coûter 146.000.000 de livres sterling, à une armée qui devait coûter 600.000.000 de livres, et à des avances extérieures se montant à 220.000.000 de livres. A présent nous devons considérer une flotte coûtant 190.000.000 de livres, une armée coûtant 715.000.000 de livres, et des avances extérieures se

montant à 423.000.000 de livres. Quelque graves qu'aient été les avertissements de mon honorable ami en mai dernier, ses paroles ont un sens beaucoup plus sérieux encore aujourd'hui. Je ne m'excuse pas d'avoir retenu l'attention de la Chambre sur le montant de nos dépenses. C'est un sujet sur lequel les honorables membres, quand on leur demande de voter les impôts, doivent avoir toutes les informations que je possède moi-même. Quand le premier ministre a introduit le vote du crédit, mercredi dernier, il a indiqué que le montant quotidien des dépenses, à partir de ce vote, serait de 3.500.000 livres. Comme la Commission le sait, nous avons à considérer des dépenses autres que celles signalées dans le vote du crédit et nous devons établir une estimation de dépenses relatives à une plus longue période que celle que le premier ministre pouvait prendre en considération lorsqu'il a présenté sa motion particulière. Mon examen s'étend jusqu'à la fin de l'année financière et comprend nos dépenses dans tous les services. En prenant la période entière jusqu'au 31 mars, la meilleure estimation qui puisse être établie de la dépense totale journalière, pour tous les services, est environ de 4.500.000 livres sterling et dans les dernières semaines de l'année financière, peut s'élever à 5.000.000 de livres par jour. La Commission comprendra ce que cette échelle élevée de dépense signifie pour la prochaine année financière. Je compléterai maintenant les détails des dépenses pour l'année courante. En outre des chefs principaux dont j'ai parlé, c'est-à-dire la flotte, l'armée, et les dépenses extérieures, il y a une somme de 36.000.000 de livres pour les effets antérieurs et postérieurs au moratorium dérivant de certains accords faits dans la Cité au début de la guerre et 170.000.000 de livres pour nos services nationaux ordinaires, l'armée et la flotte mises à part, mais comprenant les charges de la dette. Les approvisionnements en nourriture, et quelques moindres frais, unis aux allocations pour dépenses imprévues, font un total de 1.590.000.000 de livres.

Un total de cette nature n'a jamais été atteint, mais

je vais plus loin et j'ose dire qu'il n'y a point de souvenir d'une nation ayant volontairement accepté, en une seule année, des charges portant sur une proportion si élevée du revenu national. Tel est le compte rendu que je dois donner à la Commission de nos dépenses, passées et futures, de l'année financière en cours.

### Ressources et précédents.

Comment faire face à de si colossales dépenses ? Dans son discours du 17 novembre 1914, M. Lloyd George, qui fut le prédécesseur de M. Mc Kenna au ministère des Finances, indiquait déjà les directions de la politique financière de l'Angleterre, en même temps qu'il citait d'intéressants précédents, montrant l'aisance avec laquelle les finances britanniques avaient supporté les charges de guerres antérieures.

Il disait :

C'est, de loin, la somme la plus forte que la Grande-Bretagne ait jamais eue à fournir au cours d'une seule année. Le coût d'aucune guerre n'a jamais approché le coût de la présente guerre. Le montant le plus élevé des dépenses exigées par une guerre, en une seule année, avant la présente guerre, a été de 71.000.000. Les guerres révolutionnaires et napoléoniennes ont coûté en tout 831.000.000 de livres; mais ces guerres ont duré plus de vingt ans. La guerre de Crimée a coûté 67.500.000; elle a été payée par trois années financières. La guerre des Boërs a coûté 211.000.000 de livres; elle a duré pendant plus de quatre années financières. La première année entière de la guerre actuelle coûtera au moins 450.000.000 de livres. Nous augmentons continuelle-

ment le nombre des hommes ; par conséquent le montant des dépenses augmente toujours. Il est naturellement impossible de se procurer par l'impôt toute cette somme d'argent. La première question que je veux demander à la Commission de se poser est celle-ci : vaut-il la peine de trouver dans l'impôt quelque partie de cette somme ? Et, s'il en est ainsi, quelle en est la proportion ? Si nous ne faisons pas d'impôt, et si nous n'en établissons pas de lourds, ce sera sérieusement déroger, et pour la première fois, aux traditions honorées et jusqu'à présent maintenues par ce pays dans chaque guerre où il a été jamais engagé.

Examinons un ou deux précédents. Le premier grand précédent sur lequel j'appellerai l'attention de la Chambre, est le précédent des guerres françaises, de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Le coût total de ces guerres, comme je l'ai déjà dit à la Commission, fut de 831.000.000 de livres. Le montant de la somme tirée de l'emprunt s'éleva à 440.000.000 de livres. Le montant de la somme trouvée par Pitt et ses successeurs dans les impôts s'éleva à 391.000.000 de livres. Le précédent suivant est celui de la guerre de Crimée. Le coût total en fut de 67.500.000 livres. De ce total, 32.000.000 furent trouvées au moyen d'emprunts et 35.500.000 livres furent tirées du produit de taxes spéciales établies pendant la guerre.

#### Les impôts.

L'Allemagne n'a pas osé augmenter ses impôts. Elle a fait des emprunts considérables, qui ne sont garantis que par son espoir de faire payer aux Alliés les frais de la guerre.

L'Angleterre, au contraire, n'a pas hésité à demander, dès à présent, à ses nationaux, une augmentation sensible de ses ressources ordinaires,

ce qui, non seulement, atteste le loyalisme patriotique des citoyens anglais, mais donne aux opérations d'emprunt une solidité particulière.

On peut évaluer, en chiffres ronds <sup>1</sup>, la moyenne du revenu que l'État anglais recevait des contribuables avant la guerre à 200.000.000 de livres par an. Ces impôts ont été doublés. Une première fois, en novembre 1914, une augmentation considérable des taxes les accrut de 100.000 de livres. C'est à pareille somme qu'on évalue le rendement des nouvelles taxes proposées en septembre 1915 par M. Mc Kenna.

Écoutons-le nous en expliquer les détails et admirons l'esprit de prudence et d'équité qui dicte l'ordonnance de ces sacrifices indispensables.

La principale parmi les taxes nouvelles est l'augmentation de l'impôt sur le revenu. Le projet prévoit l'élévation de 40 % des taxes sur le revenu déjà existantes, et la réduction de 160 livres à 130 livres du revenu non imposé.

L'augmentation de 40 % de l'impôt sur le revenu, dont 20 % pour le reste de cette année, rapportera, estime-t-on, 11.274.000 livres sterling et, pour une année entière, 37.400.000 livres. On croit que la réduction de la limite d'exemption à 130 livres de revenu rapportera, dans une année entière, 939.000 livres. La réduction de l'abaissement de 160 livres à 120, avec les changements qui s'ensuivront, produira, selon les calculs, 3.821.000 livres en une année com-

1. Voici, pour plus de précision, les chiffres officiels des budgets : — de 1913-4, 198.000.000 de livres; — de 1914-5, 287.000.000; — de 1915-6, 305.000.000; — de 1916-7, 387.000.000.

plète et les engagements accrus par la clause B rapporteront, 2.240.000 livres. L'effet total de ces changements en 1915-16 sera d'accroître les revenus de 11.274.000, cette année, et, pour une année complète, de 44.000.000 de livres.

Le ministre propose ensuite de reviser la taxe supplémentaire qui frappe les revenus de plus de 8.000 livres sterling.

L'impôt sera de 2 sh. 10 par livre pour les revenus entre 8.000 et 9.000 livres; de 3 sh. 2 pour ceux qui vont de 9.000 et 10.000 et de 3 sh. 6 pour le surplus de tout revenu dépassant 10.000 livres. L'effet de cette transformation de l'échelle des taxes produira 2.150.000 livres cette année et 2.685.000 en une année entière.

Une autre source de revenus pour l'État sera dorénavant la taxe qui frappera ce que M. Mc Kenna appelle les « profits excessifs », c'est-à-dire les bénéfiques ayant la guerre comme cause déterminante.

Depuis le début de la guerre, en effet, une conception assez singulière, celle du « War bonus », s'est développée parmi les travailleurs anglais. Celle du « War profit », qui y correspond, s'est développée parmi les industriels. On considère dans ce pays d'affaires, que le profit de guerre est une légitime compensation des conditions anormales de l'activité. Idée assez étrange et peu patriotique, mais dans laquelle se révèlent bien certains aspects de la psychologie individualiste et pratique de la nation.

Même en admettant que le profit de guerre ne soit pas critiquable, on ne pourra pas, en tous cas, critiquer la taxe de ces profits. Il est élémentaire que ceux auxquels la guerre permet des bénéfices soient contraints à en supporter en partie les charges. La nouvelle taxe a donc eu l'approbation générale. Voyons comment M. Mc Kenna la spécifie :

J'en viens maintenant à la source suivante de revenu additionnel, celle que j'espère trouver dans ce que j'appelle la taxe sur les profits excessifs. Je propose d'introduire une taxe spéciale en raison des profits qui se sont accrus pendant la période de guerre. La taxe s'étendrait à tout commerce, manufacture et industrie, quelle qu'en soit la nature, y compris les agences, dont les profits pour tout exercice annuel finissant à quelque date que ce soit, entre le 1<sup>er</sup> septembre 1914 et le 1<sup>er</sup> juillet 1915, ont dépassé de plus de 100 livres l'évaluation de la richesse mobilière pour 1914. J'expliquerai dans un instant les raisons du choix de ces dates. Je propose que 50 % du surplus des 100 livres soient pris comme taxe spéciale.

Quel sera le revenu provenant de ces différentes taxations? M. Mc Kenna nous le dit en résumant la partie de son discours relative aux principales sources de revenu additionnel.

En comprenant toutes les sources de taxes nouvelles sous le titre de revenu intérieur, nous obtiendrons un revenu total, pour l'année courante, de 19.424.000 et pour une année entière de 77.085.000 livres.

M. Mc Kenna aborde ensuite l'examen des

taxes accessoires ; la première est celle qui frappera le sucre.

Nous avons maintenant un impôt sur le sucre de 1 sh. 10 par quintal. Je propose de l'élever à 9 sh. 4 par quintal.

Le revenu prévu provenant de l'accroissement de la taxe sur le sucre est de 5.360.000 livres cette année et 11.700.000 livres pour une année entière.

La seconde frappera la consommation du thé, du tabac, de la chicorée et des fruits secs :

L'effet financier de ces changements sera d'accroître les revenus, en une année entière, de 4.500.000 livres par la taxe sur le thé, de 5.100.000 livres par la taxe sur le tabac, 290.000 livres par la taxe sur le cacao, café et chicorée et de 180.000 par la taxe sur les fruits secs.

La troisième concerne l'essence d'automobiles :

Sur l'essence d'automobiles, je propose un accroissement de taxe de 3 pence le gallon, c'est-à-dire élevant les taux existant de 3 pence et d'un pence 1/2 à 6 pence et à 4 pence 1/2 le gallon, respectivement. Le produit de la taxe sera, pour l'année en cours, retenu par le ministère des Finances et non plus versé au Fonds pour l'entretien des routes. Le produit pour cette année est estimé à 550.000 livres et pour une année entière à 1.100.000 livres. Les chiffres que j'ai donnés ont trait à l'augmentation des tarifs, mais j'espère que la taxe tout entière sera retenue par l'Échiquier durant la guerre. Je propose ensuite de doubler la patente des médecins, ce qui ajoutera 250.000 livres par année entière à nos revenus.

La quatrième a trait à certaines importations : automobiles, bicyclettes, films de cinémas, horloges, montres, instruments de musique, verre à vitre, chapeaux.

Sur chacun de ces articles, je propose un impôt *ad valorem* de 33 1/3 % ou son équivalent sous la forme d'un impôt spécifique, c'est-à-dire basé sur le poids, au lieu de l'être sur le prix, et j'estime que le revenu total sur ces articles en une année complète sera de 1.950.000 livres, totaux dans lesquels la taxe sur les automobiles intervient pour 1.150.000 et celle sur les films de cinémas pour 400.000 livres sterling.

#### Autre source de revenu :

Quelques changements importants dans les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques sont aussi proposés. On estime qu'ils apporteront une augmentation du revenu de 4.975.000 livres sterling.

M. Mc Kenna établit en ces termes le bilan du budget pour l'année courante.

J'arrive maintenant à la fin des propositions et je vais me permettre d'établir mon bilan des dépenses et revenus pour l'année en cours. Selon les bases actuelles d'impôts, les revenus s'élèvent à 272.110.000 livres. Les nouvelles taxes, pendant l'année actuelle, se montent à 30.924.000 livres, les revenus des taxes postales à 1.980.000 livres, soit un total de 305.014.000 livres, ou, en chiffres ronds, de 305.000.000 de livres. Les sorties sont évaluées préventivement à 1.590.000.000 de livres sterling. Le déficit pour l'année est donc de 1.285.000.000 de livres sterling. Tel est le bilan pour l'année en cours. Le déficit de l'année passée fut de 334.000.000 de livres sterling ; en deux ans, par conséquent, le déficit total a été évalué préventivement à

1.619.000.000 de livres sterling. Pour établir le montant de la dette nationale jusqu'à mars prochain, il est nécessaire d'ajouter aux chiffres que j'ai notés le montant des dettes existant avant la guerre avec une marge pour les effets de conversion et pour les pertes sur les lettres de change émises à escompte. Ces calculs, dans lesquels une absolue précision ne peut pas encore être obtenue, m'amènent à estimer le chiffre que j'ai déjà donné, de 2.200.000.000 de livres, comme le total de notre dette à la fin de l'année financière. Nous ferons donc face à une nouvelle année financière avec une dette de 2.200.000 livres et un revenu estimé à 387.000.000 livres. Nous allons tripler notre dette et doubler nos revenus. De lourds engagements et des charges immenses. Nous avons cherché, dans ces propositions, à équilibrer les charges entre le présent et le futur et en distribuant ces charges, nous avons pris en soigneuse considération les possibilités de paiement des contribuables.

#### Emprunts de guerre.

Il est à peine besoin de faire remarquer que les contributions nouvelles, même considérables et sans précédent, ne pouvaient couvrir qu'une partie des dépenses extraordinaires de la guerre. Elles avaient, encore, le rôle d'assurer efficacement le service des intérêts des emprunts à contracter pour faire face au surplus des dépenses.

Outre les bons du Trésor, employés pour les dépenses courantes et dont l'impôt total à ce jour est de 200.000.000 de livres, rapportant des intérêts variables, mais approchant de  $4\frac{1}{2}\%$ , l'Angleterre a contracté trois emprunts de guerre, un en Amérique, conjointement avec la France, et deux autres à l'intérieur du royaume.

La part de l'Angleterre dans l'emprunt américain contracté en septembre 1915, est de 50.000.000 de livres. L'intérêt est de 5 % et le taux d'émission a été de 96 % pour les syndicats et de 98 % pour le public.

Le premier emprunt, en Angleterre, contracté en décembre 1914, a été de 350.000.000 de livres, au taux d'intérêt de 3 1/2 % et d'émission de 95 %.

C'est celui dont parlait M. Lloyd George en son discours du 27 novembre 1914, reproduit dans *Through Terror to Triumph* sous le titre : *Les bases du crédit britannique*, quand il disait : « Nous allons faire le plus grand emprunt qui ait jamais été fait dans l'histoire du monde. »

Il appartenait à l'Angleterre de se dépasser elle-même, avant que l'année ne fût entièrement écoulée. Un emprunt, de chiffre illimité, fut fait en juillet 1915, par appel direct au public, et donna le résultat vertigineux de 600.000.000 de livres. Taux d'intérêt 4 1/2. Émission au pair.

S'il fallait une preuve solennelle de la situation exceptionnelle de l'Angleterre, au point de vue financier, rien ne serait plus probant et plus décisif. L'événement paraît encore plus remarquable quand on a pu apprécier les procédés parfaitement loyaux et corrects employés pour la réussite de cet emprunt formidable.

Aucune pression n'a été exercée sur les banques ou les détenteurs de valeurs. On s'est adressé au public, sans contrainte et sans subterfuge. Et la

méthode a été la même que celle employée pour le recrutement. Des affiches innombrables se sont étalées sur les murs, d'un goût artistique souvent contestable, mais toujours d'une puissance suggestive révélant une profonde connaissance de la psychologie nationale.

Une de ces affiches essaye de figurer une image heureuse de M. Lloyd George : la balle d'argent (silver bullet) en son discours du 8 septembre 1914 : une main pleine de pièces d'argent les laisse tomber et dans leur chute, elles se transforment en balles pour les fusils.

Cette publicité murale a visé surtout le petit prêteur : on avait demandé, en effet, pour rendre l'emprunt populaire, des souscriptions variant de 5 shellings à 5 livres, reçues dans les bureaux de poste. Elles produisirent à elles seules environ 30.000.000 de livres, chiffre prodigieux encore une fois, pour qui se souvient que l'Anglais de condition moyenne épargne beaucoup moins que le Français.

Une affiche représentait un lourd soldat teuton étouffé sous la pièce d'argent et le texte proférait : « Prêtez-nous cinq shellings pour écraser les Allemands ! » Une autre figurait une grande clé, la clé de la victoire, avec les trois dents : hommes, argent, munitions, et l'inscription : « Aidez-nous à tourner cette clé en nous apportant votre pièce de cinq shellings ! » Plus loin, c'est un curé qui regarde partir des soldats : « Contribuez avec eux à la défense du pays ! Donnez votre argent. Ils donnent leur sang... »

Réclame ingénieuse, obsédante, mais laissant chacun libre de s'en détourner, ne faisant appel qu'au sentiment du devoir patriotique. On a vu plus haut comment la nation anglaise y a répondu.

Vers la fin de 1915, un nouvel emprunt fut contracté en Amérique, moins pour se procurer des fonds que pour régulariser le change et fournir à l'Angleterre les dollars dont elle avait besoin pour les transactions avec les États-Unis.

L'opération réussit pleinement. Il n'est pas sans intérêt de rappeler à ce propos que la livre sterling n'a subi, à l'étranger, que des fluctuations infimes de son cours, tandis que le mark ne cesse de se déprécier de jour en jour sur les marchés neutres.

Enfin, le 18 décembre 1915, la Banque d'Angleterre, et à partir du 31 décembre suivant, les bureaux de poste mirent en vente des Bons du Trésor 5 % rachetables le 20 décembre 1920. Des bons de 50 livres, 20 et même 5, étaient créés pour être accessibles aux petites bourses.

**Ce n'est pas tout.**

Après de pareilles saignées, un organisme moins riche serait sur le point de s'évanouir. Mais l'Angleterre n'est pas épuisée. Si vous vous étonnez devant ses notables de l'énormité de ses opérations financières, on vous répond avec flegme : « Nous ne sommes pas au bout. Et s'il faut encore de nouvelles taxes et de nouveaux emprunts, nous les déciderons. »

## Le moratorium.

On a invoqué parfois, dans les publications pro-allemandes, l'établissement du moratorium et la prohibition de l'exportation de l'or comme des signes d'une situation financière compromise.

L'Angleterre n'a pas prohibé l'exportation de l'or. Et quant au moratorium, ce fut une précaution contre le désordre des affaires, offerte au public, et dont celui-ci jugea inutile d'user. Le moratorium n'a donc pas été maintenu.

Au surplus, M. Davies (*Finances anglaises et Finances allemandes*) a clairement exposé que cette mesure avait profité surtout au commerce des neutres.

Londres, étant le centre financier du monde et le marché libre de l'or de tout l'univers, accorde des crédits énormes aux banquiers, aux marchands, et à toutes les classes de négociants de toutes les parties du monde. Lorsqu'un marchand scandinave, hollandais, ou même allemand, autrichien ou d'un autre pays, achète des marchandises ou des denrées, etc., en Amérique, aux Indes, en Chine, dans l'Australie ou dans d'autres parties du monde, il obtient un crédit d'un banquier de Londres, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un banquier de son propre pays, et il écrit au vendeur à qui il achète, de tirer une traite sur un banquier de Londres à deux, à trois, à quatre ou à six mois ; dans la plupart des cas ces crédits sont confirmés par le banquier qui accepte de payer la traite. L'exportateur américain, indien ou d'ailleurs, envoie alors les marchandises en Scandinavie ou en Hollande ou dans tout autre pays, selon le cas, et attache aux

documents qui couvrent le chargement, une traite tirée à deux, à trois, à quatre ou à six mois. Cette traite peut être escomptée immédiatement dans la ville où réside l'exportateur. Le banquier qui négocie l'affaire envoie la traite à Londres pour qu'elle soit acceptée, avec les autres documents, et le banquier de Londres accepte alors la traite, prend les documents qu'il envoie au marchand ou au banquier scandinave ou hollandais, qui peut ainsi entrer en possession des marchandises lorsque le navire arrive, et a deux, trois, quatre ou six mois pour réaliser la valeur de la cargaison avant qu'il lui faille acheter le change sur Londres pour rembourser le banquier qui doit faire face à l'obligation qu'il a prise de payer la traite à son échéance.

Lorsque la guerre éclata, il y avait tant de banquiers, de marchands et de corporations à l'étranger qui voulaient acheter du *sterling* sur leur différent marché pour payer de telles traites, et pour avoir de l'argent, afin de payer les coupons venant à échéance pour des emprunts faits à Londres, etc., que la demande pour le transfert du *sterling* fut sans précédent. Tous les pays neutres savent à quel point il fut difficile d'acheter le *sterling*; le souverain augmenta chaque jour de valeur jusqu'au moment où, en quelques cas, la livre *sterling* valut à l'étranger plus de 27 *shellings*. Pour expliquer clairement tout ceci, les exemples suivants suffiront. Le cours normal du change entre New-York et Londres est d'environ 4 dollars 86 1/2 cents par livre *sterling*, de sorte qu'un marchand ayant à régler à Londres une dette de 100.000 livres *sterling* devrait verser 486.500 dollars à New-York en règlement de cette somme, mais au mois d'août dernier, à cause de la demande pour le transfert de Londres, le cours du change à New-York atteignit le chiffre de 6 dollars 50 cents par livre *sterling*: ainsi le marchand américain dut payer 650.000 dollars pour 100.000 livres *sterling*, — ce qui était pour lui une perte de 163.500 dollars, représentant plus de 25 %. Les mêmes conditions régnèrent dans toutes les parties du monde à cause de la suprématie britannique sur les marchés

financiers, et le Gouvernement anglais eut la sagesse de décréter un moratorium. L'effet de ce moratorium se fit sentir dans tout l'univers, et détendit la situation. Les banques anglaises avaient accepté pour le compte de banquiers étrangers, de marchands et d'autres négociants des autres pays, une énorme quantité de traites pour faciliter le commerce entre les pays neutres, et, comme la plupart des pays neutres auraient souffert terriblement si la Grande-Bretagne eût exigé le paiement de ces traites sur-le-champ, et que d'un autre côté, le souverain anglais avait tellement augmenté de valeur et que le change du sterling était très difficile à faire, il devint nécessaire, dans les intérêts de tous ceux que cela concernait, de décréter un moratorium, et cette mesure si sage épargna aux pays neutres qui devaient à Londres la dépense d'énormes sommes d'argent.

Elle permit aussi au Gouvernement de la Grande-Bretagne et aux banquiers anglais et étrangers d'examiner les différentes difficultés qui avaient trait au marché du change étranger, et donna le temps aux pays neutres soit de renouveler les crédits qu'ils avaient obtenus de l'Angleterre, soit de faire des arrangements pour acheter le change du sterling à un cours plus normal, étant donné surtout que la Grande-Bretagne et ses alliés avaient naturellement à acheter de grandes quantités de marchandises, de denrées, etc., à l'étranger, ce qui tendait à rétablir le cours normal du sterling dans les pays où l'on allait faire ces achats.

Le tableau suivant, en faisant voir les cours du change avant la guerre, et la hausse et la baisse des prix depuis, démontrera comment le moratorium permit aux pays neutres d'acheter le sterling à Londres à des cours qui leur ont certainement épargné les grandes dépenses qu'ils auraient faites s'ils avaient dû payer leurs dettes au début de la guerre.

Le point suivant est intéressant à remarquer ; les étrangers qui avaient déposé de l'argent dans les banques allemandes ont été obligés de vendre, en faisant des pertes considérables, mais les étrangers, et

cela, dans presque tous les cas, — qui avaient déposé de l'argent dans les banques anglaises, ont pu, par suite de la hausse de la livre (et s'ils désiraient le faire), vendre à des taux qui permettaient de réaliser un beau bénéfice, car la valeur du sterling ne cessa de monter.

Chèques, transferts par télégrammes ou par lettres	Cours du change juste avant la guerre	Depuis la guerre	
		Le plus bas cours	Le cours le plus élevé
Paris .....	25.18	24.00	25.54
Amsterdam .....	12.14	11.70	12.60
Suisse .....	25.18	24.00	26.40
Italie .....	25.30	24.00	28.50
Madrid .....	26.15	23.85	26.60
Lisbonne .....	46 1/2d.	32 1/2d.	41d.
Pétrograd .....	96.10	105	125
Scandinavie .....	18.25	18.30	19.70
New-York .....	4.88 1/2	4.77 1/2	6.50
Rio Janeiro 90 jours à vue	16 d.	11 3/4d.nom.	14 7/16d.
Valparaiso 90 " "	9 2/3 1/2d.	7d.	9d.
Buenos-Aires 90 " "	47 3/4d.	46 5/8d.	49d.
Montevideo 90 " "	51 1/8d.	45 1/2d.nom.	54d.

#### L'Angleterre banquier des Alliés.

C'est non seulement pour sa guerre à elle, mais pour la guerre, comprise en toute son ampleur, que l'Angleterre consent des sacrifices financiers sans cesse renouvelés.

Dans son discours au Parlement du 4 mai 1915, M. Lloyd George disait :

Je pense que les pays alliés devraient déterminer la part qu'ils entendent voir prendre par la Grande-Bretagne dans l'alliance et les meilleurs services qu'elle peut

leur rendre. Quelles services la Grande-Bretagne peut-elle rendre à cette grande combinaison? Elle peut assurer la maîtrise des mers pour les Alliés. Cela, elle l'a fait et elle maintiendra sur les mers un contrôle complet jusqu'à la fin. C'est un inestimable service qu'elle rend à ses alliés. Il est essentiel au succès final de leurs armes, spécialement dans une guerre prolongée, car plus longue est la guerre, plus importante est la maîtrise des mers. Quel est le second service que peut rendre la Grande-Bretagne? Elle pourrait maintenir une grande armée, y faisant rentrer toute sa population exactement comme l'ont fait les puissances continentales. Quel est le troisième service? Le troisième service qu'elle peut rendre est celui qu'elle a rendu déjà pendant les guerres de Napoléon, en supportant la charge tout entière de donner à ses alliés l'argent nécessaire aux achats destinés à conduire la guerre à bonne fin — et spécialement aux achats faits en dehors de leur propre pays; et aussi aider ses alliés par ses manufactures de munitions et de matériel de guerre. La Grande-Bretagne est en état de rendre le premier service; elle peut rendre aussi le troisième; mais elle ne peut rendre le second que dans une certaine limite. Je crois, en tous cas, qu'elle accomplit une chose des plus importantes en se montrant à même de rendre le premier et le dernier de ces services.

Selon la promesse de M. Lloyd George, des avances considérables ont été déjà faites par l'Angleterre aux nations alliées, elles atteignent à ce jour plus de 423.000.000 de livres et des mesures sont prises pour de nouveaux versements dont le total dépasse 450.000.000!

Notons, entre autres, que la contribution anglaise à l'emprunt français — l'Emprunt de la Victoire — s'est élevée à 24.000.000 de livres sterling.

**Les sacrifices des particuliers.**

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des sacrifices consentis par l'Angleterre comme État. Il faut y ajouter les sacrifices que se sont volontairement imposés les citoyens, avec une générosité sans précédent, pour toutes les œuvres dont la guerre a fait reconnaître la nécessité.

L'Angleterre est, on le sait, le pays par excellence de la bienfaisance privée. Les institutions charitables les plus diverses s'y comptent par milliers et nul ne fait en vain appel au public. Il n'y a pas de fortune anglaise, grande ou même moyenne, qui ne considère comme un devoir moral impérieux de contribuer aux nécessités sociales d'entraide. Il n'est point d'Anglais riche qui, en mourant, ne gratifie avec magnificence un hôpital, une université, un établissement de bienfaisance. Et souvent il n'attend pas l'achèvement de sa vie pour payer largement la dette sociale.

A l'occasion de la guerre, de nouvelles et nombreuses infortunes sollicitèrent les cœurs sensibles. Des œuvres de tout genre naquirent et se multiplièrent pour secourir les maux engendrés par le fléau. Toutes vécurent et prospérèrent grâce à des dons spontanés. Il est impossible d'en tenter le dénombrement et de chiffrer l'importance de ces cotisations, mais je suis convaincu que dans ce domaine encore, nous arriverions à des totaux

incroyables, dépassant tout ce qui a pu être fait d'analogue dans les autres pays. Je ne veux citer qu'un chiffre, celui de la souscription du *Times* pour les malades et les blessés ; elle a dépassé, au 1<sup>er</sup> janvier 1916, trois millions de livres !

Et cette générosité sans contrainte, mue par les plus purs sentiments d'altruisme et de patriotisme, est encore parmi les phénomènes qu'il faut relever à l'honneur de l'Angleterre.

#### Spécialement, des secours aux Belges.

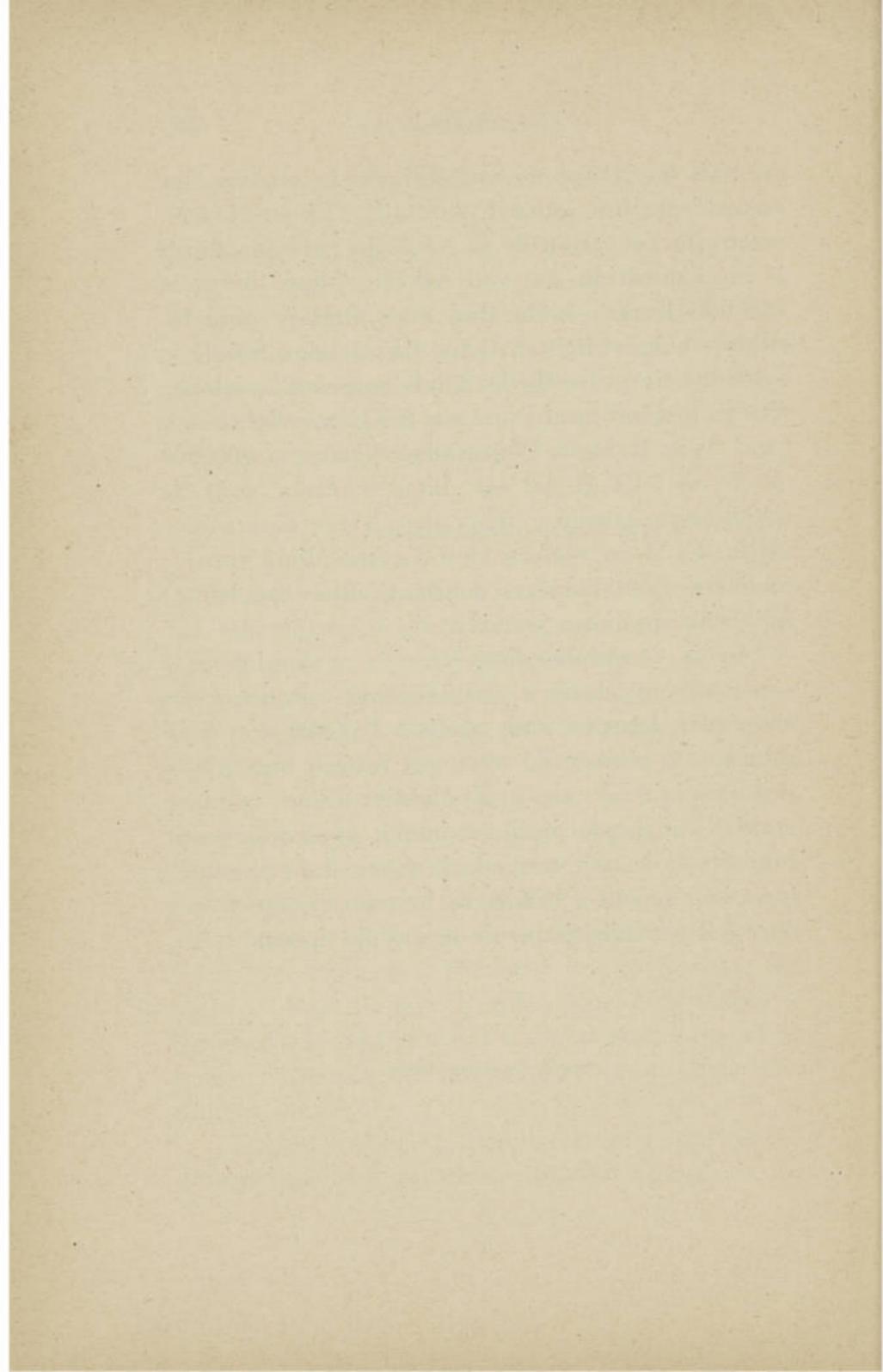
Un Belge qui a assisté au lamentable exode de ses concitoyens, en Angleterre, en octobre 1914, se doit de marquer ici, en quelques lignes, la reconnaissance infinie qu'il garde à ce noble pays. Deux cent mille Belges environ, chassés par l'invasion et l'atroce façon dont les Allemands faisaient la guerre, arrivèrent à Londres en cohues pitoyables, dénués de tout, n'ayant rien pu emporter de leurs foyers ravagés. Tous trouvèrent dans le Royaume-Uni la plus cordiale hospitalité, comme l'avaient aussi trouvée en France leurs frères fuyant devant les hordes teutoniques. On les accueillit comme des amis et des héros ; on mit à leur disposition le logement, la nourriture, les vêtements, l'argent de poche, avec une délicatesse affectueuse particulièrement touchante.

Quelques chiffres, à titre d'exemples, suffiront à donner une idée des souscriptions volontaires des

Anglais en faveur de la Belgique : la souscription ouverte par un journal, le *Daily Telegraph* pour mettre, à l'occasion de la Noël de 1914, un fonds à la disposition du roi Albert, s'est élevée à 150.000 livres ; celle des dons anglais pour les soldats belges (British Gifts for Belgian Soldiers) à 17.000 livres ; celle des fonds belges d'assistance (Belgian relief fund, National fund for relief in Belgian, War Refugee Committee) dépasse 2.000.000 de livres. Et il en est bien d'autres dont le détail sera consigné dans des livres commémoratifs. Et il en restera bien d'autres dons encore, modestes et discrets, d'autant plus touchants, qu'on ne connaîtra jamais !

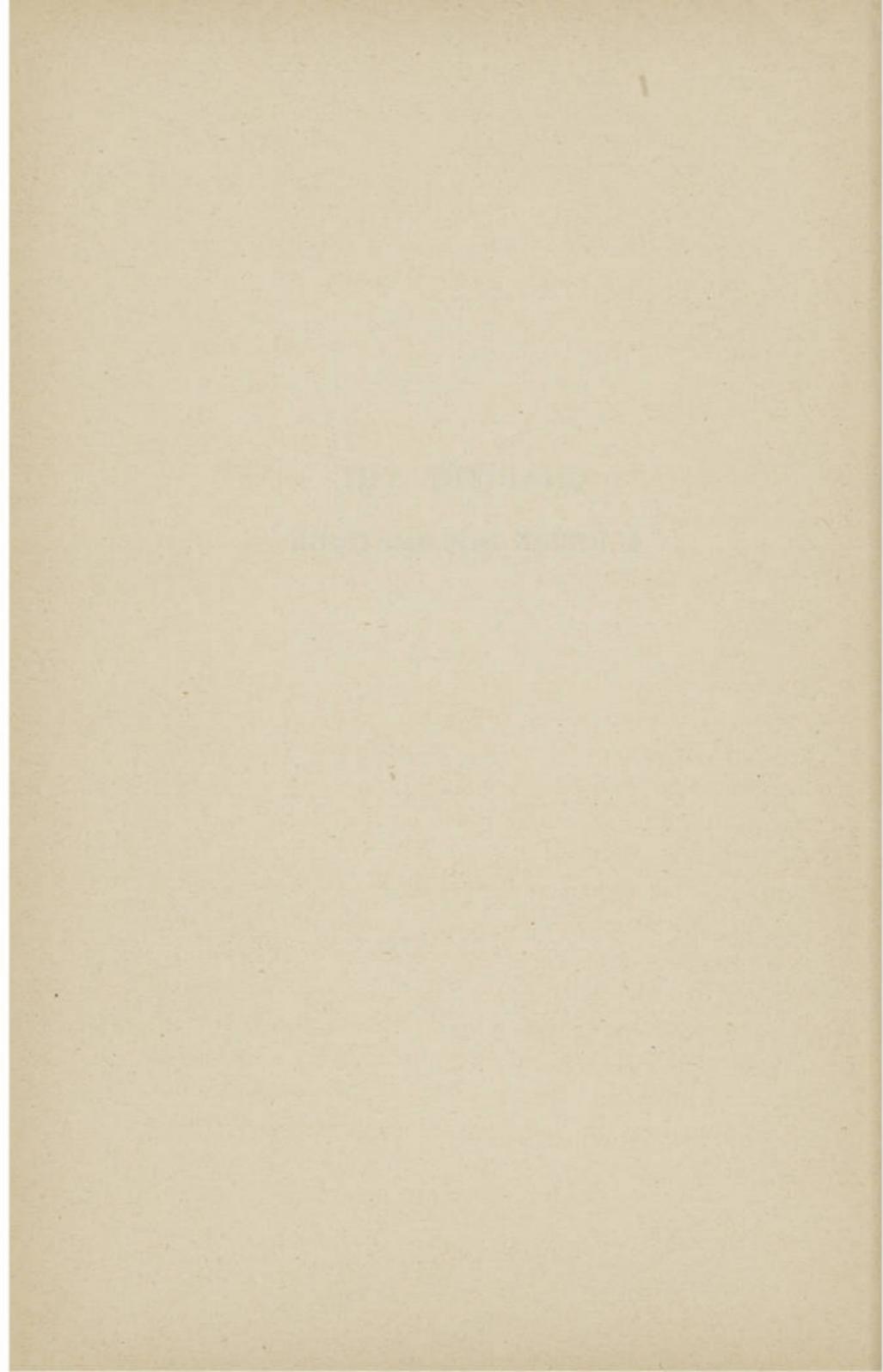
Depuis, le nombre des réfugiés en Angleterre a sensiblement décru ; certains sont retournés en Belgique, d'autres sont partis à l'aventure, par le monde. La plupart de ceux qui restent ont trouvé des emplois et se sont établis d'une manière stable. Tous, quoi qu'il advienne, se souviendront toujours, avec émotion, de la façon dont l'Angleterre leur ouvrit à la fois sa bourse et son cœur, dans les terribles jours de la grande épreuve.

---



CHAPITRE VIII

L'ACTION DIPLOMATIQUE



## CHAPITRE VIII

### L'ACTION DIPLOMATIQUE

#### L'action diplomatique.

Ce chapitre n'est qu'un flacon vide, un cadre sans tableau. C'est que les négociations diplomatiques, par essence et tradition, se poursuivent dans le secret; le moment n'est pas venu encore d'en écrire l'histoire et tout ce que j'en pourrais dire ressemblerait à une indiscretion sans délicatesse.

J'ai voulu néanmoins que le lecteur eût à penser à l'action diplomatique constante de l'Angleterre depuis le début de cette guerre; il est des succès dans le domaine des accords internationaux, moins éclatants peut-être, mais parfois aussi importants que des batailles. L'Angleterre ne s'en est jamais désintéressée et sa haute situation lui a permis de négocier, non seulement pour réaliser l'entente absolue des Alliés, mais pour agir sur les neutres et préparer des solutions favorables.

Qu'il y ait eu, dans ces négociations, des imprévoyances et des erreurs, je n'entends point le contester. Mais les relever et les discuter me paraît œuvre malsaine. Les gens à qui l'Angleterre n'est pas sympathique, ne pouvant contester son effort,

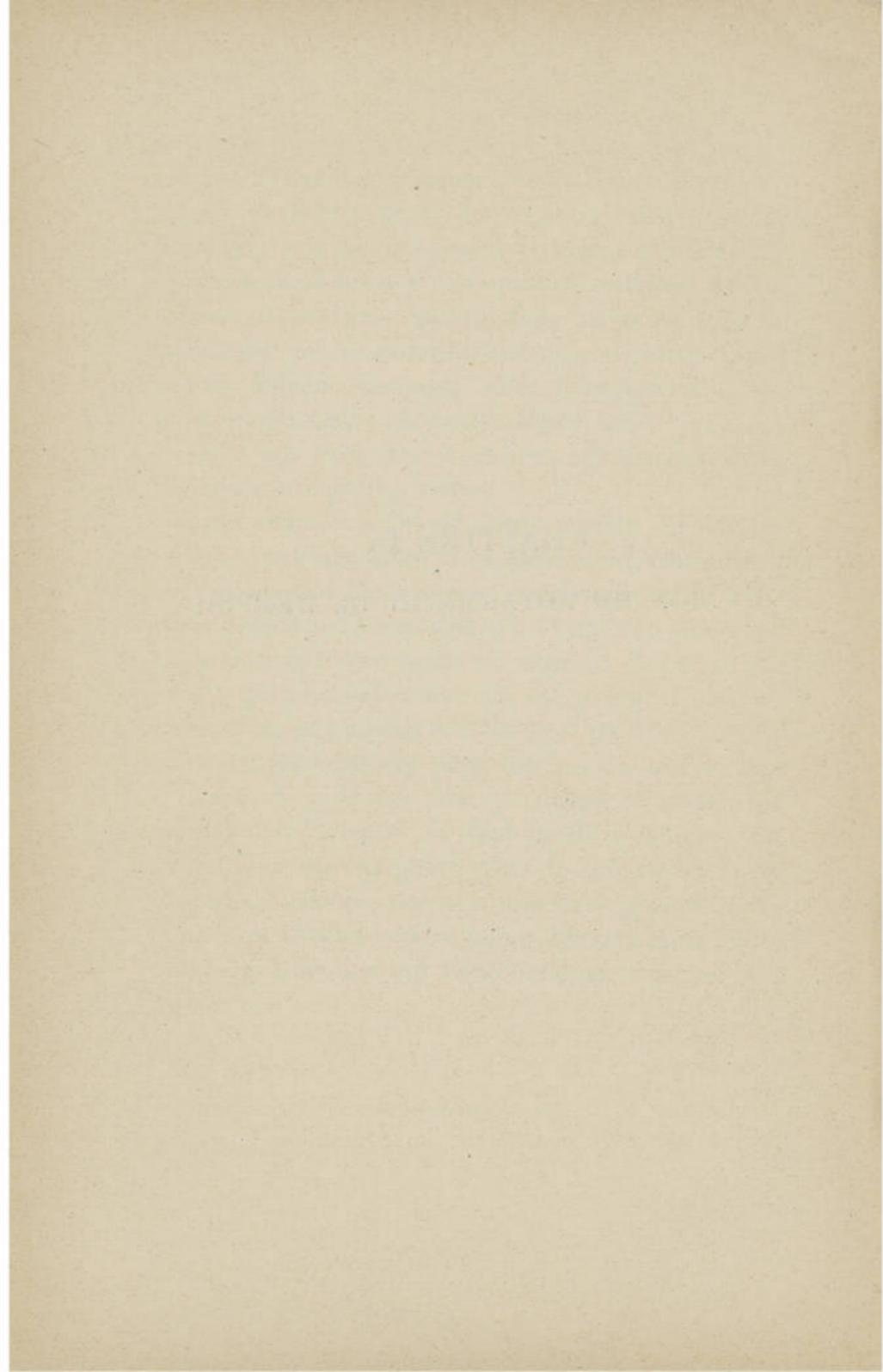
évidemment prodigieux, naval, militaire et financier, se plaisent à critiquer ses attitudes diplomatiques. Critiques nécessairement injustes puisque nous ignorons les documents certains sur lesquels on pourrait se former une opinion, critiques nécessairement stériles puisqu'elles entraînent à la recherche des responsabilités que d'autres puissances doivent partager avec l'Angleterre et ne peuvent que nuire à la concorde des Alliés. Ne nous laissons pas entraîner à ces jeux dangereux dont l'ennemi seul peut profiter.

Il ne manque point de bons esprits en Angleterre qui estiment que le mystère dont s'entourent les diplomaties n'est qu'une survivance de la politique personnelle des princes, et qu'une démocratie a le droit d'être tenue au courant des arrangements qui peuvent influencer sur son avenir. L'Angleterre, avec sa passion de liberté et de libre discussion, est peut-être le pays du monde qui pourra renoncer le premier aux pratiques actuellement suivies ; et lorsque sa diplomatie s'exercera au grand jour, elle inspirera plus de confiance et plus de respect encore, car nul ne pourra plus la soupçonner, et chacun rendra hommage aux idées généreuses et libérales qui l'ont presque toujours inspirée.

---

CHAPITRE IX

L'UNION DU ROYAUME ET DE L'EMPIRE



## CHAPITRE IX

### L'UNION DU ROYAUME ET DE L'EMPIRE

#### I. — *L'union du royaume.*

##### Les partis.

Au moment où la guerre a éclaté, le parti au pouvoir était le parti radical. Essentiellement pacifiste, nous avons dit quels avaient été ses efforts pour maintenir la paix en Europe. Quand il se fut aperçu de la vanité de toutes ces tentatives, et qu'il eut été directement mis en cause par l'Allemagne violatrice des promesses solidairement formulées avec la Grande-Bretagne, il abandonna naturellement son pacifisme et assumait les responsabilités et les sacrifices de la situation nouvelle.

Le parti conservateur avait précédé le parti radical dans la voie des décisions belliqueuses. Les réformes nécessitées par la guerre actuelle, il les avait réclamées depuis longtemps déjà. Il ne pouvait donc qu'accorder au Gouvernement toute sa confiance et tout son appui. L'union des partis se constitua donc en Angleterre comme en France. Cependant, certaines erreurs, certaines imprévoyances du parti au pouvoir firent renaître la polémique et, le 15 juin 1915, un ministère de coa-

lition fut constitué, dans lequel le parti conservateur prenait place. L'union, à partir de ce moment, était définitivement cimentée.

Le parti socialiste anglais fut plus lent à comprendre les nécessités de l'heure. Au début, il était unanimement opposé à toute intervention motivée par les conventions anglo-françaises ; son hostilité était basée sur la crainte d'une victoire russe qui eût consacré la victoire du despotisme tsariste, sur une certaine confiance en l'avenir du socialisme allemand, en Allemagne, sur la volonté de ne point reconnaître les engagements internationaux au sujet desquels les peuples n'ont point été consultés. Mais peu à peu, cette hostilité se dissipa. On comprit que le despotisme allemand faisait courir à la démocratie du monde des dangers plus grands que le tsarisme russe ; on eut la révélation de l'impuissance ou de la mauvaise volonté de la Social Démocratie allemande à débarrasser l'Allemagne de son impérialisme et de ses impérialistes ; et, enfin, on admit que la participation de la Grande-Bretagne était, non point la conséquence d'un traité secret avec la France, mais d'un traité public — celui qui garantissait la neutralité de la Belgique. En septembre 1914, le parti ouvrier, en grande majorité tout au moins, était décidé à soutenir le Gouvernement. Le *Labour Party* et le Parti Socialiste Anglais manifestèrent cette adhésion par leur participation directe à la campagne de recrutement pour l'armée.

Seul l'*Independent Labour Party*, avec MM. Keir Hardie, W. C. Anderson et Ramsay Macdonald resta adversaire du principe de la guerre et tenta une campagne pacifiste qui resta sans écho. Il ne représente, en somme, qu'une minorité infime. La plus grande partie du groupe socialiste anglais a vu ses sentiments nettement exprimés par la déclaration que firent, en mars 1915, vingt-sept députés ouvriers appartenant au Labour Party :

Nous reconnaissons, disaient ceux-ci aux socialistes français et belges, que vous défendez non seulement vos libertés nationales, mais que vous combattez aussi pour la liberté de l'Europe entière contre la domination du militarisme des despotes. Nous avons la plus grande admiration pour votre courage, et nos sentiments sont partagés par la masse des travailleurs de la Grande-Bretagne. Des centaines de milliers de Trade Unionistes, indignés de l'agression criminelle de l'Allemagne, ont volontairement rejoint l'armée formée dans le Royaume-Uni pour combattre avec les Français et les Belges. Nous avons soutenu toutes les mesures qui sont de nature à faire de cette armée de volontaires un grand et puissant instrument pour la défense de la démocratie et de la civilisation. Nous vous assurons, camarades français et belges, que nous sommes de cœur et d'âme avec vous dans votre détermination de libérer la France et la Belgique de l'envahisseur, d'assurer le rétablissement des territoires ravagés et de mettre fin, une fois pour toutes, à la menace du militarisme.

Et M. W. Appleton, secrétaire de la Fédération des *Trade's Unions*, confirmait, le 3 septembre 1915, ces déclarations :

L'effort qu'il faudra, disait-il, et je vous parle au nom de tous les membres de la Fédération, nous le fournirons, aussi bien sur le champ de bataille que dans les usines, les chantiers et les mines, et nous le fournirons jusqu'à la victoire. Sans doute, il s'est produit quelques désaccords regrettables entre patrons et ouvriers. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays aussi industriel que le nôtre? Mais combien rares en comparaison des autres années, et combien courts aussi! A la vérité, ils ont été si vite réglés, grâce à la bonne volonté de chacun, que la production ne s'en est pas ressentie. Aujourd'hui, l'activité règne partout et elle ne fera qu'augmenter d'intensité jusqu'à la fin. Chacun a conscience de l'importance du rôle qu'il joue, chacun sait qu'il travaille pour le succès définitif et, je puis en donner l'assurance, chacun fera, ici comme en France, tout son devoir pour l'assurer.

#### Le nationalisme irlandais.

On pouvait craindre beaucoup du nationalisme irlandais. Il y avait dans l'Ulster des troubles grondants, des ferments de guerre civile. Mais, dès que le Royaume-Uni fut menacé, les querelles s'apaisèrent et s'éteignirent progressivement. Les fermes déclarations de M. Redmond qu'on lira avec intérêt dans les deux brochures : *Ireland and the war* et *The Irish nation and the war*, furent suivies par une contribution enthousiaste de la population tout entière de l'Ile Verte aux armées de Kitchener. On remit à plus tard les discussions, estimant qu'il serait indigne d'imposer des réformes, si légitimes fussent-elles, à la faveur d'un moment de trouble et de danger.

**Les luttes de classes.**

Au moment où la guerre commença, les luttes de classes étaient très vives, en Angleterre. De nombreuses grèves avaient éclaté : il y en avait plus de cent au mois d'août 1914. D'autres couvaient, telles celle des ouvriers du Midland Railway et celle des mineurs écossais. Aussitôt le danger apparut, les grèves existantes cessèrent ; celles qui paraissaient imminentes n'éclatèrent point. A la fin du mois d'août, quatre-vingt-dix grèves étaient réglées, les ouvriers ayant renoncé à leurs revendications et étant rentrés au travail dans les conditions antérieures à leurs grèves. Quelques conflits seulement ne purent être aussitôt réglés. Mais en janvier 1915, il n'en restait plus qu'une dizaine sans solution. Voilà certes des preuves frappantes du patriotisme de la classe ouvrière anglaise.

Il est vrai que dans les mois qui suivirent, de plus nombreuses grèves ont éclaté. On en a été fortement ému dans l'opinion publique étrangère, et la presse a trop souvent attribué ces grèves à un manque de conscience nationale, à une méconnaissance des réels intérêts moraux en jeu dans la grande guerre, à la fois pour l'Angleterre, pour l'Europe et pour la démocratie. Cette interprétation repose sur un manque d'information des problèmes anglais. Le peuple britannique a parfaitement compris le sens de cette guerre. Il sait qu'elle

est une guerre de justice et de libération. Mais il sait aussi que les conditions de bien-être exceptionnelles, la protection efficace des droits, n'ont été acquises par le travailleur anglais qu'au prix d'efforts obstinés, pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle au moins, et il craint que ces dures et chères conquêtes ne lui soient ravies par les classes dirigeantes sous le prétexte des nécessités actuelles. En outre, il lui paraissait indigne que, tandis que le prix de la vie renchérisait de jour en jour dans des proportions inquiétantes, les patrons pussent réaliser de gros bénéfices sans en faire profiter leurs ouvriers. Telles sont les causes des conflits. Elles sont certes légitimes, si ces conflits sont regrettables en eux-mêmes. L'arbitrage obligatoire et la limitation des profits de guerre imposée par la Munition Acts aux établissements contrôlés a eu pour résultat de mettre un terme à bon nombre de ces conflits économiques.

Car, c'est un point sur lequel je veux insister, ces conflits ont un caractère strictement économique. Les ouvriers qui ont fait les grèves de la Galles du Sud ont fourni aux armées de Kitchener un quart de million d'hommes, qui ont abandonné des gages plus élevés, pour la joie de servir leur pays. Et, dans leur ensemble, les industries anglaises avaient donné, en janvier 1915, 17 % de leur personnel, pourcentage doublé par les enrôlements du trimestre suivant. Un de leurs chefs, Mr. J. H. Thomas, M. P., parlant à Welling-

borough aux ouvriers du chemin de fer, disait avec raison que, non seulement les travailleurs ont levé « une armée sans précédent, en quantité, courage, valeur pour la guerre en pays étranger, mais que, sans hésitation, ils ont répondu à l'appel qui leur était fait d'abandonner beaucoup de leurs règles professionnelles et des conditions sociales acquises au prix de nombreuses années de luttes pénibles. Ils l'ont fait, parce qu'ils ont pensé, comme je le pense, qu'il n'y a pas de trop grand sacrifice pour assurer la victoire dans cette guerre mondiale. »

## II. — *L'unité de l'Empire.*

### Illusions allemandes.

J'ouvre le *Continental Times* du 8 mars 1915. Le *Continental Times* est « un journal pour les Américains d'Europe ». Il est publié à Berlin et répandu à 60.000 exemplaires, dans les pays neutres d'Europe et d'Amérique. C'est donc dans ses colonnes qu'on peut le plus certainement découvrir les désirs de l'Allemagne en matière de politique internationale. Un article, dans le numéro que j'ai sous la main, m'intéresse tout particulièrement. Il est intitulé « Pour les Colonies anglaises : Paix avec Liberté ». Quelques passages méritent d'en être traduits :

D'abord et avant tout, parmi les victimes de l'Angleterre, il y a la malheureuse Irlande qui en est la plus proche voisine. N'est-ce pas le devoir des Américains irlandais, qui ont échappé à la tyrannie de leur ancien maître, d'avertir leurs compatriotes du destin qui les attend? Que Dublin soit la première à tendre un rameau d'olivier à un amical conquérant. C'est en ce sens que peut se réaliser son long désir d'indépendance. Il est peut-être trop tôt pour qu'un ennemi héréditaire comme l'Écossais se tourne contre l'Anglais. Mais le Canada ne doit pas hésiter; il n'est pas fait pour envoyer son meilleur sang fertiliser les déserts d'un pays étranger... Que le Canada se déclare libre de toutes les maisons guerrières d'Europe. Avec les États-Unis il contractera une alliance plus en rapport avec le haut caractère de ses institutions.

Australie et Nouvelle-Zélande, joyaux des Gracches enchâssés dans le Pacifique, quelle malheureuse destinée vous attend quand l'ex-maîtresse des mers aura déposé son trident! Ne vaut-il pas mieux vous déclarer, comme le Canada, libre désormais de l'île infortunée de la Manche allemande? La capture de l'*Emden* met une lumière dans la longue série des désastres des Alliés. Cela ne vous sera pas reproché dans le compte final que vous réglerez avec un généreux adversaire.

Dans ce passage se révèlent nettement les illusions que l'Allemagne s'était faites au sujet des colonies anglaises. Elle avait cru qu'au moment où la mère patrie serait en danger, tous ses enfants d'au delà les Océans prendraient les armes contre elle pour s'affranchir de sa tutelle. Elle n'a, du reste, négligé aucune excitation pour encourager les révoltes latentes: ses campagnes de propagande sournoises, au Transvaal et en Irlande, aux Indes et en Égypte, ont misérablement échoué.

Elle avait compté sur la faiblesse des liens d'autorité qui rattachaient les Dominions et les colonies à la Grande-Bretagne. Et ici encore, elle s'était grossièrement trompée. Elle n'avait point compris — elle ne pouvait comprendre — que la liberté accordée à un peuple est une garantie de fidélité bien plus certaine que toutes les contraintes administratives et militaires. Or, ce qui fait précisément la force de la Grande-Bretagne, c'est que la domination n'enlève rien à la liberté des peuples sur lesquels elle s'étend, mais qu'au contraire elle la fortifie et la garantit. Elle fait régner dans le monde une *Pax britannica*, dans laquelle les nations se sentent élevées et non asservies.

#### Élan de fidélité.

L'attachement des Dominions et des Colonies à la mère patrie s'est exprimé dès les premiers jours de la guerre, d'une façon qui a dépassé tout ce qu'on en pouvait attendre. L'unanimité dans le dévouement a été complète et la spontanéité des manifestations de sympathie et de fidélité a constitué une preuve nouvelle de l'efficacité du libéralisme anglais en matière de politique coloniale.

Cette spontanéité doit surtout être mise en valeur. Toute contribution des Dominions devait être délibérée par leurs Gouvernements et acceptées par leurs peuples. Aucun ordre ne pouvait venir de Londres, décidant telle levée ou telle

imposition en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Sud-Afrique ou au Canada. C'étaient là des nations libres de régler leur destin, libres de participer ou de ne point participer à la guerre européenne, libres de limiter leur collaboration militaire à la seule défense de leurs territoires. Aucune concentration ne coordonnait leurs volontés en cette matière. Il n'existait aucune identité entre leur organisation militaire, leur législation, leur préparation. Mais, dès que le danger menaça la mère patrie, toutes les Dominions, toutes les colonies accoururent lui offrir aide et leurs libres populations rivalisèrent de sacrifices. Elles n'attendirent pas d'être appelées. Elles étaient debout avant même la déclaration de guerre, avides de témoigner leur loyauté en versant leur sang pour leur patrie.

Les journaux allemands ont essayé de semer dans les Dominions et les colonies, la défiance envers l'Angleterre en insinuant que la « perfide Albion », en envoyant des Canadiens et des Australiens aux Dardanelles, des Hindous en Flandre, faisait couler ainsi à son profit « le sang des autres » en épargnant le sien. Il n'est pas de campagne qui ait trouvé moins d'écho ; dans toutes les parties de l'empire, on sait, en effet, que le sang canadien ou hindou n'est pas, pour l'Angleterre, « le sang des autres ». C'est le sang volontairement offert par des gens appartenant à la même grande famille et fiers de contribuer à la défense du patrimoine commun.

Le Dominion du Canada illustra par des actes et de fermes déclarations ce noble état d'esprit. Dès que la menace de guerre se précisa, l'unité se fit, dans la vie politique. Les partis firent bloc devant le danger. Sir Wilfred Laurier donna, après une conférence avec les chefs du parti libéral, l'assurance que ce parti accorderait tout son appui au Gouvernement, quelles que fussent les mesures que le Gouvernement crût nécessaires. L'opinion publique fut unanime à manifester dans les rues, sur les places publiques, son enthousiasme pour la cause de l'Angleterre et son dévouement à ses destinées.

Trois heures après la déclaration de guerre, le Parlement décida l'enrôlement de 20.000 volontaires pour le front européen. Avant la fin du jour, 100.000 offres avaient été faites. On vit des financiers et des industriels lever à leurs frais des régiments entiers. Pour pallier la crise économique causée par la guerre en Angleterre, on se mit à envoyer des dons alimentaires énormes : 1 million de sacs de farine de 98 livres anglaises furent offerts par la population canadienne à la population anglaise ; ce qui permit de maintenir, pendant longtemps, le prix du pain.

A côté de cela, des contributions de toutes sortes pour l'armée et la marine ainsi que pour la France. Du gouvernement d'Ontario, des fermiers donnèrent du blé, des pommes de terre, des haricots et plus de 250.000 sacs de farine ; de la Nouvelle-

Écosse, 100 tonnes de charbon ; des îles Albert et du Prince-Édouard, 600.000 boisseaux de blé ; de Québec, 4 millions de kilogs de fromage ; de Saskatchewan, 1.500 chevaux d'une valeur de 250.000 dollars ; du Nouveau-Brunswick, 100.000 boisseaux de pommes de terre ; de la Colombie anglaise, 25.000 caisses de saumon, etc.

La Croix-Rouge canadienne équipa un hôpital de campagne et envoya 10.000 livres sterling à la Croix-Rouge anglaise. Les dames canadiennes fondèrent un hôpital. Bref, chacun donna ce qu'il put, pour manifester son loyalisme. Et cet empressement est d'autant plus remarquable que le Canada avait été surpris par la guerre dans un moment de grande crise économique et financière.

La première force expéditionnaire, se montant à 33.000 hommes, était à peine formée et envoyée en Angleterre, où elle devait être cantonnée et continuer son instruction dans la plaine de Salisbury, que le Canada s'occupait de la formation d'un second corps. L'enrôlement dépassa, encore une fois, les possibilités et permit d'envisager encore de nouvelles contributions :

Jusqu'au moment où nous serons capables d'enrôler un homme, ou de donner un dollar, disait Walter Scott, premier ministre de Saskatchewan, nous continuerons notre effort pour que l'opresseur soit abattu.

Le Canada a tenu à élever encore le chiffre de ses recrues et la durée de la guerre n'a point

ralenti l'enthousiasme du pays. Le 1<sup>er</sup> janvier 1916, le Premier Ministre du Canada annonçait que les forces combattantes seraient élevées de 250.000 à 500.000 hommes.

Cette admirable vaillance, ce sentiment d'unité et de fidélité, nous les trouvons aussi bien chez les Irlando-Américains, chez les Français du Canada, que dans la population anglaise importée. Nous sommes loin de voir se réaliser les espoirs allemands ! Et, ce qui est fait pour les décevoir davantage encore, c'est que les Canadiens d'origine allemande se solidarisèrent sans réserve avec leurs compatriotes. Les citoyens de Berlin, dans l'Ontario, l'affirmaient nettement dans un télégramme à Kitchener.

Berlin, dans l'Ontario, cité de 18.000 habitants, dont 12.000 Allemands de naissance ou d'origine, se propose de voter 15.000 livres sterling et plus, en faveur du fonds patriotique national canadien. Les habitants allemands désirent voir le militarisme de l'Allemagne abattu pour toujours et le peuple allemand libre de former une Allemagne meilleure et plus grande.

L'Australie montra le même esprit. La guerre y jouit d'une popularité immense, dès le premier moment. Les divisions de partis s'abolirent et le *Labour Party* fut le premier à se déclarer prêt à tous sacrifices nécessaires. La décision d'envoyer un corps expéditionnaire de 20.000 hommes en Europe fut suivie d'un enrôlement de volontaires

dépassant de beaucoup le chiffre prévu. Les dons en argent et en nature affluèrent.

L'Australie donna sans compter. Le Parlement vota 100.000 livres sterling comme secours à la Belgique et les contributions de ce genre de source privée augmentèrent tous les jours dans des proportions formidables. Des milliers de tonnes de beurre furent envoyées pour les troupes anglaises, des centaines de mille moutons gelés vinrent de la Nouvelle-Galles du Sud et plus de 20.000 livres de viande gelée du Queensland.

Et en Australie comme au Canada, les colons allemands décidèrent de défendre leur patrie adoptive. Les membres des congrégations luthériennes de Rella, Roseberg et Curzo, Allemands d'origine, quoique, pour la plus grande partie, Australiens de naissance, votèrent à l'unanimité, peu de temps après la déclaration de guerre, l'adresse suivante :

Nous, citoyens d'origine allemande, mais sujets britanniques par naissance ou par naturalisation, désirons exprimer publiquement notre loyauté et notre fidélité à S. M. le Roi Georges V et, puisque nous jouissons de pleins droits civils et religieux comme citoyens de l'Empire britannique, nous sommes prêts, en cas de nécessité, à sacrifier nos biens et notre vie pour le bien-être de l'Empire britannique.

La Nouvelle-Zélande envoya des appareils médicaux, des avions et des sommes considérables d'argent pour les secours aux blessés anglais et pour les Belges. Un corps expéditionnaire fut offert

immédiatement, accepté et mobilisé sans retard et les Maoris insistèrent pour porter l'uniforme khaki.

Dans les Indes, même émulation, même enthousiasme. Personne ne lira sans une réelle émotion la noble et touchante dépêche, dans laquelle le vice-roi des Indes décrit comment les rajahs et les chefs des différents gouvernements ont mis à la disposition de l'Empire leurs trésors et leur foi. Hommes, chevaux, canons, moteurs, ambulances, tout ce que la guerre moderne requiert, pendant des mois, traversèrent l'Océan Indien, à toute vapeur, sous la protection de la flotte, et aujourd'hui les troupes indiennes, après s'être couvertes de gloire sur les champs de bataille de France, ont repris les chemins de la mer pour aller occuper une place sur un autre front où les appelle la défense de l'Empire.

Le Transvaal donna une preuve toute spéciale de sa loyauté en offrant d'assumer lui-même sa défense et en permettant ainsi aux garnisons européennes d'aller se ranger aux côtés des troupes françaises et du corps expéditionnaire, sur le front occidental. L'Angleterre accepta cette offre. L'Allemagne avait cru cet acte téméraire et avait espéré réveiller chez les Boërs les haines contre l'étranger. Mais en dépit des manœuvres allemandes, la conduite des fidèles colonies du sud de l'Afrique fut au-dessus de tout éloge. La révolte fomentée par les agents de l'Allemagne n'inquiéta guère le Gouvernement anglais. La

métropole avait foi dans la fidélité des armées sud-africaines et les troupes du général De Wet et de ses lieutenants cédèrent bien vite devant le courage des soldats du général Botha, qui, avec des ménagements qui font honneur au premier ministre africain, eut raison des mutins. La victoire fut complète et fut couronnée par la conquête de la puissante colonie allemande de l'Afrique occidentale. Et aujourd'hui, nous voyons les brigades sud-africaines se ranger le long du canal de Suez pour défendre l'Égypte contre les menaces allemandes !



Ce tableau est, certes, sommaire et incomplet. Il faudrait tout un livre pour détailler les preuves de la loyauté de l'Empire britannique, en cette heure tragique de l'histoire, où les dangers que couraient la mère patrie eussent donné toutes chances de succès aux mutineries et aux révolutions. Mais, tel qu'il est, ce tableau indique suffisamment déjà que le roi Georges pouvait avoir confiance en l'Empire et que son télégramme du début de la guerre était fondé sur une juste appréciation de la psychologie de ses peuples.

Je désire exprimer à mes peuples des Dominions d'outre-mer tout l'orgueil et l'estime avec lesquels j'ai reçu les messages de leurs gouvernements respectifs. Les assurances spontanées de solide appui qu'ils me donnent aujourd'hui me remettent en mémoire l'aide

qu'ils ont apportée à la mère patrie, sans souci des sacrifices, dans le passé. Je me sentirai plus fort pour supporter la grande charge de responsabilités qui pèse sur moi, en ayant la ferme confiance que mon Empire se montrera uni, calme, résolu et confiant en Dieu.

Georges R. I.

Car ce qui cimente l'unité de ce vaste Empire, si divers, formé de tant de races et de religions, c'est la liberté qui y règne. Au moment où l'Angleterre se levait pour défendre cette liberté menacée par le pire des impérialismes, il était du devoir et de l'intérêt des Dominions et des colonies de l'y aider de toutes leurs forces. Elles l'ont, du reste, bien compris.

#### Le plus grand sacrifice.

L'Angleterre était certes l'un des pays les moins préparés à la guerre. Cette absence de préparation résultait, non seulement de son manque de véritable organisation militaire, mais aussi, mais surtout, du peu d'adaptation de sa législation aux nécessités urgentes d'un conflit semblable à celui qui venait d'éclater en Europe.

La guerre d'aujourd'hui n'est plus de celles, en effet, qui exigent un apport limité et dont une partie de la nation peut se désintéresser. Toutes les forces du pays, tant les forces industrielles que les forces militaires, doivent être utilisées pour les besoins du grand combat. Une telle mise en action de moyens aussi immenses et de ressources aussi

imposantes, exige une centralisation stricte, un commandement unitaire, un contrôle étroit de la part des pouvoirs exécutifs. Et, non seulement il s'agit, dans les circonstances présentes, d'assurer leur plus complet rendement aux énergies de la nation, mais aussi de consolider le pays à l'intérieur par d'efficaces mesures de protection contre ces ennemis du dedans, les espions et les démoralisateurs qui pourraient affaiblir l'effort et ruiner l'élan collectif. L'histoire apprend qu'on ne traverse point de période troublée sans un peu d'abdication des droits acquis, sans une certaine soumission à un dictatorialisme, certes aussi néfaste que possible dans les heures normales de la paix, mais nécessaire dans les moments exceptionnels de danger national. « Si vous voulez préserver la liberté, disait M. Briand à la Chambre française, sachez renoncer à des libertés », et il ajoutait : « Toutes les libertés particulières doivent être suspendues parce qu'il y a quelque chose de plus grand, de plus noble et de plus éclatant que la liberté des individus, c'est la vie de la nation et la liberté du monde ; l'une et l'autre sont en danger ». Aucun pays ne pourrait se targuer de combattre la Prusse sans se prussianiser un peu. Aucun ne pourrait prétendre détruire le mal sans s'immuniser contre lui par un sérum prélevé sur les puissances atteintes elles-mêmes de ce mal. Pénibles nécessités, auxquelles on ne se soumet qu'avec la pensée intime de s'y soustraire aussitôt que possible.

Or, quelle était la situation de l'Angleterre en août 1914? Elle était le pays béni de la liberté individuelle, dont elle avait instauré le culte exclusif et intransigeant. La liberté était pour elle une sorte d'instinct racique, affermi par une immémoriale tradition et galvanisé par les luttes qui avaient conduit progressivement à sa conquête. L'Anglais était plus que tout autre indépendant des contraintes de l'État. Son pays démocratique était, dans son ferme individualisme, le moins socialisé des pays d'Europe.

Respect absolu de l'individu. L'Angleterre avait vu, avant que l'on y pensât nulle part ailleurs, s'instaurer les grands principes du jury et de l'*habeas corpus*. Au droit d'être jugé par ses pairs, le citoyen anglais avait ajouté, en plein moyen âge, le droit d'appel. Et ces droits immémoriaux, même aux heures les plus graves de son histoire, l'Angleterre les avait jalousement maintenus. Elle n'avait jamais accepté qu'une Cour militaire pût disposer de la vie des citoyens, sans débats publics et sans appel. Elle n'avait jamais toléré l'institution d'une juridiction extraordinaire, d'une cour martiale.

Ce qu'elle avait admis comme un immuable principe pour l'homme traduit devant ses tribunaux, elle l'avait considéré comme essentiel au jeu des activités normales de l'individu. L'État anglais n'a jamais voulu, n'a jamais essayé de s'introduire dans l'industrie privée; il ne s'est jamais avisé de la vouloir contrôler; il n'a jamais

tenté de se substituer à elle. L'Angleterre n'a jamais établi aucun monopole. Elle n'a jamais étouffé l'initiative de l'individu par l'autorité de l'État.

Au point de vue du travail, l'Angleterre a maintenu les mêmes principes d'absolue liberté : aucune restriction au droit de grève ; aucune intervention du Gouvernement dans le règlement des querelles entre patron et ouvrier. C'étaient là domaines sur lesquels aucun homme d'État britannique ne se serait cru autorisé d'établir aucun contrôle.

Et l'institution qui, chez les peuples continentaux, est la marque la plus indiscutable de l'emprise de l'État sur les individus, la conscription militaire, a toujours été considérée comme indigne du peuple anglais, des Gouvernements et de l'opinion publique des Îles. Le volontariat était un dogme de la politique militaire anglaise. Malheur à qui y eût touché !

De tout cela, il résulte bien nettement que la législation et les traditions anglaises étaient aux antipodes de ce qu'exigeait la bonne conduite de la guerre moderne : la centralisation du pouvoir, et la main-mise du pouvoir ainsi centralisé sur l'activité et la vie des individus.

Plus d'un an s'est passé depuis que l'Angleterre a jeté, dans la balance du destin de l'Europe, sa vieille épée. Un an s'est passé... et celui qui, depuis un an, comme les vieux contes l'imaginent quelquefois, aurait été tenu, par un sommeil magique,

dans l'ignorance des événements qui ont bouleversé le monde, et se réveillerait tout à coup, celui-là ne reconnaîtrait plus l'Angleterre et s'imagineraient avoir dormi cent ans.

Il verrait, il aurait vu, en février dernier, des cours martiales, légalement instituées et capables de condamner à mort, sans appel et sans publicité, des citoyens de la libre Angleterre.

Il verrait des fonctionnaires pénétrer dans les usines, pour y faire le recensement du matériel ; il verrait des agents de l'État contrôler les profits des particuliers et verser les sommes dépassant un taux déterminé, dans les caisses de l'Échiquier.

Il verrait les ouvriers et les patrons traduits par la force d'une loi devant un tribunal chargé de régler leurs conflits ; il verrait les immémoriales règles professionnelles, d'autant plus chères et d'autant plus robustes qu'elles sont non écrites, traquées par la loi, persécutées, vaincues ; il verrait des brigades d'ouvriers, marchant selon les ordres de l'État, comme des soldats, et allant remplacer leurs camarades grévistes.

Il verrait les employés de l'État établir des listes de tous les citoyens du royaume capables d'être un jour requis de prêter leurs services, soit dans les usines, soit à l'armée.

Car il entendrait aussi le peuple anglais discuter sur l'opportunité d'instaurer un régime d'obligation militaire semblable à celui qui est en vigueur sur le continent et finalement, l'accepter sans murmure.

Il verrait en somme que l'État anglais, qui, il y a un an, n'avait aucun pouvoir sur la vie et sur l'activité des citoyens, en possède aujourd'hui qui sont parmi les plus redoutables, les plus draconiens.

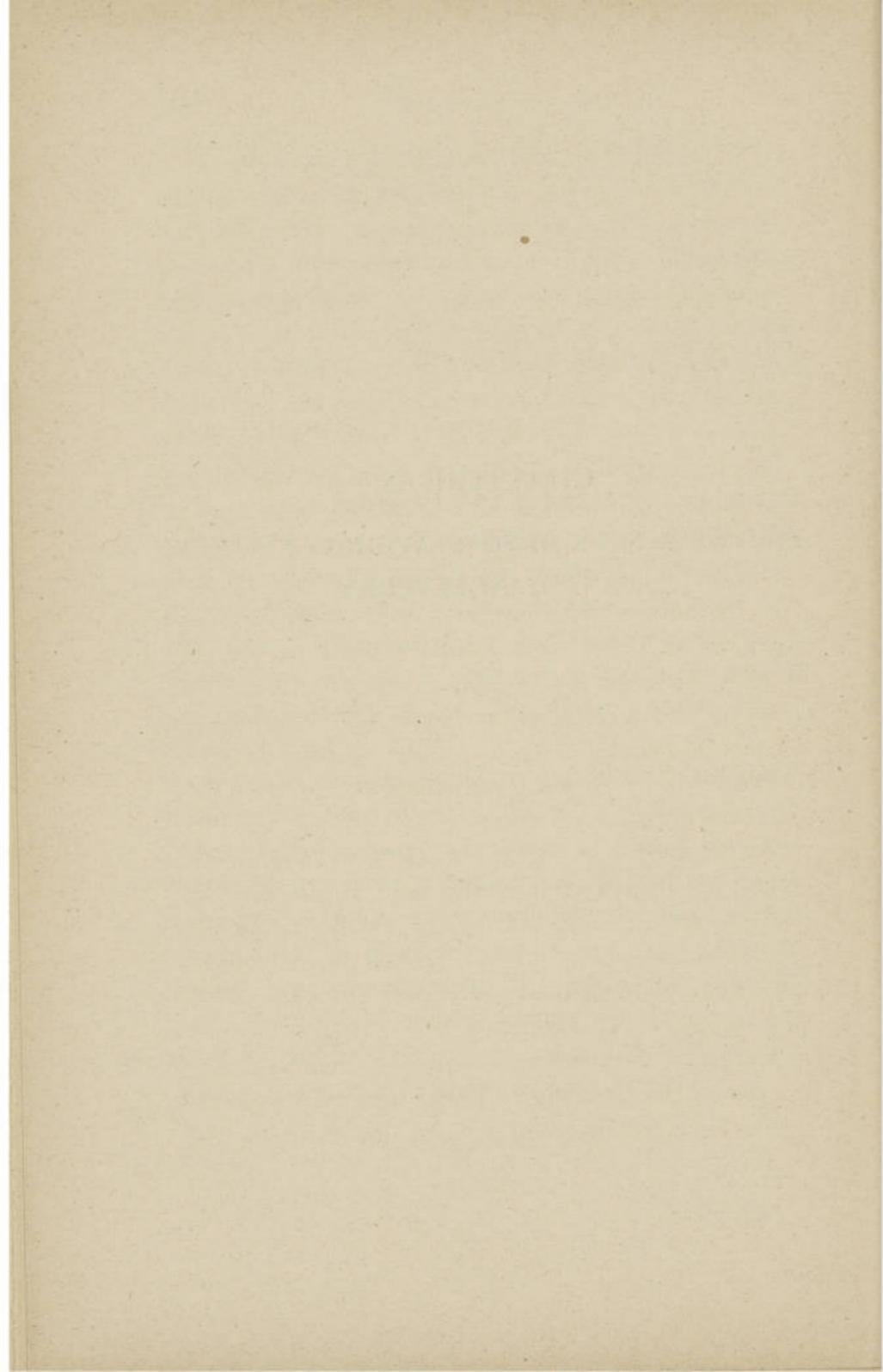
Spectacle bien fait pour le remplir d'étonnement ! Mais, ce qui l'étonnerait encore davantage c'est de constater que tous les citoyens anglais — industriels et ouvriers, commerçants et intellectuels, — se soumettent à ces réformes radicales, sans élever de protestations.

Et cet étonnement serait le plus bel éloge qu'on pourrait faire du peuple anglais. Car il prouverait que ce peuple a su, une fois qu'il en a compris les grands dangers dont il était menacé, abdiquer ses plus chères prérogatives et ses droits les plus précieux, conscient de la nécessité d'offrir à l'heure présente le plus grand des sacrifices : celui de sa liberté.

Ah ! certes, il entend bien que cette abdication ne soit que momentanée. Elle n'est acceptée que parce qu'elle est une transition, et que l'abandon tout passager de la liberté n'est qu'une façon de s'assurer la liberté plus complète et plus entière — pour lui et pour les autres — dans l'avenir. Toutes ces lois d'exception tomberont avec la guerre et il n'y a aucune crainte de voir se prussianiser jamais ce peuple qui aura aidé à abattre le principe même de l'impérialisme prussien.

---

CHAPITRE X  
POURQUOI NOUS DEVONS AVOIR CONFIANCE  
DANS L'ANGLETERRE



## CHAPITRE X

POURQUOI NOUS DEVONS AVOIR CONFIANCE DANS  
L'ANGLETERRE

### L'Angleterre et la liberté des peuples.

Nous avons vu dans les pages qui précèdent que l'Angleterre, entraînée dans la grande lutte par la nécessité de faire honneur à sa signature au sujet de la Belgique, combat pour ses intérêts vitaux. Nous saluons respectueusement cette défense nécessaire, mais il est surtout intéressant pour nous, qui ne sommes pas Anglais, de connaître quelles peuvent être, à notre point de vue, les conséquences d'une victoire anglaise, et de nous renseigner exactement sur les idées dominantes de la politique extérieure de l'Angleterre.

Au point de vue belge, la question n'est point douteuse. Il est incontestable que l'Angleterre consacrerait ses dernières forces au rétablissement de l'indépendance belge et que jamais aucun gouvernement anglais ne pourra accepter sur ce point de discussion ni de transaction.

Mais le cas belge n'est que l'application, plus manifeste que toute autre, d'une ligne de conduite générale, s'inspirant du respect du principe des

nationalités et de la liberté des peuples. Pour la Belgique, il y a une consécration formelle du principe par un traité ; pour les autres nations, l'attitude anglaise sera pareille comme conséquence des mêmes principes.

L'Angleterre est un pays de liberté. Elle a l'orgueil d'avoir devancé les autres nations dans la pratique des libertés civiques. Depuis des siècles, elle a compris que la liberté consistait surtout dans la manifestation licite des dissemblances.

Le rêve jacobin d'une humanité parfaite et disciplinée dans le bonheur est absurde pour un Anglais. Il réclame la liberté pour lui, mais comprend parfaitement qu'elle a pour corollaire la liberté des autres, surtout de ceux qui ne sont pas de son avis.

Avec de telles conceptions, il n'y a pas à redouter, de la part de l'Angleterre, la folie de domination universelle qui est le propre de l'impérialisme allemand. Non seulement l'Angleterre ne prétend pas imposer sa manière de voir aux peuples qui composent son immense empire colonial, mais à plus forte raison, elle favorisera le libre développement de toutes les nations indépendantes. Elle est donc la protectrice naturelle des petits États.

Dans un discours prononcé à l'hôtel de ville de Paris, en décembre 1914, M. Carton de Wiart, ministre de la justice du royaume de Belgique, insistait en termes excellents sur le rôle des petites nations dans l'évolution générale de la société

humaine. Après avoir affirmé leur droit à l'existence, il démontrait leur utilité : souvent les grands États avaient pu trouver des leçons de mieux vivre chez les plus petits, mieux placés pour tenter des expériences sociales. M. Lloyd George avait déjà au Queen's Hall, le 19 septembre 1914, défendu de même les petites nations avec cette éloquence vivante et originale qui lui est propre.

#### Déclarations de Sir Edward Grey.

Dans le discours de la salle Bechstein que nous avons déjà eu l'occasion de citer au chapitre premier, le ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne a précisé à nouveau les points essentiels de la politique anglaise à l'égard des petites nations.

Nous voulons que les nations d'Europe puissent être libres de vivre leur vie indépendante, de choisir, en pleine et entière liberté, la forme de gouvernement qui leur convient et qui est adaptée à leur développement national ; et nous le voulons pour les petites nations comme pour les grandes.

Tel est notre idéal. L'idéal allemand, au contraire, nous l'avons entendu exposer par les professeurs et les publicistes allemands depuis le début de la guerre, considère la race allemande comme une race supérieure à laquelle tout est permis et licite pour affirmer sa puissance et contre laquelle toute résistance doit être tenue pour illégitime : comme peuple, sa tâche serait d'imposer une paix qui signifierait, pour toutes les nations, non point la liberté, mais l'asservissement à l'Allemagne.

Pour ma part, je préférerais mourir ou quitter tout à fait le Continent à vivre dans de telles conditions.

Après cette guerre, les autres nations d'Europe et nous-mêmes, nous devons être libres d'exister sans nous sentir continuellement menacés par les discours provocants des « Maîtres suprêmes de la guerre », des « Armures étincelantes », par l'épée sans cesse « remuée au fourreau » ou par les invocations perpétuelles au ciel — au ciel complice des Allemands, s'entend. Et nous ne devons pas permettre que notre politique nous soit imposée ou dictée, et que nos destinées et nos activités nationales soient contrôlées par la caste militaire prussienne. Nous le réclamons pour nous ; nous le réclamons pour nos alliés, et nous l'assurerons sans aucun doute à l'Europe : le droit de souveraineté indépendante pour les différentes nations ; le droit de poursuivre une existence nationale, non point à l'ombre de la suprématie ou de l'hégémonie prussienne, mais à la lumière d'une égale liberté.

Nous devons un éternel hommage, nous que l'âge et les circonstances de la vie ont retenus au foyer, à tous ceux-là qui se sont volontairement offerts pour risquer leur vie et verser leur sang sur les champs de bataille, sur terre ou sur mer. Ils trouvent leur récompense dans la gloire immortelle. Nous devons un éternel hommage aux valeureuses armées et aux flottes de nos alliés qui ont fait preuve d'un si splendide courage et d'un si noble patriotisme. L'admiration qu'ils ont soulevée et leur camaraderie d'armes, constitueront pour nous des souvenirs anciens et durables d'une grande élévation ; ils ressouderont les amitiés et affermiront la volonté nationale.

Pareil point de vue est tout à fait sympathique en Angleterre. Le Royaume-Uni lutte pour sa liberté, mais il lutte aussi pour la liberté des autres. La guerre est devenue pour lui à la fois une guerre de défense et de libération.

Il ne prétend point imposer sa suprématie, il lui suffit qu'aucune autre suprématie ne puisse inquiéter la paix et la liberté des peuples. Il est assez fort pour ne point devoir s'incliner devant le caprice ou l'ambition ; il est assez indépendant pour être impartial. Les opprimés peuvent donc avoir confiance en lui, et tout peuple qui s'efforce, à travers les épreuves, de prendre conscience de son unité nationale et d'affirmer celle-ci, aura l'Angleterre pour juge et pour ami. Ce n'est point là, seulement, l'avis formellement déclaré, à plusieurs reprises, des dirigeants de la politique extérieure de l'Angleterre, c'est le sentiment intime et profond de la population, tellement intense qu'il briserait sans hésitation tout politicien qui serait assez imprudent pour le braver.

#### L'Angleterre et l'Italie.

Dans la version italienne de cet ouvrage que les circonstances m'ont amené à publier à Milan, avant cette édition française, j'ajoutais :

L'Italie n'est pas une de ces petites nations qui, aux jours sombres, jettent avec inquiétude les yeux autour d'elles pour chercher des protecteurs. Mais ce que nous venons de rappeler peut lui apprendre aussi combien les grandes lignes de la politique anglaise doivent lui inspirer confiance.

Le principe des nationalités que l'Angleterre s'efforce de consacrer partout où son influence peut

prévaloir, est le principe constitutif de l'Italie d'aujourd'hui. Il n'y a pas un autre peuple d'Europe qui ait affirmé plus explicitement, à sa naissance, le trait distinctif essentiel de toute nation : la volonté de vivre ensemble, et les plébiscites qui ont formé le royaume italien lui ont donné une robustesse exceptionnelle. Partout ailleurs, c'est la continuité historique, le hasard des guerres et des conquêtes qui a fixé les frontières ; en Italie, la communauté de race, de langue et de mœurs, s'est trouvée fortifiée de l'adhésion expresse des citoyens, et c'est notamment pour la compléter définitivement que l'Italie participe à la guerre européenne. Idées anglaises et idées italiennes se rencontrent donc sur ces points primordiaux.

Mais il y a plus : l'Europe poursuit la conquête de l'Afrique. Elle entend ouvrir à la civilisation ces espaces immenses et en dompter les tribus anarchiques. La France tient le Maroc, l'Algérie, la Tunisie ; le domaine italien en Lybie se situe entre les possessions françaises et les possessions anglaises de l'Égypte ; dans la Méditerranée, l'Angleterre a Malte, et aux deux extrémités : Suez et Gibraltar. Qui ne voit que cette situation géographique impose inéluctablement l'entente entre les trois puissances européennes de colonisation ; toutes trois ont le même ennemi dans l'Islam fanatique et stagnant ; toutes trois ne peuvent poursuivre leur œuvre de progrès qu'en s'aidant mutuellement. Ces vérités, que l'Allemagne s'était effor-

cée d'obscurcir, deviennent chaque jour plus évidentes pour tous.

Et après avoir rappelé toutes les raisons qui unissent et doivent unir solidement les deux nations, les manifestations de cette union, les germes et les vœux italiens d'une union plus étroite encore, je rappelais les paroles de Cavour, prononcées en février 1855, au Parlement subalpin, qui s'appliquent de façon saisissante à la situation d'aujourd'hui.

Quant aux désastres de l'armée anglaise, disait-il, je crois que ce ne peut être un motif pour douter de l'issue finale de l'entreprise, pour douter que l'Angleterre puisse et veuille faire des efforts égaux ou supérieurs à ceux de ses alliés. Dans toutes les guerres où l'Angleterre est entrée, elle a eu le dessous dans les commencements ; elle a commencé avec des moyens inférieurs à ses ressources réelles ; mais les désastres, les défaites, loin d'abattre sa confiance, n'ont jamais manqué de l'encourager à de nouveaux efforts, à des sacrifices nouveaux, et pendant que ses adversaires, après quelques succès, sentaient se lasser leur courage et diminuer leurs forces, elle, à mesure que la guerre se prolongeait, gagnait en vigueur et en moyens d'attaque. Il en a été ainsi, Messieurs, dans la grande guerre de la Révolution française, en 1792 et 1793, les Anglais n'éprouvaient que des revers ; leurs forces étaient minimes, à côté de celles de leurs alliés ; mais ces alliés se lassèrent ; eux, au contraire, se fortifièrent en se battant, et, en 1814, si je ne me trompe point, ils en vinrent à avoir 400.000 hommes à leur solde.

La même chose leur est plusieurs fois arrivée dans les Indes. Presque toutes les entreprises tentées dans ce pays par les Anglais ont d'abord tourné à mal ; ce n'est jamais qu'après une bonne défaite, un désastre sérieux que la Compagnie des Indes a employé des moyens suf-

fisants pour réussir. Vous vous rappelez tous de l'expédition de Caboul, en 1839, qui eut pour résultat l'entière destruction d'un corps d'armée anglais : de quatorze à quinze mille hommes, il ne resta, je crois, que quelques officiers. Après cette catastrophe sans exemple, beaucoup de gens annonçaient la ruine de la puissance anglaise dans les Indes et croyaient sa dernière heure sonnée. Cette prédiction ne fut point accomplie. L'année suivante, les Anglais retournèrent à Caboul avec des forces doubles, et réussirent. Ce qui est arrivé le siècle dernier dans la guerre de la Révolution, ce qui est arrivé de nos jours dans le Caboul, arrivera, j'en suis sûr, en Crimée. Nous trouverons sur le champ de bataille, nos alliés plus forts et plus puissants qu'ils n'ont jamais été.

En toute circonstance, et comme ministre, et comme député, et comme journaliste, je me suis toujours montré partisan de l'alliance anglaise et surtout, chaud partisan des idées anglaises...

...Et aujourd'hui, ajoute-t-il, ne nous sera-t-il pas permis de vous conseiller de contracter une alliance avec ces deux nations ? Nous aurions été dans un grand embarras si des circonstances funestes les avaient placées dans deux camps opposés. Mais puisque, pour la première fois, nous voyons s'accomplir un fait qui domine toute l'histoire moderne : l'alliance franco-anglaise, notre décision ne peut être douteuse.

#### L'Angleterre et la France. L'Entente cordiale.

Les rapports entre les deux grandes nations n'ont pas toujours été ce qu'ils sont aujourd'hui. Fidèle à sa politique d'empêcher la prédominance en Europe d'un État, l'Angleterre s'est opposée jadis à la France de Louis XIV et de Napoléon, comme elle s'était opposée précédemment à l'Es-

pagne. Mais ces luttes n'ont pas laissé de souvenirs comportant des rancunes éternelles et après les conflits, les deux adversaires ont pu reconnaître mutuellement leur bravoure et leur loyauté.

La même politique séculaire devait conduire logiquement l'Angleterre à se rapprocher de la France lorsque l'Allemagne, à l'aube du xx<sup>e</sup> siècle, accrut sa puissance dans des proportions inquiétantes. Mais ce ne fut pas l'affaire d'un jour. J'ai noté déjà la lenteur de toute évolution dans l'opinion publique anglaise, les illusions persistantes qu'elle se fit longtemps sur le caractère pacifique de l'Empire allemand. Il fallut la mort de la reine Victoria pour que pût s'inaugurer une politique anglo-française. Elle fut l'œuvre d'Édouard VII et de M. Delcassé (1904). On n'osa pas la qualifier d'alliance et on lui trouva la désignation heureuse d'Entente cordiale.

Le faisceau d'influences ainsi réuni : Angleterre, France et Russie, constituait un contrepoids à la Triple Alliance — Allemagne, Autriche, Italie — et réalisait cette balance des pouvoirs, cet équilibre européen qui fut toujours le souci principal des hommes d'État anglais.

Pareil équilibre était une garantie de liberté et de paix pour l'Europe et le monde. L'Allemagne a vu, ou prétendu voir dans la Triple Entente une menace pour sa sécurité. En réalité, il n'y avait là qu'une menace pour sa prétention à l'hégémonie. Nul ne songea à l'attaquer et à l'asservir, mais

tous songèrent à se prémunir contre ses attaques et ses tentatives d'asservissement. Uniquement et strictement défensive, la Triple Entente cherchait à assurer la paix. Si elle avait eu un autre but, l'Angleterre n'aurait pu lui donner son adhésion ; les faits que nous avons rappelés au chapitre premier suffisent à le démontrer.

#### Raisons profondes de l'alliance anglo-française.

Mais il y a plus, entre la France et l'Angleterre, qu'un simple accord diplomatique, résultant d'une coïncidence d'intérêts. Il y a, à leur alliance, des raisons plus profondes et de portée permanente. Elles ont toutes deux une maturité identique de civilisation, un trésor commun de conceptions de la vie sociale, un égal besoin de liberté et de droit.

M. Cestre, professeur à l'Université de Bordeaux, vient d'écrire tout un livre pour fournir cette démonstration. Il faut lire en entier *L'Angleterre et la Guerre*. Ce volume renferme un ensemble d'aperçus documentés, fortement pensés, desquels se dégage, bien plus éloquemment que des politesses officielles, la conviction de la nécessité de l'entente franco-anglaise et de l'importance capitale qu'elle constitue pour l'évolution de la civilisation, telle que nous la comprenons.

Qu'on me permette de citer cette opinion française, d'autant plus significative qu'elle est française :

Si j'ai réussi dans le dessein qui m'a inspiré cette étude, on a compris que depuis les origines de leur histoire, les Anglais, en tant que peuple, possèdent la qualité de fierté morale qui leur rend insupportables le gouvernement autocratique, la tyrannie administrative et la discipline mécanique à l'allemande ; la noblesse d'idéalisme qui leur fait placer la liberté au premier rang des bienfaits de la vie ; le sens de la loyauté et de la justice qui leur fait désirer l'indépendance et la prospérité des peuples dignes de contribuer par leurs vertus au progrès de la civilisation et par leur vaillance à l'établissement de l'équilibre européen. Pour sauver, sur le sol de la patrie britannique et sur le sol des patries menacées par la barbarie allemande, ces conquêtes de la dignité humaine, ils se sont levés, sourds aux marchandages par lesquels on voulait acheter leur neutralité et ils lutteront, sans compter les sacrifices, jusqu'à ce que soit atteint le but ardu, mais grandiose que leur désigne la raison et la conscience.

En tant qu'individus, ils possèdent par tradition, par éducation, par vertu de race, et par la forte constitution du milieu social, l'énergie, la fermeté volontaire, la valeur propre (*self reliance* et *self control*) qu'ils résumant dans le mot si expressif dans leur langue de *character*. Chez ces hommes, soldats, officiers, travailleurs, dirigeants de la nation, chez ces femmes, mères ou épouses, *nurses* ou ouvrières, propagandistes du devoir militaire ou organisatrices de charité, il ne se produira aucune défaillance. L'Angleterre fait un effort puissant, soutient chaque jour un fardeau de dépenses et d'entreprises immenses pour nous apporter, outre l'aide navale qui était prévue, une aide militaire imprévue qui sera capitale...

L'amitié de l'Angleterre et de la France est indissoluble parce qu'elle est établie sur l'estime, le respect, la sympathie intellectuelle et morale et l'enthousiasme pour un même idéal. Cette réconciliation de deux grandes nations par oubli des injures et justice rendue de part et d'autre à de nobles qualités civilisatrices est un des événements pleins de promesses qui éclairent

l'avenir. L'alliance durera par la modération réciproque des deux nations, par leur loyauté, par leur culte du droit, par leur amour de la paix.

Il est un symbole splendide de l'union franco-anglaise : c'est le spectacle des 20.000 Canadiens français, loyaux sujets de l'Angleterre et fidèles enfants de la France, nos frères par la race et la langue, et les frères des citoyens anglais par attachement à la liberté anglaise, qui sont venus volontairement combattre dans les rangs des alliés pour la défense de l'Empire britannique et la délivrance du sol de France. La générosité de leur double loyalisme, leur dévouement jusqu'à la mort à l'une et à l'autre patrie annoncent les sentiments de sympathie et de fidèle amitié qui régneront, pendant les temps à venir, dans les cœurs français et anglais, et qu'aucun vent de discorde ne pourra déraciner.

Que ce symbole vive dans notre souvenir comme le signe d'une alliance qui n'est pas seulement une confraternité d'armes, mais une communion des cœurs !

#### Attestations de sympathie.

Parmi les nombreuses affirmations de la popularité de l'Entente cordiale, tellement nombreuses qu'on ne peut songer à les rappeler toutes, citons la création en France par les Anglais d'hôpitaux et d'ambulances. Elle est caractéristique de la psychologie britannique, très imprégnée de sentiments d'humanité, très pénétrée du devoir de secourir la souffrance. L'Anglais est particulièrement sensible au malheur d'autrui, et sa générosité est inépuisable dès qu'il s'agit de soulager les victimes d'une calamité. Le soin des blessés et des malades est pour lui une obligation impérieuse, Il en a poussé

l'art à un degré de perfection extrême. Il a envoyé des médecins, des nurses, des installations d'hôpitaux et d'ambulances, à la Serbie et à l'Italie, sans compter. Il en a fait autant, et davantage pour la France.

Il s'est fondé à Londres un *French Relief Fund* qui a envoyé des sommes considérables en France, notamment — pensée touchante — pour les artistes malheureux. L'Angleterre a eu sa journée française, où tous se parèrent des trois couleurs, où tous donnèrent pour venir en aide aux détresses de la France.

M<sup>me</sup> Daniel Lesueur termine comme suit un article sur *les œuvres anglaises de solidarité pour la France pendant la guerre* :

Toutes ces nobles actions ne sont pas prévues par les traités d'alliance. Les armées de deux peuples peuvent se battre côte à côte pour la même cause, sans que, derrière leurs lignes, ces deux peuples confondent leurs pensées, leurs douleurs et leur compassion. Mais, en cette guerre effroyable, la chose sublime s'est produite, comme une compensation et un réconfort. Le cœur de l'Angleterre est venu à nous, tout entier, sans réserve. Donner son or pour les nôtres ne lui a pas suffi. Elle a voulu se pencher sur eux, les panser, les soulever dans ses bras fraternels. Ses docteurs les plus savants, ses infirmières les plus émérites, ont sollicité comme un honneur et une joie de venir prodiguer leurs soins à nos blessés. Nombreux sont ses fils qui, de leurs mains, bâtissent des demeures pour nos douloureux martyrs de la Marne.

A côté de ce noble peuple, nous pouvons prendre confiance dans l'avenir des hommes. Pour lui comme pour nous, la fraternité n'est pas un vain mot. Si jamais

« l'entente cordiale » s'étend à toute une Europe régénérée, l'Angleterre et la France pourront se réjouir d'avoir donné, les premières, à cette heureuse formule son sens le plus généreux et le plus profond.

#### Organismes d'union.

Le 4 août 1915, jour anniversaire de l'alliance franco-anglaise dans la guerre, s'est fondé à Paris le Comité de l'Entente cordiale avec le concours de personnalités éminentes.

M. Boutroux, de l'Académie française, a bien voulu en accepter la présidence. D'ores et déjà le comité a les adhésions de MM. Appell, doyen de la Faculté des Sciences ; Louis Barthou, député ; Pierre Baudin, sénateur ; général Bonnal ; Bonnat, directeur de l'École des Beaux-Arts ; Léon Bourgeois, sénateur ; Romain Coolus, président de la Société des auteurs dramatiques ; Alfred Croiset, doyen de la Faculté des Lettres ; Darboux, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences ; Delbos, de l'Académie des Sciences morales ; Deschanel, de l'Académie française, président de la Chambre des députés ; d'Eichthal, directeur de l'École des Sciences Politiques ; de Freycinet, de l'Académie française, sénateur ; comte d'Haussonville, de l'Académie française ; Lacroix, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences ; André Lebey, député ; Georges Lecomte, président de la Société des Gens de Lettres ; Paul Leroy-Beaulieu, de l'Académie des Sciences morales ; M<sup>me</sup> Daniel

Lesueur ; MM. Raphaël-Georges Lévy, de l'Académie des Sciences morales ; Georges Leygues, député ; Lindet, président de la Société d'encouragement à l'industrie ; Robert Linzele ; Antonin Mercié, président de la Société des Artistes français ; M<sup>me</sup> David Nutt, éditeur à Londres ; Edmond Perrier, directeur du Muséum, membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie de médecine ; Stéphane Pichon, sénateur ; Em. Rodocanachi ; Roll, président de la Société Nationale des Beaux-Arts ; de Rousiers, secrétaire général du Comité central des Armateurs de France ; M<sup>me</sup> Jules Siegfried, etc.

Le Comité nous paraît poursuivre en France une œuvre analogue à celle de la Ligue anglo-italienne dont j'ai parlé dans *Ciò che hanno fatto gli Inglesi*, et leurs efforts, à l'un et à l'autre, devront nécessairement se concerter.

D'autre part, à mesure que les membres des deux gouvernements et les chefs militaires des deux nations, comprenant l'utilité des conférences et des conversations fréquentes pouvant seules créer une unité de direction et d'action, se rencontraient en France et en Angleterre, les parlementaires des deux pays cherchaient aussi à se rapprocher et à se mieux connaître. Les députés socialistes avaient été les premiers (Conférence de Londres en février 1915), mais puisque, des deux côtés du détroit, la lutte pour la liberté confondait les partis, l'on crut devoir engager tous les parlemen-

taires à suivre l'exemple donné par les socialistes. M. Marcel Cachin montra les avantages de toute nature qui devaient dériver de contacts plus fréquents. On annonce pour mars 1916 une réunion parlementaire à Paris de députés anglais et français.

Enfin, le Congrès franco-italien qui s'est tenu en septembre 1915 à Cernobbio a décidé d'inviter à ses prochaines réunions des personnalités anglaises et belges. Ainsi se réalise de plus en plus la pénétration plus complète, l'entente plus cordiale des peuples en lutte contre l'impérialisme allemand ; ainsi se fortifie la volonté commune de mener cette lutte jusqu'à la victoire ; ainsi se préparent pour demain des solutions bienfaisantes de concorde et d'union qui survivront à la guerre et en compenseront les horreurs.

Jusqu'au bout.

S'il est une prévision qui, au milieu de toutes les incertitudes de l'heure actuelle, peut se faire avec assurance, c'est que l'Angleterre ira jusqu'au bout. Elle aura la victoire, tôt ou tard ; et les revers, s'il en est, la laisseront flegmatique et résolue. *Chi va piano va sano, chi va sano va lontano* est un proverbe italien ; c'est surtout à l'Angleterre qu'il convient de l'appliquer. Elle ne va pas assez vite au gré de nos impatiences ; elle nous paraît déplorablement lente à comprendre et à se décider,

mais c'est précisément pour ces raisons qu'elle nous doit donner une confiance entière. Elle a pris envers l'histoire l'engagement de triompher ; elle triomphera. Les succès éphémères de ses ennemis ne la troublent point : écoutez Lloyd George au moment des échecs russes :

Je n'ai aucune inquiétude, a-t-il dit, quant au résultat final du terrible conflit actuel. Il y a certes des nuages noirs qui s'amoncellent dans l'Est, ils me rendent soucieux mais ils ne m'effraient pas. Je vois, en effet, un rayon d'espoir dans ce sombre horizon. Ce rayon d'espoir est la régénération du grand peuple russe.

Nos ennemis ne comprennent pas ce qu'ils accomplissent dans l'Est : leur puissante canonnade, leurs assauts forcenés, font voler en éclats les barrières rouillées derrière lesquelles était enchaînée l'âme de la Russie. Jetez les yeux vers Varsovie. Que se passe-t-il derrière le rideau de feu qui l'entoure ? Le peuple russe se libère des dernières entraves qui l'étouffaient ; il prépare ses membres puissants avec un esprit nouveau et de nouveaux espoirs. Dans un pays rénové, la Prusse et l'Autriche font aujourd'hui pour la Russie ce que leurs aïeux ont fait pour la France. Ils forgent une épée qui les détruira. Ils libèrent, ils affranchissent la Russie.

Mais qu'ils prennent garde aux conséquences !

Non, je n'ai aucune crainte concernant l'issue de cette guerre, aucune, mais notre devoir à nous devient jour à jour plus clair. Le sort du monde repose sur la Grande-Bretagne. Si nous n'étions pas à la hauteur de la tâche, c'en serait fini de nous et de notre liberté.

Ce n'est pas une parole isolée ; tous les chefs la répètent à l'envi et jusqu'au dernier homme du peuple, expriment tous la même résolution farouche avec un calme excluant toute hésitation.

Sur la colonne de Nelson, à Trafalgar square, on a pu voir, pendant des mois, en grands caractères, la déclaration royale : « Nous avons pris les armes pour une juste cause et nous ne les déposerons que lorsque notre but sera atteint. »

Après un an de guerre, M. Balfour s'adresse au peuple de Londres et conclut par cet ordre du jour :

Le peuple de Londres, réuni en assemblée solennelle pour l'anniversaire de la déclaration de cette guerre juste, affirme à nouveau son inflexible détermination de mener la lutte à une fin victorieuse, pour le maintien de cet idéal de liberté et de justice que constitue la cause commune et sacrée des Alliés.

Notons enfin l'échange de télégrammes entre les rois d'Angleterre et de Belgique :

*A Sa Majesté le Roi des Belges, au Grand Quartier Général.*

En l'anniversaire du jour où mon pays fut forcé de prendre les armes contre la puissance qui préféra la guerre à une conférence et viola de la façon la plus flagrante ses obligations contractuelles, je désire vous exprimer ma ferme conviction que nos efforts unis nous conduiront à une victorieuse issue et vous assurer de ma coopération absolue et de la détermination que je partage avec mon pays uni à vos vaillantes troupes, de continuer la guerre jusqu'à ce qu'elle puisse être terminée à notre satisfaction et que la paix soit assurée.

GEORGE, R. I.

Le Roi a répondu :

*A Sa Majesté le Roi d'Angleterre, Londres.*

Je vous exprime ma vive gratitude pour le télégramme que vous m'avez envoyé et mon inébranlable conviction que les efforts des armées alliées conduiront à une paix fondée sur le triomphe de la justice.

S'étant d'avance sacrifiée pour sauvegarder son honneur et rester fidèle aux traités qui consacraient son existence autonome et l'équilibre même de l'Europe, la Belgique continuera de faire son devoir jusqu'au bout en dépit des souffrances et des deuils dont elle a été accablée. Votre nouveau témoignage de sympathie me touche profondément et j'ai à cœur de vous donner l'assurance de mon attachement dévoué.

ALBERT.

Lorsqu'en septembre 1915, les agents de l'Allemagne répandirent dans la presse internationale de vagues rumeurs de paix, un journaliste anglais eut l'idée d'interroger les membres du Gouvernement sur leurs dispositions à cet égard. Les réponses furent nettes et explicites.

Le premier ministre Asquith déclara : « Nous ne pourrions remettre au fourreau l'épée que nous n'avons pas tirée à la légère, que lorsque la Belgique aura recouvré tout ce qu'elle a sacrifié, et plus encore, que lorsque la France sera définitivement à l'abri d'une agression, que lorsque les droits des petites nations d'Europe seront réglés sur une base intangible et que lorsque la domination militaire de la Prusse sera totalement et absolument détruite. »

Sir Edward Carson répondit que nul en Angleterre ne pensait être appelé à faire des sacrifices superflus, et que chacun, au contraire, se rendait compte du danger de la situation et de la menace que représentait l'Allemagne pour les idées de liberté.

Le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Lord Robert Cecil, proclama à la Chambre des Communes, le 16 septembre, la résolution du Gouvernement anglais de rester fidèle au pacte de Londres par lequel les Alliés se sont engagés à ne pas faire de paix séparée.

« Je désire dire avec une parfaite clarté, ajouta-t-il, afin de ne laisser possible aucun malentendu ici ou à l'étranger, que jamais l'Angleterre ne tiendra compte d'une proposition de paix qui n'aurait pas été soumise en même temps à ses alliés et qui ne soit conforme aux obligations imposées par les traités. »

En décembre 1915, le ministre du Commerce, M. Runciman, s'expliquant à la Chambre des Communes sur une demande de divers députés, au sujet des mesures à prendre pour favoriser l'essor du commerce britannique, au moment de la paix, renouvela encore cette déclaration :

« Il n'est pas de paix, si prochaine qu'elle soit, à laquelle nous puissions participer si elle lèse en quoi que ce soit les intérêts de nos alliés. Nous sommes tous unis et nous ne devons donner, nos alliés et nous, aucune indication qui puisse laisser

supposer un instant que nous aspirons à la paix avant d'avoir atteint le but que nous nous sommes fixé, avant d'avoir triomphé de nos ennemis.

« Les investigations auxquelles nous nous livrons en vue du retour de la paix ne sont pas faites avec l'idée de rompre la bonne harmonie qui règne entre les Alliés, ni de hâter ce retour de la paix en sacrifiant quoi que ce soit du but commun que nous poursuivons. »

M. Lloyd George, interrogé par M. Mario Borsa, pour le *Secolo* de Milan, disait, en février 1916 :

Cette guerre est une guerre de la démocratie. Sinon, je ne l'approuverais pas. J'ai été opposé à la guerre contre les Boers, vous vous en souvenez. Mais aujourd'hui, c'est l'avenir de la démocratie tout entière qui est en jeu, pour l'Angleterre, pour la France, pour l'Italie, pour la Russie, pour le monde entier. C'est la dernière lutte entre l'autocratie militaire et la liberté politique. Lutte cruelle et sombre ; mais nous serons victorieux ; je n'en doute pas. L'ennemi a outrepassé sa puissance et il est, à présent, près de son déclin. Nos alliés et nous, au contraire, nous augmentons nos forces tous les jours. L'Angleterre entière est pour la guerre. Si nous avions demain des élections générales, un député qui serait adversaire de la guerre ne serait pas élu. Je ne prévois aucune opposition à l'application de la loi de conscription .....

Et, plus loin :

Mettez-vous bien dans la tête et dites-le bien clairement à vos compatriotes : L'Angleterre est décidée à aller jusqu'au bout. Nous avons pu commettre des erreurs, mais jamais nous ne commettrons celle d'abandonner la partie à demi gagnée. C'est la ténacité

anglaise qui est venue à bout de Napoléon, après vingt années de guerre. Ses alliés se fatiguèrent l'un après l'autre, mais l'Angleterre tint bon. Aujourd'hui, aucun des alliés ne faiblit. Ils sont et ils resteront avec nous, solidaires et résolus.

Il y a donc toute une série de déclarations officielles, réitérées pendant plus d'une année, qui ne peuvent laisser aucun doute sur la parfaite décision de l'Angleterre d'aller jusqu'au bout de cette lutte formidable d'accord avec ses alliés, et spécialement avec la France.

Et à qui voudrait mettre encore en suspicion, contrairement à l'évidence des faits, la loyauté britannique, au détracteur systématique qui dirait que les ministères changent et les paroles s'envolent, nous répondrions que les peuples restent et que ce que nous avons relevé, au cours de ces pages, du peuple anglais, commande l'admiration, le respect et la confiance.

---

## OUVRAGES CONSULTÉS

### BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Il existe une bibliographie générale des livres relatifs à la contribution anglaise dans la guerre actuelle. Elle est contenue dans : *Books on the Great war*, par F. W. T. Lange et W. T. Berry. London, Grafton and Co.

On consultera avec fruit les ouvrages généraux suivants : *Nelson's History of the War*, en cours de publication (mensuel). Londra, Nelson and Son.

*The "Times" History of the War*, en cours de publication (hebdomadaire). Londres, *The Times*.

*The Oxford Pamphlets*. Oxford, Clarendon Press.

*The Great War*, par H. W. Wilson and Hammerton.

*War of the Nations*, par E. Wallace.

*The British Share in the War*, par H. A. L. Fisher. London, Darling and Son.

*L'Angleterre et la Guerre*, par G. Cestre. Paris, Didier, 1915.

*Le splendide effort de l'Angleterre*, par M. Hubert Jacques, série d'articles, publiés par *l'Information* de Paris.

*L'Angleterre et la Guerre*, par André Chevrillon. *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> et 15 nov., 15 déc. 1915, 1<sup>er</sup> janv. 1916.

*Je sais tout*, n° du 15 octobre 1915, n° spécial consacré à *Notre alliée l'Angleterre*. Paris, Laffitte.

*La Renaissance*, n° du 7 août 1915, n° spécial : *L'Angleterre et la Guerre*, par le Comité de l'Entente cordiale, 10, rue Royale, Paris.

*Ciò che hanno fatto gli Inglesi*, par Jules Destrée. Milan, Treves, décembre 1915.

*Libertà ed Autorità di Inghilterra*, par V. Porri. *La Voce*, Florence, 7 septembre 1915, n° 9.

*La guerra vista dagli scrittori inglesi*, par Aldo Sorani, préface de Richard Bagot. *Quaderni della Guerra*. Milan, Fratelli Treves.

*L'Inghilterra nel grande conflitto*. Diario di cose vedute e udite, par T. U. Tazzoli. *I Libri d'oggi*. Florence, Fratelli Bemporad (95 cent.).

*Che cosa fanno gli Inglesi*. Article anonyme (Mario Borsa). *Il Secolo*, 4 Agosto 1915, Milan.

Une série d'articles du même auteur, parus en février 1916 dans le *Secolo*.

On lira l'ensemble des discours de l'hon. David Lloyd George dans *Through Terror to Triumph*. London, Hodder and Stoughton.

#### BIBLIOGRAPHIE SPÉCIALE

Ont spécialement trait au chapitre I<sup>er</sup> les ouvrages suivants :

##### A. — OUVRAGES EN LANGUE FRANÇAISE.

###### 1° Publications officielles.

*Le livre bleu anglais* (Collection des Pages d'histoire). Nancy-Paris, Berger-Levrault.

*Royaume de Belgique*. Documents diplomatiques relatifs à la Guerre de 1914-1915. Vol. I et II (livre gris). Paris, Hachette.

*Le livre jaune français* (Collection des Pages d'histoire). Nancy-Paris, Berger-Levrault.

*Le livre orange russe*, vol. I et II. *Ibid.*

*Le livre blanc allemand*. *Ibid.*

*Le livre rouge austro-hongrois*. *Ibid.*

###### 2° Discours.

Discours de Sir Edward Grey sur la guerre.

*La Guerre, ses causes et sa signification*, six discours pro-

noncés par H. H. Asquith, premier ministre. Lausanne, Payot.

3<sup>o</sup> Livres et Brochures.

*La Belgique neutre et loyale*, par Émile Waxweiler, Lausanne, Payot.

*Les prétendues conventions anglo-belges*, par Émile Brunet.

*L'Angleterre et la guerre*, par Henry Wickham Steed. Paris, Colin.

*L'Angleterre n'a pas voulu la guerre*, par J. Doutenville. Paris, Floury.

*Comment la Grande-Bretagne essaya de maintenir la paix*, par Sir Edward Cook. Lausanne, Payot.

*Pourquoi la Grande-Bretagne est en guerre*, par Sir Edward Cook. *Ibid.*

*La valeur des petits États*, par H. A. L. Fisher. *Ibid.*

*Pourquoi nous sommes venus en aide à la Belgique*, par H. W. Massingham. *Ibid.*

*Pourquoi nous sommes en guerre*, par les historiens d'Oxford. *Ibid.*

B. — OUVRAGES EN LANGUE ITALIENNE.

1<sup>o</sup> Livres et Brochures.

*Perchè la Gran Bretagna è in guerra*, par Sir Edward Cook. Parigi e Londra, Thomas Nelson.

*Le Ragioni dell' intervento della Gran Bretagna nella Guerra*. Parigi e Londra, Thomas Nelson.

C. — OUVRAGES EN LANGUE ANGLAISE.

1<sup>o</sup> Publications officielles.

*Great Britain and the European Crisis* (Blue Book). H. M. Stationery office.

*Miscellaneous 11* (1914). Documents respecting the "Ne-

gotiations preceding the War" published by the Russian Government (*Russian Orange Book*). *Ibid.*

— 12 (1914). Diplomatic Correspondence respecting "The War" published by the Belgian Government (*Belgian Grey Book*). *Ibid.*

— 15 (1914). Diplomatic Correspondence respecting "The War" published by the French Government (*French Yellow Book*). *Ibid.*

"The Combined Book of Diplomatic Correspondence". *Ibid.*

"The Scrap of Paper". German Chancellor's Explanation and Great Britain's Reply. *Ibid.*

"The Violation of the Neutrality of Belgium" (Preface by Mr. Paul Hymans). *Ibid.*

### 2° Discours.

*Speech* (3rd August, 1914) by the Rt. Hon. Sir E. Grey in the House of Commons. H. M. Stationery Office, London.

*The War*. "Prospect and Retrospect", by the Rt. Hon. Winston Churchill, Field Marshal the Rt. Hon. Earl Kitchener, and the Rt. Hon. D. Lloyd George. *Ibid.*

*Speech* delivered by the Rt. Hon. Sir E. Grey, K. G., at the Bechstein Hall, London, on 22nd March, 1915. *Ibid.*

*The War*. "Its Causes and its Message". Speeches by the Prime Minister. August-October, 1914. Methuen, London.

### 3° Livres et Brochures.

*Great Britain's Reasons for going to War*, by E. Barker.

*The Case of Belgium*, by Jas. M. Beck. G. P. Putnam's Sons, London.

*The evidence in the Case*, by Jas. M. Beck. *Ibid.*

*Who is responsible?*, by Cloudesley Brereton. G. G. Harrap and Co, London.

*German Calumnies*, by Émile Brunet. Hicks, Wilkinson and Sears, London.

*How Britain strove for Peace*, by Sir Edward Cook.

*Why Britain is at War*, by Sir Edward Cook. Macmillan and Co, London.

*The Truth about the War*, by A. Galiano. T. Fisher Unwin.

*Germany and Belgium*, before and during the war, by A. Lowenstein.

*Why we came to help Belgium*, by H. Massingham. Hodder and Stoughton, London.

*Why we are at War*, by Oxford Historians. Oxford University Press, Oxford.

*The Foreign Policy of Sir Edward Grey*, by G. Murray. *Ibid.*

*The Diplomatic History of the War*, by M. P. Price.

Ont spécialement trait au chapitre II :

*The Anglo-German Problem*, par Charles Sarolea (édition d'Everyman, Edinburgh).

*Lectures*, par Cramb.

Ont spécialement trait au chapitre III :

A. — OUVRAGES EN LANGUE FRANÇAISE.

1<sup>o</sup> Discours.

*La flotte et la guerre*, par Balfour. Payot, Lausanne.

2<sup>o</sup> Livres et Brochures.

*La guerre sur mer*. Payot, Lausanne.

*La Flotte anglaise*, par Hannon. *Ibid.*

*Le blocus anglais*, par Balfour. *Ibid.*

B. — OUVRAGES EN LANGUE ITALIENNE.

*Il Dominio del mare nel conflitto anglo-germanico* di Italo Zangarelli, Milano Quaderni della guerra. Treves.

*Ciò che gli Inglesi fanno sul mare*, di Gastone Chiesi.  
Secolo, Milan, 11 marzo 1915.

C. — OUVRAGES EN LANGUE ANGLAISE.

1° Discours.

*The Conduct of the War by Sea*, speeches in the House of Commons by the Rt. Hon. Winston Churchill, on 15<sup>th</sup> February 1915 and the Rt. Hon. Asquith on 1<sup>st</sup> March 1915.  
H. M. Stationery Office.

2° Livres et Brochures.

*The Spectre of Navalism*, by J. Corbett. T. Nelson and Sons.

*The Navy and the War*, by A. J. Balfour. Nelson and Sons.

*The British blockade*, by A. J. Balfour. *Ibid.*

*The Freedom of the Seas*, by Hon. B. R. Wise. *Ibid.*

*Outlawry at Sea*, by A. Hurd. T. Fisher Unwin.

*Germany's methods of Naval Warfare*. Darling and Son.

Ont spécialement trait aux chapitres IV, V et VI :

A. — OUVRAGES EN LANGUE FRANÇAISE.

*Les services d'arrière*, par Maurice Barrès, dans *Je sais tout*, 15 oct.

*Les usines de guerre*, par Hubert Jacques. *Ibid.*

B. — OUVRAGES EN LANGUE ANGLAISE.

*Kitchener's Army and the Territorial Forces*, by E. Wallace.

*British Regiments at the Front*, by R. Hodder.

*Battles of the Marne and Aisne*, by H. W. C. Davis.

*Fighting in Flanders*, by E. A. Powell.

*With our fighting men*, by W. E. Sellers.

*The New Army in training*, by Rudyard Kipling.

- British Army*, by W. C. Clifford.  
*British Army of to-day*, by A. H. Atteridge.  
*Our Regiments and their Records*, by White.  
*Enlistment or Conscription*, by M. B. Meakin.

Ont spécialement trait au chapitre VII les ouvrages suivants :

*Emprunts et impôts*, par Raphaël Georges Levy. *Je sais tout*, 15 octobre 1915.

*Vote of Credit for War 1915-1916*. London, Wyman.

*A Memorandum of the Finance of the Great War*, by Moreton Frewen, Spottiswood.

*British and German Finance*, by E. F. Davies. Nelson and Son.

Le même ouvrage en traduction française.

*British War Finance*, par W. R. Lawson.

*The War Budget*, publié par le *Daily Chronicle*.

*New Income Tax in relation to the War*, by R. Burrows.

*War and our Financial Fabric*, by W. W. Wall.

*Effect of war on Stock Exchange transactions*, by W. S. Schwabe.

*The revelations of the Budget*, par Archibald Hurd. Londres, Chapman and Hall.

Ont spécialement trait au chapitre IX, les ouvrages suivants :

1° *Discours*.

*Ireland and the war*, by J. E. Redmond M. P. at Dublin and Kilkenny on September 25 and October 18<sup>th</sup>, 1914.

*The Irish Nation and the War*. Extracts from speeches made in the House of Commons and in Ireland since the outbreak of the war, by J. E. Redmond. (Sealy, Bryers et Walker Ltd. Dublin.)

2° *Livres et Brochures*.

*Canada and the War*, par W. Haydon.

*Canada and the War*, par A. B. Tucker.

*The King's Indian Allies*, par Saint Nihal Singh. Sampson, Low et Marston.

*India and the War*, par J. Matthai.

*Why India is Heart and Soul with Great Britain*, by N. Basu (Macmillan and Co).

*India and the War*, by Lord Sydenham. Hodder and Stoughton.

*A Free Empire in War Time*, by Right Hon. Lewis Harcourt M. P. Londres, Victoria League, Westminster.

Poultney Bigelow. *L'opinione di un Americano sulla politica coloniale britannica*. Dal *New York Times* dell' 8 giugno 1915. Traduzione di Pietro Santamaria. Tip. Marinelli.

---

# TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Préface de Georges Clemenceau.....	V
Note préliminaire.....	XI

## CHAPITRE PREMIER

### COMMENT L'ANGLETERRE, VOULANT LA PAIX, S'EST TROUVÉE ENTRAÎNÉE DANS LA GUERRE

La « perfide Albion » .....	3
Le début des négociations.....	5
L'échec de la médiation.....	12
Que pouvait-on faire de plus?.....	17
L'appui à la France.....	22
L'opinion publique anglaise.....	24
La violation de la neutralité belge.....	26
Les intérêts anglais.....	37
Déclarations de Sir Edward Grey.....	40
Les prétendues conventions anglo-belges.....	41
Les rapports anglo-allemands avant la guerre....	46

## CHAPITRE II

### LES GRIEFS ALLEMANDS CONTRE L'ANGLETERRE

Haine d'aujourd'hui, haine d'hier.....	49
Le Cahier des griefs allemands.....	50
La Grande-Bretagne a-t-elle contrecarré l'expansion économique de l'Allemagne?.....	51

La Grande-Bretagne a-t-elle empêché le développement colonial de l'Allemagne ?.....	53
Politique d'isolement?.....	58

## CHAPITRE III

## L'EFFORT NAVAL

Hypothèses.....	67
Spécialement, du service rendu à la France....	70
Chiffres.....	72
Que peut-on attendre d'une flotte?.....	77
La mobilisation de la flotte anglaise.....	78
La flotte allemande paralysée dès le premier jour.	82
Les transports assurés.....	86
Coopération militaire et actions navales.....	89
Les pertes.....	90
Destruction du commerce de l'ennemi.....	98
Protection du commerce ami.....	101

## CHAPITRE IV

## L'EFFORT MILITAIRE. — L'ARMÉE D'HIER

Les « méprisables armées » de Lord Kitchener...	111
Coup d'œil rétrospectif.....	112
Réformes.....	115
Lord Cardwel, 1881.....	116
Lord Haldane, 1906.....	118
Deux aspects de la guerre anglaise.....	120
Les nouvelles armées.....	121
Lord Kitchener.....	122
L'esprit public.....	123

## CHAPITRE V

## L'EFFORT MILITAIRE. — L'ARMÉE D'AUJOURD'HUI

	PAGES
Conscription ou volontariat.....	131
Le système de Lord Derby.....	135
Le recrutement. — Croquis.....	137
A l'entraînement.....	143
Effets du recrutement dans la vie économique de la nation.....	147
Des chiffres.....	149
Les pertes.....	151
Le soldat anglais.....	153
L'activité de l'armée anglaise. — Première cam- pagne de Belgique.....	158
Campagne de France.....	159
Seconde campagne de Belgique.....	161
Troisième campagne de Belgique.....	162
L'offensive de septembre.....	163
Autres campagnes.....	163
La police intérieure.....	166

## CHAPITRE VI

## L'EFFORT MILITAIRE. — ASPECT INDUSTRIEL

L'insuffisance des munitions.....	171
Un ministère des munitions.....	172
Le problème de la mobilisation industrielle et ses solutions.....	173
Résultats.....	178
Les travailleurs des munitions.....	180
Conclusion.....	183

## CHAPITRE VII

## L'EFFORT FINANCIER

	PAGES
L'autre sang.....	187
Plus de cent millions par jour.....	188
Chiffres officiels.....	189
Ressources et précédents.....	193
Les impôts.....	194
Emprunts de guerre.....	200
Ce n'est pas tout.....	203
Le moratorium.....	204
L'Angleterre, banquier des Alliés.....	207
Les sacrifices des particuliers.....	209
Spécialement, des secours aux Belges.....	210

## CHAPITRE VIII

## L'ACTION DIPLOMATIQUE

L'action diplomatique.....	215
----------------------------	-----

## CHAPITRE IX

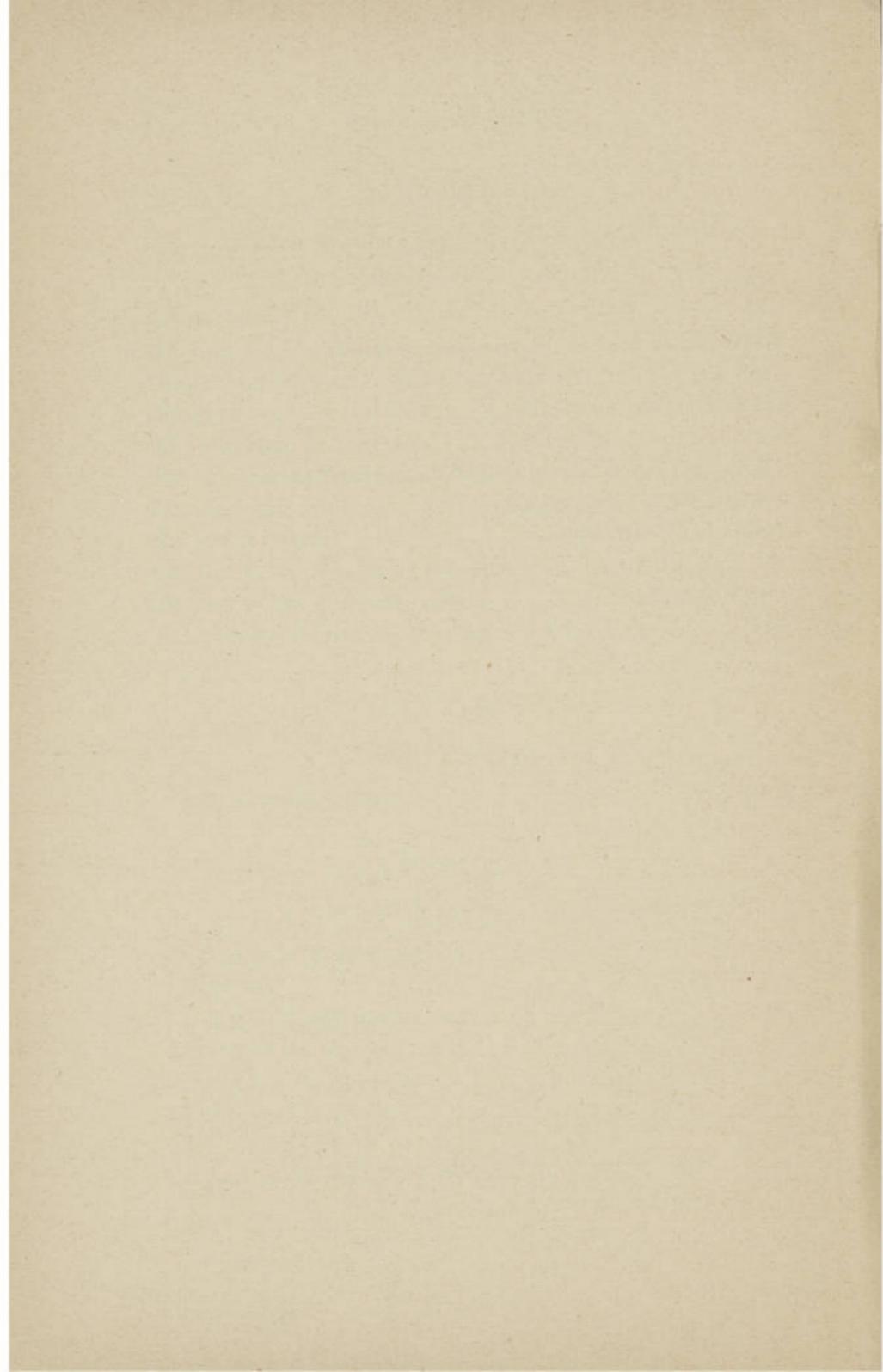
## L'UNION DU ROYAUME ET DE L'EMPIRE

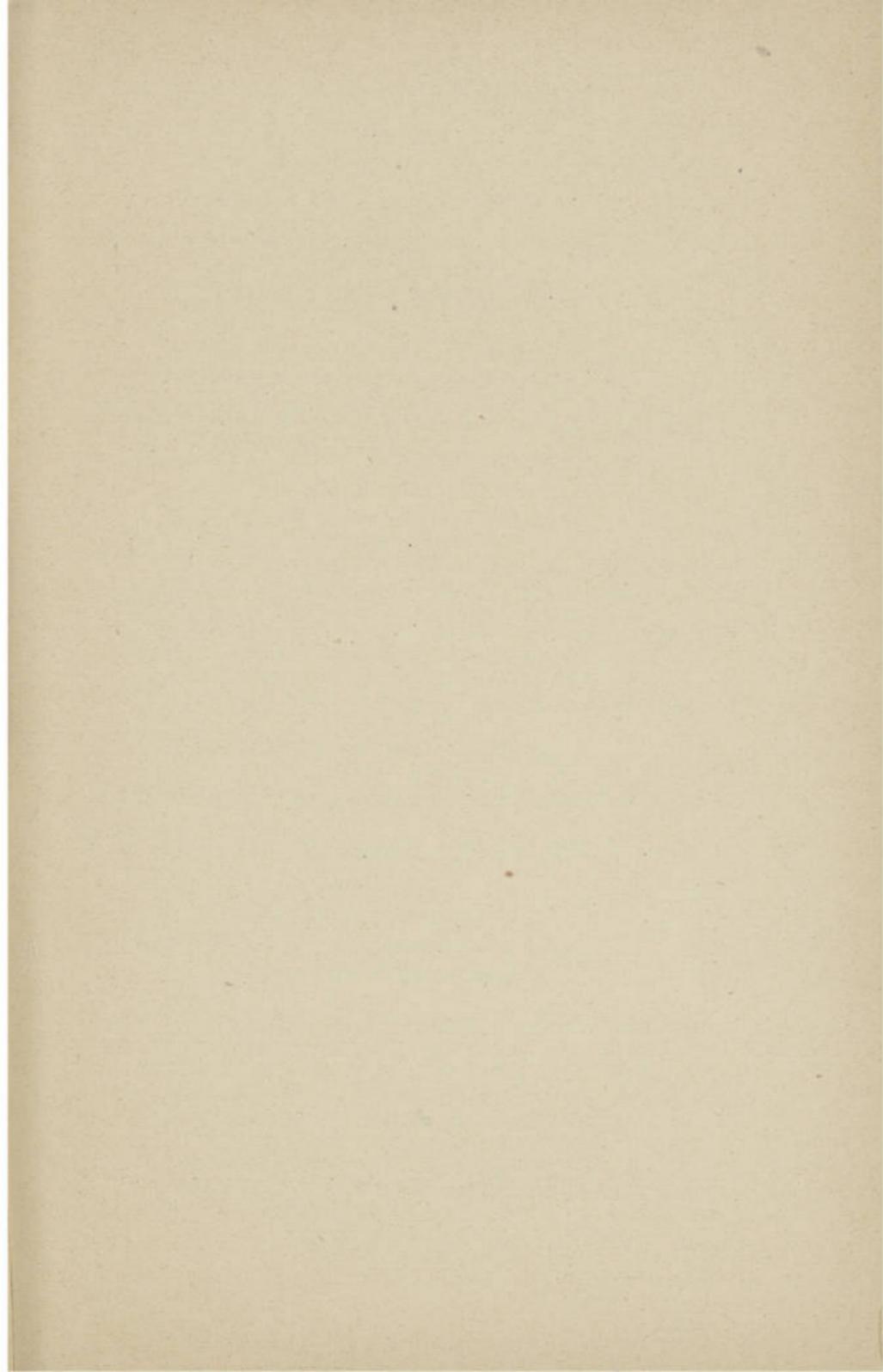
I. <i>L'union du Royaume</i> .....	219
Les partis.....	219
Le nationalisme irlandais.....	222
Les luttes de classes.....	223
II. <i>L'unité de l'Empire</i> .....	225
Illusions allemandes.....	225
Élan de fidélité.....	227
Le plus grand sacrifice.....	235

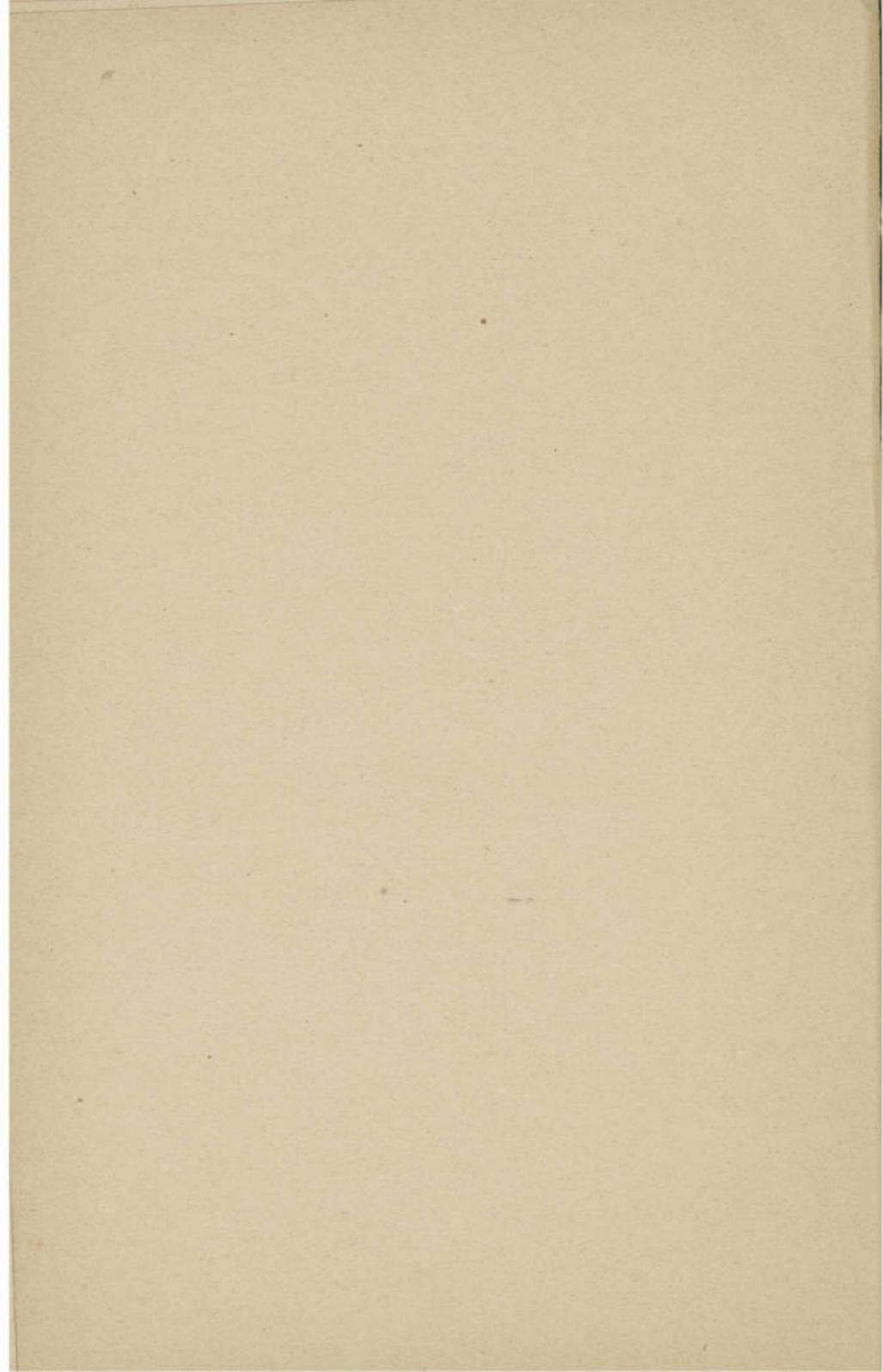
## CHAPITRE X

POURQUOI NOUS POUVONS AVOIR CONFIANCE  
DANS L'ANGLETERRE

	PAGES
L'Angleterre et la liberté des peuples.....	243
Déclarations de Sir Edward Grey.....	245
L'Angleterre et l'Italie.....	247
L'Angleterre et la France. L'entente cordiale...	250
Raisons profondes de l'alliance anglo-française..	252
Attestations de sympathie.....	254
Organismes d'union.....	256
Jusqu'au bout.....	258
Bibliographie .....	265







Librairie d'Art et d'Histoire  
G. VAN OEST & C<sup>IE</sup>, Editeurs

4, Place du Musée, BRUXELLES

Bureau à PARIS : 63, Boulevard Haussmann, 63

EXTRAIT DU CATALOGUE

Le Catalogue général sera envoyé franco sur demande

---

---

L'Allemagne avant la Guerre

LES CAUSES ET LES RESPONSABILITÉS

Par le BARON BEYENS

Ancien ministre de Belgique à Berlin.

La table des matières du volume donnera un aperçu réel de son très vif intérêt : Introduction. — L'empereur Guillaume. — La famille impériale allemande. La Cour. Le gouvernement. — L'armée et la marine allemandes. Le parti de la guerre — Le Reichstag et les partis politiques. — L'état des esprits. Les causes économiques de la guerre. — La question du Maroc. — La question d'Orient. — La semaine tragique. — La neutralité belge et l'invasion de la Belgique. — Conclusion.

L'ouvrage forme un fort volume in-16, de 388 pages.

Prix : 3 fr. 50.

---

---

En Italie avant la Guerre

(1914-1915)

Par JULES DESTRÉE

Membre de la Chambre des Représentants de Belgique.

*Préface de Maurice Maeterlinck.*

Au cours d'un long séjour qu'il fit en Italie et par suite même de son action, M. Destrée se trouva en contact permanent avec les personnalités les plus notoires du royaume, comme avec les milieux et les groupements les plus divers. Ce sont les impressions qu'il ressentit dans ces milieux politiques et sociaux, les conversations qu'il eut avec ces personnalités, qu'il nous apporte dans ce volume. Ce livre nous montre l'évolution politique, diplomatique et nationale de l'Italie, depuis son détachement des Empires du centre jusqu'à son entrée en action à côté des Alliés.

L'ouvrage, qui forme un volume in-16 de près de 200 pages, est préfacé par le célèbre écrivain Maurice Maeterlinck qui participa, à côté de M. Jules Destrée, à l'action probelge en Italie.

Prix : 2 fr. 50.

---

---

## Les Socialistes et la Guerre Européenne

Par Jules DESTRÉE

Membre de la Chambre des représentants de Belgique.

Dans ce volume, M. Jules Destrée, un des leaders du parti socialiste en Belgique, définit l'attitude des socialistes de tous les pays vis-à-vis de la guerre européenne. Pour élaborer ce travail, l'auteur ne s'est pas uniquement fié à ses connaissances personnelles ; il a recueilli l'opinion et invoque l'autorité des personnalités socialistes les plus connues de tous les pays.

Table des matières du volume : Notes préliminaires. — L'attitude des socialistes des pays belligérants. — Opinion socialiste des pays neutres. — Les Congrès socialistes internationaux. — Conclusion.

Un volume de 136 pages. . . . . Prix : 1 fr. 50

---

---

## L'effort britannique

CONTRIBUTION DE L'ANGLETERRE

A LA GUERRE EUROPÉENNE (AOUT 1914-FÉVRIER 1916)

Par JULES DESTRÉE

Membre de la Chambre des Représentants de Belgique.

Préface de GEORGES CLEMENCEAU

Un volume in-16 de 300 pages. Prix : 3 fr. 50.

---

---

VILLES MEURTRIES DE BELGIQUE

## Anvers, Malines et Lierre

Par ÉMILE VERHAEREN

## Bruxelles et Louvain

Par L. DUMONT-WILDEN

Chaque volume, de format in-16, d'environ 64 pages de texte, comporte 32 illustrations hors texte, en typographie : reproductions de monuments, d'anciennes gravures, de tableaux, vues urbaines, types populaires, etc.

Prix : 1 fr. 50 broché — 2 francs cartonné.

# Album historique de la Belgique

H. VANDER LINDEN <sup>PAR</sup> et H. OBREEN  
Professeur à l'Université de Liège Docteur en Sciences historiques.

Précédé d'une préface de H. Pirenne.

(Ouvrage couronné par l'Académie Royale de Belgique.)

Le but des auteurs de cet ouvrage a été de réaliser une histoire de Belgique aussi condensée et aussi accessible qu'il se peut. L'histoire de la civilisation belge se trouve synthétisée en 235 reproductions de monuments, peintures, sculptures, miniatures, estampes, groupées chronologiquement depuis les origines de notre Histoire jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle en montrant clairement les phases successives de notre vie publique et privée. Un texte précis, mais sans inutiles longueurs et sans controverse, commente les documents reproduits.

L'ouvrage forme un beau volume petit in-4<sup>o</sup> contenant environ 110 pages de texte et 235 illustrations hors texte en typographie.

Prix : 21 fr. broché, 25 fr. relié.

---

ÉDITION ORIGINALE

des dessins de guerre de l'artiste hollandais

LOUIS RAEMAEKERS

L'APOGÉE DE LA « KULTUR »

Les cinquante satires dues au crayon de Raemaekers sont des marques au fer rouge au front de l'Allemagne. L'indignation de l'artiste ne s'adresse qu'au monde civilisé, et celui-ci sera d'autant plus impressionné par ce « musée des horreurs germaniques » qu'il l'éclaire à la lueur d'une opinion neutre.

L'édition originale des dessins de Raemaekers, *L'apogée de la « Kultur »*, se compose de 6 recueils de format in-4<sup>o</sup> Jésus (29 × 38 cm.), contenant chacun 12 reproductions de dessins au crayon sous couverture coloriée.

Prix des 6 recueils, soit 72 reproductions en blanc et noir et 6 couvertures coloriées :

15 francs.

(Franco contre remboursement : 16 francs)

---

## COLLECTION DES Grands Artistes des Pays-Bas

Cette collection vise à célébrer les anciens peintres, sculpteurs, architectes, ouvriers d'art des Flandres, de Wallonie et de Hollande.

Volumes parus dans cette collection :

Thierry Bouts, par Arnold GOFFIN.

*Quentin Metsys*, par J. de BOSSCHÈRE.  
*Pierre Breughel*, par Charles BERNARD.  
*Vermeer de Delft*, par G. VANZYPE.  
*Les Néerlandais en Bourgogne*, par Alph. GERMAIN.  
*La Sculpture anversoise aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles*, par J. de BOSSCHÈRE.  
*Gérard Terborch*, par Franz HELLENS.  
*Roger van der Weyden*, par Paul LAFOND.  
*La Sculpture belge aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, par Henry ROUSSEAU.  
*Juste Suttermans, peintre des Médicis*, par P. BAUTIER.  
*Les Mostaert*, par Sander PIERRON.  
*Les Artistes wallons*, par L. CLOQUET.  
*Lucas de Leyde*, par N. BEETS.  
*Pieter de Hooch*, par A. de RUDDER.  
*D'autres volumes sont en préparation.*

Ces diverses monographies comportent un catalogue de l'œuvre de chaque artiste étudié et une bibliographie du sujet.

Chaque volume, de format petit in-8°, contient de 120 à 140 pages de texte et environ 32 planches hors texte.

Prix de chaque volume :

Broché.....	3 fr. 50
Relié avec un cartonnage en toile anglaise.....	4 fr. 50

## HUBERT ET JEAN VAN EYCK

Par E. DURAND-GRÉVILLE

Cet ouvrage est, actuellement, la monographie la plus complète et la plus importante consacrée aux Van Eyck. L'illustration en est particulièrement intéressante. En outre de toute l'œuvre connue ou publique des van Eyck, elle reproduit pour la première fois certains tableaux et dessins tirés de musées et de collections particulières d'Angleterre, d'Espagne et d'Amérique.

Un beau volume petit in-4°, comprenant environ 80 planches hors texte.

Prix : Broché, 20 fr. — Relié, pleine percaline, 25 fr.

## La Peinture au Musée ancien de Bruxelles

Par FIERENS-GEVAERT

Professeur à l'Université de Liège, Secrétaire des Musées Royaux de Belgique.

L'ouvrage comporte la reproduction de 174 œuvres des diverses écoles représentées au Musée de Bruxelles (Primitifs Flamands et Wallons, Primitifs Français, Hollandais et Allemands, École flamande fin du XVI<sup>e</sup> siècle et XVII<sup>e</sup>, École hollandaise du XVIII<sup>e</sup> siècle, Écoles italienne, espagnole, française et anglaise du XVIII<sup>e</sup> siècle), précédée d'une notice historique du Musée, d'un guide historique et critique et d'une table des noms d'artistes cités dans l'ouvrage.

L'ouvrage forme un beau volume petit in-4°, de 118 pages de texte et 174 reproductions hors texte en typographie.

Prix : broché, 10 francs ; cartonné, 12 fr. 50.

*Le même ouvrage en édition anglaise*  
**THE BRUSSELS GALLERY  
OF OLD MASTERS**

*Reproduction of 174 pictures of various schools preceded by an  
historical and critical summary.*

By FIERENS-GEVAERT

Professor of Liege University, Secretary of the Belgian Royal Galleries.

Prix : 10 francs.

---

**LA TOISON D'OR**

**Origine et histoire de l'Ordre depuis son institution en 1429  
jusqu'en l'année 1559**

Par le baron H. KERVYN DE LETTENHOVE

Cet ouvrage, publié à l'occasion de l'Exposition de la Toison d'or, à Bruges, qui souleva un enthousiasme universel, forme un beau volume, illustré de 42 planches hors texte, tirées en typographie, et reproduisant un certain nombre des plus beaux portraits des chefs et souverains et de chevaliers illustres de l'ordre, des miniatures célèbres, des estampes de l'époque, des armures, des sculptures, une des célèbres tapisseries d'Espagne, etc.

Prix : broché, 5 fr.

---

**LE PORTRAIT EN FRANCE**

Par L. DUMONT-WILDEN

Se plaçant surtout sur le terrain de l'histoire et au point de vue de l'esthétique, l'auteur y observe, à travers l'œuvre des portraitistes français, toute la vie sociale de l'époque. Cette étude est suivie de notices sur les portraitistes du XVIII<sup>e</sup> siècle et chacune d'entre elles constitue une petite monographie de l'artiste, suivie d'une liste de ses portraits principaux et d'une bibliographie.

L'ouvrage forme un beau volume grand in-8<sup>o</sup>, illustré de 50 planches hors texte.

Prix : 10 fr.

---

**WATTEAU ET SON ÉCOLE**

Par EDMOND PILON

Ouvrage couronné par l'Institut. Prix Charles Blanc, 1913.

Dans ce volume, l'auteur nous donne une substantielle étude sur le grand maître Watteau, son œuvre, sa technique, ses origines et sa vie. Autour de Watteau vient se grouper toute une pléiade de grands artistes français du XVIII<sup>e</sup> siècle que l'on peut considérer comme

constituant l'école du grand Watteau : Lancret, Pater, Gillot, Claude, Audran et Christophe Huet.

L'ouvrage forme un fort volume, grand in-8°, de plus de 200 pages de texte, orné de 50 très belles planches hors texte en simili-héliogravure, d'après les œuvres les plus caractéristiques ou les moins connues de Watteau et des maîtres de son école.

Prix : 10 fr.

---

---

## JACQUES CALLOT, Maître Graveur

(1593-1635)

### SUIVI D'UN CATALOGUE CHRONOLOGIQUE

*Nouvelle édition revue et réduite, ornée de 96 estampes et d'un portrait*

Par PIERRE-PAUL PLAN

Le volume que nous annonçons ici constitue une édition réduite du grand ouvrage sur Jacques Callot que nous avons publié en 1912 et aujourd'hui épuisé. Ce volume, de format grand in-8°, contient une étude sur l'œuvre et la vie du grand graveur lorrain, un catalogue chronologique de ses estampes, qui comporte 890 numéros et la reproduction en typogravure, hors texte, de 96 estampes et d'un portrait du maître.

Prix : broché, 5 francs ; relié, 6 francs.

---

---

## LA FAÇADE DE NOTRE-DAME DE PARIS

Par L'ABBÉ SYLVAIN FRANÇOIS

Étude analytique et historique de la façade de l'illustre cathédrale de Paris, qui s'applique non seulement à la vue extérieure de l'édifice, mais aussi au portail, au tympan, aux portes, aux sculptures et à la grande rose de la façade du XIII<sup>e</sup> siècle.

Un volume in-4°, illustré de 12 planches hors texte en typogravure et d'une planche en couleurs reproduisant la grande rose de la façade.

Prix : 4 francs

---

---

## L'ÉCOLE BELGE DE PEINTURE

Par CAMILLE LEMONNIER

Une École Belge moderne de peinture existe. Elle s'est imposée avec éclat lors de l'Exposition Historique de l'Art Belge en 1875 et de la Rétrospective de 1905. Elle se manifeste au jour le jour par ses envois à tous les salons du monde et par des manifestations collectives comme celles au Salon d'Automne de Paris, à Venise et à Londres.

*L'École Belge de peinture* est l'ouvrage définitif sur l'art belge au XIX<sup>e</sup> siècle et forme un beau volume in-4°, illustré de 140 reproductions en planches hors texte, reproduites en héliogravure, en camaïeu et en typogravure. Couverture dessinée par Georges Lemmen.

Prix : broché, 20 fr. ; relié percaline anglaise, 25 fr.

# COLLECTION

## des Artistes Belges Contemporains

Cette collection forme un monument merveilleux à la gloire de l'école belge contemporaine. Les tendances les plus diverses de l'art moderne s'y trouvent représentées sans parti-pris.

*Ont paru :*

<i>Albert Baertsoen</i> , par FIERENS-GEVAERT, 1 vol. br.....	10 fr. »
<i>Henri Bonquet</i> , par Sander PIERRON, 1 vol. br.....	10 »
<i>Guillaume Charlier</i> , par Sander PIERRON, 1 vol. br.....	10 »
<i>Emile Claus</i> , par Camille LEMONNIER, 1 vol. br.....	10 »
<i>Frans Courtens</i> , par Gustave VANZYPE, 1 vol. br.....	10 »
<i>James Ensor</i> , par Emile VERHAEREN, 1 vol. br.....	10 »
<i>Heuri Evenepoel</i> , par Paul LAMBOTTE, 1 vol. br.....	10 »
<i>Victor Gilsoul</i> , par Camille MAUCLAIR, 1 vol. br.....	10 »
<i>Fernand Khnopff</i> , par L. DUMONT-WILDEN, 1 vol. br....	10 »
<i>Victor Rousseau</i> , par Maurice des OMBIAUX, 1 vol. br..	10 »
Prix de chaque vol. rel. percaline anglaise, fers spéciaux	12 50
<i>Eugène Laermans</i> , par Gustave VANZYPE, 1 vol. br.....	7 50
<i>Quatre artistes Liégeois</i> (A. RASSENFOSSÉ. — F. MARÉCHAL. — E. BERCHMANS. — A. DONNAY), par Maurice des OMBIAUX.....	7 50
Prix de chaque volume relié percaline anglaise, fers spéciaux.....	10 »

## VIEUX-BRUXELLES

Album contenant 50 planches hors texte, d'après les œuvres architecturales les plus caractéristiques du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, précédées d'une étude sur l'évolution historique et architecturale de Bruxelles, mise en rapport avec les planches, par G. DES MAREZ, archiviste de la Ville.

Prix de l'ouvrage en portefeuille : 5 fr.

Edition anglaise : *Old Brussels*. Prix : 5 fr.

## Les Vertus Bourgeoises

ROMAN DE LA RÉVOLUTION BRABANÇONNE

Par H. CARTON DE WIART

Ministre de la Justice de Belgique.

Édition de luxe, formant un beau volume, grand in-8° carré,  
orné de 88 illustrations en couleurs  
d'AMÉDÉE LYNEN.

500 ex. sur papier de Hollande à la cuve Van Gelder  
Zonen, numérotés de 56 à 555..... 25 fr.

## L'HUMANISME BELGE A L'ÉPOQUE DE LA RENAISSANCE

Par ALPHONSE ROERSCH

---

Huit médaillons d'humanistes belges, présentés d'une manière singulièrement vivante par un écrivain qui n'a pas moins de goût que d'érudition. Dans chaque œuvre M. Roersch sait choisir le trait le plus saillant, les citations les plus exquises ; de chaque vie il dégage excellentement l'élément pittoresque ou pathétique. Le livre de M. Roersch forme un important chapitre de notre histoire littéraire.

Prix : 3 fr. 50.

---

---

## FIGURES ET SITES DE BELGIQUE

Par FIERENS-GEVAERT

---

Par des conférences, des monographies, des articles, l'auteur s'est appliqué de longtemps à mieux faire ressortir les aspects littéraires et artistiques de notre pays, sa géographie morale. C'est la meilleure part de cette œuvre d'exaltation patriale que M. FIERENS-GEVAERT offre au lecteur. Ces études sur *Charles de Coster*, sur *Guido Gezelle*, ces essais sur *Gand*, *Anvers*, *Bruges*, ces notes sur *Waterloo légendaire*, etc., forment un livre du patriotisme le plus éclairé.

Un vol. petit in-8° de 200 pages.

Prix : 3 fr. 50.

---

---

## LA DÉCOUVERTE DE LONDRES PAR UN FRANÇAIS

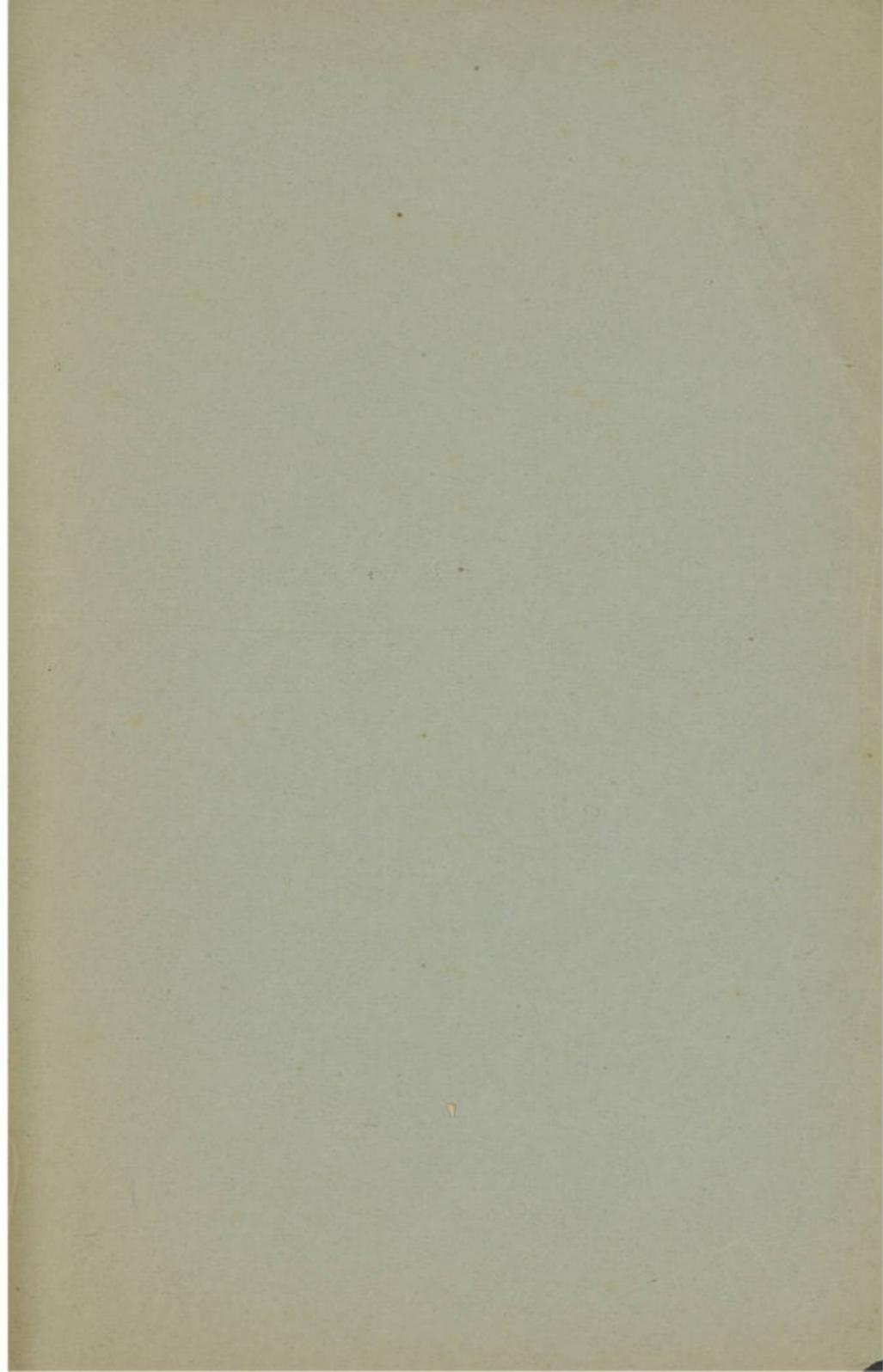
Par LÉON SOUGUENET

---

Ce ne sont pas de simples notes, jetées au hasard d'une traversée, que ce livre. M. Souguenet a vécu plusieurs années à Londres, et il a été tenté de fixer ses expériences. Il l'a réalisé avec l'esprit original, mordant, qu'on lui connaît, et certains chapitres sont de vrais chefs-d'œuvre d'observation fine et juste. Ce livre est écrit dans une langue souple, élégante, et ne manquera pas de plaire tant à la majorité du public qu'à l'élite des lettrés.

Prix : 3 fr. 50.

---



---

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

---

